

# Le Monde

Cahier  
« Initiatives-Métiers »  
5 pages d'offres d'emplois

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15901 - 7 F

MARDI 12 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

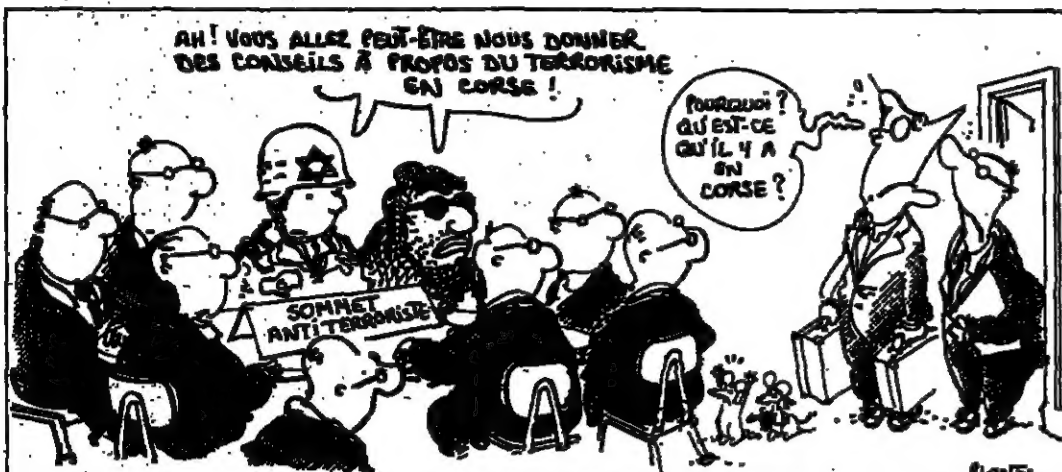
## La stratégie du pouvoir en Corse défiée par la violence

LA CORSE a connu une fin de semaine très troublée, avec plusieurs homicides, une tentative d'assassinat contre un militant nationaliste et le mitraillage, dans la banlieue parisienne, du pavillon du journaliste de *Libération* spécialisé dans les affaires corses, Guy Benhamou. Bien qu'aucune preuve n'existe pour le moment, le FLNC-canal historique fait figure de principal accusé. Lundi matin, le gouvernement n'avait pas réagi à cette agression. L'une des tendances nationalistes, l'ANC, a accusé le RPR et l'Etat de collusion avec le FLNC-canal historique. Les assassinats du président du tribunal administratif de Bastia et d'un commerçant en Corse du Sud ne semblent pas avoir de connotation politique mais contribuent à alourdir le climat de violence.

Lire page 6  
et notre éditorial page 16

## L'Autorité palestinienne a arrêté des responsables militaires du Hamas

Shimon Pérès se félicite de l'attitude de Yasser Arafat



APRÈS les admonestations, une relative satisfaction : le premier ministre israélien s'est félicité, dimanche 10 mars, des efforts déployés par le président de l'Autorité palestinienne pour démanteler les réseaux liés au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui a revendiqué les récents attentats-suicides à Jérusalem et à Tel-Aviv. La police palestinienne a no-

tamment arrêté les trois principaux responsables connus de la branche armée. Shimon Pérès a jugé que Yasser Arafat, qui a rencontré samedi le « numéro deux » de la CIA, « a commencé à se mettre sur la bonne voie » et l'a invité à se montrer encore plus pugnace. En revanche, l'Etat juif continue de maintenir strictement le bouclage des territoires palestiniens occupés et autonomes. De son côté, l'Iran, que les Etats-Unis entendent montrer du doigt, mercredi 13 mars, au sommet « antiterroriste » de Chamm el Cheikh en Egypte, joue la carte de l'Europe et de la Russie pour échapper à une mise en quarantaine de la communauté internationale.

Lire page 2

## Le débat sur la réforme de France Télécom relancé

Un sénateur RPR critique le gouvernement

LE SÉNATEUR RPR des Yvelines Gérard Larcher s'inquiète, dans un rapport intitulé « France Télécom face à ses défis », des atermoiements gouvernementaux sur la réforme de l'opérateur téléphonique public. Il prône sa transformation en société anonyme au cours du dernier trimestre 1996 et la vente d'une part minoritaire de son capital début 1997. L'Etat resterait majoritaire et le statut de fonctionnaire serait sauvegardé, liberté étant également donnée à l'entreprise de continuer à recruter des fonctionnaires.

Attendre encore ne présente que des inconvénients, écrit le sénateur : cela reviendrait à accroître « l'angoisse » des agents face à une transformation inéluctable et à « dilapider toutes nos chances de conserver un champion national parmi les premiers du monde ». Pour M. Larcher, « les tergiversations passées » quant à l'évolution du statut de l'opérateur auraient déjà représenté « une perte d'environ 15 à 20 milliards de francs », la valeur de France Télécom étant réduite autour de « 200-210 milliards de francs

début 1997 », selon les récentes estimations, contre « 240-250 milliards de francs début 1994 ».

En outre, selon le sénateur, repousser l'échéance rendra la vente d'une partie du capital de plus en plus difficile. Le marché boursier international sera en effet fortement sollicité par les autres privatisations du secteur : une première tranche du capital de Deutsche Telekom est prévue en novembre 1996 et, au total, « ce n'est pas moins de 75 à 100 milliards de francs de titres d'entreprises européennes de télécommunications dont la vente est programmée » entre début 1997 et 1998. M. Larcher dit « comprendre le désarroi d'une partie des hommes et des femmes de France Télécom face à la nécessaire évolution juridique de leur entreprise ». Mais il assure que la transformation de l'entreprise « est la clé de la réussite internationale » du groupe, car « les conditions qui fondent l'actuelle prospérité, à savoir l'exploitation monopolistique d'un marché national, ne perdureront pas ».

Lire page 17

## Un slalomeur précis et puissant



SÉBASTIEN AMIEZ

HUIT JOURS après la victoire de Luc Alphand dans la Coupe du monde de descente, Sébastien Amiez a gagné, dimanche 10 mars à Lillehammer (Norvège), le trophée décerné au meilleur slalomeur de la saison. Grâce à une plus grande régularité, il devance l'italien Alberto Tomba, qui avait été sacré champion du monde de la discipline deux semaines auparavant à Sierra Nevada. A vingt-trois ans, Sébastien Amiez confirme les espoirs placés en lui depuis son titre de vice-champion du monde juniors. Le Savoyard se distingue par son style, mélange de puissance et de précision sur la neige.

A la veille du dernier slalom de la saison, il possédait 19 points d'avance sur Alberto Tomba, un écart que ce dernier pouvait facilement combler par une première place à Lillehammer, cédée de 20 points de plus que la deuxième position. En dépit de cet enjeu, le skieur de Pralognan n'a pas craqué dimanche, préservant dans la seconde manche l'avantage acquis dans la première. Jean-Noël Augert, en 1972, était le dernier Français à avoir conquis le globe de cristal.

Lire page 21

Abonnement, 3 DM; Argentine-Guyane, 5 F; Australie, 28 A\$; Belgique, 45 F; Canada, 2,55 \$CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 250 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 250 DR; Irlande, 140 F; Italie, 2.200 L; Japon, 45 ¥; Mexique, 10 000 P; Norvège, 14 000 N; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 200 Kč; Royaume-Uni, 2 £; Suède, 15 Sk; Suisse, 2,10 Sfr; Tunisie, 1 Dtn; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147-0312-7 00 F

## Enterrement royal et populaire à Bangkok

BANGKOK

Tiré par 216 soldats en costumes d'époque, le « grand chariot funéraire » a traversé le Bangkok royal, dimanche 10 mars, lors d'un dernier et fastueux hommage à la princesse mère, décédée à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. La procession est intervenue huit mois après sa mort, au jour considéré comme le plus favorable selon son thème astral. Les bataillons des cadets et des gardes royaux ont ouvert le cortège funéraire, précédant le chariot richement orné du patriarcat suprême, tiré par 76 hommes. Le prince héritier Vajiralongkorn et la princesse Sirindhorn suivaient le cortège, à l'abri de leurs parasols princiers. Un demi-million de personnes s'étaient installées sur le parcours du cortège qui, parti à l'aube, a atteint au milieu de l'après-midi les abords du crématorium resplendissant lui aussi de dorures, construit pour la circonstance et symbolisant le mont Meru. Tout autour avaient été élevés des pavillons pour accueillir le roi, sa famille ainsi que des centaines de dignitaires de la cour et du royaume,

y compris les élus, tous revêtus de leurs uniformes d'apparat.

Le roi Adulyadej Bhumibol, neuvième souverain de la dynastie des Chakri, dont le fondateur fit de Bangkok-Thonburi la capitale du Siam quinze ans après le sac, en 1767, d'Ayutthaya par les Birmans, initia alors une incinération qui ne devait avoir lieu, formellement, que six heures plus tard. Dans l'enceinte de Sanam Luang, « terrain royal » où les Chakri sont incinérés, l'étiquette très stricte de la cour s'est appliquée. Dans le reste du royaume, au tour de centaines d'autels surmontés du portrait de la princesse mère, les sujets du roi ont, à l'unisson, imité les gestes du monarque en déposant, de manière symbolique, des fleurs sculptées dans le bois de santal réservé aux crémations royales. Ces millions de gestes, retransmis par toutes les chaînes de télévision du royaume, ont eu lieu dans une atmosphère à la fois bon enfant et de profond respect.

La Thaïlande a beau être une monarchie constitutionnelle depuis 1932, l'autorité à la fois spirituelle et morale de la royauté dépasse

largement ses pouvoirs. L'actuel monarque, au zénith de sa popularité à l'occasion du cinquantenaire de son règne, a contribué à renforcer cette aura par une vie exemplaire. Sa mère occupait également une place à part dans le cœur des Thaïlandais pour avoir consacré sa vie à des œuvres de bienfaisance.

Pour comprendre la force de cet attachement, il suffit de se remémorer l'étonnante scène qui fit le tour de la planète un soir de mai 1992. Pour mettre fin aux sanglants affrontements dont Bangkok venait d'être le théâtre, Bhumibol, assis sur un canapé, avait sermonné les deux protagonistes de la crise. Les anciens généraux Suchinda Krapayoon, premier ministre, et Chamlong Srimuang, que le premier avait fait arrêter alors qu'il animait des manifestations en faveur de la démocratie, lui faisaient face, agenouillés devant lui. L'armée avait immédiatement regagné ses casernes, l'Assemblée avait été dissoute et un gouvernement provisoire avait été chargé d'organiser de nouvelles élections.

Jean-Claude Pomonti

POINT DE VUE

## Quelle agriculture pour l'Europe ?

par Bertrand Hervieu et Edgard Pisani

REGARDÉE hier comme le principal levier de la construction européenne, la politique agricole commune est aujourd'hui considérée comme un frein. La conférence de Stresa et le traité de Rome visaient à assurer à l'Europe sa sécurité alimentaire et à faire d'elle une puissance exportatrice dans le respect des exploitations familiales et le souci du consommateur.

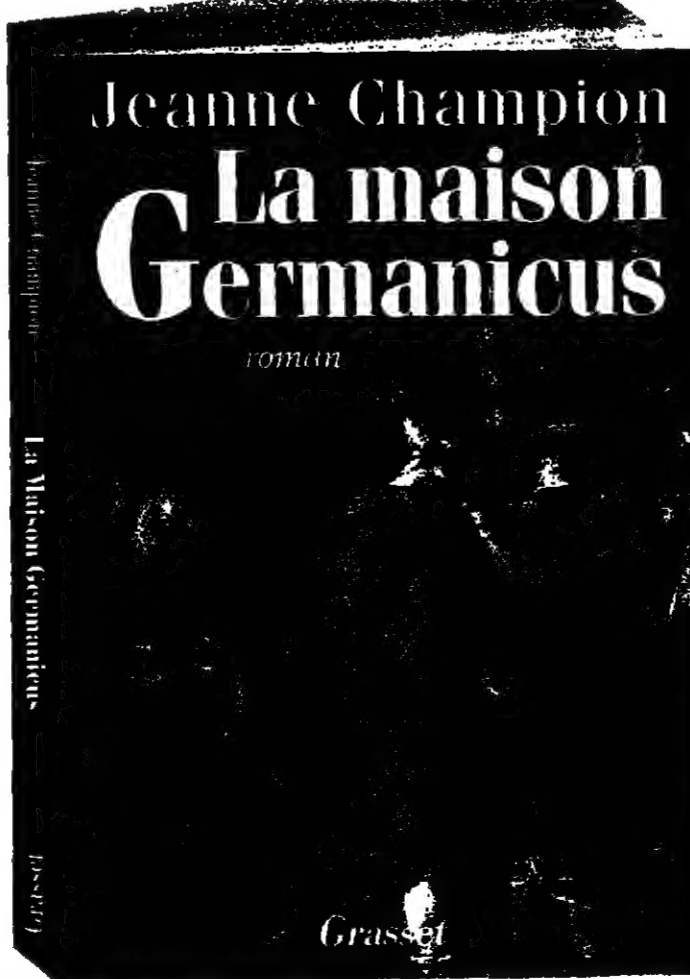
Faute d'avoir osé penser que d'autres objectifs étaient possibles et faute d'avoir compris que toute politique doit évoluer pour tenir compte des résultats qu'elle a atteints, l'Europe a laissé germer l'idée que la politique agricole commune n'avait plus de sens ni pour les agriculteurs ni pour les consommateurs, qu'elle était devenue un obstacle à la consolidation de la construction européenne, aux bonnes relations de l'Union avec le reste du monde, aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec les pays en développement.

Or est le sens d'une politique tendue vers la conquête des marchés mondiaux et qui ne se soumet pas aux lois du marché ? Pourquoi s'arc-bouter en même temps sur des objectifs de mondialisation et sur le maintien d'une politique publique fort interventionniste ? Comment s'arbitrent en définitive discours et pratique dans une entité qui, à la différence des Etats, a le devoir, chaque jour, de se définir et de se légitimer ?

Lire la suite page 25

Bertrand Hervieu est sociologue au Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF-CNRS-FNSP).

Edgard Pisani est ancien ministre de l'Agriculture, ancien président de l'Institut du monde arabe. Il anime le Groupe de Bruges, collectif rassemblant une vingtaine de personnalités de quinze pays européens.



## ■ Regain de tension autour de Taïwan

Les Etats-Unis envoient au moins un porte-avions et des navires de soutien en direction de Taïwan après l'annonce des manœuvres aéro-maritimes chinoises autour du détroit. p. 3 et 16

## ■ Les précisions de Charles Millon

Le ministre de la défense a indiqué au « Grand Jury RTL-Le Monde » que les entreprises travaillant pour la défense pourraient perdre 10 000 emplois par an pendant cinq ans. Jacques Chirac avait contesté ces chiffres le 22 février. p. 7

## ■ L'usage banalisé du cannabis

L'expression « rouler un pétard » appartient désormais au vocabulaire courant. Le cannabis circule entre quartiers chics et banlieue. p. 13

## ■ L'« école Chirac »

Les ministres sont invités à suivre l'exemple du président en se rendant sur le « terrain ». p. 8

## ■ Les places boursières à la baisse

Les marchés financiers étaient en forte baisse, lundi 11 mars, en Asie et en Europe après la violente secousse boursière de vendredi. Paris et Londres ont ouvert en recul de 1,6 %. p. 19 et 20

## ■ Une demeure pour le bouddhisme

Un vaste centre de pèlerinage, dessiné par l'architecte Kenzo Tange, commence à sortir de terre sur le lieu de naissance du Bouddha, au Népal. p. 24

International	1	Aujourd'hui	21
France	6	Agenda	28
Société	10	Abonnements	28
Carrel	12	Météorologie	28
Horizons	13	Mots croisés	28
Entreprises	17	Culture	24
Finances/marchés	20	Radio-Télévision	29



**PROCHE-ORIENT** Yasser Arafat, qui a rencontré, samedi 9 mars, le numéro deux de la CIA, continue de faire procéder à des perquisitions et à des arrestations massives,

dont trois des membres les plus connus de la branche armée du Hamas. Le premier ministre israélien s'est félicité des bonnes dispositions du président de l'Autorité pale-

stinienne, jugeant que celui-ci « commence à se mettre sur la bonne voie ». • LE BOUCLAGE très strict que subissent, depuis la récente vague d'attentats-suicides,

les territoires occupés et autonomes, et qui paralyse la vie économique, se poursuit malgré la protestation de M. Arafat. • L'IRAN, que les États-Unis voudraient voir mis

en accusation, mercredi, au sommet de Charm el Cheikh, tente de s'appuyer sur l'Europe et la Russie pour échapper à un isolement total de la communauté internationale.

## Israël se félicite des efforts déployés par Yasser Arafat contre le Hamas

Alors que le président de l'Autorité palestinienne a rencontré, samedi, dans la bande de Gaza, le numéro deux de la CIA, sa police a arrêté trois des membres les plus connus de la branche armée du Mouvement de la résistance islamique

### JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Au lendemain du sommet de Charm el Cheikh, en Égypte, la participation de Bill Clinton, mercredi 13 mars, à une réunion du cabinet restreint de sécurité israélien sera une première pour un chef d'État étranger en visite à Jérusalem. Elle rassemblera notamment le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement, le chef d'état-major des armées et les responsables des différents services de renseignements. Au cours de cette réunion devrait être évoquée, a-t-on précisé de source locale, la conclusion, entre l'État juif et les États-Unis, d'un accord de « lutte antiterroriste ». Cet accord viserait à « approfondir la coopération dans le domaine du renseignement » et à

contrôler les transferts d'argent aux « organisations liées au terrorisme ».

Quelle meilleure arme contre le terrorisme que la continuation du processus de paix ? Après une semaine de répression musclée et ostentatoire à Gaza, qui a mêlé perquisitions et arrestations massives et qui s'ajoutent aux opérations menées en Cisjordanie occupée par Tsahal, Yasser Arafat tente de mettre à profit la préparation du sommet de Charm el Cheikh, pour faire passer ce message.

La coopération des policiers palestiniens avec les autorités israéliennes contre le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) dont se réclament les responsables de la récente série d'attentats-suicides, a montré son efficacité. Dimanche 10 mars, pour la première fois, Shi-

mon Pérés s'est félicité des efforts déployés par le chef de l'Autorité palestinienne, qui avait rencontré, la veille, le numéro deux de la CIA, dépêché à Gaza par l'administration américaine, pour exhorter M. Arafat à se montrer encore plus pugnace. « En faisant ce qu'il faut, il a commencé à se mettre sur la bonne voie », a assuré le premier ministre qui a recensé « les perquisitions dans les mosquées » et « les arrestations d'imams et d'activistes du Hamas ».

L'interpellation, dans la nuit de samedi à dimanche, à Gaza, de trois des membres les plus connus des brigades Ezzeddine el Qassam — à l'exception de son chef présumé, Mohammed Deif, toujours en fuite —, qui s'ajoutent aux six cents personnes déjà emprisonnées, a té-

moigné de la bonne volonté du chef de l'OLP. Mais, pour M. Arafat, cette coopération avec Israël a ses limites : la capacité de la population qui l'a précédée, le 20 janvier, à endurer les mesures coercitives adoptées par l'État juif.

### « PUNITION COLLECTIVE »

Le « ministre » palestinien du plan et de la coopération internationale, Nabil Chaath, a déclaré, dimanche, que le sommet de Charm el Cheikh sera nécessaire « à la fois pour combattre le terrorisme, mais aussi pour continuer le processus d'Oslo ». M. Arafat profitera sans doute du partenariat exceptionnel rassemblée sur les bords de la mer Rouge pour expliquer combien le bouclage imposé jusqu'à nouvel ordre aux territoires autonomes et

occupés contrarie le dialogue israélo-palestinien. Recevant, dimanche, le pacifiste israélien Orit Avnadi, M. Arafat a assuré que, « si l'armée israélienne empêche le passage des camions de farine » au poste-frontière avec l'Égypte, au sud de la bande de Gaza, il ira personnellement s'assurer de la livraison. « Même si les soldats israéliens me tirent dessus », a-t-il ajouté dans un trait de colère calculée.

Si les territoires ne risquent probablement pas la famine, il n'en reste pas moins que la désorganisation créée par le bouclage et l'interdiction de tout trafic routier entre les différentes enclaves palestiniennes — levée pendant douze heures, lundi — y est fatale. Les 2,4 millions de Palestiniens des territoires, qui se préparent à une longue quarantaine, ont dévalisé les magasins. Et les surplus agricoles, faute de pouvoir être livrés sur les marchés israéliens et palestiniens s'accumulent, entraînant une chute des prix. Outre les 60 000 ouvriers qui possèdent un permis de travail en Israël et qui sont désormais en chômage forcé, 10 000 pêcheurs sont privés de revenus, la marine israélienne ayant imposé, depuis vendredi, un blocus de la côte méditerranéenne de Gaza.

Du côté israélien, il n'y a pas de signes perceptibles de détente. Réuni, dimanche, à Jérusalem, le conseil des ministres a approuvé une loi qui renforce les sanctions à l'égard des employeurs ayant recours illégalement à des travailleurs étrangers et « particulièrement ceux qui représentent un risque pour la sécurité », c'est-à-dire les Palest-

niens. Pour parer au plus pressé et remplacer la main-d'œuvre palestinienne consignée dans les territoires, le gouvernement a décidé d'autoriser le recrutement de 16 500 ouvriers étrangers supplémentaires, en provenance d'Europe de l'Est et d'Asie, ce qui porte désormais à 90 000 les effectifs de cette main-d'œuvre étrangère.

« La punition collective imposée par Israël à l'ensemble du peuple palestinien ne conduira qu'à ralentir le processus de paix et elle ne servira que les intérêts des extrémistes, qu'ils soient israéliens ou palestiniens », a protesté le « ministre » palestinien de l'Information et de la culture, Yasser Abed Rabbo.

A cet égard, M. Arafat aura sans doute fort à faire pour convaincre M. Pérés de la justesse de ses vues. Engagé dans une campagne électorale indécise, le premier ministre tient en effet à ce que le sommet de Charm el Cheikh soit consacré avant tout au terrorisme et qu'il se conclue par l'adoption de « mesures concrètes ».

Gilles Paris

## Les mille et une bonnes œuvres du Hamas

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le Mouvement de la résistance islamique, plus connu sous son acronyme arabe « Hamas » (zèle), est-il financièrement, matériellement, et militairement soutenu par l'Iran ? C'est l'une des questions qui seront soulevées, mercredi 13 mars, à Charm el Cheikh, lors de la grande conférence internationale, patronnée par les États-Unis et leurs alliés égyptiens et israéliens, « pour la paix au Proche-Orient ».

A la fin de février, après les premiers attentats-suicides, un officier de l'armée israélienne, présenté comme un spécialiste du Mouvement, s'était entretenu avec un groupe de journalistes étrangers à Jérusalem. Il avait confirmé ce que beaucoup savaient déjà : « 95 % des 60 à 70 millions de dollars » collectés, chaque année, par le Hamas, vont à ses activités « charitables », et 5 % à « la lutte armée ». Toujours selon cet expert, 15 % seulement des fonds sont levés auprès des riches Palestiniens dans les territoires, le reste — 250 à 300 millions de francs —, viendrait de l'étranger, essentiellement des diasporas arabes aux États-Unis et en Europe, ainsi que des pays du Golfe.

De fait, si les journalistes qui couvrent la région depuis plusieurs années, ont souvent vu, dans les entrepôts gérés par le Hamas, des centaines de colis estampillés « don de l'Arabie saoudite » ou du « Koweït », ou « Qatar », ou d'ailleurs, nul n'a jamais pu observer le moindre don iranien. Cela ne prouve rien, évidemment. On sait que des représentants du Hamas, en tout cas de son aile radicale en exil en Syrie, au Liban et en Jordanie, ont rencontré à plusieurs reprises des dignitaires iraniens.

Le 28 février, trois jours après les attentats-suicides de Jérusalem et d'Ashkelon, le premier vice-président de la République islamique d'Iran, Hassan Habibi, a reçu, dans la

capitale syrienne, tous les groupes palestiniens en exil qui rejettent le processus de paix israélo-palestinien sous sa forme actuelle. Membre de ce « front » qui groupe des organisations marxisantes comme le FPLP et le FDLP, Moussa al Alam, qui siège au « politburo » en exil du Hamas, était parmi les hôtes de ce digne iranien.

Le « soutien » iranien, qui n'est pas niable, est-il essentiellement rhétorique ou va-t-il plus loin ? « Sur cette question, explique l'orientaliste israélien Menahem Klein, il y a beaucoup de confusion, délibérément entretenue par Arafat qui trouve son compte dans la dénonciation de « pouvoirs étrangers » aux Palestiniens. En accusant régulièrement les extrémistes israéliens de coopérer avec les terroristes islamistes, il confond délibérément les intérêts objectifs communs à ces deux groupes : l'arrêt du processus de paix — et il dénonce une improbable conspiration. Eh bien, il fait exactement la même chose avec les Iraniens ».

### LES « TECHNIQUES DE RÉSISTANCE »

Or, à l'inverse du Djihad islamique, le groupuscule dénué de toute base politique dans les territoires, qui a revendiqué l'attentat-suicide de Tel-Aviv, « le Hamas est un mouvement de masse bien enraciné chez les Palestiniens », confirme l'universitaire. Professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan, de Tel-Aviv, il ajoute que « contrairement au Djihad islamique qui a adopté, dès le début, le modèle iranien » — ce groupuscule s'est créé en 1979, l'année de la révolution khomeyniste en Iran —, Hamas, fondé huit ans plus tard, au début de l'intifada, « s'est construit comme une alternative à l'OLP. C'est un mouvement qui est, d'abord et avant tout, palestinien ».

Fondateur et administrateur, dans les territoires occupés et autonomes, de centaines de crèches, d'orphelinats, d'écoles coraniques, de clubs de sport, de centres d'aide sociale, de cli-

niques, etc. le mouvement des « zélés » fonde beaucoup plus sa légitimité populaire sur son œuvre de bienfaisance que sur des appels à la « guerre sainte ». « L'Iran, ajoute M. Klein, soutient le Hezbollah libanais de toutes les manières possibles. Pour le Hamas, il nous faudrait beaucoup plus de preuves ».

Le « parti de Dieu » qui combat Israël dans la partie sud du Liban, occupée sur environ 1 000 kilomètres carrés par l'État juif depuis quinze ans, est perçu, à Téhéran — et aussi à Damas —, comme une organisation de résistance légitime puisque confrontée à l'occupation militaire d'une partie du territoire national. Surtout, le Hezbollah est composé de « frères chérites », ce qui n'est pas le cas des groupes palestiniens qui sont tous, surgites, voire, marginalement, chrétiens.

Une communauté d'intérêt, a-t-elle cependant pu naître entre les différentes factions armées ? C'est pratiquement sûr et l'on en connaît même la date. Expulsés des territoires occupés, en décembre 1993, par Itzhak Rabin, après le meurtre d'un policier israélien, 415 militants islamistes, présumés membres du Hamas et du Djihad islamique, ont campé, un an durant, dans un no man's land au Liban sud. A l'époque, certains avaient publiquement et ironiquement tenu « à remercier » le premier ministre israélien de les avoir mis en contact avec les « frères » du Hezbollah libanais et d'avoir « pu apprendre d'eux d'utiles techniques de résistance à l'occupation ».

Pratique souvent utilisée au Liban par les chérites du Hezbollah, le premier attentat-suicide — le 6 avril 1994, à Hadera en Israël —, sera revendiqué par les brigades Ezzeddine el Qassam, la branche armée du Hamas. Il s'agissait alors de venger la mort, à Hébron, de vingt-neuf Palestiniens massacrés par un colon juif. Depuis lors, il y en a eu treize...

Patrice Claude

## L'Iran joue la carte de l'Europe et de la Russie pour échapper à l'anathème

### TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

« Nous soutenons puissamment la cause palestinienne, les Palestiniens qui luttent pour que leurs droits politiques soient respectés. Cela ne signifie en aucune manière que nous leur apportons un quelconque soutien militaire, financier, ou politique. » Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères, ne cache pas son irritation. Alors que, tout au long d'une conférence de presse réunie, samedi 9 mars, à Téhéran, il s'était cantonné dans des généralités — « l'Iran n'a rien à voir avec le terrorisme », « l'Iran est la première victime du terrorisme » —, il a formellement démentit tout soutien logistique aux islamistes palestiniens.

Les dirigeants iraniens sont pris à leur propre piège. Depuis ce fameux commentaire de l'agence officielle IRNA qui qualifiait le dernier attentat-suicide en Israël, lundi 2 mars, de « vengeance divine », ils ont déployé des trésors d'énergie pour dire leur hostilité fondamentale au terrorisme. L'un des vice-ministres des affaires étrangères, Javad Zarif, a affirmé à plusieurs ambassadeurs occidentaux que l'IRNA n'était pas habilitée à exprimer le point de vue du gouvernement, sous-entendant, selon

un diplomate, que c'était un « faux pas ». Mais le problème, affirme ce diplomate, c'est que M. Zarif n'a pas égayé cette affirmation.

Autre problème, cette rencontre — très médiatisée en Iran —, quelques jours plus tôt, à Damas, du vice-président iranien, Hassan Habibi, avec les dirigeants des organisations palestiniennes et libanaises hostiles au processus de paix, et ses déclarations les invitait à coordonner leurs efforts pour être plus efficaces.

### INGÉRENCE

Sans que l'on puisse en tirer une quelconque conclusion quant à un désengagement iranien vis-à-vis du Hezbollah (le « parti de Dieu ») libanais, Téhéran, d'après une source sûre, a réduit le nombre de « gardiens de la révolution » (pasdaran) qu'il maintenait au Liban. De cinq cents, leur nombre aurait été ramené, depuis quelques mois, à quelques dizaines. Côté palestinien, le protégé de Téhéran serait, d'après un diplomate, bien davantage le Djihad islamique que le Mouvement de la résistance islamique (Hamas).

Les choses en République islamique étant toujours beaucoup plus compliquées qu'ailleurs, les démentis des responsables quant

aux accusations portées contre eux se doublent d'un nationalisme à fleur de peau. L'Iran est un « pays indépendant », dit le ministre des affaires étrangères, « dans ses affaires intérieures », disent, comme un seul homme, tous les responsables locaux. Il est disposé, selon M. Velayati, à « coopérer à la lutte contre le terrorisme, mais seulement dans le cadre d'un forum international ». C'est-à-dire organisé par les Nations unies et non par tel ou tel pays — en clair surtout pas par les États-Unis — qui veut s'imposer au monde.

Habiles à renvoyer les accusations à l'expéditeur, les dirigeants iraniens mettent aussi sur un pied d'égalité les actions terroristes dont on les accuse d'être auteurs ou instigateurs, et ce fameux attentat perpétré, en juin 1981, à Téhéran, contre le siège du Parti de la République islamique. Cet attentat avait coûté la vie à soixante-quatre hauts responsables locaux dont le chef du parti, l'ayatollah Behchti, et quatre ministres. Les moudjahidines du peuple, seul mouvement d'opposition armé au régime, « ont eux-mêmes admis qu'ils avaient assassiné nos dirigeants », s'est exclamé M. Velayati, reprochant à certains pays occidentaux qu'il n'a pas

nommés — au premier rang desquels il sous-entendait la France, puisque l'épouse du chef des moudjahidines, Mariam Radjavi, est installée depuis quelques années à Auvers-sur-Oise — d'offrir au jourd'hui l'asile au moudjahidisme. De retour d'un pèlerin qui venait de le mener dans huit pays d'Asie centrale, en Ukraine ainsi qu'en Russie, le chef de la diplomatie iranienne a affirmé que le président Boris Eltsine, qui doit participer au sommet international de Charm el Cheikh, est du même avis que lui-même.

Les dirigeants iraniens veulent aussi se convaincre que les menaces européennes d'interrompre le « dialogue critique » avec Téhéran ne se traduiront pas en actes. Les journaux ont publié en bonne place les déclarations des ministres allemand et français des affaires étrangères, Klaus Kinkel et Hervé de Charette. Le Kinkel a réitéré des preuves de la responsabilité iranienne et le second la continuation du dialogue parce que la politique de l'anathème ne mène à rien. Avec la Russie, l'Europe est de la carte que Téhéran joue pour l'aider à sortir de ce que certains appellent ici l'art de « l'autosabotage ».

Mouna Naïm

## L'Union européenne refuse d'isoler complètement Téhéran

Les quinze sont inquiets. Pour le processus de paix au Proche-Orient, mais aussi pour celui en cours dans l'ex-Yugoslavie. Réunis, ce week-end, à Palerme, en Sicile, pour un Conseil informel, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont estimé la situation suffisamment sérieuse pour tirer la sonnette d'alarme, mais ils ont aussi mis implicitement en garde les États-Unis contre des décisions inconsidérées qui aggraveraient les tensions.

La tentation de Washington de profiter du sommet de Charm el Cheikh pour isoler l'Iran paraît aux Européens inappropriée. Les quinze veulent que ce sommet aboutisse à un engagement solennel des participants de tout entreprendre pour maintenir en mouvement la dynamique de paix entre Israël et les Palestiniens. Dans une déclaration publiée dimanche 10 mars à Palerme, les Européens reconnaissent « le besoin de mesures efficaces pour assurer la sécurité de la population israélienne et prévenir d'autres actes terroristes ». Mais ils demandent aussi aux Israéliens de ne pas rendre impossible la tâche de Yasser Arafat et de laisser passer, malgré le blocage des territoires autonomes, l'aide humanitaire et les moyens destinés à leur reconstruction, jugés indispensables pour amener les Palestiniens à avoir confiance dans le processus de paix.

Les quinze appellent tous les États à se mobiliser pour éliminer le terrorisme. Ils enverront prochainement une mission dans la région, pour se faire entendre, d'abord à Tripoli et à Téhéran. Dénonçant l'attitude des dirigeants iraniens, qui ont défendu les attentats-suicides, ils ont aussi vivement mis en garde les Iraniens, sommés de se démarquer plus clairement des terroristes.

« Si l'on veut la paix, poursuit le dialogue critique avec l'Iran, il doit montrer des progrès et une convergence de vues sur des ques-

tions aussi fondamentales que le processus de paix et le terrorisme », soulignent les quinze. En l'absence de preuves précises sur un éventuel soutien de Téhéran au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), les ministres européens, contrairement aux Américains, estiment cependant qu'il ne servirait à rien, à ce stade, de rompre tout dialogue. « On ne change pas de politique comme on change de chemise », a déclaré Hervé de Charette.

LES ACCORDS DE DAYTON  
Contraints de suivre les initiatives de Washington, les quinze redoutent que les nécessités de la campagne américaine ne les entraînent dans des choix qu'ils ne souhaitent pas. Cela vaut pour leur diplomatie au Proche-Orient, mais aussi pour l'ex-Yugoslavie. En Bosnie, les quinze réalisent que le temps presse si l'on veut parvenir, d'ici la fin de l'année, comme le président Clinton s'y est engagé, au retrait des troupes de l'IFOR chargée de séparer les combattants.

Carl Bildt, le haut représentant européen chargé des aspects civils des accords de Dayton, est venu rendre compte de l'urgence des mesures à prendre pour organiser, dans les délais prévus, des élections crédibles. Les Européens ont indiqué qu'ils continueraient d'assumer, seulement jusqu'à la fin de l'année, l'administration de Mostar. On commence chez les quinze à s'inquiéter sérieusement de la possibilité de voir les Américains retirer leurs troupes de l'IFOR, en novembre, sans que le règlement politique soit achevé, laissant les Européens se débrouiller seuls. Dans ce contexte, on s'est irrité, à Palerme, de l'intention prise aux États-Unis et à la Turquie de convoquer, le 15 mars, une réunion des pays fournisseurs d'aide, pour discuter du réarmement de la Bosnie. Les Européens ont fait savoir qu'ils n'y consentaient que des observations.

Henri de Bresson



## Les conservateurs iraniens assurés d'« une bonne majorité » au Parlement

Les rénovateurs n'ont pas dit leur dernier mot

**TÉHÉRAN**  
de notre envoyé spécial  
Les élections n'ont pas aussi fait que la droite conservatrice l'aurait souhaité, même si celle-ci, groupée au sein de l'Association du clergé combattant (AGC), est assurée d'une « bonne majorité » au futur Parlement, comme l'a affirmé, dimanche 10 mars, l'un des ténors de l'AGC, Assadollah Banaftchi. Si les premiers résultats des élections législatives dont le premier tour a été organisé, vendredi 8 mars - le second se sera, le 20 avril -, ne permettent pas encore de se faire une idée définitive de la configuration du futur Parlement, deux faits prouvent que les Iraniens ont voulu faire entendre leur voix.

La participation des électeurs d'abord : le ministère de l'Intérieur n'avait encore publié, lundi en fin de matinée, aucun chiffre sur le taux de participation, mais il en a jugé d'après les choses vues par les journalistes occidentaux à Téheran - épicentre de la rivalité entre conservateurs et rénovateurs - les Iraniens, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, et malgré leurs critiques acerbes vis-à-vis de l'ensemble de la classe politique - n'ont pas bougé les orteils.

L'autre élément important est le sang neuf qui sera apporté à la future Assemblée, puisqu'une centaine de membres du Parlement sortant ne se représenteront pas. Ce dont les Iraniens se félicitent, quelle que soit l'appartenance politique de l'un ou de l'autre nouveau candidat, tous ayant un bagage intellectuel respectable, allant du baccalauréat (18 % des candidats) au doctorat (7 %), en passant par 39 % de détenteurs d'une licence dans une spécialité.

**LIBÉRALISATION**  
Les premiers résultats, qui ne concernent aucune grande ville, portent sur une centaine de circonscriptions dotées d'un seul siège, sur les deux cent soixante-dix à pourvoir. Selon un politologue établi par l'AFP, vingt-cinq des soixante-cinq sièges déjà pourvus - les autres sont en ballottage - ont été remportés par l'AGC. Une incertitude demeure sur l'appartenance politique de vingt-neuf élus, nouveaux pour la plupart, et dont, seuls, les noms ont été publiés.

Si la ville de Qom, l'un des principaux lieux saints du chiisme, qui abrite des dizaines d'écoles et d'universités religieuses fréquentées par des étudiants chérifs de toutes nationalités, n'a pas fait à son devoir, en se dotant de deux élus conservateurs, l'AGC l'emporte aussi dans le Fars (sud), le Zanjan (ouest), le Semnan (à l'est de Téheran) et - ce qui est plus surprenant - à Zاهدان, capitale de la province du Sistan-Balouchistan, dont la population est pourtant en majorité sunnite et hostile au clergé chiite, ainsi que dans les provinces de Yazd et Rafsanjan.

Le dépouillement des urnes à Téheran plaçait M<sup>me</sup> Fayzé Hachémi, la fille du président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsanjani, en tête, c'est-à-dire devant le président du Parlement

sortant Ali Akbar Nateg-Nouri, chef de file de la droite conservatrice. Même si en fin de course, ce dernier devait l'emporter, la cadette du président iranien (Le Monde du 8 mars), qui faisait en quelque sorte office de mascotte des rénovateurs ou « reconstruc-teurs », tous proches de M. Rafsanjani, atteste de la volonté de changement d'une population - les jeunes surtout - qui souhaiterait voir s'ouvrir une fenêtre sur une plus grande libéralisation.

**ESPOIRS**  
« Nous ne sommes pas seulement un groupe mais une idée, résume le très médiatique maire de Téheran, Gholam Hossein Karbaschi. Nous donnons la priorité à la reconstruction du pays (...). Réduire la dimension du gouvernement et attirer la participation du peuple à la vie économique du pays est une politique raisonnable. L'Iran n'a jamais eu un secteur privé. Nous avons toujours eu le bazar (les grands et tout puissants marchands) et la plupart des industries qui existent sont tenues par le gouvernement. Si nous pouvons avoir un secteur privé actif dans l'industrie, nous ne pourrions que nous en féliciter, mais nous ne voulons pas d'un secteur privé qui agisse en tant qu'intermédiaire », c'est-à-dire uniquement pourvoyeur de services.

Si donc ces rénovateurs arrivent non seulement à porter au Parlement un certain nombre de députés, mais encore à attirer vers eux une partie des nouveaux venus au majlis, ils pourraient former un groupe de pression plus ou moins efficace et c'est sur cela que bon nombre d'Iraniens fondent des espoirs.

M. Na.

## Regain de tension après l'annonce par Pékin de manœuvres aéronavales au large de Taïwan

Les Etats-Unis envoient plusieurs navires vers la zone « chaude »

L'ouverture, annoncée pour le mardi 12 mars, d'amples manœuvres aéronavales chinoises « à tirs réels » dans un quadrilatère mordant nettement sur le détroit de Taïwan a fait monter la tension dans la zone. Les Etats-Unis ont décidé d'envoyer au moins un porte-avions et des na-

vires de soutien en direction de l'île. Pékin a, cependant, averti que « Taïwan est une partie de la Chine et non un protectorat américain ».

**PEKIN**

de notre correspondant  
Un climat de « drôle de guerre » s'est installé dans le détroit de Taïwan après l'annonce par Pékin, samedi 9 mars, que les tirs de missiles à blanc, entamés la veille, à proximité des rives de l'île seront suivis, à partir de mardi, d'amples manœuvres aéronavales qui perturberont la circulation internationale maritime et aérienne dans les parages.

Les Etats-Unis ont annoncé avoir envoyé en direction de l'île le porte-avions *Independence* et ses bateaux de soutien qui faisaient route vers Okinawa. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher a menacé Pékin de « graves conséquences » en cas de recours à la force pour régler la question de Taïwan. C'est la première fois que les Etats-Unis utilisent ce terme. Officiellement, la mission du navire est d'apporter « une assistance » à une descente de la tension. Le *Washington Post* de lundi croit savoir que le président Clinton a aussi donné l'ordre au porte-avions *Nimitz* de se diriger vers Taïwan.

**« RIDICULE ET INQUIÉTANT »**

Les autorités continentales ont décrié la fermeture d'un quadrilatère le long de la côte du Fujian pour permettre la tenue de ces manœuvres au cours desquelles seront réalisés des tirs réels entre le 12 et le 20 mars. Les manœuvres - qui étaient attendues - précéderont de trois jours la fin de la période durant laquelle Pékin a annoncé des tirs de missiles sur les deux cibles situées à proximité de Taïwan, au nord-est et au sud, et prendront fin trois jours avant le scrutin présidentiel organisé dans l'île pour le 23 mars.

« La zone fermée est plus proche du continent que de l'île, mais elle n'en constitue pas moins un vaste obs-



PANCHO

tacle sur la route des échanges entre le sud et le nord de la façade maritime orientale d'Extrême-Orient. La surface interdite à toute fréquentation étrangère - y compris taïwanaise - représente environ la moitié de celle de l'île, laquelle occupe 36 000 kilomètres carrés. C'est la première fois que des manœuvres de ce type sont organisées directement à l'entrée du détroit - qu'empruntent de nombreux navires approvisionnant notamment l'Asie du Nord-Est - depuis que le détroit s'est pacifié après les alertes des années 50. Sont donc particulièrement concernés le Japon et la Corée du Sud.

Le chef de la diplomatie de Pékin, Qian Qichen, réagissant lundi à l'envoi du porte-avions américain dans

les parages, a qualifié ce geste de « ridicule et inquiétant ». S'exprimant lors de sa conférence de presse annuelle de politique étrangère, M. Qian a rappelé que Taïwan est « une partie de la Chine et non pas un protectorat américain ». Il s'est toutefois retenu de qualifier le geste de provocation, ou de l'apparenter à une invasion étrangère de l'île - une des raisons susceptibles de déclencher une offensive continentale en bonne et due forme.

La VII<sup>e</sup> flotte américaine, qui opère dans le Pacifique, avait pointé ses unités à proximité de Taïwan en 1958, dans un avertissement explicite à l'endroit de Pékin qui venait de bombarder les avant-postes tenus par le régime de Taïpei près du littoral. Le fait que le port d'attache de l'*Independence* soit la base d'Okinawa implique une activation de fait du traité de défense nippo-américain. M. Qian, interrogé à ce sujet, a tenté de calmer le jeu, mais il a souligné que des « remarques irresponsables de la part de pays étrangers » risqueraient d'envenimer les choses et de provoquer à Taïwan une situation « chaotique » entraînant l'intervention de Pékin. Dans l'île, le président taïwanais, Lee Teng-hui, candidat à sa propre succession, a dans une intervention télévisée, répliqué à la montée de la tension en disant que « ni la force ni la menace n'influenceront Taïwan sur la question de la démocratie » et a garanti que les liaisons aériennes et maritimes menant à l'île seraient maintenues.

Après l'ouverture de ces hostilités gestuelles vendredi, avec trois missiles tirés sur les cibles en mer définies par Pékin, un quatrième engin a été tiré samedi. Le ministère

taïwanais de la défense s'est toutefois refusé à toute confirmation, estimant plus prudent de ne pas fournir un décompte régulier des projectiles non armés expédiés par le continent. Un exercice d'artillerie a été organisé samedi par l'armée taïwanaise dans les îles que Taïpei contrôle autour du bastion insulaire de Quemoy.

Pékin, pour sa part, a multiplié les déclarations d'hostilité envers M. Lee. Le chef de l'Etat continental, Jiang Zemin, a prévenu que le combat contre l'indépendantisme à Taïwan, dont M. Lee est accusé d'être le chantre, « demeurera une lutte de tous les jours » tant que la menace d'une telle séparation ne sera pas écartée. Fait hautement préoccupant, le *Quotidien du peuple* et le journal de l'armée ont publié, samedi, un éditorial commun menaçant explicitement Taïwan de ruine économique au cas où le message demeurerait incompris. C'est la première fois depuis très longtemps que les deux journaux les plus importants du continent se montent ainsi à l'unisson, et l'affaire rappelle à certains les heures chaudes de la « révolution culturelle », dans les années 60. Aussi préoccupant est le fait que le ministre Qian Qichen, interrogé, s'est gardé de toute précision sur les actes concrets que Pékin envisage des futurs dirigeants élus de l'île pour démontrer qu'ils en reviennent à la politique « d'une seule Chine », dont ils sont accusés de s'être départis.

**DÉPLOIEMENT SANS PRÉCÉDENT**

Deux journalistes de télévision taïwanais ont, par ailleurs, été expulsés par Pékin sous l'accusation d'avoir filmé, dans la province du Fujian, face à Taïwan, des installations militaires. Le gouvernement pékinois a adressé de discrets avertissements aux attachés militaires des ambassades étrangères qui s'intéresseraient de trop près à ce déploiement sans précédent de forces aéronavales chinoises. Les seules guerres qu'ait livrées l'armée communiste depuis la fondation du régime en 1949 étaient terrestres - en Corée, contre l'Inde, contre le Vietnam. Si l'on excepte les pilotes chinois aux commandes d'avions nord-coréens entre 1950 et 1953, l'armée de l'air chinoise n'est jamais sortie des frontières continentales en combat.

Les ambassades occidentales ont reçu de leurs interlocuteurs des affaires étrangères l'assurance que le but de Pékin demeure bien d'influencer le scrutin présidentiel taïwanais du 23 mars, la Chine étant aujourd'hui persuadée que M. Lee est prêt à déclarer l'indépendance de l'île sitôt après sa probable victoire.

Francis Deroen

## Le roi Sihanouk quitterait prochainement le pouvoir pour raison de santé

**A CAUSE** d'une tumeur au cerveau, le roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, pourrait abandonner rapidement sa fonction, ont annoncé, dimanche 10 mars, la radio et la télévision d'Etat. La radio a cité une lettre que le souverain - déjà atteint d'un cancer et souffrant de diabète - a envoyée, depuis la Chine où il achève un nouveau séjour médical de six semaines, à son fils, le co-premier ministre, Norodom Ranariddh. Ce texte rappelle que le président de l'Assemblée nationale, Chea Sim, qui assure l'intérim de chef de l'Etat, serait nommé régent jusqu'à la mort de Sihanouk.

**SON FILS PRÉSENTI POUR LA SUCCESSION**

Dans sa lettre, datée du 8 mars, le roi, âgé de soixante-trois ans, explique que son état de santé a empiré et qu'on ne peut pas « faire de prévisions pour son avenir ». « La tumeur au cerveau de mon père et la possibilité du blocage de vaisseaux sanguins dans mon cœur, écrit-il, feront qu'un jour mon père ne pourra plus exercer de tout et servir notre cher pays et notre cher peuple ».

Il ajoute : « Lorsque le jour viendra, je souhaite que les honorables moines et notre cher peuple m'offrent leur respect et leur tendresse. A ce moment, son excellence Chea Sim, qui est un homme respectable, me remplacera. » Le roi précise qu'il n'abdiquera pas en cas d'empêchement, et indique : « Lorsque je mourrai, le nouveau roi sera choisi par le Conseil du trône ».

Le roi était attendu, lundi, à Phnom Penh. La semaine dernière, dans un entretien inhabituel publié par le quotidien *Cambodia Daily*, le roi annonçait sa

préférence pour son fils, Ranariddh, afin de le remplacer ; mais qu'il craignait, dans ce cas, que le parti royaliste dirigé par le prince, le Funcinpec, « ne disparaisse ».

**« MONSIEUR PAPA »**

Norodom Sihanouk, considéré comme le père de l'indépendance cambodgienne, n'aura eu de cesse de préserver l'unité de son pays, déchiré par des décennies de guerre civile. Pendant quarante ans, il a imposé inlassablement, malgré une carrière à éclipses, sa personnalité riche en couleurs sur la scène diplomatique internationale, survivant à un coup d'Etat, à une retraite à Pékin, et surtout à la captivité sous les Khmers rouges.

Pour le petit peuple cambodgien, qui le vénérât comme un demi-dieu, il était *Samdech Euv*, « Monseigneur Papa ». Ses anciens adversaires, et même les Khmers rouges, devaient applaudir à sa restauration, il y a bientôt trois ans. Après avoir choisi d'abdiquer pour fonder un mouvement politique d'inspiration socialiste, investi de la double légitimité dynastique et populaire, il n'a jamais reculé devant les volte-face les plus déconcertantes et les alliances apparemment les plus incongrues pour manifester sa volonté.

Il a gardé rancune aux Etats-Unis d'avoir fomenté le putsch du général Lon Nol, en mars 1970. Ce crime de lèse-majesté ne devait être lavé qu'en juin 1993, lorsque l'Assemblée constituante le rétablit dans ses fonctions de chef d'Etat. Trois mois après, il remonta sur le trône pour régner sans gouverner. - (AFP)

Nicole Bonnet

## Les cinq pays du pacte andin décident de renforcer leur intégration

**LIMA**

de notre correspondant  
Une communauté andine inspirée de la Communauté européenne, tel devrait être le système andin d'intégration (SAI), constitué à Trujillo, au Pérou, le 10 mars, à l'issue du huitième sommet présidentiel réunissant les cinq pays du pacte andin (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela). Cette réforme institutionnelle du pacte andin, vieux de plus d'un quart de siècle, « prétend le convertir en un instrument de représentation politique », ce qu'il n'a jamais été jusqu'à présent », a expliqué le ministre des affaires étrangères péruvien, Francisco Tudela.

Pour ce faire, les instances politiques ont été renforcées. Les chefs d'Etat et les ministres des affaires étrangères des Cinq auront désormais une participation directe et effective au sein du SAI. Par ailleurs, tous les organismes créés à la périphérie du pacte andin depuis vingt-six ans (la Corporation andine de développement et la CAF qui est son bras financier, le Patrimoine andin, le tribunal de justice, les conventions de l'éducation, de la santé, du patronat, etc.) seront mieux articulés. Enfin, la junte sera remplacée en 1997 par un secrétariat général permanent dont le titulaire sera élu.

Cette réforme institutionnelle, à laquelle l'Union européenne a participé activement, sera-t-elle susceptible de sortir de sa léthargie le processus d'intégration andine ? Moins d'un mois avant la tenue de ce sommet présidentiel, l'impopulaire bâtisse qui abrite le pacte andin à Lima a dû fermer ses portes à cause d'une crise de liquidités.

L'incident a été interprété comme la preuve du manque d'intérêt des Cinq, chaque pays agissant en franc-tireur. Le Pérou s'est partiellement auto-exclu du pacte andin en 1992 parce qu'il était en désaccord avec le tarif extérieur commun. En fait, son objectif est

la formation d'une zone de libre-échange et non pas, comme pour ses partenaires, la construction d'une future union douanière. De son côté, la Bolivie siffle avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Le dynamisme marchand commun du cône sud de l'Amérique.

La Colombie et le Venezuela ont formé avec le Mexique le « groupe des trois ». L'Equateur a signé un traité bilatéral avec le Chili, le pays qui a abandonné le pacte andin il y a vingt ans et a brillamment réussi son « union avec le monde entier ».

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
The Link Between Continents Since 1980  
114 Sansome Street ■ San Francisco, CA 94104 U.S.A.

**Université à San Francisco**

**MBA** Master of Business Administration for International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

Autres programmes de l'université : BACHELOR, DOCTORATE of Business Administration

European Information Center :  
148, rue de Grenelle 75007 Paris  
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08  
- 114 Sansome St. San Francisco CA 94104  
Tél. : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052  
E-Mail : IUA @ IUA. EDU

**IUA** SAN FRANCISCO



## Pillages et incendies se multiplient dans les quartiers serbes de Sarajevo

Alors que le processus de réunification de la capitale doit s'achever le 19 mars, l'objectif des séparatistes serbes est de ne laisser aucune infrastructure à la fédération croato-bosniaque

Les pillages et les destructions se poursuivent à Ildza, un faubourg à l'ouest de Sarajevo. Contrôlé par l'armée serbe depuis le printemps 1992, verrou stratégique du siège de la capitale, Ildza doit être resti-

tué au gouvernement bosniaque mardi 12 mars. Les habitants serbes de ce quartier choisissent majoritairement de partir. Ceux, rares, qui se disent prêts à côtoyer à nouveau leurs anciens voisins musulmans

et croates sont souvent contrainsts au départ, sous la pression de la police de Pale, le fief des séparatistes serbes de Radovan Karadzic. Dimanche, l'OTAN a refusé d'imposer un couvre-feu à Ildza et à Gornjavica.

Le quartier serbe qui doit passer sous contrôle bosniaque le 19 mars. Il a néanmoins été décidé de créer des « habitations surs » - c'est-à-dire protégées par l'OTAN et l'ONU - où les personnes s'estiment en

danger dans leur appartement pourront passer la nuit jusqu'au transfert. Ni les forces de l'OTAN ni la police de l'ONU ne veulent en revanche s'opposer à la mise à sac de ces quartiers, organisée depuis Pale.

### SARAJEVO

de notre correspondant  
Un vieil homme se tient devant son immeuble, dans le centre du quartier d'Ildza. « Hier soir, ils ont brûlé ce magasin, au rez-de-chaussée, raconte-t-il, exaspéré. Ce matin, la pharmacie s'est embrasée, là, à côté. Et maintenant, ils viennent de foutre le feu au dernier étage... » L'homme craint que les flammes atteignent son appartement. « J'ai appelé la police internationale de l'ONU, afin qu'elle envoie les pompiers, dit-il, mais personne ne vient. Je n'ai pas assez de force pour évacuer mes meubles. Où vais-je habiter ? Qui va m'accueillir ? » Malgré l'incendie, il remonte jusqu'à son appartement, où sa femme tente d'abriter les souvenirs les plus précieux. Il maugrée, puis éclate de rire. « La guerre, cette saloperie... Moi, j'ai servi dans l'armée américaine, pendant la deuxième guerre mondiale. J'ai été prisonnier des Italiens en Sardaigne. Et maintenant, je dois subir ça... » L'appartement voisin, où logeait un certain M. Seric, est abandonné. Tous les meubles ont été emportés, ainsi que les fenêtres, la moquette et les fils électriques. Seule trace de l'ancien locataire, des rideaux verts, tirés, qui attendent l'arrivée de l'incendie.

L'homme, comme les autres habitants d'Ildza, refuse de désigner quiconque lorsqu'il affirme qu'« ils » sont en train de brûler la ville. De sources occidentales, on précise que rares seraient les Sarajéviens serbes qui participent à la mise à sac du quartier. « Les gens accusés de types venus d'ailleurs, commente un officier français de l'IFOR. Ils arrivent, pillent les usines et les maisons et repartent. Ils ont des

ordres, sans doute de Pale. Ils forcent les Serbes d'ici à rejoindre la République serbe. »

L'usine de bicyclettes achève de se consumer. A côté, un entrepôt flambe violemment. La chaleur augmente dangereusement autour de bouteilles de gaz et d'air comprimé. Plus loin, sur la route de Blazuj, l'hôpital a été pillé. Des béquilles traînent sur le sol. Dans la cour, deux bâtiments en bois s'effondrent dans un gigantesque brasier et les tuiles en ciment craquent dans un concert de détonations. A 100 mètres de là, les entrepôts de la gare ne sont plus que des carcasses noires.

L'ONU a déployé cinquante-trois policiers à Ildza, qui intensifient leurs patrouilles depuis trois jours. Cependant, ces hommes ne sont pas armés et n'ont aucun droit de s'interposer entre les pillards et les

bâtiments. « Nous n'allons tout de même pas les empêcher de brûler leurs propres maisons », déclare un officier. Interrogé sur le nombre très restreint de policiers, il répond : « C'est bien suffisant pour remplir la mission : observer. » Le général Michael Walker, chef des opérations terrestres de l'IFOR, avait déclaré samedi : « L'IFOR et la police de l'ONU ne peuvent pas être partout tout le temps. » « Je crois que c'est trop tard », avait-il conclu, à propos des efforts de l'OTAN pour inciter la population serbe à rester à Ildza.

Plusieurs « quartiers serbes » - Vogošica, Iljasi et Hadžici - sont déjà passés sous contrôle gouvernemental. Seule une poignée de vieillards ont pris le risque de rester chez eux. Après le faubourg d'Ildza, le 12 mars, le quartier de Gornjavica sera rendu aux Bosniaques le

19 mars, ce qui achèvera le processus de réunification de Sarajevo. Ce sera la fin du siège qui avait commencé en mai 1992, quand l'armée serbe avait fermé les accès à la ville et commencé un pilonnage intensif. A Dayton, la réunification de la capitale fut la principale concession faite par le président serbe Slobodan Milosevic, qui avait dû imposer cet aspect du traité de paix aux chefs de Pale.

### PERSÉCUTIONS

L'objectif serbe est désormais de ne laisser aucune infrastructure à la fédération croato-bosniaque. Les usines et les bâtiments publics sont systématiquement détruits. L'IFOR s'est toutefois engagée à protéger les installations d'utilité communautaire, liées à l'alimentation de Sarajevo en électricité, en eau et en gaz. A Ildza, des soldats veillent

également sur la mairie, le commissariat et le bureau des postes.

Les organisations internationales analysent différemment les incidents actuels. Pour l'OTAN, la fuite des séparatistes serbes est une « migration volontaire » de gens qui craignent pour leur vie, après quatre années de guerre ethnique. Pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés, il s'agit d'une « campagne de persécution, de brutalités et d'incendies criminels bien organisée, systématique et qui s'accroît ». A Ildza, les policiers serbes encore présents paraissent effectivement cautionner la mise à sac. Les habitants désignent parfois des « hordes de voyous » venus de Pale ou de Bosnie orientale.

Au bureau de la police de l'ONU, des Serbes viennent remplir des formulaires afin de requérir la protection des forces internationales.

« Nous avons des demandes d'embarquer six cents familles, mais nous ne pouvons pas les protéger individuellement », dit un gendarme. Les habitants réclament autant d'être protégés des policiers serbes jusqu'au 12 mars que des policiers bosniaques ensuite. La police bosniaque se contente cependant de négocier avec les forces serbes ou bosniaques la tranquillité des civils qui n'ont rien à se reprocher et désirent simplement continuer à vivre dans leurs maisons. En aucun cas, l'ONU ne s'empêche pour empêcher une expulsion ou éteindre un incendie. Les troupes de l'OTAN, très présentes à Ildza, refusent aussi de participer à des opérations de maintien de l'ordre. Les pompiers de l'IFOR ne viennent à la rescousse que quand des vies sont en danger.

Trois peu d'habitants resteront dans ces quartiers. Des camions ne cessent d'évacuer ce qui reste dans des maisons et des voitures, rendues à l'état de squelettes. « Les Serbes pratiquent la politique de la terre brûlée, commente un membre de la police internationale. Les Sarajéviens ne récupéreront d'Ildza qu'un tas de cendres. »

Rémy Ourdan

## Un général croate réclamé par le Tribunal de La Haye est démis de ses fonctions

LE GÉNÉRAL Tihomir Blaskic, accusé par le Tribunal pénal international (TPI) de crimes contre l'humanité, a été démis, samedi 9 mars, de ses fonctions. Ancien officier de l'armée de l'ex-Yugoslavie (JNA), le général Blaskic commandait les unités des forces croates de Bosnie (HVO) de Kiseljak, quand une centaine de civils musulmans ont été massacrés le 18 avril 1993. Au lendemain de sa mise en accusation par le TPI, le général Blaskic avait été nommé par le président croate, Franjo Tudjman, au service d'inspection générale des armées en Croatie. Cette nomination avait provoqué une vive réaction de Washington,

et le procureur du TPI, Richard Goldstone, avait déclaré que sa promotion était « un signe grave de non-coopération » de la Croatie.

L'avocat du général Blaskic, Zvonimir Hodak, a déclaré, samedi, à une radio croate, que son client pourrait « se présenter volon-

tairement devant cette juridiction après le 15 avril, pour prouver son innocence ». Le « vice-président » de la « Herceg-Bosna », Dario Kordic, également mis en cause par le TPI pour crimes contre l'humanité, a aussi été démis de ses fonctions. Le ministre des affaires étrangères croates, Mate Granic, a pour sa part affirmé à plusieurs reprises que la Croatie allait « coopérer totalement avec le TPI ».

### Ratko Mladic et Radovan Karadzic narguent le TPI

Le général Ratko Mladic et Radovan Karadzic, les chefs militaires et politiques des Serbes de Bosnie, inculpés pour crimes de guerre et génocide par le Tribunal international de La Haye (TPI), ont donné il y a quelques jours un entretien à la télévision grecque Greek Mega, dans lequel ils estiment que nul n'osera mettre la main sur eux. « Il ne sera pas aisé de s'emparer de moi, le peuple me défend », déclare Ratko Mladic, qui d'autres images de télévision montrait en train de faire du ski, dimanche, à Pale. Quant à Radovan Karadzic, il affirme : « Je peux me déplacer comme bon me semble. Je rencontre les miens dans tout le pays, parfois en public, parfois non. J'ignore combien de temps durera encore cette force de La Haye. »

La transmission des policiers saisis dans l'ensemble de cette région d'ici à la fin 1997 pourra être interrompue si des conflits armés ne viennent pas perturber ces campagnes préventives, comme ce fut le cas dernièrement en Tchétchénie, où l'on a observé la seule flambée épidémique de poliomyélite dans cette région.

## La résurgence des maladies infectieuses dans l'ex-URSS inquiète l'OMS

### LONDRES

de notre envoyé spécial  
« Priorité absolue ». Habituellement peu enclins au catastrophisme, les responsables du bureau régional Europe de l'OMS ont lancé, jeudi 7 mars à Londres, un appel pressant à l'intensification de la lutte contre l'inquiétante résurgence des maladies infectieuses et contagieuses en Europe de l'Est, surtout dans l'ex-URSS. Des maladies qui pourraient se propager à l'Ouest.

A court terme, une des principales menaces tient au retour en force de la diphtérie. Cette infection bactérienne, que l'on croyait éradiquée en Occident sur un mode épidémique, a touché en 1994 environ 50 000 personnes dans l'ex-Union soviétique et en a tué près de 2 000 ; les cas déclarés dans cette région représentent 85 % des cas recensés à l'échelon mondial. Pour 1995, les épidémiologistes de l'OMS situent entre 55 000 et 100 000 le nombre de infections diphtériques dans les pays de l'Est. Des cas de diphtérie importés ont déjà été observés ces derniers temps en Allemagne, en Finlande, en Mongolie et en Pologne. Des ressortissants d'autres pays ont été infectés alors qu'ils voyageaient dans l'ex-URSS.

La progression de l'épidémie est facilitée par le fait que les adultes ne sont généralement pas immunisés contre cette infection, et pas seulement en Europe de l'Est. De récentes études ont ainsi montré qu'en Europe occidentale et qu'en Amérique du Nord entre 20 % et 60 % respectivement des personnes de plus de vingt-cinq ans n'étaient plus protégées contre la diphtérie. Une épidémie en provenance de l'ex-URSS constituerait donc une réelle menace pour les adultes de l'Ouest. Il faut donc dans l'ex-Union soviétique vacciner non seulement les enfants en bas âge, mais aussi les adultes, ce qui augmente le coût et complique la stratégie des campagnes, urgentes.

Pour 1996 et 1997, l'OMS Europe évalue à 32 millions de dollars les sommes nécessaires. Seulement

6 millions de dollars ont été fournis jusqu'ici. L'exemple de la poliomyélite montre l'efficacité de la vaccination dès lors qu'il existe à la fois une coordination des campagnes et un système de surveillance épidémiologique performant. Les progrès récents en matière de lutte contre la poliomyélite résultent pour l'essentiel de deux séries de campagnes vaccinales de masse, qui ont couvert 95 % des enfants de moins de cinq ans en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS. En avril 1995, sous l'égide de l'OMS, avec le soutien de l'Unicef, du Rotary et des États-Unis, en une seule journée, 63 millions d'enfants ont été immunisés dans dix-huit pays, grâce à un vaccin oral. La transmission des poliovirus sauvages dans l'ensemble de cette région d'ici à la fin 1997 pourra être interrompue si des conflits armés ne viennent pas perturber ces campagnes préventives, comme ce fut le cas dernièrement en Tchétchénie, où l'on a observé la seule flambée épidémique de poliomyélite dans cette région.

« La propagation de ces virus a été explosive dans certains pays, soulignent les responsables de l'OMS Europe. Des flambées épidémiques se sont produites dans des établissements de santé, en Roumanie et en Russie par exemple. La toxicomanie a joué un rôle important en Pologne, dans l'ex-Yugoslavie, en Ukraine, parfois « dans d'autres groupes de population ayant un comportement à risque qui ont participé à la propagation du virus. Une assistance aux programmes nationaux de prévention du sida est particulièrement nécessaire ».

« Au-delà des urgences concernant la diphtérie et la tuberculose, les MST et le sida constituent un des sujets les plus explosifs », a déclaré le docteur Jo E. Asval, directeur régional de l'OMS. Les préservatifs ne sont pas vraiment disponibles dans ces pays et l'effort nécessaire dépasse le seul problème médical, touchant à l'éducation, et même aux questions politiques. Comment, par exemple, ne pas s'inquiéter, d'un strict point de vue sanitaire, de voir des prostituées russes exercer leur activité à Varsovie et à Berlin, dans le sillage des nouvelles mafias ?

Plus globalement, l'appel lancé à Londres par le bureau Europe de l'OMS cherche à prévenir une forme d'« africanisation » de l'ex-Union soviétique.

Jean-Pves Nant

## Apprentissage Continu dans la Société de l'Information

Les technologies de l'information sont en train de transformer notre vie dans tous les secteurs économiques et sociaux. Formation et apprentissage continu sont devenus un besoin mais également une occasion de croissance économique, de compétitivité industrielle, d'expansion des marchés et d'équilibre social. Une conférence et une exposition internationale, avec séminaires et rencontres spécialisées pour faire le point sur les méthodes, les technologies et les services pour la formation, l'enseignement et l'apprentissage.

**Conférence** Une occasion de confrontation et de débat, avec sessions et panels sur 3 thèmes différents: nouveaux profils professionnels, nouveaux thèmes et nouvelles organisations pour l'apprentissage, nouvelles modalités d'accès à l'apprentissage.

**Séminaires** De nouveaux modèles, de nouvelles méthodologies et de nouveaux instruments pour l'apprentissage, approfondis par des représentants du monde académique et par des managers internationaux: Multimedia teaching, Groupware et Internet pour l'apprentissage, Telelearning, Systems Thinking, Mesurer la Learning Organization, Qualité dans l'instruction, etc.

**Exposition** Une surface d'exposition avec sessions de congrès, démonstrations et workshops pour toucher du doigt technologies et méthodologies tournées vers l'apprentissage, l'instruction et la formation.

Pour recevoir de plus amples informations, envoyez le coupon ou téléphonez au Secrétariat Général de Lilis au n. +39-2-92173.411. Un système de renseignements vocal multilingue est en fonction 24 heures sur 24 au n. +39-2-92173.403 ainsi qu'un World Wide Web: <http://www.elmoleam.it/lilis/>

Remplir et envoyer par télécopie au n. +39-2-92173.327

Prénom et Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Télécopie \_\_\_\_\_

Lilis est organisé par Elmoleam en collaboration avec la Commission Européenne et notamment avec la DG III (Industrie), la DG V (Emploi, Rapports industriels et Affaires sociales), la DG XXII (Éducation, Formation et Jeunesse) et la DG XIII (Télécommunications) avec le soutien des commissaires Martin Bangemann, Pöhl, Flynn et Edith Cresson.

Année Européenne de l'Éducation et de la Formation tout au long de la Vie

1996

Présidence italienne de l'Union Européenne

1  
2  
I  
I  
D  
u  
le  
le  
bi  
fo  
ql  
Cl  
ch  
de  
L'  
dc  
fo  
ch  
bi  
au  
rie  
le  
m  
60  
co  
Plu  
de  
—  
U  
—  
Sh  
Ch  
Pa  
Poi  
gra  
qu  
mu  
pri  
mk  
ph  
biu  
du  
Loi  
pas  
les  
de  
et  
Sur  
72L  
Orr  
Rat  
Rac  
hor  
ce  
ce  
logi  
siq  
con  
mai  
—  
I  
C  
—  
MO  
BRO  
Film  
V. O  
68-6  
62;  
55;  
68-4  
49-5  
53-1  
Gau  
rés.  
36-6  
V. F.  
Mon  
70-4  
56-3  
UGC  
56-10  
mon  
30-21  
rés.  
36-6  
36-10  
10;  
CHAI  
Film  
V. O.  
36-6  
Juill  
14-Ju  
68-61  
43-5  
20-10  
81-5  
48-2  
Parr  
20-10  
75-75  
V. F.  
55;  
UR  
Film  
Saint  
23;  
FURT  
Film  
V. O.  
68-66  
46-2  
Trior  
Basil  
LES  
Film  
UGC  
50;  
43-5  
20-10  
75-75  
10;  
35-43  
Gaur  
55;  
r  
telle



Jeune

ajevo

# Les habitants de Grozny enterrent leurs morts et craignent une répression de la part des Russes

Une centaine de civils ont été tués lors des récents combats dans la capitale tchétchène

Les indépendantistes tchétchènes ont quitté Grozny après cinq jours de combats. Les autorités médicales font état d'une centaine de morts ci-

vis, pour la plupart victimes de l'artillerie russe, qui, même après le départ des indépendantistes, a continué de prendre la population civile pour

cible. Six personnes, dont quatre soldats russes, ont été tuées, lundi 11 mars, par l'explosion d'une mine dans la capitale tchétchène.

## GROZNY

de notre envoyé spécial  
Aïa est en colère. « Regardez ! » Elle brandit les fragments d'une roquette lâchée par un hélicoptère russe sur son quartier de Kataïma, situé à l'ouest de Grozny, plusieurs heures après le départ des combattants tchétchènes. « Venez voir ce que les Russes nous ont fait », insiste cette mère de famille tchétchène de cinq enfants. Le toit de sa belle maison de briques rouges a souffert des tirs russes, le portail est percé. « Pourquoi tirent-ils sur nous ? Il n'y a pas de combattants tchétchènes ici », s'indigne-t-elle. « Venez voir ! » Elle ouvre la porte de l'étable transformée en passage par le mitrailleur russe : « Voilà les bandes de bandits armés », dit-elle en montrant ses deux vaches qui en ont réchappé. « Ce sont les soldats russes qui nous tirent dessus et les combattants tchétchènes qui nous protègent », assure Aïa. Elle appelle sa voisine russe à la rescousse. « Il n'y a aucun problème entre nous. On s'aide. » Aïa insiste : « Nous n'avons pas besoin de l'armée russe. »

Le scénario, désormais classique en Tchétchénie, s'est une nouvelle fois reproduit à Grozny. Attaqués par les militants tchétchènes, les forces russes, assaillies dans leur poste, ont tiré sur tout ce qui bougeait, tuant essentiellement des ci-

vils, souvent bien après le départ des indépendantistes. La brutalité des forces russes affolées, leur « nettoyage » à l'arme lourde ont déjà noyé dans le sang l'attaque ciblée des combattants. Les « coups tchétchènes » ont à nouveau montré qu'ils frappaient quand ils voulaient, où ils voulaient. « Lorsque les combattants étaient là, il n'y avait pas de tirs », affirment les habitants de Kataïma. « Au poste, les Russes avaient même sorti le drapeau blanc », s'amuse un homme.

## COLENE

Grozny ramasse les cadavres dans les rues, enterrés sans sépulture, soigne ses blessés, constate les dégâts et remâche sa colère. Les combats auraient fait plus d'une centaine de blessés parmi les civils, selon des sources médicales. A l'aéroport, au nord de la ville, quartier général de l'armée russe et résidence du « chef de la République » mis en place par Moscou, un homme raconte qu'il a vu ici, pendant trois jours, arriver des dizaines de cadavres de soldats russes, et de nombreux blessés. Mais c'est parmi les civils que les victimes semblent avoir été les plus nombreuses.

A Kataïma, une grand-mère russe et deux jeunes Tchétchènes ont été tués par un obus russe devant le portail d'une maison. La flaque de sang est recouverte de

terre. Les voisins enterrent la grand-mère dans le jardin. Plus bas, près du poste russe, un enfant de neuf ans a été tué par un tireur d'élite. La route qui mène au centre-ville est ponctuelle de postes russes retranchés et de drames. Ici, Valia, une grand-mère russe - qui jure de découper Boris Eltsine « à la hache » - pleure. « Mon mari a été blessé l'an dernier, lors de la prise de Grozny, explique-t-elle entre deux sanglots. Quand les hélicoptères ont recommencé à tirer, il n'a pas supporté. Il a pris sa dégringolade et il est parti. Mais il paraît qu'on tire sur les gens qui passent là-bas. » Près du poste russe, les murs sont criblés de balles. Par terre, des taches de sang.

Les femmes et les enfants qui décident de quitter la ville descendent d'un autobus dégingolée et passent à pied. Les hélicoptères russes n'hésitent pas à tirer sur les transports en commun. Sur le bord de la route, un de ces autobus a fini son voyage, percé par des balles et une roquette.

Sur les bâtiments du centre-ville, déjà réduits en ruines par les combats de 1995, les comptes sont plus difficiles à faire. Peu à peu les rues s'animent, même si personne n'ose encore sortir en voiture. De temps à autre, retentissent une rafale, une explosion d'obus. « Ça tire tranquillement », commente un jeune Tchétchène. Le siège du

gouvernement prorusse, attaqué par les indépendantistes, est déserté. « C'est dimanche, un jour de repos », explique un soldat russe qui monte mollement la garde. Le marché a été rouvert.

## CAMPS DE FILTRATION

Au loin, en direction de la raffinerie de pétrole, monte un épais nuage de fumée noire. Dans une rue, une conduite de gaz fuit. Les femmes transportent de l'eau dans des seaux. Les corbeilles dévorent les ordures. Les patrouilles russes ne s'aventurent pas hors des rues principales, sillonnées à toute allure par des blindés transportant des forces spéciales en armes. « Ils ont peur qu'il y ait encore des combattants », lâche Aïa.

Mais chacun à présent attend la répression, craint la rafle, redoute l'arrestation. « Les forces russes vont bloquer les rues, une par une, et vérifier les identités, prévoit un homme. Tous ceux qui ne sont pas enregistrés à Grozny seront arrêtés », ajoute-t-il. Ils iront alors dans les camps de « filtration » où ils sont battus, humiliés, torturés. « Que doit-on faire ? », interroge Ibrahim, un ex-champion du monde d'haltérophilie. Attendez chez soi d'être tué, d'être arrêté ? » Beaucoup, résume-t-il, vont préférer aller se battre.

Jean-Baptiste Naudet

## Paris et Bonn s'opposent sur les modalités de la conférence intergouvernementale de Turin qui s'ouvrira le 29 mars

L'ASSOCIATION du Parlement européen aux travaux de la future conférence sur la réforme des institutions européennes, la CIG, qui doit s'ouvrir le 29 mars à Turin, a déjà débattu aux premières escarmouches de la négociation. A l'Assemblée, on se tenait le 10 mars un conseil informel des ministres des affaires étrangères de l'UE, l'Italie, qui assume la présidence de l'Union au cours du semestre en cours, n'a pas réussi à faire accepter un compromis.

La France et la Grande-Bretagne refusent de voir le Parlement participer à la négociation, comme le souhaitent leurs partenaires. La proposition italienne de tenir des réunions d'information avec les représentants du Parlement avant chaque séance de négociation a été jugée trop contraignante par Paris et Londres, qui ont

défendu la thèse qu'il n'y avait pas de raison de transformer une négociation, prévue pour être intergouvernementale, en une négociation associée à une institution européenne. Pour la France et la Grande-Bretagne, il s'agit surtout de tenir compte des voix, qui, dans leur majorité, estiment qu'il n'y a pas à privilégier le Parlement européen par rapport aux parlements nationaux.

Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, a tenté de ramener la querelle au niveau de la routine européenne. Il s'est cependant heurté à une réaction irritée de son collègue allemand, Klaus Kinkel. Appelant tous les Européens à prendre au sérieux la participation du Parlement européen aux négociations, M. Kinkel a affirmé que l'Allemagne ne pourrait

accepter de compromis « que s'il est acceptable par le Parlement ». Français et Allemands ont beaucoup travaillé ces derniers mois pour tenter de parvenir à l'ouverture de la CIG avec des objectifs proches. Le 27 février à Fribourg, les deux ministres des affaires étrangères avaient réaffirmé ces objectifs dans un document commun. Si Paris et Bonn s'en tiennent à leur intention d'obtenir de la conférence une réforme claire du fonctionnement des institutions, ils auront besoin l'un de l'autre pour surmonter les conflits à venir. Ce volontarisme masque encore cependant des différences d'appréciation non négligeables, qui risquent de poser des problèmes dans la phase cruciale de la négociation.

H. de B.

## L'agriculture américaine gagnée par le libéralisme économique

Le système de subventions datant des années 30 disparaîtra en 2002

## WASHINGTON

de notre correspondant  
La loi dite « Liberté de cultiver », récemment adoptée par le Sénat et la Chambre des représentants, constitue une réforme majeure de l'agriculture américaine, sans précédent depuis l'époque du New Deal de Franklin Roosevelt. Par rapport aux ambitions initiales de ses promoteurs, elle est cependant de portée plus limitée : le principe des subventions agricoles disparaît largement, mais seulement à l'horizon 2002. Bien que les deux Chambres du Congrès doivent se mettre d'accord sur une version définitive avant de soumettre celle-ci au président Clinton, le principe de la réforme ne changera pas : il est issu de la volonté des républicains de laisser agir les mécanismes de l'économie de marché partout où c'est possible, et de réduire l'intervention de l'Etat à la portion congrue.

Il s'agit d'une illustration de la « révolution conservatrice » engagée par le Grand Old Party, corrigée par les puissants intérêts des lobbies agricoles. Pour les Européens, ce texte n'en représente pas moins un sérieux prétexte pour une future querelle transatlantique, au moment des prochaines négociations agricoles, à partir de 1999, puisqu'il s'agit d'un « désarmement » militairement, les Américains auront du mal à admettre que l'Europe conserve un carcan de subventions pour protéger son agriculture.

Jusqu'ici, l'agriculture américaine était gouvernée par des mé-

canismes créés après la crise de 1929. Les conditions de vie dans les campagnes s'étant considérablement dégradées au début des années 30, l'Etat a généralisé le versement de subventions, imposant aux agriculteurs des limites de production en les dédommageant pour qu'ils acceptent de renoncer à certaines cultures.

## PARIS

Ce système a perduré, en dépit de velléités réformatrices. En 1985, le président Reagan, signant une loi quinquennale sur l'agriculture, avait proclamé qu'elle allait enfin permettre de faire jouer la loi du marché ; cinq ans plus tard, George Bush avait répété cette profession de foi. Or, en neuf ans, l'Etat fédéral a dépensé près de 275 milliards de dollars (1 275 milliards de francs) en subventions, dont 26 milliards de dollars en 1994. La loi « Liberté de cultiver » représente-t-elle un réel tournant ? Officiellement, les agriculteurs américains seront libérés de planter ce que bon leur semble, le lien existant entre leurs décisions et l'apport financier de l'Etat étant supprimé.

En contrepartie, ils bénéficieront d'un mécanisme de soutien aux grandes récoltes (blé, céréales fourragères, maïs, coton et riz), sous forme d'une aide dont le montant diminuera graduellement sur sept ans. Actuellement, l'Etat aide les producteurs dans la mesure où les cours du marché sont inférieurs au prix de référence fixé avant chaque campagne agricole.

En 2002, les agriculteurs seront confrontés aux incertitudes de la concurrence et à l'évolution des prix. D'ici là, assurent les promoteurs de la loi, l'administration fédérale devrait économiser environ 10 milliards de dollars. La charge financière pour le budget fédéral s'élèvera cependant à 46 milliards de dollars (230 milliards de francs), dont les trois quarts en garanties de paiement destinées à faciliter la transition vers une agriculture « libérale ».

Cette nouvelle liberté de cultiver devrait se traduire par un surcroît de production. Les économistes restent prudents quant aux effets de l'augmentation attendue des exportations américaines, sachant que tout dépendra de l'évolution des cours mondiaux. Si, comme c'est le cas actuellement, la demande (notamment en provenance des pays en développement) reste forte et les stocks très réduits, les Etats-Unis s'efforceront de pousser leur avantage sur le marché mondial et s'intéresseront moins au marché européen. Ce pari a d'ailleurs joué dans la réforme de l'agriculture américaine.

En revanche, si l'offre dépassait la demande, le dialogue euro-américain connaîtrait sans aucun doute de nouveaux moments difficiles. Que la concordance de dates ait été ou non voulue, c'est à peu près au moment de l'échéance du « Farm Bill », en 2002, que devraient s'ouvrir de nouvelles négociations décennales sur la libéralisation du commerce international, même si, en pratique, celles-ci

commenceront trois ans plus tôt. De toute façon, les experts s'attendent à une « offensive musclée » des Etats-Unis, qui voudront démanteler l'arsenal de subventions protégeant l'agriculture européenne, même si celui-ci n'est pas utilisé en raison de la bonne tenue des cours.

## EXCEPTIONS

A ces incertitudes internationales (la situation du dollar sera un autre élément décisif) s'ajoutent des facteurs purement internes : si la réforme de l'agriculture est moins ambitieuse que prévu, c'est en raison de la puissance des groupes d'intérêt et des alliances locales, qui ont pris le pas sur la politique partisane de Washington. En témoignent les exceptions dont bénéficient le sucre, les produits laitiers et les arachides, qui continueront de bénéficier de programmes gouvernementaux spécifiques.

La perspective des scrutins de novembre a en effet marqué les débats du Congrès. C'est au nom de telles préoccupations que Bill Clinton pourrait finalement s'opposer au projet : celui-ci fait disparaître le « filet de sécurité » que procurent les prix garantis aux « petits » agriculteurs, une clientèle électorale courtisée par les démocrates. Le prochain « Farm Bill », en 2002, sera sans aucun doute influencé par les élections parlementaires qui se dérouleront cette année-là.

Laurent Zecchini

## Manifestations pour la « décolonisation » du Tibet

BRUXELLES. Quelque 5 000 manifestants se sont regroupés dimanche 10 mars devant l'ambassade de Chine à Bruxelles, puis devant le Parlement européen, à l'occasion de l'anniversaire du « soulèvement de Lhassa », en 1959, indique notre correspondant Jean de la Guérivière. Cette « marche pour la liberté » rassemblait, outre un millier de réfugiés tibétains, des sympathisants de plusieurs pays d'Europe venus demander à Pékin d'ouvrir un processus de décolonisation et de libérer les prisonniers politiques de la « région autonome ». Les manifestants ont rappelé le cas de Gendun Choekyi Nyima, six ans, qui a été reconnu par le dalaï-lama comme réincarnation du panchen-lama et dont on est sans nouvelles. Ils ont aussi réclamé l'envoi d'une mission de l'ONU au Tibet. Des manifestations ont eu lieu dans d'autres capitales pour commémorer le soulèvement de 1959 et l'annexion de 1950. Dans son traditionnel discours du 10 mars, le dalaï-lama a accusé Pékin d'« intensifier sa répression » au Tibet et de faire preuve d'une « attitude de plus en plus agressive » envers Taiwan et Hongkong.

## Le pape suggère le jeûne alimentaire et télévisuel de carême

CITÉ DU VATICAN. Le pape Jean-Paul II a suggéré dimanche 10 mars aux catholiques de pratiquer le jeûne alimentaire et télévisuel comme thérapie de l'âme. « Dans une société où la nourriture abonde et où l'on est malade de suralimentation », il faut redécouvrir « une forme de pénitence suggérée par l'Eglise en cette période de carême qui est le jeûne », a estimé le pape lors de l'Angelus dominical au Vatican. « Dans combien de familles la télévision a remplacé le dialogue entre les personnes », a-t-il déploré. « Un certain jeûne dans ce domaine aussi peut être salutaire, soit pour avoir plus de temps à consacrer à la réflexion et à la prière, soit pour cultiver les rapports humains », a-t-il suggéré. - (AFP)

## EUROPE

■ ESPAGNE : d'après les résultats officiels des élections législatives du 3 mars, le Parti populaire (PP) a obtenu 156 sièges avec 38,85 % des suffrages exprimés. Le PSOE a 141 représentants avec 37,48 %. La troisième force politique, Izquierda unida, dominée par le Parti communiste, a 21 députés (10,58 %). CIU (Convergence et Union), 16 (4,61 %), le PNV (Parti nationaliste basque) a obtenu 5 représentants (1,28 %), la Coalition canarienne, 4 (0,89 %), et Herri Batasuna, 2 (0,73 %), comme le Bloc national galicien (BNG) (0,88 %). Enfin, Eusko Alkartasuna (EA), nationalistes basques (0,46 %), Esquerra republicana (indépendantistes catalans) avec 0,67 % et l'Union valencienne (nationalistes valenciens) avec 0,37 % ont chacun un siège. - (Corresp.)

■ DANEMARK : deux fusillades entre bandes de motards ont fait un mort et quatre blessés, dimanche 10 mars, dans les aéroports de Copenhague et d'Oslo. Ces incidents « sont les toutes dernières manifestations d'une guerre interne qui s'amplifie entre deux bandes rivales de Scandinavie : les Bandidos et les Hell's Angels », a indiqué un inspecteur danois. - (Reuters)

■ SUISSE : les électeurs ont approuvé à 76,1 % par référendum, dimanche 10 mars, la revalorisation de la langue romanche, parlée dans les Grisons. Le rattachement au canton du Jura de la petite commune de Vellerat (71 habitants), jusqu'alors liée au canton de Berne, a été ratifié par 91,6 % des votes. En revanche, les Suisses ont refusé à 56,6 % de confier à la Fédération plutôt qu'aux cantons l'achat de l'équipement personnel des militaires. A peine 29,7 % des inscrits s'étaient déplacés. - (Corresp.)

■ ROUMANIE : la grève qui paralyse, depuis une semaine, le métro de Bucarest est un « attentat à la sécurité nationale », a déclaré, dimanche 10 mars, le ministre des transports. La direction du métro avait menacé, samedi, de licencier « ceux qui refusent de reprendre le travail ». Les grévistes réclament des hausses de salaire. - (AFP)

■ HONGRIE : le gouvernement a décidé de créer un bureau de contrôle et d'enquête sur l'économie parallèle, estimée, pour 1995, à 30 % du PIB. Dépendant directement du premier ministre, ce bureau devra traquer les principaux abus tandis que des tribunaux économiques devraient être créés. - (AFP)

■ GEORGIE : un observateur de l'ONU a été tué samedi 9 mars dans l'explosion de sa jeep, qui a roulé sur une mine antichar dans la région de Gali, zone contrôlée par les forces de paix de la CEI en Abkhazie. Le ministre géorgien des affaires étrangères a accusé dimanche les séparatistes abkhazes d'être responsables de l'incident, au cours duquel deux autres observateurs des Nations unies ont été blessés. - (AFP)

## AFRIQUE

■ ALGERIE : douze voyageurs ont été tués et vingt autres ont été blessés, vendredi 8 mars, dans l'attaque du train Oran-Tlemcen, par un groupe armé. Selon le quotidien privé El Watan, une charge de plusieurs kilogrammes d'explosif, placée sur la voie ferrée, a explosé au passage du train, dont la locomotive et deux wagons ont été totalement détruits. - (AFP)

■ SOUDAN : une tentative de coup d'Etat a été déjouée, la semaine dernière, a déclaré, dimanche 10 mars, le secrétaire général du Congrès national populaire. Ghazi Salah Eddin Atabani a indiqué qu'il s'agissait d'« une mini-tentative » de putsch, menée par des officiers de l'armée qui voulaient renverser le gouvernement durant les élections générales, qui ont débuté le 6 mars et doivent s'achever le 17. - (AFP)

■ BÉNIN : le président sortant, Nicéphore Soglo, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, organisé le 3 mars, avec 35,69 % des suffrages validés, devant son prédécesseur Mathieu Kérékou (33,94 %), selon les résultats officiels annoncés dimanche soir 10 mars. La Cour constitutionnelle a précisé que 22,8 % des suffrages exprimés avaient été annulés pour fraude. - (AFP)

■ COMORES : douze des treize candidats éliminés au premier tour de l'élection présidentielle, organisé mercredi 6 mars, ont appelé dimanche leurs électeurs à voter pour Mohamed Taki Abdoulkarim. M. Taki, soixante ans, candidat de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), avait obtenu 21 % des suffrages exprimés au premier tour. Il apparaît comme le grand favori du deuxième tour, qui doit avoir lieu le 16 mars. - (AFP)

## ÉCONOMIE

■ JAPON : la balance des comptes courants a été déficitaire en janvier 1996 - de 1,9 milliard de yens, soit environ 91 millions de francs - pour la première fois depuis janvier 1991. Les échanges de marchandises ont dégagé un excédent de 263 milliards de yens, et celui des placements financiers s'est élevé à 378 milliards, mais le déficit des échanges de services a atteint 576 milliards de yens. - (AFP)

■ PAKISTAN : certains privilèges commerciaux accordés par les Etats-Unis au Pakistan devraient être suspendus, en raison notamment de l'exploitation du travail des enfants, a fait savoir le secrétaire américain au commerce Mickey Kantor. - (AFP)

■ PÉROU : le déficit de la balance des paiements courants a augmenté de 78 % en 1995, atteignant 3,74 milliards de dollars, contre 2,1 en 1994, a annoncé la Banque centrale mardi 5 mars. - (AFP)



**ATTENTATS** Le domicile d'un journaliste parisien spécialisé dans les affaires corses a été mitraillé, vendredi 8 mars. Deux personnes, dont le président du tribunal administratif de

Bastia, ont été tuées en Corse, vendredi et samedi. Ces deux meurtres n'ont probablement pas de connotation politique, mais, avec l'attentat commis près de Paris, ils alourdissent

encore le climat qui entoure le dialogue entre le gouvernement et les nationalistes corses sur le statut futur des deux départements. ● LE QUOTIDIEN « LIBÉRATION » dé-

nonce, lundi, une « opération Omerta » après l'agression perpétrée contre son collaborateur, qui avait indiqué avoir reçu des menaces du FLNC-canal historique.

● UN SONDAGE effectué par CSA pour *Le Parisien-Aujourd'hui* indique qu'un quart des Français sont favorables à l'indépendance de la Corse. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

## Le RPR est accusé de collusion avec une tendance nationaliste corse

Les tirs contre le domicile d'un journaliste parisien, s'ajoutant à deux meurtres et à une tentative d'assassinat sans connotation politique apparente, met en cause la stratégie du gouvernement dans l'île. Matignon affirme qu'il n'a pas l'intention d'en changer

**TROIS MORTS** en trois jours, une tentative d'assassinat, le domicile d'un journaliste mitraillé, un groupe nationaliste accusant une autre organisation d'être devenue le bras armé du RPR et de l'Etat en Corse... Même si ces événements ne sont pas tous liés, ils donnent l'image d'une Corse en proie, plus que jamais, à la confusion et à la violence.

Il n'y a en effet, selon toute probabilité, rien de commun entre la mort du président du tribunal administratif de Bastia et le mitraillage, près de Paris, du pavillon de Guy Benhamou, journaliste de *Libération* spécialisé dans les affaires corses. Quant aux trois homicides ou tentatives d'homicide qui ont fait deux morts et un blessé en Corse-Sud, ils n'ont pas d'autre point commun que l'usage des armes.

La tentative d'assassinat d'un militant de l'Accolta nazionale corsa (ANC), Yves Manuta à Ajaccio, dans la nuit du 7 au 8 mars (*Le Monde* du 10 mars), est politique; l'assassinat de Jean-Marie Gorenko, aux environs de Sartène, dans la nuit du 8 au 9 mars, semble relever d'un règlement de comptes ou d'une vengeance; le meurtre de Pierre-Paul Bartoli, charcutier à Palencia, village situé en pleine montagne à 70 km d'Ajaccio, est l'œuvre d'un déséquilibré, qui a été interpellé et écroué quelques heures après son acte, dans la nuit du 9 au 10 mars.

Dans le climat que connaît l'île depuis qu'a commencé, le 15 juin



1993, la guerre nationalo-nationaliste - avec seize morts et sept blessés - FANC, qui ne figurait dans le tragique palmarès, jusqu'à février, que pour un blessé (son secrétaire général, Pierre Poggioni, le 18 juillet 1994 à Ajaccio), paraît particulièrement visée. Après l'assassinat de Charles Andreani dans la nuit du 17 au 18 février, Yves Manuta, pris pour cible devant la préfecture d'Ajaccio, n'a dû la vie sauve qu'à son gilet pare-balles. Lors d'une conférence de presse, samedi à Ajaccio, M. Poggioni a désigné des responsables: « Trois hommes proches de la Cuculita, donc du FLNC-canal historique, qui ont opéré sous l'ail de la caméra de la préfecture, dans une voiture dont le numéro minéralogique a été relevé ».

Ces deux allégations ont été démenties, dimanche, par le procureur de la République à Ajaccio, Jean-Jacques Boc. « Le numéro minéralogique n'a pu être relevé, a-t-il indiqué. Les caméras de surveillance ne sont pas relayées à un magnétoscope et ne sont pas orientées vers l'endroit où la voiture de Manuta a été mitraillée. » Cependant, M. Poggioni a dit que Jo Sisti, conseiller à l'Assemblée de Corse, ont vivement mis en cause non seulement le FLNC-canal historique, mais aussi les pouvoirs publics. « L'Etat s'appuie sur le Canal historique pour liquer le mouvement nationaliste corse », a affirmé M. Sisti.

« Une logique de terreur barbare », selon M. Sisti, est en place pour doter la Corse d'un nouveau

statut offert au Canal historique et à ses relais du RPR (...). Ce statut sera vidé de toutes les aspirations des nationalistes (...). L'objectif sera de créer une zone franche dont les intérêts seront partagés par le Canal historique et le RPR. Cette logique est enclenchée. » « Nous redoutons sans cesse "non" à la mafia et au fascisme », ont ajouté les deux dirigeants de l'ANC.

Dans un tel contexte, la confusion s'installe autour de l'opinion que dans les rangs des militants. La thèse de l'ANC est largement partagée par les militants du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel et principal adversaire de A Cuculita. Toutes les organisations nationalistes affichent le

même objectif: « Reconnaissance du peuple corse et souveraineté nationale ». Toutes s'affirment favorables au « processus de paix » en cours, mais chacune fixe des conditions, dont la principale est de refuser qu'une organisation concurrente ait les faveurs exclusives du pouvoir.

Dès lors, une sorte de compétition pour la reconnaissance par l'Etat se développe. L'argument de l'autodissolution des groupes clandestins est utilisé au gré des « contacts » avec les émissaires du pouvoir. Il sert à mobiliser l'opinion, à séduire les négociateurs éventuels ou à distancer l'adversaire du moment.

### INSULAIRES CIRCONSPÉCTS

Tandis que Résistenza, l'organisation clandestine proche de l'ANC, envisage elle aussi son autodissolution dans le cadre d'un « processus de paix », cette question divise aujourd'hui gravement les militants du MPA ainsi que ceux du FLNC-canal habituel. Lors de son congrès annuel, le MPA a adopté une motion affirmant notamment que « les organisations clandestines qui pratiquent la violence politique doivent envisager leur dissolution », à condition que soit enclenché un processus qui aille vers « une autonomie interne » de la Corse. Les opposants à cette motion - un tiers des militants présents - contestent autant la désignation d'Alain Orsoni en qualité de secrétaire général (parce que favorable à la thèse de l'autodissolution) que les initiatives qu'il

aurait prises en faveur de discussions secrètes avec A Cuculita. Cette opposition pourrait se traduire par une scission au MPA, mais aussi au FLNC-canal habituel.

Enfin, les assassinats de militants de factions opposées ne font que compliquer la situation. La sévérité de A Cuculita, la certitude qu'elle affiche sur l'aboutissement de ses discussions avec le pouvoir accentuent la fracture entre les organisations. La tension et la confusion favorisent, en outre, le développement d'actions criminelles marginales. Le silence des élus traditionnels permet aux nationalistes d'occuper tout le terrain du débat. Des positions du gouvernement interprétées sur place comme discordantes - selon qu'il s'agit des propos de Jean-Louis Debré, des mises au point d'Alain Juppé ou des affirmations de Jacques Toubon sur l'existence de l'Etat de droit - renforcent la circonspection des insulaires.

Samedi, à Paris, un proche du premier ministre n'envisageait pas que le gouvernement abandonne la voie du dialogue pour en revenir à celle du « gros bâton », jugée inefficace en Corse comme elle l'avait été, par exemple, en Nouvelle-Calédonie avant que les pouvoirs publics ne choisissent la voie qui devait mener aux accords de Matignon. Cependant, opter pour le dialogue est plus simple que de le mettre en œuvre.

Jean-Louis Andreani, avec nos correspondants

## La maison d'un journaliste de « Libération » mitraillée près de Paris

LE PAVILLON habité par un journaliste de *Libération*, Guy Benhamou, à Orsay, dans l'Essonne, a été mitraillé, vendredi 8 mars, au début de la soirée. Il n'y a pas eu de blessés. La maison était inoccupée au moment de l'attentat.

Une quinzaine d'impacts ont été relevés sur place. Des balles ont traversé les murs de la salle de bains et d'une chambre de l'habitation. Un pistolet-mitrailleur de marque israélienne Uzzi a été retrouvé dans le jardin en guise de signature. Cette arme est particulièrement appréciée des clandestins du FLNC. « Plusieurs éléments vont dans le sens d'un acte de provocation et d'intimidation », commente-t-on à la direction régionale de la police judiciaire de Versailles, chargée par le parquet de l'enquête en crime flagrant. L'arme retrouvée ne comportait pas d'empreintes digitales.

Guy Benhamou, journaliste de quarante-trois ans, est spécialiste de la question corse depuis quelques années pour *Libération*. Il a notamment réalisé des dossiers sur les causes criminelles des incendies de maquis en Corse et sur les détournements de financements de

l'Union européenne à propos des primes accordées aux éleveurs de vaches. Ce sont ses articles sur les nationalistes qui ont généralement provoqué les réactions les plus vives. Dans une récente émission de télévision sur TF1, Guy Benhamou avait révélé avoir fait l'objet de menaces de mort de la part d'organisations clandestines. Plus récemment, il affirmait: « J'ai été menacé par le FLNC-canal historique à la suite de plusieurs articles mettant en cause les pratiques des nationalistes dans des affaires criminelles, d'argent ou d'influence. »

### DÉSTABILISATION

Guy Benhamou est reconnu par ses confrères comme un journaliste faisant preuve d'une réelle indépendance de vue et d'un courage professionnel indéniable.

La presse insulaire estime que l'attentat visant le journaliste de *Libération*, qu'il soit le fait d'une organisation clandestine nationaliste ou - ce que certains n'hésitent pas à avancer comme hypothèse - d'une officine proche de certains milieux officiels, a pour but de déstabiliser l'ensemble des professionnels travaillant

sur les problèmes et la question corses. *Libération* dénonce en première page, lundi, une « opération Omerta » contre le journal. « A travers un collaborateur de *Libération*, ce sont tous les journalistes travaillant sur la Corse qui sont visés », écrit Jean-Michel Helvig, rédacteur en chef du quotidien. « On peut difficilement attendre du gouvernement un quelconque réconfort », ajoute-t-il, en évoquant la passivité des autorités après la « conférence de presse » de clandestins en armes en janvier.

Certains journalistes poursuivent des enquêtes sur les collusions, quelquefois récentes, d'intérêts financiers entre des responsables nationalistes, des élus traditionnels et des représentants de l'Etat. « Toutes ces spéculations génent. Elles peuvent provoquer le début de la dérive à l'algérienne que connaît la Corse », avance un représentant de la presse. Si Guy Benhamou a été provisoirement déchargé du dossier corse par sa rédaction, les journalistes des autres organes de presse affirment leur détermination à poursuivre leur travail et leurs enquêtes sur les différentes formes de dysfonctionnement de l'Etat de droit en Corse.

### Un quart des Français favorables à l'indépendance

Dans son édition du lundi 11 mars, le quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui* publie le résultat d'un sondage commandé à l'Institut CSA sur la manière dont les Français jugent la Corse. Il en résulte que près d'un quart des Français (24 %) sont favorables à l'indépendance de l'île, tandis que 61 % d'entre eux souhaitent qu'elle reste française et que 15 % ne se prononcent pas.

Devant la situation actuelle, les Français sont très partagés sur les méthodes à suivre et sur leurs chances de succès. 39 % d'entre eux pensent qu'il faut négocier avec les nationalistes clandestins pour trouver une solution politique, alors que 36 % penchent pour une solution répressive. De même, 49 % font confiance au gouvernement pour faire respecter les lois de la République en Corse, et 47 % ne lui font pas confiance.

Ce sondage a été réalisé les 23 et 24 février, auprès de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus.

### Une île où les armes parlent vite

DEPUIS LE DÉBUT DE 1996, la violence n'a pas connu de trêve en Corse. En moins de trois mois ont été recensés deux assassinats par balles de militants nationalistes (Jules Massa, membre de la Cuculita, victime légale du FLNC-canal historique, le 17 février, et Charles Andreani, membre de l'ANC, dans la nuit du 17 au 18 février) et une tentative d'assassinat contre un militant de l'ANC (le 7 mars); dans le domaine du droit commun, on a retrouvé trois personnes tuées par balles. Enfin, le président du tribunal administratif de Bastia a été retrouvé étouffé samedi 9 mars (lire ci-contre).

L'une des raisons qui expliquent cette hécatombe est l'amour des Corses pour les armes. Cette passion cause le désespoir de la police, qui tente de faire disparaître l'habitude de se promener armé: une simple altercation entre automobilistes, qui se solderait sur le continent par un échange de propos peu amènes, voire de coups, dégénère parfois en incident mortel parce que l'un des deux protagonistes, sinon les deux, est armé.

La tradition de la vendetta cause d'autant plus de dégâts qu'après

vingt ans de troubles (ceux-ci avaient commencé avec les événements d'Aléria en 1975) la violence s'est banalisée en Corse; violence non seulement par les armes à feu, mais aussi par l'explosif, devenu un moyen de régler des différends privés, d'ordre commercial ou autre. Au point que la menace de l'attentat à l'explosif - « Si tu ne fais pas ça, je t'en mets un pain de deux kilos... » - est devenue une plaisanterie grignote du langage courant.

### CULTURE MASCULINE

Les pouvoirs publics portent une part de responsabilité par le laxisme qu'ils ont laissé s'instaurer en matière d'autorisation de port d'arme. Désormais, la sévérité est de mise. Porter une arme prohibée entraîne une peine de prison ferme parfois plus lourde que sur le continent. Cependant, ces comportements sont difficiles à éradiquer, d'autant plus que l'insécurité qui règne dans les milieux nationalistes incite de nombreux militants de divers mouvements à détenir un pistolet, sans parler des dirigeants nationalistes qui ne sortent qu'avec une escorte armée.

Au-delà de ce phénomène

conjuncturel, c'est la place même des armes dans la culture de nombreux Corses qui est en cause. En privé, un policier en poste dans l'île confie qu'il ne sera guère optimiste tant que les enfants continueront à apprendre dans leurs familles, le goût des armes. De leur côté, les femmes corses, de plus en plus nombreuses, dénoncent la violence, font de la lutte contre l'armement au quotidien un de leurs chevaux de bataille.

Lors de la rencontre « Parler, chanter, rêver la Corse », à la salle de la Mutualité, à Paris, le 26 janvier, une représentante du mouvement des femmes contre la violence avait dénoncé la situation d'un « pays surarmé » et « l'idéologie de l'arme » en Corse. « On ne peut pas vivre dans un pays où ce qui domine, c'est la jouissance des armes », avait-elle lancé. Signe de la difficulté à s'en prendre de front à un trait constitutif de la culture de l'homme corse, cette intervention, devant une salle remplie de Corses de l'île ou du continent, avait été applaudie, mais elle avait suscité, aussi, des « mouvements divers » dans l'assistance.

J.-L. A.

### La piste politique semble écartée après le meurtre d'un magistrat bastiais

**BASTIA** de notre correspondant

Le corps de Jean-Pierre Dupouy, président du tribunal administratif de Bastia, a été découvert, samedi 9 mars vers 10 heures, sur la promenade de la plage de l'Arinella, à 2 kilomètres au sud de Bastia. Le corps de la victime portait des traces de strangulation et de coups au bas du visage. L'autopsie pratiquée quelques heures plus tard a révélé que Jean-Pierre Dupouy, dont le corps a été retrouvé allongé sur le dos, était mort étouffé vers 4 heures du matin. Son visage aurait été maintenu contre le sol par son agresseur.

Les enquêteurs du SPRI ont déjà écarté la piste de l'assassinat politique, comme celle du crime crapuleux, le portefeuille de la victime ayant été retrouvé sur son cadavre. La plage de l'Arinella où l'homicide a été perpétré est une zone déserte, habituellement fréquentée en hiver par des promeneurs solitaires et des marginaux.

Les policiers s'intéressent aux habitudes de vie privée du magistrat

et recherchent un jeune homme de vingt ans, originaire du continent et hébergé depuis un an environ au domicile de Jean-Pierre Dupouy. « Nous savons que cette personne n'était pas en Corse au moment du drame. Nous souhaitons l'entendre en qualité de témoin et non de suspect », a précisé Roland Mahy, le procureur de la République de Bastia.

Le président du tribunal administratif allait avoir soixante-trois ans au mois de juillet. Il avait été marié et il était père de quatre enfants. Ancien officier d'infanterie, Jean-Pierre Dupouy avait notamment occupé, entre juillet 1969 et décembre 1972, les fonctions d'attaché au cabinet militaire de Michel Debré, alors ministre de la Défense nationale. Sa carrière s'était déroulée ensuite dans l'administration préfectorale avant de se poursuivre en 1981 dans la magistrature. Il était en poste au tribunal administratif de Bastia depuis le 4 juillet 1994 et vivait séparé de sa famille.

Michel Codacci-Pisanelli

Journaliste



## Les centristes de Force démocrate s'engagent derrière François Léotard

René Monory, président du Sénat, reste toutefois sur la réserve

La réunion du conseil politique de Force démocrate, samedi 9 mars, a permis au président du parti centriste, François Léotard, de confirmer son engagement der-

rière François Léotard pour la présidence de l'UDF, tandis que René Monory, président du Sénat, refuse de choisir entre François Léotard et Alain Madelin.

À DÉFAUT d'avoir pu ou voulu postuler lui-même à la succession de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de l'UDF, François Léotard s'efforce de marquer de l'empreinte centriste la campagne que François Léotard mène contre Alain Madelin. Le ministre de l'éducation nationale s'y est encore employé, samedi 9 mars, devant le conseil politique de Force démocrate, en commençant par administrer quelques remontrances à son allié du Parti républicain.

Le 3 mars, François Léotard s'était montré sévère pour Alain Juppé, à qui, selon lui, il manque « une forte dimension politique », et fort aimable pour Philippe Séguin, doté à ses yeux de « l'état d'esprit d'un homme politique de premier rang » (Le Monde du 5 mars). Ces propos flatteurs pour M. Séguin n'avaient pas été du meilleur effet alors que, dans la campagne interne de l'UDF, M. Léotard s'efforce de convaincre la confédération qu'il est le mieux à même de lui faire gagner les élections législatives de 1998 et, le cas échéant, de la faire accéder à Matignon.

M. Bayrou a pris clairement le contre-pied des propos de l'ancien ministre de la défense en apportant un soutien appuyé à M. Juppé, « un bon premier ministre ». « Au lieu de multiplier les petites piques contre lui, on ferait mieux de l'aider, de le conseiller et, s'il le faut, de lui suggérer des idées, plutôt que d'essayer de nuire à son action », a expliqué le président du parti centriste. « Il ne nous paraît pas juste, a-t-il ajouté, que des procès soient constamment menés à l'intérieur de notre majorité (...). Ce que le pays attend, c'est la solidarité de la majorité et la solidarité d'action du gouvernement. » Rappelant que « c'est

maintenant que se joue 1998 », M. Bayrou a martelé : « Le pays n'a pas envie que revienne le temps des querelles, le temps où ceux qui assument le pouvoir pensent d'abord à se disputer au lieu de prendre les décisions qui s'imposent. »

Son admonestation a été relayée, dimanche, par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture et secrétaire général de l'UDF, qui, au cours de l'émission de TF1 « 7 sur 7 », a appelé la majorité à « être responsable » et à « ne pas jouer contre son camp ».

LE « MÉTIER » DE M. JUPPÉ

René Monory s'est également exprimé en ce sens, samedi, sur LCI, en indiquant que, « quelles que soient les circonstances », il soutient le gouvernement. « M. Juppé a entrepris un nouveau métier, a dit le président du Sénat. Premier ministre, ce n'était pas évident. On peut être ministre des affaires étrangères et ne pas avoir encore complètement assimilé la fonction de premier ministre, mais je crois qu'il a fait beaucoup de progrès depuis quelque temps. Il était déjà pas mal avant et, à mon avis, il écoute de plus en plus. »

M. Monory a, toutefois, fait un

accroc dans l'unanimité centriste en annonçant qu'entre M. Léotard et M. Madelin il ne prendra pas parti. Le président du Sénat, qui n'a pas voulu « faire de différence » entre les deux candidats, se mettra « à la disposition de celui qui sera élu ». M. Bayrou, lui, a décidé de souligner l'engagement des centristes derrière M. Léotard en conduisant lui-même la liste commune que présenteront le PR, FD et les Adhérents directs de l'UDF pour le bureau politique de l'UDF lors de la réunion du conseil national, le 31 mars.

Le ministre de l'éducation nationale s'est employé, d'autre part, à démontrer que les centristes demeurent les porte-étendards de l'idée européenne.

Pour « faire de l'Europe une réalité de démocratie », il a confirmé son souhait que soit créée une fonction de « président » pour l'Europe. « La démocratie, cela commence lorsqu'on est capable d'identifier les gouvernants et de les virer si on n'est pas content d'eux », a expliqué M. Bayrou, souhaitant, aussi, un mode de scrutin qui rapproche les députés européens des citoyens.

Partisan, quant à lui, de M. Madelin, Charles Millon (UDF-AD) s'est prononcé, dimanche, au « Grand jury RTL-Le Monde », en faveur du référendum sur l'unification de l'UDF proposé par M. Giscard d'Estaing. « C'est aux militants et à eux seuls » de décider quelle UDF ils souhaitent, estime le ministre de la défense, avant de rendre un hommage appuyé, à son tour, à M. Juppé.

Cécile Chambraud

## Charles Millon met Dassault en garde contre un refus de fusion avec Aerospatiale

Le ministre a confirmé au « Grand jury RTL-Le Monde » le chiffre de 50 000 emplois menacés dans l'industrie, que Jacques Chirac avait contesté le 22 février

INTERROGÉ, dimanche 10 mars, au « Grand jury RTL-Le Monde », sur les réticences éventuelles du groupe Dassault-Aviation à se rapprocher - en vue d'une fusion dans les deux ans à venir - du groupe Aerospatiale, le ministre de la défense, Charles Millon, a indiqué que « M. Dassault doit se rappeler que son principal client est l'Etat », et il a affirmé que « les responsables économiques doivent respecter l'intérêt national ».

M. Millon s'est refusé à préciser la manière dont sera organisé le capital du futur groupe, affirmant qu'il faut, avant tout, procéder à une évaluation par des experts des deux entreprises concernées. Dans l'entourage du ministre de la défense, où l'on rejette toute comparaison avec 1976 et 1986, années au cours desquelles les gouvernements avaient déjà tenté de se rendre maîtres de Dassault, on considère que l'Etat et, en premier lieu, le président de la République, s'est formellement engagé sur la voie qui doit mener à un rapprochement de la société privée avec

le groupe nationalisé. L'Etat possède 45 % de Dassault-Aviation (contre 49,9 % à la famille Dassault) et la quasi-totalité d'Aerospatiale.

Le ministre de la défense a assuré, de plus, qu'il n'y aura « pas de licenciements secs » lors de la restructuration - en cours - de l'industrie de l'armement. « Chaque cas sera étudié », a dit M. Millon, qui a reconnu toutefois que les entreprises travaillant pour la défense pourraient perdre 10 000 emplois par an pendant cinq ans « dans la continuation de la tendance actuelle » dans ce secteur.

DÉBAT SUR LE SERVICE NATIONAL

Deux rapporteurs de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, René Galy-Dejean et Patrice Martin-Lalande, tous deux RPR, avaient estimé, le premier en octobre 1995, le second le 13 février, qu'il faut s'attendre à la suppression, avant la fin du siècle, de quelque 50 000 à 70 000 emplois dans l'industrie française de l'armement, laquelle occupe directement ou indirectement environ

300 000 salariés. Ces évaluations, que M. Millon ne récuse pas, avaient été fortement contestées par Jacques Chirac, le 22 février, lors de son entretien télévisé après la réunion du conseil de défense qui a arrêté les grandes lignes de la réorganisation des armées (Le Monde du 24 février).

A propos de la réforme du service national, M. Millon a révélé qu'il y aura, le 18 mars, « une communication officielle donnant les modalités qui seront proposées aux Français pour organiser un débat national » sur le sujet. Il a indiqué que ce débat sera mené au niveau local et au niveau national. Localement, les municipalités et les associations organiseront des débats coordonnés par les préfets. « Au niveau national », a ajouté le ministre de la défense, la réflexion est en cours. Il y aura un lieu de consultation, de concertation, avec toutes les associations, les syndicats, les organisations qualifiées pour parler du service et, ensuite, débat à l'Assemblée nationale et au Sénat. La discussion parlementaire est prévue en juin ou en octobre.

## Les prix ont augmenté de 0,4% en février

LA HAUSSE DES PRIX à la consommation s'est établie à 0,4% en février, soit le même chiffre qu'en janvier 1995, selon l'indice provisoire publié hier 11 mars par l'INSEE. Sur un an, la progression s'établit à 2% (contre 1,7% en février 1995). Ce sont les prix de l'énergie, poussés à la hausse par le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, et ceux des tarifs publics qui ont enregistré les augmentations les plus notables en février, respectivement de 0,7% et 0,9%. Cette hausse mensuelle de 0,4% est équivalente à celle enregistrée aux mois d'août et septembre 1995, dont les indices avaient été affectés par le relèvement de 18,6% à 20,6% du taux normal de la TVA.

### DÉPÊCHES

■ **AFFAIRE PAPON** : Jean-Marie Le Pen « ne croit pas que Maurice Papon puisse être jugé de façon juste ». Le président du Front national, qui participait, dimanche 10 mars, au « Club de la presse » d'Europe 1 a estimé que « demander des comptes à un vieux monsieur de quatre-vingt-cinq ans, cinquante-trois ans après les faits », lui paraissait « très éloigné de la bonne justice ».

■ **GAUCHE** : Jean-Christophe Cambadélis, membre du bureau national du Parti socialiste, a jugé « souhaitable » dimanche 10 mars sur Radio 1, « un accord avec le Parti communiste, Radical, toutes les forces de gauche et de progrès ». Le PS et le PCF peuvent « bien sûr » gouverner ensemble, a-t-il indiqué. « Le PCF évolue, mais dans une culture qui reste protestataire, ce qui donne à Robert Hue à la fois un côté sympathique, mais un aspect zigzagant », a toutefois ajouté M. Cambadélis.

■ **MOSQUÉE** : le maire du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Roger Madec, (PS) a demandé, vendredi 8 mars, au préfet de police d'interdire la manifestation que veut organiser le Front national, samedi 16 mars, contre le projet de reconstruction de la mosquée de la rue de Tanger (Le Monde du 31 janvier). M. Madec proteste contre « le caractère ouvertement raciste d'une telle initiative ».

■ **AÉROPORT** : mille deux cents personnes ont manifesté dimanche 10 mars à Chartres, en Eure-et-Loir, contre l'éventuelle implantation du troisième aéroport du bassin parisien dans ce département. Les associations d'opposants et les défenseurs de l'environnement ont souhaité faire une démonstration de force à quelques jours de la remise du rapport Doufflauges au ministre des transports. (Corresp.)

## Une élection municipale partielle

### LOIRET

Montargis (1<sup>er</sup> tour). L. 9 237 ; V. 5 912 ; A., 35,99 % ; E., 5 791. Un. g. (Max Nublat, PC, m.), 2 918 (50,58 %), 23 élus ; Un. d. (Patrick Butoir, RPR), 2 132 (36,51 %), 6 élus ; FN (Maurice Etienne, FN), 741 (12,79 %), 2 élus.

[L'élection municipale de 1995 avait été annulée à la suite d'une requête de Patrick Butoir, battu de 84 voix par le maire sortant, Max Nublat (PC). Le tribunal administratif avait relevé une irrégularité dans la constitution de la liste du Front national. M. Nublat l'emporte dès le premier tour, face à la droite, qui s'est déchirée durant la campagne : l'« alliance technique » proposée pour le second tour par le FN a été refusée par M. Butoir, mais moins catégoriquement par M. Brisson, ancien maire de Montargis et autre chef de file du RPR, ce qui lui a valu d'être écarté de la liste.]

11 juin 1995 : L. 9 138 ; V. 5 752 ; A., 37,05 % ; E., 5 641. Un. g. (Nublat, PC, m.), 2 283 (48,59 %) ; RPR (Butoir, RPR), 1 535 (27,21 %) ; RPR (Brisson, RPR), 1 012 (17,94 %) ; FN (Etienne, FN), 861 (15,26 %).

## Résultats 1995 en progression

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le vendredi 8 mars sous la présidence de M. Bertrand Collomb, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

### DANS UN ENVIRONNEMENT PEU FAVORABLE...

L'année 1995 s'est caractérisée par un environnement peu porteur. En effet, malgré des éléments positifs significatifs (progression des pays émergents, bonne tenue des prix, tendance favorable du pôle), 1995 a été marquée par le ralentissement observé au second semestre dans les économies mûres et par le renchérissement de certains facteurs de coût.

### ... LAFARGE AUGMENTE SES RÉSULTATS...

Le résultat net part du Groupe s'élève à 2 350 millions de francs, en progression de 6 %. Le net accroissement des résultats de Lafarge Corporation (Amérique du Nord), la baisse des contributions du ciment en Centre-Europe (essentiellement due à l'Autriche) et des bétons et granulats, la hausse de celles des pays émergents et de la branche plâtre, ont conduit à un résultat d'exploitation courant (hors éléments exceptionnels et avant frais financiers et impôts) pratiquement stable, à 4 040 millions de francs.

Le solde positif des éléments exceptionnels, qui résulte des plus-values de cession et des provisions, est de 397 millions de francs (296 millions de francs en 1994). Les frais financiers s'établissent à 552 millions de francs (645 millions de francs en 1994), et les impôts à 851 millions de francs (963 millions de francs en 1994).

Le résultat net par action s'établit à 26,60 francs, en progression de 3 %. Il sera proposé à l'Assemblée Générale de verser un dividende de 10 francs par action, soit 15 francs avec l'avoir fiscal, ce qui, compte tenu de l'attribution d'actions gratuites de juillet 1995, représente une augmentation de 10 % de la distribution totale.

### ... ET POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT

En 1995, les investissements du Groupe s'élèvent à 5,9 milliards de francs, financés principalement par la marge brute d'autofinancement (4,8 milliards de francs) et les désinvestissements. Lafarge a poursuivi son développement en Centre-Europe (Pologne, Autriche, Allemagne), dans les pays du pourtour méditerranéen (Espagne, Turquie, Maroc) et en Amérique latine (Brésil). Avec des fonds propres de 30,8 milliards de francs et un endettement net de 2,9 milliards de francs, le Groupe dispose des moyens pour poursuivre sa stratégie.

Chiffre d'affaires	1995	1994	1993-1994
	33 218	32 841	+ 1 %
Résultat net part du Groupe	2 350	2 225	+ 6 %
Résultat net par action (en francs)	26,6	25,9*	+ 3 %
Nombre moyen d'actions (en millions)	88,3	85,8*	+ 3 %

\* Ajusté de la distribution gratuite de juillet 1995.

**LAFARGE**

LES MATÉRIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE



## Les ministres se mettent à l'« école Chirac » pour entretenir la communication du pouvoir

Visites sur le « terrain », sans fanfare ni protocole excessif

Jacques Chirac donne l'exemple, les ministres sont priés de le suivre : le pouvoir doit montrer, sur le « terrain », qu'il est à l'écoute du pays. Parallèle-

ment aux visites présidentielles dans les Deux-Sèvres, puis dans le Doubs, les membres du gouvernement se mettent à l'école Chirac en allant

dialoguer, eux aussi, sans fanfare avec les Français ordinaires. La stratégie de communication du chef de l'Etat est ainsi relayée par les ministres.

LE PAYS RÉEL les attend là, juste de l'autre côté de la porte capitonnée du bureau ministériel. Il suffit de la franchir, de partir, de fuir, en abandonnant à leur triste sort dossiers, téléphones et conseillers. A eux la vraie vie, à eux les vrais « gens ».

La consigne vient d'en haut : lors d'une réunion du conseil des ministres, Jacques Chirac a enjoint aux membres du gouvernement d'aller davantage sur le « terrain », à l'écoute des Français et des autorités locales.

Le conseil des ministres, a précisé le président de la République, doit être, pour eux, l'occasion de rendre compte de ces déplacements. Lui-même, il ne cesse de montrer l'exemple en effectuant, à intervalles réguliers - toutes les quatre ou six semaines, a-t-il promis - des plongées en province, comme ce fut le cas en janvier, dans les Deux-Sèvres et, du 6 au 8 mars, dans le Doubs. Pour un

peu, on ne s'étonnerait plus de croiser, sur les routes de France, les poids lourds de la politique. Les ministres, comme les routiers, sont « sympas ».

### LE STYLO AU LIEU DU MICRO

Le déplacement ministériel nouvelle norme se doit d'être discret. Le pays réel ne se découvre pas derrière une rangée de képis de gendarmes ou par-dessus une haie policière. L'image de la R 25, qui avait fait tant de mal aux socialistes, semble, aujourd'hui encore, hanter toutes les têtes. Aussi souvent que faire se peut, le ministre se transporte en commun, partageant la banquette d'un monospace avec le préfet et les élus de la circonscription.

Dans la nouvelle panoplie ministérielle, la « table ronde » modèle chiracien, socialement échantillonnée, a chassé la visite au pas de charge de l'usine, de l'exploitation

agricole ou du commissariat de banlieue. Le pays réel exige qu'on lui donne du temps. La pièce engagée dans laquelle travaillent les « vrais gens » est présentée de la hiérarchie. Le stylo - on est là pour apprendre - remplace le micro donneur de leçons. Quelques pièces de 10 francs dans les poches sont bienvenues, pour avaler son café accoudé au zinc ou payer son croissant chez la boulangère.

A deux ans des élections législatives, le déplacement ministériel ne saurait oublier le député de la majorité, surtout lorsque celui-ci, miraculeusement porté par la vague de juin 1993 et sans vrai ancrage politique local, a tout à craindre du rattachement. Une réunion dans une arrière-salle de restaurant est destinée à consolider l'autorité vacillante du député en affirmant haut et fort qu'il est « le meilleur et le plus efficace ambassadeur » de son

département, avant de partager, avec quelques efficaces relais d'opinion locaux, une coupe de champagne émérite et une poignée de cacahuètes.

D'une foire aux machines agricoles dans le Gers, avec Philippe Vasseur, en assemblée de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), dans le Nord, avec Jean-Pierre Raffarin, en passant par une tournée des cités de banlieue de la région parisienne, avec Eric Raoult, un dialogue avec les policiers de terrain en compagnie de Jean-Louis Debré ou une journée dans son fief de président de la région Rhône-Alpes avec Charles Millon, nous avons suivi plusieurs de ces déplacements ministériels. Tout au long de cette semaine, nous ferons le récit des travaux pratiques des ministres à l'école Chirac.

P. R.-D.

## Net recul de la majorité dans la législative du Var

La progression de la gauche permettra au PS d'être présent au second tour dont le FN sera absent, contrairement à ce qui s'était passé en 1993

### TOULON

de notre correspondant

Le premier tour de l'élection législative partielle organisée, dimanche 10 mars, dans la sixième circonscription du Var, pour élire le successeur d'Hubert Falco (UDF-PR), président du conseil général devenu sénateur en septembre 1995, constitue un revers symbolique pour le Front national.

Bien qu'elle améliore, du moins en pourcentage, très légèrement son résultat précédent, Monique Lesieur, candidate du FN, qui, en devançant les candidats de gauche, avait pu se maintenir au second tour en mars 1993, a cette fois été dépassée par le socialiste Maurice Janetti. Faut-il avoir obtenu les voix d'au moins 12,5 % des électeurs inscrits, elle ne pourra participer au second tour de scrutin. L'élection, en juin 1995, de Jean-Marie Le Chevallier à la mairie de Toulon ne semble donc pas avoir donné, jusqu'à présent, une impulsion nouvelle à l'implantation varoise du Front national, même si celle-ci se maintient à un niveau élevé.

La principale bénéficiaire de cette partielle est, une nouvelle fois, la gauche. Avec un total de 40,36 % des voix, elle progresse de plus de treize points par rapport à mars 1993, sans toutefois regagner tout le terrain perdu depuis juin 1988, où elle avait recueilli, dans cette circonscription, plus de 47 % des voix au premier tour. La bonne tenue de la gauche profite aussi bien au PC qu'au PS. M. Janetti progresse de 6,68 points, et le communiste Guy Guigou, de 5,99 points. Cette progression se fait en partie au détriment des Verts, dont le candidat, Denis Carel, perd près de cinq points.

A la bonne santé de la gauche répond surtout le mauvais score de la droite. Pour la majorité, les élections législatives partielles se suivent et se ressemblent. Elle subit à nouveau un effacement très net de ses positions : alors qu'Hubert Falco avait obtenu 43,35 % des voix au premier tour il y a trois ans, la

droite parlementaire n'a rassemblé au total, dimanche, que 35,58 % des suffrages. Josette Pons (UDF-PR) n'arrive en tête que de justesse, car elle a subi la concurrence du RPR dissident Bruno Ayraud.

Les abstentionnistes, relativement moins nombreux que dans de précédentes législatives partielles, et surtout les électeurs du Front national, détournent les clés du second tour. M. Le Chevallier, qui a vu dans le premier tour de scrutin « un échec cuisant pour le gouvernement juppé et ses représentants varois », a annoncé que le FN, en « position d'arbitre », fera connaître ses consignes de vote dans les jours à venir. Pour sa part, M. Guigou a tout de suite appelé à voter, au second tour, pour le socialiste.

José Lenzini

### VAR

6<sup>e</sup> circonscription (Le Beausset, Brignoles, 1<sup>er</sup> tour).  
L. 118 473 ; V. 52 632 ; A. 55,57 % ; E. 51,26 %.

Josette Pons, UDF-PR, c. g. m. du Beausset, 11 750 (22,91 %) ; Maurice Janetti, PS, c. g. m. de Saint-Julien-le-Montagnol, 10 475 (20,43 %) ; Monique Lesieur, FN, c. r. 9 999 (19,50 %) ; Guy Guigou, PC, c. g. m. de Cuers, 9 801 (19,11 %) ; Bruno Ayraud, RPR diss., c. g. m. de Belgentier, 6 496 (12,67 %) ; Denis Carel, Verts, 1 462 (2,85 %) ; François Bouchet, div., 861 (1,67 %) ; Bertrand Duthell de La Rochère, MDC, 422 (0,82 %). **BALLOTAGE**

[21 mars 1993 : L. 111 615 ; V. 78 957 ; A. 29,23 % ; E. 75 237 ; Hubert Falco, UDF-PR, 32 621 (43,35 %) ; Monique Lesieur, FN, 14 238 (18,92 %) ; Maurice Janetti, PS, 10 351 (13,75 %) ; Guy Guigou, PC, 9 874 (13,22 %) ; Gérard Dauvergne, Verts, 5 879 (7,83 %) ; Jean-Pierre Condor, UED, 1 245 (1,63 %) ; Roger Klein, ME, 614 (0,81 %) ; Jacques Bastide, UDF, 398 (0,52 %).  
5 juin 1988 : L. 99 057 ; V. 69 417 ; A. 29,94 % ; E. 68 329 ; Maurice Janetti, PS, 23 198 (33,95 %) ; Hubert Falco, UDF-PR, 23 036 (33,71 %) ; Yves Rigoud, FN, 12 833 (18,78 %) ; Guy Guigou, PC, 9 262 (13,55 %).]

## M. Douste-Blazy demande des précisions au maire FN d'Orange

### AVIGNON

de notre correspondant

Une nouvelle polémique oppose le ministre de la culture à la municipalité Front national d'Orange (Vaucluse). Philippe Douste-Blazy souhaite que la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) demande au maire, Jacques Bompard (FN), de préciser ses intentions sur l'aménagement et sur l'ouverture de l'Espace Claudius avant de verser les subventions réclamées par la commune.

Tout commence en 1992 par le projet de la municipalité socialiste, conduite par Alain Labé, de construire, à l'emplacement d'une ancienne villa romaine, un vaste ensemble socioculturel comprenant cinquante appartements HLM couplés à une salle de spectacles de six cents places, un musée et une médiathèque. Ce projet, qui s'inscrit dans la restauration du centre-ville d'Orange, est financièrement important pour une ville moyenne : environ 50 millions de francs. Il sera au cœur de la campagne électorale, lors des municipales de juin 1995. M. Bompard en fera son cheval de bataille, dénonçant le coût de l'opération, dont il omet de déduire les subventions de l'Etat et de la région, mais auquel il ajoute le coût des logements alors qu'ils seront entièrement financés par un office HLM.

Le candidat de l'extrême droite promet que, s'il arrive aux affaires, il stoppera ce projet. Une fois élu, force lui est de constater que l'arrêt du projet coûtera plus cher que la poursuite des travaux déjà engagés. A l'automne 1995, la ville dénonce la convention de développement culturel qui, depuis 1992, lie la municipalité, l'Etat et l'association Mosaïque qui devait gérer l'Espace Claudius. Depuis, diverses procédures sont en cours pour dé-

terminer la validité de cette décision. A plusieurs reprises, M. Bompard a laissé entendre publiquement que la salle de spectacles deviendrait salle de congrès, d'où la demande d'enquête du ministre. En réplique, le maire s'est dit « effaré qu'un ministre donne compétence à une association incapable de gérer, lorsqu'on sait que le coût global du fonctionnement de la salle va tourner autour de 8 millions de francs par an ». Il affirme que la ville va ouvrir la salle de spectacles, mais que le souci de rentabilité l'obligera à utiliser la structure pour organiser quelques congrès par an.

### MISSION D'INSPECTION

En ce qui concerne la médiathèque, M. Douste-Blazy va charger l'inspection générale des bibliothèques d'une mission d'inspection, dans le prolongement de la demande écrite adressée par la DRAC au maire d'Orange. Cette mission aura notamment pour objet de vérifier, comme prévu par un décret de 1988, le caractère pluraliste et diversifié des collections, les conditions de renouvellement et l'accessibilité des services à tout public.

L'ancien maire d'Orange, Alain Labé, qui a quitté le Parti socialiste en 1994, a annoncé, mercredi 6 mars, qu'il démissionnait de son mandat de conseiller municipal. Il a pris sa décision après le vote du budget primitif de la ville, qui prévoit la suppression de la diminution des subventions à des associations à caractère social ou culturel. Il militait désormais dans l'association Agir Pays d'Orange, lié au mouvement de Martine Aubry, pour contribuer à « l'action contre cette gangrène qui mine notre cité ».

Monique Glasberg

## 1. - L'art du ficelage

### ERQUENGHEM (Nord)

de notre envoyé spécial

Pour réchauffer un peu la salle du restaurant, on a disposé des glycines en plastique et du lierre tout pareil devant les baies vitrées. Les verres ont été remplis et les assiettes sont déjà servies lorsque Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, fait son entrée. En retard.

Le retard est consubstantiel du déplacement ministériel. « Chère Française » se précipite pour accueillir « cher Jean-Pierre ». « Chère Française » a été quelques mois sa collègue, avant qu'Alain Juppé ne décide de remanier son gouvernement en se débarrassant abruptement de son trop-plein de quota féminin. Aujourd'hui, M<sup>me</sup> le secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, Françoise Lhostaller, n'est plus que conseiller municipal - d'opposition - d'Erquenghem, dans la banlieue de Lille. Soit pas grand-chose aux yeux ingrats de l'opinion. Il lui reste ses amitiés ministérielles. Précieuses amitiés qui, avec le tutoiement qu'elles autorisent, sont aux « ex » ce que l'oxygène est aux plantes : une condition de leur survie.

M. Raffarin est d'autant moins avare de son amitié ministérielle qu'en bon jardinier de la politique il sait que quelques graines d'attention, plantées au bon moment, font un jour les plus solides massifs de reconnaissance. On nage donc en plein tutoiement, et l'amitié ruisselle sur la nappe amidonnée, sous le regard amusé des autres convives. Ceux-là - une trentaine - savent que, passé les hors-d'œuvre diplomatiques, c'est à eux que le ministre va se

consacrer. C'est pour eux qu'il est venu, ce jeudi 15 février, sur les terres du Nord. Il y a là, autour de lui, tout ce que la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) compte de présidents, à l'exception du président, justement, Lucien Rebuffel, qui a été « contraint d'accepter » l'invitation de M. Juppé à l'accompagner quelques jours en voyage officiel à Moscou.

La confédération donne aujourd'hui le coup d'envoi de son « tour de France », destiné à présenter le plan PME aux chefs d'entreprise et à les convaincre de la nécessité d'adhérer à la CGPME pour défendre leurs intérêts. Depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, le syndicat de M. Rebuffel a été élevé au rang de partenaire officiel du gouvernement. Rien ne saurait donc être négligé pour le satisfaire, et l'ancien professionnel de la communication politique qu'est le ministre des PME mesure l'enjeu du lancement de cette caravane syndicale qui, pendant des mois, va sillonner le pays.

### « CE PLAN EST VOTRE PLAN »

Sous le regard aiguisé du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, qui jauge en connaisseur la prestation ministérielle, M. Raffarin déploie des ruses de maquignon pour flatter ses hôtes et les ficeler. D'abord, le président. Présent ou pas, on ne saurait manquer de rendre hommage à ses qualités, d'autant qu'un bon président a toujours quelques collaborateurs zélés, dépêchés sur place, qui ne manqueront pas de lui rapporter les propos ministériels. Témoigner de sa complicité respectueuse avec le président, c'est envoyer par ricochet plein de petits éclats de fierté à ceux qui l'ont élu et s'assurer de leur bienveillance.

« Lucien Rebuffel et moi, nous nous entendons de merveille », dit M. Raffarin. Quand nous avons besoin d'obtenir quelque chose, nous allons voir le président de la République, chacun à son tour... Et ça marche ! » Autour de la table, les convives soupirent d'aise. Mais il ne faut pas oublier, non plus, le vice-président. On n'est jamais trop prudent : le « vice » d'aujourd'hui prépare peut-être le président de demain. Sur-tout, il faut soigner les troupes, ces gaillardes troupes de chefs de petites et moyennes entreprises qui sont le poumon de la chiraquie.

Elle attendent le ministre à quelques kilomètres de là, dans ce qui doit être une ancienne friche industrielle, reconverte en salons pour noces, banquets et... assemblée de la CGPME. « Soyez convaincus que, s'il y a un changement dans ce pays, c'est celui qui consiste à mettre les PME au centre de la République ! », lance d'emblée M. Raffarin aux trois cents personnes venues l'écouter. Vifs applaudissements. « Nous avons bâti, ensemble, un plan PME, une politique de PME pour la France », poursuit-il, en ajoutant : « Ce plan, cette logique, ce sont ceux de la CGPME, pas du CNP ». Vifs, très, très vifs applaudissements.

Délicieux paradoxe : ces pourfendeurs de fonctionnaires et de paperasserie administrative sont tout pétris du bonheur d'entendre un ministre leur dire : « La CGPME est, en quelque sorte, mon administration centrale. » Rien ne sera négligé pour les convaincre de ce message essentiel : « Ce plan est votre plan. » En contrepartie, le nouveau « centre » de la République française demande à M. Raffarin d'être « son » ministre. Le ficelage, de fait, ça marche dans les deux sens.

Pascal Robert-Diard

**DU 11 AU 15 MARS**

**RTL fête le Printemps !**

*et vous offre des*

**Week-ends de rêve**

*en*

**Europe**

*dans les plus beaux*

**Relais & Châteaux**

**8h30-11h00**

**avec NAGUI**

**sur**

**RTL**



Service clients

( PUBLICITÉ )

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996 / 9

**QUELLE EST  
L'IMPRIMANTE QUI A REÇU LE PRIX 1996  
D'EXCELLENCE TECHNIQUE ?**

**QUI A VU SES VENTES D'IMPRIMANTES  
JET D'ENCRE PROGRESSER DE 42%  
EN FRANCE EN 1995 ?**

**QUI A RÉALISÉ EN FRANCE  
UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 1,4 MILLIARD  
DE FRANCS EN 1995 ?**

**QUI A VENDU  
8 MILLIONS D'IMPRIMANTES EN 1995 ?**

EPSON est la réponse à toutes ces questions. En effet avec la Stylus Pro, EPSON a reçu le Prix d'Excellence Technique 1996 du magazine informatique P.C. EXPERT. Ce prix récompense la qualité photographique rendue accessible par la technologie MACH développée par EPSON. C'est encore EPSON qui a vu ses ventes d'imprimantes jet d'encre progresser de 42% en France de 1994 à 1995, permettant à la société de réaliser un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs en 1995. C'est toujours EPSON qui a vendu 8 millions d'imprimantes dans le monde en 1995 (dont 372 000 via EPSON France). C'est aussi la maîtrise de la technologie des LCD à matrice active qui a permis à EPSON de proposer l'un des projecteurs multimédia reconnu comme étant le plus compact et lumineux du marché. Notre métier : offrir aux utilisateurs d'informatique les périphériques (imprimantes à technologie laser, jet d'encre ou matricielle à impact, scanner et projecteur multimédia) pour leur permettre d'optimiser l'efficacité de leur micro-ordinateur.

**EPSON®**

**QUI PEUT FAIRE MEILLEURE IMPRESSION ?**



**POLICE** Depuis plusieurs mois, les juges chargés d'instruire l'affaire des HLM de la région parisienne et l'affaire Maillard et Duclos reçoivent des lettres anonymes mettant en

cause un commissaire des renseignements généraux, Brigitte Henri. ÉTONNANMENT PRÉCISES, ces lettres suggèrent avec insistance aux juges d'interroger ce policier,

suspecté de connaître par le détail les circuits de financement occulte du RPR. Interrogée à plusieurs reprises, Brigitte Henri n'a jamais confirmé ces soupçons. Elle n'a en

particulier fourni aucun détail sur des supposés comptes ouverts à l'Arab Bank de Zurich mentionnés à maintes reprises par le « corbeau ».

● VICTIME d'innombrables accidents

mécaniques automobiles, d'une agression et de lettres de menaces adressées, le commissaire Henri a déposé plainte contre X pour « menaces sous conditions ».

## Un « corbeau » tente de relancer deux affaires politico-financières

Chargé d'informer le gouvernement sur des affaires sensibles, un commissaire des RG est soumis à la question par plusieurs juges : une campagne de lettres anonymes le désigne comme le témoin-clé des dossiers des HLM de Paris et de l'entreprise Maillard et Duclos

LA PREMIÈRE LETTRE est arrivée le 4 octobre 1995. Postée le jour même à Créteil (Val-de-Marne), elle est parvenue dans l'après-midi au palais de justice, adressée au juge d'instruction Eric Halphen. Comme l'adresse figurait sur l'enveloppe, le texte avait visiblement été saisi et imprimé par ordinateur. Il y était question d'un commissaire des renseignements généraux (RG), d'un compte bancaire ouvert à l'Arab Bank de Zurich et des « magouilles » de certaines personnes du RPR. « Le commissaire en question s'appelle M<sup>me</sup> Henri, pouvait-on lire. (...) Elle pourrait vous donner les morceaux du puzzle qui vous manquent. (...) Elle ne parlera que sous la pression. Tant qu'elle se sent protégée, elle se taira. »

Cinq autres lettres ont suivi. Toutes avaient manifestement été tapées sur le même ordinateur. Toutes contenaient des détails extrêmement précis sur le « commissaire Henri » et ses informateurs. Toutes suggéraient avec insistance au juge Halphen d'interroger la policière, pour le plus grand profit de son enquête sur les HLM de la région parisienne. Certaines des missives étaient accompagnées de photocopies de rapports des RG. Aucune, bien sûr, n'était signée. Extraits :

— 3 novembre : « Monsieur le juge, vous devriez vous pencher sur les relations du commissaire Henri depuis 1990. (...) Elle sait depuis longtemps qu'elle empêche les commissions des uns et des autres et par quelles filières. Alors ? »

— 15 novembre : « Quand vous décideriez-vous à chercher au bon endroit ? Le jour où vous arriveriez à coïncider M<sup>me</sup> Henri dans votre bureau, demandez-lui ce qu'elle pense de R et de ses magouilles avec une société chère à C... »

— 18 décembre : « Elle fait peur parce qu'elle a les clés que vous

cherchez sur la Suisse. (...) Le jour où elle devra subir une garde à vue, elle sera plus bavarde. En attendant, elle rigole, elle vous enfume. Jusqu'à quand ? »

— 3 janvier : « Demandez-lui ce qu'elle a fait des comptes à l'Arab Bank qu'elle a pu extirper à sa taupe. Une vingtaine d'après les confidences. C'est fou comme les gens ont besoin de se confesser en ce moment... »

— 1<sup>er</sup> février : « Une perquisition chez elle vous aiderait sans aucun doute, et une garde à vue encore plus. »

— 20 février : « Il y a bien longtemps que nous n'avons pas bavardé. Les rapports, les bordereaux, les comptes dorment toujours chez le célèbre commissaire des RG, Brigitte Henri... »

Au terme - provisoire - de cette correspondance, l'auteur des lettres anonymes peut se flatter d'être parvenu à ses fins sur un point : le juge Halphen a convoqué la commissaire à deux reprises, les 16 novembre et 20 février derniers, afin de l'interroger, et tout porte à croire qu'il la tient désormais pour un témoin-clé, susceptible de l'éclairer sur le financement occulte du RPR. Avant lui, deux autres magistrats, Philippe Assonion et Jean-Patrick Péju, successivement chargés à Bourg-en-Bresse (Ain) d'instruire le dossier des fausses factures de la société Maillard et Duclos, filiale du groupe Lyonnaise des eaux-Duméz, avaient reçu une série de missives en tous points comparables. Le premier a questionné la policière à six reprises, entre le 24 mars et le 8 août 1995. Le second l'a convoquée deux fois, les 1<sup>er</sup> et 5 février 1996. Mais aucun des trois juges n'a obtenu d'elle les révélations espérées. Et pour cause : chargée de mission auprès du directeur central des RG, Brigitte Henri n'a eu de cesse d'expliquer qu'elle s'atta-



chait à « obtenir des renseignements sur les affaires financières ayant une incidence médiatique, ou pouvant en avoir une », sollicitant pour cela « des correspondants de milieux divers, qui n'ont pas de preuves précises ». « Mon travail, précisait-elle au juge Assonion, le 24 mars 1995 sur procès-verbal, consiste à en savoir plus sur les affaires en cours et à en rendre compte, à savoir comment l'enquête des journalistes progresse. »

Il n'empêche : l'insistance des juges à soumettre la commissaire des RG à la question a fini par inquiéter Matignon, où l'on redoute que la cible véritable de cette étrange campagne soit le premier ministre lui-même. Au mois de mai 1995, entre les deux tours de l'élection présidentielle, Brigitte Henri n'avait-elle pas reçu l'autorisation du ministre de l'Intérieur d'alors, Charles Pasqua, de transmettre au juge de Bourg-en-Bresse un document sur lequel apparaissait le nom de M. Juppé ? Mais, en dépit de rumeurs persistantes et de quelques témoignages indirects (Le Monde du 17 mars 1995), l'enquête sur les fausses factures de Maillard et Duclos n'a jamais permis la moindre mise en cause du premier ministre. Peut-être est-ce

pour cette raison que l'auteur des lettres anonymes, qui a également adressé certains courriers à des avocats et à des journalistes - et même une au directeur central des RG, Yves Bertrand -, s'efforce d'établir un lien entre l'affaire Maillard et Duclos et l'enquête sur les HLM parisiens, toutes deux censées mettre en cause le financement du parti néogaulliste.

« Je crois que l'on veut m'intimider parce qu'on pense que je sais des choses »

Sur ces deux dossiers, le « corbeau » dispose à l'évidence d'informations privilégiées. Il a pu en outre se procurer les copies de plusieurs « notes blanches » (rapports sans en-tête dont la provenance n'est pas indiquée) des RG qui y sont consacrées, et dont certaines au moins ont été authentifiées par Brigitte Henri. Du commissaire, enfin, il semble tout connaître :

### Une « caisse noire » chez Duméz-Lyonnaise des Eaux

L'enquête menée à Bourg-en-Bresse (Ain) sur la déconfiture de l'entreprise Maillard et Duclos, leader du BTP dans la région Rhône-Alpes, a mis en évidence l'existence d'une caisse noire au sein de cette filiale du groupe Duméz-Lyonnaise des eaux. Mis en examen le 18 novembre 1993 et placé en détention durant six mois, l'ancien PDG de la société, Robert Bourachot, avait accusé la direction du groupe - et son président, Jérôme Monod - d'avoir organisé ces pratiques afin de subvenir au « besoin de fonds occultes ».

Un circuit de fausses factures a permis de transférer une commission de 1,8 million de francs, en octobre 1991, sur un compte suisse au profit d'Antoine de Galemberg, alors dirigeant de la Compagnie fermière de Vichy. Sur un document rédigé avant son incarcération, M. Bourachot avait présenté Alain Juppé comme le bénéficiaire de ce versement. Mais il s'est toujours refusé à confirmer cette accusation devant un juge.

## Les avocats de Michel Noir devraient demander le report du procès

LYON

de notre envoyée spéciale Michel Noir et deux de ses anciens adjoints à la mairie de Lyon vont devoir s'expliquer devant le tribunal correctionnel de la ville, à partir du lundi 11 mars, dans une affaire d'abus de confiance mettant en cause un système de subventions municipales accordées à des associations locales. Dans ce procès, qui est le deuxième pour Michel Noir - mais non le dernier - depuis le début de ses ennemis judiciaires, les intéressés encourrent une peine maximale de deux ans d'emprisonnement.

En janvier, il avait été une première fois condamné à dix-huit mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et cinq ans d'interdiction pour recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire Botton, la cour d'appel de Lyon aggravant la peine décidée par le tribunal correctionnel (Le Monde du

12 janvier). Ce verdict frappait la dimension, si l'on peut dire, « nationale » de l'activité politique de Michel Noir. Cette fois, les magistrats vont examiner le système proprement « local » supposé avoir été mis en place par l'ancien maire de Lyon. Enfin, un autre dossier, toujours en cours d'instruction, celui dit des « comptes suisses » de son gendre, Pierre Botton, pourrait déboucher sur une nouvelle mise en examen de M. Noir, en qualité, cette fois, d'ancien ministre du commerce extérieur.

Affaires-gigogne et procès en cascades... C'est en instruisant la première affaire Botton que le juge Philippe Courroye découvrit un jeu de subventions municipales quelque peu étrange à ses yeux. De fait, Michel Noir a été mis en examen, comme ses anciens adjoints Serge Guichard et Jean-Paul Bonnet, pour abus de

confiance. Il lui est reproché d'avoir fait profiter huit associations le soutenant d'une somme de 7 384 000 francs provenant de subventions municipales versées à Ensemble Lyon, son groupe politique au conseil municipal.

### REQUÊTE EN SUSPICION

Le parquet de Lyon, encore et toujours... Jeudi 7 mars, les défenseurs de Michel Noir ont déposé une requête en suspension légitime qui, si elle était suivie d'effet, retarderait ce deuxième procès. Cette démarche tardive menée par le bâtonnier de Paris, M<sup>re</sup> Mario Stasi, et l'avocat lyonnais François Saint-Pierre, n'a rien d'étonnant. Récemment devant la Cour de cassation, dans le cadre du premier procès, ces deux défenseurs avaient soutenu que le parquet de Lyon avait été « déloyal » vis-à-vis de leur client. Argument majeur, la mise en examen, à Dijon, pour

« destruction de pièce judiciaire », de l'ancien procureur adjoint de Lyon Paul Weisbuch, sur plainte de Michel Noir. Pour les défenseurs de l'ancien ministre, le ministère public se trouve discrédité pour mener l'accusation.

Il est peu probable que la Cour de cassation ait eu le temps d'examiner cette nouvelle requête en suspension dès lundi 11 mars. Aussi le président de la 5<sup>e</sup> chambre correctionnelle, François Berger, peut-il s'attendre à ce que M<sup>re</sup> Stasi et Saint-Pierre réclament, à défaut de réponse, un report du procès. Le tribunal se prépare à « juger dans la sérénité » et le procureur adjoint Thierry Cretin à répondre « avec maîtrise et pédagogie », dit-on dans l'entourage de la présidence. Le public, pour sa part, peut s'attendre à un débat mouvementé.

Danielle Rouard

## Les renseignements généraux : les « grandes oreilles » du gouvernement

LA DIRECTION centrale des renseignements généraux est chargée de la recherche et de la centralisation des renseignements destinés à informer le gouvernement, rappelle le décret du 16 janvier 1995. Elle participe à la défense des intérêts fondamentaux de l'Etat ; elle concourt à la mission générale de la sécurité intérieure. Au fil des années et à la demande des gouvernements successifs, le service s'est de plus en plus intéressé aux dossiers financiers, à la suite notamment d'une circulaire signée en 1991 par le ministre socialiste de l'Intérieur Philippe Marchand, recommandant aux RG « l'intervention dans les secteurs économiques et financiers ».

Après avoir envisagé une refonte radicale des RG, le ministre Charles Pasqua s'en était tenu à une réforme limitée en supprimant - en raison du tumulte provoqué en juin 1994 par l'affaire d'espionnage d'un congrès à huis clos du PS - le suivi de l'activité interne des partis politiques. Dans une instruction aux préfets datée du 3 janvier 1995, le ministre avait officialisé la décision de « mettre fin à la surveillance de l'activité interne des partis politiques » en précisant la nature des tâches confiées aux RG.

Au titre des missions d'intérêt national traditionnellement confiées aux RG, l'instruction a retenu « la prévention des atteintes à l'ordre public, la lutte contre le terrorisme intérieur, la surveillance des minorités et groupes à risques, tant français qu'étrangers. Dans ce cadre, le contrôle des activités des groupes intégristes islamistes apparaît comme une mission essentielle. » Le texte de M. Pasqua a aussi, dans un secteur où est intervenu le commissaire Brigitte Henri, très explicitement affirmé qu'« une priorité est accordée au domaine de l'analyse et de la

recherche financière, notamment pour ce qui concerne les flux de capitaux d'origine douteuse, la lutte contre la criminalité organisée et la lutte contre la corruption ».

A l'exception du secteur des courses et jeux, pour lequel leur vocation est à la fois judiciaire et administrative, les RG agissent en principe comme une police de renseignements. Rédigés à l'attention de leur hiérarchie et transmis au ministre de l'Intérieur, les fameux « blancs » - notes dactylographiées, sans en-tête et sans signature - n'ont donc pas la force de vérité d'un procès-verbal de police judiciaire. Certaines missions des RG, et notamment la lutte contre le terrorisme, n'en comportent pas moins une nette finalité judiciaire. Aussi une volonté de « judiciariser » l'action des RG avait-elle été affirmée au sein du service parisien des RG, au début des années 90.

Mais la tendance, ces dernières années, a été inverse : elle a consisté à « déshabiller » les officiers de police judiciaire (OPJ) du service, afin de les cantonner à la recherche de renseignements pénaux. Visant au recueil d'informations - non des preuves judiciaires - destinées au gouvernement, les pratiques professionnelles des policiers des RG peuvent néanmoins, à l'occasion, les placer en contradiction avec l'article 40 du code de procédure pénale : « Tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. »

E. In.



البحر الأبيض المتوسط

# Des chercheurs traquent les « discriminations ethniques » dans le monde du travail

Les jeunes issus de l'immigration se heurtent à des pratiques racistes

L'insertion professionnelle des jeunes issus de l'immigration fait l'objet d'investigations de plus en plus nombreuses. Réunis en colloque à

Paris-VII les 6 et 7 mars, des chercheurs ont mis en évidence un concept-clé : la « discrimination ethnique ». La réussite scolaire des élèves issus

de l'immigration n'a pourtant rien à envier, à situation sociale et familiale comparable, à celle des jeunes Français dits « de souche ».

LA DISCRIMINATION ethnique dans le monde professionnel existe, mais il semble fort difficile de la démontrer. Qu'il s'agisse de sociologues, démographes, politologues ou historiens, nombre de chercheurs français se heurtent aujourd'hui à ce constat. Mercredi 6 et jeudi 7 mars, à l'initiative de l'unité de recherche migration et société (URMIS) de l'université Paris-VII, ils comparèrent pour la première fois leurs travaux. Après deux jours de débats, de tatonnements et d'hésitations, tous ont pu mesurer le chemin qu'il reste à parcourir pour démontrer ce que chacun sait : si l'on cherche un emploi, mieux vaut être fils de Bourguignon qu'enfant de Kabylie.

Les statistiques sont éclairantes. Une enquête achevée l'an dernier par Michèle Tribalat, de l'Institut national des études démographiques (INED), démontre sans contestation possible le handicap lié à l'origine étrangère. A partir d'échantillons représentatifs de 2 700 personnes âgées de vingt à vingt-neuf ans, l'étude constate qu'à chaque niveau de qualification les jeunes nés à l'étranger, ou nés en France d'un parent né à l'étranger, ont plus de probabilités de se trouver au chômage que la moyenne des jeunes Français. Pour affiner l'observation, les chercheurs de l'INED ont comparé les cursus des personnes d'origine algérienne, espagnole et portugaise. Le résultat est édifiant : parmi les jeunes titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, 20 % des enfants d'immigrés algériens et 17 % des jeunes de parents nés au Portugal se trouvent au chômage - la moyenne est de 16 % chez les jeunes Français. En revanche, 51 % des jeunes

d'origine algérienne restaient sans emploi. Pour Alain Parent, un des coordinateurs de ces travaux, l'explication est simple : « Les jeunes d'origine espagnole ou portugaise disposent d'un réseau familial qui n'ont pas les jeunes Arabes. » Pour les jeunes d'origine algérienne, la réussite passe donc presque exclusivement par l'école. Au-delà du bac, 32 % d'entre eux restent encore sans emploi, contre 19 % et 17 % des enfants d'immigrés espagnols et portugais. L'écart s'est tout de même resserré. Avec une conséquence inattendue : la mobilité sociale est plus importante dans les familles algériennes. Ainsi, 60 % des fils d'ouvriers d'origine algérienne suivent les traces de leur père, contre 70 % chez les jeunes d'origine ibérique. Et Michèle Tribalat de conclure que « les jeunes Arabes ont sans doute une plus grande exigence professionnelle et un désir d'ascension sociale plus fort, mais ils le payent par un taux de chômage énorme. Ne nous leurons pas : rares sont ceux qui peuvent trouver un travail par la voie normale, en répondant à une annonce ».

Là encore, aucun doute ne semble permis. Depuis quelques années, constatent les universitaires, la presse relate de plus en plus de cas de discriminations raciales dans l'entreprise : annonces réservées à « BBR » (blanc-blanc-rouge), étrangers refusés pour des métiers « en contact avec le public »... Les enfants d'immigrés eux-mêmes ne cessent de souligner ce « traitement de faveur ». Comme le souligne Bernard Charlot, professeur de sciences de l'éducation à Paris-VIII, « les enseignants de lycées professionnels ont un mal fou à trouver ne serait-

ce qu'un stage pour leurs élèves issus de l'immigration. » Une fois constatés les résultats statistiques, une fois admis, avec Danièle Lochak, professeur de droit à l'université Paris X-Nanterre, que les étrangers non communautaires se trouvent exclus de près d'un tiers des emplois existants - discrimination qui ne frappe toutefois pas les jeunes Français issus de l'immigration -, une fois dénoncées les tendances de certaines entreprises à privilégier les enfants d'employés, les universitaires peinent à mettre en évidence les mécanismes de discrimination « religieuses ou ethniques ». Il ne s'agit plus, en effet, d'étudier aujourd'hui les parcours des étrangers mais bien ceux des Français, disposant, au regard des institutions, de droits résolument égaux.

### Les jeunes Arabes payent par un taux de chômage énorme un plus grand désir d'ascension sociale

Or, ce principe républicain, cette absence de distinction d'origine, de race ou de religion, « se retourne contre ceux-là mêmes qu'elle est censée protéger lorsque ces catégories interdites sont, de fait, non seulement tolérées mais encouragées », assure François Vourch, sociologue à l'université Paris-VII. Les chercheurs s'interrogent : comment mettre en évidence des distinctions cachées des

statistiques officielles ? Comment mener des études lorsque les pouvoirs publics, refusant d'entendre parler de dimension ethnico-religieuse, privent de subventions les enquêtes sur le sujet ? « Pour l'administration, mettre en évidence les discriminations ethniques revient à les créer, regrette encore François Vourch. Comme si nous étions le pétard qui allumerait la mèche. » Présent au colloque, le représentant du ministère du travail et des affaires sociales n'a pas souhaité répondre à ces questions.

La situation à l'étranger amène pourtant à réfléchir. John Wrench, de l'université de Warwick (Grande-Bretagne), a ainsi raconté comment, en faisant répondre aux mêmes annonces des jeunes Blancs, des Asiatiques et des Noirs, préalablement « appareillés » de façon à être aussi proches que possible, l'enquête a démontré que 48 % des chefs d'entreprise avaient des comportements discriminatoires. Une deuxième enquête, menée elle aussi par la méthode du « testing », a également mis en évidence les conséquences des stéréotypes véhiculés par les conseillers d'orientation. Constatant, comme en France, que la protection légale n'était pas une garantie de justice, les autorités britanniques ont donc mis en place des programmes de formation. Avec des progrès certains, constate John Wrench : « Tous les emplois de Londres étaient blancs, sauf six. Aujourd'hui, il existe trois cents emplois d'origine asiatique ou noire. Le travail des universitaires peut être utile. »

Nathaniel Herzberg

## Deux interpellations à la suite d'un drame familial à Chaumont

LE CORPS d'une mère de famille de huit enfants a été découvert, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 mars, dans un appartement de Chaumont (Haute-Marne), où s'étaient retranchés pendant près de dix heures son mari et l'un de ses fils. Les deux hommes, qui disposaient de plusieurs armes à feu, avaient abusé de l'alcool, a indiqué la police. Le père de famille, un maçon de quarante-neuf ans au chômage depuis quatre mois, et son fils Christophe, dix-huit ans, ont été interpellés dans l'appartement grâce à une intervention du GIPN de Strasbourg. Un policier a été blessé.

L'affaire avait commencé en début de soirée par une violente dispute dans l'appartement familial, dans une HLM de la ZUP de Chaumont. Selon la police, une information judiciaire devrait déterminer qui, du père ou du fils, est l'auteur des coups de feu mortels. Parmi les sept autres enfants du couple, certains étaient absents au moment du drame, d'autres avaient pu quitter l'appartement en début de soirée.

### DÉPÊCHES

■ **SUICIDE** : un policier du commissariat de Montbéliard (Doubs), âgé de quarante-trois ans, a mis fin à ses jours, samedi 9 mars, en se pendant à son domicile. Il était en congé de maladie pour dépression depuis le 1<sup>er</sup> mars, date du suicide d'un de ses collègues. Ce geste désespéré semble avoir été causé « plus pour des raisons privées que professionnelles », a indiqué le substitut du procureur du tribunal de Besançon. Il s'agit du onzième suicide d'un policier depuis le début de l'année (Le Monde du 9 mars).

■ **CALVADOS** : un homme de soixante-dix-neuf ans et son épouse de soixante-trois ans ont été découverts, samedi 9 mars, tués par balles à leur domicile de Torrelva-Quenay (Calvados). Le gendarme, qui a ouvert une enquête, n'a pas indiqué s'il s'agissait d'un meurtre ou d'un suicide.

■ **AVORTEMENT** : sept personnes ont été interpellées pendant quelques heures, samedi 9 mars au Chesnay (Yvelines), à l'issue d'une manifestation anti-IVG, au cours de laquelle ont eu lieu des échauffourées. Interdit par le préfet des Yvelines, ce rassemblement, auquel s'étaient mêlés des défenseurs de l'avortement, était organisé notamment par l'association SOS-Tout-petits, dont le responsable avait été condamné la veille par la cour d'appel de Versailles (Le Monde du 10 mars).

■ **BRETAGNE** : les trois Bretons en grève de la faim depuis le 28 février à Rostrenen ont mis fin à leur mouvement, vendredi 8 mars, après l'annonce de la libération de Roland Convers, conseiller municipal de Lescouët-Gouarec (Côtes-d'Armor). Les grévistes entendaient manifester leur solidarité avec les personnes interpellées en Bretagne dans le cadre de l'enquête sur l'hébergement de militants basques présumés (Le Monde du 3-4 mars).

■ **PROFANATION** : six jeunes gens âgés de seize à vingt ans, soupçonnés d'être impliqués dans la profanation du cimetière de l'île-sur-le-Sorgue (Vaucluse), dans la nuit du 2 au 3 mars, ont été mis en examen, samedi 9 mars en Aiglon. Trois d'entre eux, dont un mineur, ont été écroués. Les jeunes gens, passionnés de satanisme, sont soupçonnés d'avoir replanté à l'envers une cinquantaine de croix et d'en avoir brisé trente-cinq autres. Deux sépultures ont été violées.

■ **MISE EN EXAMEN** : Véronique et Sébastien, les deux auteurs présumés du meurtre d'Abdeladim Gharbiche à Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), ont été mis en examen, vendredi 8 mars, pour assassinat, et écroués à la prison de Fleury-Mérogis. Véronique, dix-huit ans, et Sébastien, dix-sept ans, qui ont reconnu avoir tué Abdeladim, seize ans, « comparaitront tous deux devant la cour d'assises des meurtres de Bobigny », a indiqué le parquet. Véronique, majeure, risque la perpétuité et Sébastien une peine de vingt ans de réclusion.

## L'origine sociale des enfants d'immigrés détermine leur niveau scolaire

OUI OU NON les élèves étrangers ou issus de l'immigration sont-ils victimes de ségrégation dans le système scolaire français ? Ont-ils les mêmes chances de réussite que leurs condisciples ? Ces questions dérangent. Elles mettent directement en cause les enseignants, les chefs d'établissement et les conseillers d'orientation. Dans une société où l'école est supposée constituer l'un des fleurons du modèle républicain d'intégration, devrions-nous même avoir à se les poser ?

Une récente étude de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale avait déjà répondu, à situation sociale - défavorable - comparable, les enfants immigrés ou issus de l'immigration réussissent mieux leurs parcours au collège que les élèves français (Le Monde daté 30 avril-2 mai 1995). Cette meilleure performance, mesurée à l'absence de redoublement et à l'orientation en seconde générale à la fin du collège, était attribuée à la forte motivation des familles immigrées, qui placent en l'école une bonne part de leurs espoirs d'intégration.

Complétée notamment par l'examen des parcours à l'école primaire et des résultats en français et mathématiques à l'évaluation nationale de sixième, cette recherche de Louis-André Vallet (Insee) et Jean-Paul Caffé (DEP), présentée dans son ensemble lors du colloque organisé les 6 et 7 mars à Paris-VII, sera prochainement publiée dans la collection des *Dossiers d'éducation & formations*.

La prise en compte de la scolarité à l'école primaire et de l'évaluation de sixième apporte quelques nuances aux premières conclusions évoquées. Apparemment, les enfants étrangers ou issus de l'immigration redoublent beaucoup plus souvent à l'école primaire que les enfants français. 76 % de ces derniers n'ont pas de tout redoublé du CP au CM2, contre 54 % des enfants étrangers. Parmi eux, les enfants de nationalité turque ont la scolarité la plus heurtée.

Le critère le plus pertinent pour expliquer les différences entre

élèves quels qu'ils soient, au regard du redoublement, reste le niveau de diplôme de la mère. En revanche, un fort handicap persiste pour les élèves nés dans un pays étranger et surtout pour ceux qui ont passé au moins trois années scolaires hors de France. Plus que la nationalité elle-même ou le fait de parler une autre langue à la maison, c'est le phénomène migratoire qui accroît le risque d'une scolarité primaire moins réussie.

A l'entrée au collège, les élèves étrangers ou issus de l'immigration obtiennent des scores inférieurs à ceux de leurs condisciples aux épreuves nationales d'évaluation

### 18 660 élèves entrés en sixième en 1989 approchés

L'étude de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) sur « les élèves étrangers ou issus de l'immigration dans l'école et le collège français » porte sur un panel d'élèves entrés en sixième en 1989, dont la scolarité est suivie depuis cette date. Les élèves étrangers ou issus de l'immigration y sont approchés à l'aide de différents critères, dont cinq essentiels : la nationalité, le lieu de naissance, le nombre d'années scolaires hors de France, l'ancienneté de la présence en France des parents et la langue parlée à la maison.

La reconstruction des parcours scolaires à l'école primaire a été menée par l'intermédiaire de questionnaires envoyés aux familles et aux chefs d'établissement. Les parents de 18 660 élèves ont renvoyé ce questionnaire complété, soit un taux de réponse de 80 %.

tion de français et de mathématiques. L'écart, de 6 points en mathématiques, se monte à près de 9 points en français. Comme à l'école primaire, c'est le niveau de diplôme maternel qui offre la clé la plus pertinente pour comprendre ces différences de niveaux.

Là encore, les variables d'appartenance à la population étrangère ou issue de l'immigration n'en expliquent qu'une faible part : en mathématiques, elles ne jouent pratiquement pas, à l'exception notable des enfants africains, qui restent séparés de leurs condisciples français par un écart important au bénéfice de ces derniers, même à conditions familiales et sociales comparables. En français, la situation est un peu différente. Un handicap sensible persiste dans cette discipline pour quelques groupes d'élèves, comme les enfants asiatiques ou africains (hors Maghreb). « Le fait que l'enfant lui-même ait connu la migration forme

une caractéristique largement commune à ces groupes d'élèves, dont l'importance numérique est assez faible », souligne la DEP.

Un dernier critère a retenu l'attention des chercheurs : l'orientation en section d'éducation spécialisée (SES) à la sortie de l'école primaire. Ce point est sans doute le plus délicat et le plus inquiétant. Destinées à scolariser des enfants « présentant une déficience intellectuelle légère », les SES accueillent surtout une forte proportion d'élèves étrangers, un abus souvent dénoncé par l'éducation nationale elle-même. En réalité, la probabilité d'orientation en SES

de banlieue populaire). Dans ces conditions, peut-on toujours se contenter de l'analyse « macro-sociologique » telle que la pratique la DEP ? Même si cette étude démontre, à l'encontre des idées reçues, que les élèves étrangers ou issus de l'immigration ont autant sinon plus de chances de « s'en sortir » que leurs camarades français, surtout au collège, elle gomme tous les effets locaux examinés par Catherine Barthion lors de son intervention. « La division sociale de la ville correspond de plus en plus à une division « ethnique », explique-t-elle.

### CULTURE D'OPPOSITION

Jean-Paul Payet souligne également les insuffisances de la « macro-statistique » quand il dénonce l'existence de situations locales de ségrégation, au niveau de l'établissement comme de la classe (Le Monde du 24 février). Il montre comment ces « micro-ségrégations » participent à la construction d'une culture d'opposition parmi les élèves des « mauvaises classes », culture « qui va se focaliser sur des critères d'appartenance ethnique ». Celle-ci est donc complètement « fabriquée » et non fondée sur des valeurs ethniques réelles. La logique du défi provoque inévitablement des affrontements, qui vont à leur tour justifier la ségrégation de ces élèves.

Pourtant, l'école « est et reste le meilleur vecteur d'intégration, voire d'assimilation nationale », conclut Jean-Paul Payet, qui insiste sur « les ratés du processus d'intégration, dans un contexte où le modèle républicain est mis à l'épreuve par la crise économique et sociale ». Au bout du compte, c'est bien de cela qu'il s'agit : la crise économique et sociale impose de réussir l'insertion professionnelle pour réussir l'insertion tout court. Plus que les familles défavorisées françaises, les familles défavorisées issues de l'immigration ont misé sur le diplôme et l'école. Parce qu'elles savent que cette étape de l'insertion sera sans doute la plus difficile.

Béatrice Gurrey

## Neuf renvois en correctionnelle dans l'affaire de la clinique de Bruz

### RENNES

de notre correspondant

Chargé de l'instruction du dossier de la clinique psychiatrique Saint-François-d'Assise de Bruz (Ille-et-Vilaine), le juge rennais Pascal Lemoine a rendu, vendredi 8 mars, une ordonnance portant sur le renvoi de neuf personnes - dont l'ancien et l'actuel maire de la commune - devant le tribunal correctionnel de Rennes, pour « homicides et blessures par imprudence ».

Dans la nuit du 24 au 25 juin 1993, la clinique de Bruz, rachetée fin 1990 par la société Médipsy, filiale de la Compagnie générale des eaux via la Générale de santé-Cliniques, avait été partiellement détruite par un incendie. Vingt personnes, dont dix-neuf patients et une infirmière, avaient trouvé la mort dans le sinistre. Une malade, Sylvie C., âgée de vingt-huit ans, hospitalisée dans l'établissement depuis deux mois et placée cette nuit-là en chambre d'isolement avait mis le feu à ses draps. Jugée irresponsable de ses actes au sens de l'article 64 du code pénal en vigueur au moment des faits, elle a bénéficié d'un non-lieu. Le directeur du cabinet et de la défense civile à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, en poste à l'époque de l'incendie, a lui aussi fait l'objet d'un non-lieu.

L'ordonnance de renvoi concerne Alphonse Legault, l'ancien maire de Bruz, et Robert Barré, le maire actuel, conseiller général, en fonction depuis 1989. Lucien Maarec, PDG de Médipsy, et Jean-François Grosfilley, son directeur général, sont également visés par l'ordonnance pour « négligences ». Fin 1990, ils avaient négocié le prix d'achat de la clinique pour le ramener de 6,5 millions à 4,8 millions de francs, « en raison de l'importance des travaux à prévoir ».

Contrairement au réquisitoire du procureur de la République, le juge d'instruction a également décidé de renvoyer devant le tribunal correctionnel deux officiers des sapeurs-pompiers, Raymond Fillard, alors chef du corps des sapeurs-pompiers du district de l'agglomération rennaise, et le lieutenant Tanguy Claret-Roller. Josyane Mozan, directrice administrative de la clinique, qui aurait dû s'assurer de la visite de la commission de sécurité, ainsi que l'architecte rennais Dominique Urien et le conseiller en maîtrise d'œuvre parisien Luc Teffaud, qui connaissent la vétusté de l'établissement, seront eux aussi traduits devant le tribunal correctionnel.

Dans son ordonnance de renvoi, le juge Pascal Lemoine souligne que les préfets en fonction de 1981 à 1993 à Rennes n'ont pas accordé au fonctionnement des commissions de sécurité toute l'attention requise. L'ordonnance note qu'entre novembre 1989 et janvier 1993 la commission de sécurité du district de l'agglomération rennaise n'avait plus d'existence légale.

Christian Tual

**ADMISSIONS PARALLÈLES**  
dans les  
**GRANDES ÉCOLES de GESTION**

**Passerelle**  
**Profilis**  
**Trempin**  
**ESC Lyon**

**HEC-ESSEC-ESC**  
**Sciences-Po**

**ESSEC**

Toutes informations  
**IPESUP**  
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004  
43.25.63.30 3615 IPESUP®  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ (1.29 FM 0)



# L'avant-projet de loi contre l'exclusion doit être remis à Alain Juppé à la fin du mois

Xavier Emmanuelli espère bénéficier d'un effort budgétaire important

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, devrait remettre fin mars au premier ministre Alain Juppé l'avant-

projet de loi contre la grande pauvreté et l'exclusion sociale. Ce texte important, pour lequel M. Emmanuelli espère bénéficier d'un effort

budgetaire conséquent, devrait, après avoir été soumis aux grandes associations, être présenté fin juin au Parlement.

« CE SERA une grande loi, une loi politique, une loi concrète », affirmait au Monde, vendredi 8 mars, Xavier Emmanuelli, en parlant de la future loi d'orientation contre la grande pauvreté et l'exclusion sociale.

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence est déterminé : « Selon la volonté du président de la République, relayée par le premier ministre, ce sera une loi de cohésion sociale, qui ne profitera pas seulement à ceux qui sont tombés dans l'exclusion, mais aussi aux personnes qui se trouvent dans une situation de précarité. A ce titre, ce sera une loi de prévention. »

Présentée par M. Emmanuelli comme « un grand dessein du septennat » de Jacques Chirac, elle « ne sera pas simplement une loi d'intention, mais une loi qui fournira les outils techniques et les moyens nécessaires » pour atteindre les objectifs fixés dans les quatre principaux domaines déjà définis : accès aux soins, au logement, à l'activité et organisation du travail social en matière d'urgence, de prévention et d'insertion. Selon le secrétaire d'Etat, le projet de loi en cours est « articulé sur le calendrier de prépara-

tion de la loi de finances » et, si rien n'est encore arrêté au plan budgétaire, M. Emmanuelli laisse entendre que l'intendance devrait suivre.

Un moment freiné par le remaniement ministériel de novembre 1995 - Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, ayant été préféré à Eric Raoult pour le copilotage de ce projet de loi - et par la priorité alors donnée par M. Barrot à la réforme de la Sécurité sociale, le dossier anti-exclusion a fait l'objet, en janvier et février, de nombreux « approfondissements techniques » avec les autres ministères concernés : logement, éducation nationale, emploi, santé, aménagement du territoire, ville et intégration... Ce travail se poursuit, nous a indiqué M. Emmanuelli, de façon à remettre au premier ministre, Alain Juppé, « les contours d'un avant-projet gouvernemental dès la fin du mois de mars, pour un premier arbitrage ».

Dans le même temps, les consultations déjà entreprises avec les grandes associations de solidarité - le réseau Alerce doit, le 14 mars, rendre publiques ses dernières propositions - vont s'intensifier en avril.

Ce même mois, MM. Barrot et Emmanuelli prendront les avis des associations des présidents des conseils généraux (APCG) et des maires de France (AMF). Puis, un texte élaboré sera soumis au Conseil économique et social (CES) à la fin du mois de mai. Enfin, après d'ultimes retouches, si nécessaire, le projet de loi sera présenté fin juin au Parlement.

## SOUHAITS

Le rapport de Bertrand Fragonard, dont le contenu a été révélé par Le Monde du 22 janvier, est, aux yeux de Xavier Emmanuelli, un document parmi d'autres, dont les travaux du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées ou les rapports de Bernard Quaranta et Danièle Huguès sur « l'urgence et l'urgence sociale ». Le secrétaire d'Etat précise qu'en matière de contributions extérieures, il s'appuie en premier lieu sur l'avis présenté au CES par Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD-Quart monde, sur l'« évaluation des politiques publiques de lutte contre la grande pauvreté » (Le Monde du 12 juillet 1995).

Au reste, Xavier Emmanuelli souligne l'apport des associations

de solidarité, sans vouloir pour autant donner l'impression de commenter les propos tenus au Monde (nos éditions datées 9 mars) par le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, sur le renforcement de la surveillance des associations reconnues d'utilité publique (lire ci-dessous).

« Ces associations, estime le secrétaire d'Etat, sont un pôle de germination de la société française, en donnant plus de sens à la vie, en innovant et interpellant en permanence le pouvoir politique. Dans le domaine de la solidarité, on leur doit, pour ne citer que des exemples récents, des faits de société comme l'insertion par l'économie, la prise en charge des personnes dépendantes, la création des boutiques de solidarité dont j'ai repris l'idée pour instaurer les accueils de jour. Ce qu'il convient d'instituer, c'est un partenariat plus clair entre la puissance publique et le monde associatif. Quant aux manquements, des moyens juridiques existent aujourd'hui pour y faire face, comme l'a montré l'affaire de l'ARC, qui ne devrait pas empoisonner plus avant le climat général de confiance. »

Michel Castaing

# Le comité de la charte de déontologie s'inquiète du contrôle des associations

Il réaffirme le principe de la transparence

APRÈS l'entretien accordé au Monde (daté 9 mars) par Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, préconisant de « renforcer la surveillance des associations reconnues d'utilité publique », le comité de la charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public assure, dans un communiqué, qu'« il n'est pas de protection plus efficace que la pratique de la transparence », qui permet à tous les donateurs et aux tiers de savoir et de juger ». Et d'ajouter : « Aucun gendarme ne remplacera jamais les effets de cette franchise. Aucune vigilance bureaucratique, serait-elle exercée par de nombreux contrôleurs à grands pouvoirs d'inquisition, ne peut se substituer à la clarté des donateurs. »

Fort de vingt-sept membres, dont les principales associations de solidarité, le comité de la charte de déontologie, présidé par François Bloch-Lainé, rappelle les grandes lignes de son fonctionnement. Pour être agréé, il faut fournir un dossier « très détaillé », comprenant notamment les comptes d'emploi des ressources des trois dernières années et le rapport du commissaire aux comptes. Ensuite,

chaque adhérent se soumet au contrôle annuel d'un censeur, « personnalité indépendante », qui remet un rapport à une commission de surveillance. Cette dernière émet un avis à l'intention du conseil d'administration du comité de la charte qui statue sur chaque dossier : « L'impartialité du système est garantie par l'indépendance des membres de la commission de surveillance, composée à 80 % de jeunes retraités spécialistes de l'audit, des finances ou de la conduite des organisations et pour 20 % de salariés d'associations. » Les adhérents versent au comité de la charte de déontologie une cotisation annuelle, qui varie de 8 000 à 28 000 francs selon les montants qu'elles collectent.

Réagissant également aux propos de M. Debré, la Fédération protestante de France, réunie en assemblée générale les 9 et 10 mars à Marseille, exprime sa « préoccupation », notamment face à l'intention du ministre de l'intérieur de renforcer le rôle des renseignements généraux dans le contrôle des associations. Elle affirme « son attachement aux principes d'ubiquité responsable des fonds recueillis (...) et de transparence de leur gestion ».

## CARNET

### DISPARITION

## François-Xavier Jaujard

Amoureux de poésie

FRANÇOIS-XAVIER JAUJARD est mort, mardi 5 mars, à l'âge de quarante-neuf ans. C'est un des plus précieux collaborateurs de l'édition, le plus subtil des traducteurs et des connaisseurs de la littérature anglaise qui disparaît.

Né le 7 juin 1946, il était le fils de la comédienne Jeanne Boitel, secrétaire de la Comédie-Française, et de Pierre-Aimé Touchard, qui fut administrateur de la Comédie-Française puis directeur des Musées de France. Il alliait le charme, le goût et une immense culture qu'il savait faire partager. Extrêmement précoce, il s'était passionné très jeune pour la littérature et la poésie anglaise et irlandaise, traduisant Sygne à vingt ans. Il se rappelait l'enchantement d'avoir lu, à quinze ans, Marcel Proust, qu'il n'avait cessé de relire. En 1973, il avait publié *Givre et sang* (Seuil, 1973), sa première traduction de John Cowper Powys, puis il avait créé, avec Diane de Margerie, chez POL-Hachette, la remarquable « Bibliothèque anglaise », reprise ensuite chez Flammarion, où il fera découvrir, ou redécouvrir, Edith Wharton (*Le Temps de l'innocence*), Charles Isherwood (*Retour à Berlin*), Thomas Hardy, Flann O'Brien, Henry James, etc. Il avait aussi traduit avec Christophe Jezewski toute l'œuvre du polonais Andrzej Kusniewicz (Prix du meilleur livre étranger 1978). Il était membre des prix de traduction Nelly-Sachs et Laure-Bataillon.

Enfin, surtout, infatigable, il avait créé à ses frais les éditions Grant pour publier ce qu'il aimait le plus : des prosateurs et des poètes métaphysiques, tels Gerard Manley Hopkins, T. S. Eliot, Amel Guerne, Jean de Boschère, André Suarès, Henri Pichette, C. G. Guez Ricard, David Gascoyne, ou de précieux inconnus comme William Gerhardt. Sans oublier un important cahier consacré à John Cowper Powys. On lui doit encore la découverte de Kathleen Raine (*Adieu prairies heureuses*, Stock, 1978 ; *Isis errante*, Grail, 1978), dont il aimait plus que tout la poésie : « Je dois vivre, je dois mourir, / Je suis le souvenir de tout désir, / Je suis les cendres du monde, et le feu qui met le feu. »

Nicole Zand

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Françaises

Nicholas HALE et Stéphanie CHATELAIN

se sont fiancés dans l'intimité, à Venise, le 5 mars 1996.

De la part des familles Chatelain, Hale et Péronet-Hugoz.

#### Décès

M<sup>me</sup> Patrick AIMEDIEU, son épouse, Patrick et Sandrine, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre AIMEDIEU, ses parents, M<sup>me</sup> Perrot, sa belle-sœur. Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Patrick AIMEDIEU,

chargé de recherche au CNRS,

survécu à Paris, le 5 mars 1996, dans sa cinquantaine et troisième année.

Une Bénédiction a été donnée dans la plus stricte intimité, le vendredi 8 mars, à l'Hôtel-Dieu, Paris-6, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Fontainebleau (Seine-et-Marne).

La famille remercie particulièrement les services de réanimation Saint-Jean et Saint-Yves de l'Hôtel-Dieu.

18, rue de Chazelles, 75017 Paris.

M<sup>me</sup> René BACHERICH, née Ellen Sommer,

Nadine et Jean-Pierre Gerschel, Claude et Fabien Sauer,

Marine et Vladimir Granoff, ses enfants,

Laurence et Pierre Elbaz, Valérie et Richard Elert,

Georges-Armand et Corinne Sauer, Olivier et Yvonne Kintgen,

Caroline et Michel Olivier, Fabrice et Laurence Gerschel,

Alexis Klagen, ses petits-enfants,

Margaux, Laura, Juliette, Théophile, Adrien, Roméo, Anaïs, Alexandre,

Raphaël, Sacha, Thomas et Elie, ses arrière-petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> André BACHERICH, son frère, sa belle-sœur, et leurs enfants, Sa dévouée Mariana Fernandes,

ont la tristesse de faire part du décès de

René BACHERICH,

survécu le 8 mars 1996, à l'âge de quarante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

61, boulevard de Commandant-Cheroux, 92200 Neuilly.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Nicole Zand

Le docteur Jean-Pierre Barthe et M<sup>me</sup>, Lionel, Marianne, Diane, Doris Barthe, Henri Barthe, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Madeleine BARTHE,

née GINESTRE, professeur de lettres, officier des Palmes académiques,

survécue le 5 mars 1996, dans sa quarante-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 11 mars, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— François et Caroline Jardin, Pierre et Martine Jardin, Mireille Jardin,

ses enfants, Delphine, Grégoire, Simon et Estienne Jardin,

ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

André JARDIN,

agréé de l'Université,

survécue le 6 mars 1996.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité, le samedi 9 mars, à Osmoy-Saint-Valéry (Seine-Maritime).

126, boulevard Raspail, 75006 Paris.

— Sabine Jaujard, sa femme, Pascal Ballard, son beau-fils,

Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition, le 5 mars 1996, de

François-Xavier JAUJARD.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, rue de Vaux, 75016 Paris.

— Nic.

Le professeur et M<sup>me</sup> Maurice Porot, leurs enfants et petits-enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-François Porot, leurs enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Jean Escarot, ses enfants et petits-enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Porot, leurs enfants et petits-enfants, font part de leur décès de

docteur Colette POROT,

arctien luthère des hôpitaux d'Alger,

survécue le 4 mars 1996, dans sa quarante-cinquième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Prix pour elle.

63830 Dural.

38620 Saint-Guire-en-Vallée.

Manoir de la Calade, 83100 Toulon.

43460 Bray-en-Val.

M. Bernard Rechman, M. Michel Rechman, ses enfants et sa compagne,

M. et M<sup>me</sup> Richard Rechman et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Victor Yulbez, M. et M<sup>me</sup> Marc Yulbez,

M<sup>me</sup> Suzanne Yulbez, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> RECHTMAN,

née RICA YALBEZ, ancienne interniste du camp de Drancy,

leur épouse, mère, grand-mère, belle-mère, sœur, belle-sœur et parente,

survécue le 8 mars 1996, à l'âge de soixante-neuf ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin parisien, le mardi 12 mars, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue du Commandant-Monchotte, 94100 Saint-Mandé.

— François et Robert Nicolas, Bruno Trocand,

Evelyne Trocand-Perris, ses enfants,

Laurence et François Rezzou, Emmanuel et Corine Nicolas,

Sylvain Trocand, Thierry Trocand,

Valérie et Bertrand Delbois, Joël-René Trocand,

Ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Marianne Trocand,

M. et M<sup>me</sup> Michel Trocand, M<sup>me</sup> Geneviève Martin Trocand,

M. et M<sup>me</sup> Robert Trocand, M<sup>me</sup> Marcel Odré,

ses frères, sœurs et belles-sœurs, Les familles Trocand, Rist, Schaller et Odré,

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Charles TROCAND,

arctien interne des hôpitaux de Paris,

survécue à Mussy, le 5 mars 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

« Oh Dieu nous a pleurés, / Il faut nous pleurer. » François de Sales.

4, rue Simonet, 75013 Paris.

— Polygram Classique France, Decca France,

ont le regret de faire part de la disparition, à l'âge de trente-quatre ans, de

Alain H. VALY,

manager artistes, presse, communication de la maison de disques Decca France.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 mars 1996, en l'église de Malmaison (Seine-et-Marne).

20, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75003 Paris.

### Anniversaires de décès

— Il y a trois ans, nous quitte :

Jacques BOURDANTON, historien.

Nous ne l'oublions pas.

Catherine BRISAC,

12, rue de la République, 93100 St-Denis.

C'était il y a cinq ans.

Tu ne nous quittes pas.

— « In Xanadu did Kubla Khan... » 1966 and all that...

Pour le cinquantième anniversaire du décès de

M<sup>me</sup> M. DUFRENNE,

née ROSSIGNOL.

Michèle Jordevant demande une pensée à toutes ses anciennes élèves de Roselou.

— Le 12 mars 1995

Hélène WILNER, née COLLET.

nous quitte. Son souvenir nous accompagne tout les jours. Ce sont ceux qui l'ont connue et aimée ainsi une pensée pour elle.

Messes anniversaires

Joseph ROBINET

1942-1996.

Ceux qui l'ont aimé se souviendront de lui au cours d'une messe le samedi 16 mars 1996, à 10 heures du matin, en l'église Sainte-Anne, 8, place de la Sainte-Alliance, 1180 Bruxelles, Belgique.

Maître Bingenier, Patrice et Marie-France Robinet.

Colloques

— L'Ecole nationale de la magistrature organise, les 14 et 15 mars, à l'école de formation du barreau, 63, rue de Charonne, Paris-12<sup>e</sup>, un colloque ayant pour thème : Secret et transparence en démocratie.

— L'Association des Amis de la revue Passages, avec le concours d'EDF et de La Cinquième, organise un colloque international le 14 mars 1996, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette (l'amphithéâtre Gaston-Berger), sur le thème : « Complexité scientifique et choix démocratiques », avec les interventions d'Enlil Malek, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Lieknerowicz, Yves Quérel, Philippe Lazzar, Alexandre Minkowski, Xavier Le Pichon, Jean-Paul Escande, Hubert Reeves, Hervé Le Bras, Lucien Slez, André Lebeau, Geneviève Schneider, Gérard Amias, Jacques Leibovitch, Christian Stoffas, Christian Schmidt, Frank Laloe, Michel Pary.

Réservez à la revue Passages.

Tel : 45-86-30-02 - Fax : 44-23-98-24.

### Séminaires

COLLEGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 12 juin, 17 heures-19 heures. Ecole des Beaux-Arts, 1, rue de la Clodion, Metz.

« Séminaire Jacques Colquhoun : « Sentir. Art et philosophie », 20 mars, 10 avril, 12 mai, 1



**A**LICE ne décolère pas. « Vous vous rendez compte ? Clouer au pilori des sportifs parce qu'ils ont fumé du cannabis, s'insurge cette hôtesse de l'air de vingt-sept ans. Je ne sais pas sur quelle planète vivent ces gens, mais il faudrait que quelqu'un leur dise non seulement qu'il faut être le dernier des imbéciles pour croire que l'on peut améliorer ses performances sportives de la sorte, mais aussi que les consommateurs de shit - ils en étaient tous les jours sans le savoir - ne sont pas des drogués. Mon job, je le roule en escalade ou de retour chez moi, jamais en service. » Alice estime qu'elle ne gêne personne, que c'est son droit, sa vie. Une appréhension, toutefois : que, si cela continue, elle soit considérée positive au cannabis lors d'une visite médicale obligatoire. « Vous savez, toutes les compagnies font effectuer un test de dépistage à l'embauche, alors qu'elles tolèrent les alcooliques, qui, eux, sont de vrais drogués. »

En règle générale, les sanctions infligées aux sportifs ne semblent pas avoir provoqué autant d'émotion parmi les amateurs de haschisch. Olivier, jeune chef d'entreprise, préfère s'amuser devant ce qui lui paraît constituer « une illustration de plus du décalage entre la vraie vie et la réalité telle que croient la percevoir les sphères dirigeantes, qu'elles soient politiques ou sportives ». Il est vrai que l'expression « rouler un pétard » ou le verbe « kiffer » appartiennent presque au vocabulaire courant et que l'on trouve chez tous les burocrates du papier à rouler « extra-long », idéalement calibré pour se rouler des cigarettes d'un genre particulier. « Malgré un attrait législatif parmi les plus répressifs d'Europe, la société française tolère le cannabis à condition qu'il reste discret. Après tout, ce n'est qu'un doux euphorisant et l'on sait bien que la théorie de l'engrenage est fautive », souligne Olivier, qui se définit comme un fumeur assidu et consacré, avec sa compagne, quelque 800 francs par mois à leur consommation personnelle.

« On donne à un cannabis une image fautive », insiste Michka, cinquante ans, écrivain et passionné de la marijuana, qui rappelle que son dernier livre, *Le Cannabis*, renaissances du cannabis (Georg éd.),

leur parisien. « Le cannabis défile les langues, facilite les contacts sans perte de lucidité, et, le lendemain, on ne risque pas la gueule de bois. » Pour Laurence, vingt-huit ans, assistante commerciale, « ce qui est important, c'est l'attrait de la transgression. Même si le cannabis est entré dans les mœurs, éprouver le vague sentiment d'appartenir à un cercle d'initiés ajoute au plaisir. Ce qui est sympa, c'est le folklore qui flotte autour de tout cela : trouver un plan pour se procurer de quoi fumer, la technique pour rouler et puis, surtout, le partage. Un joint, ça tourne. Cela engendre une complicité. » Au début, aller chercher du shit au Quartier latin, c'est l'aventure. Après, on trouve des fournisseurs qui vendent dans leur appartement, mais ça reste forcément une activité clandestine. Aujourd'hui, à trente ans, admet Franck, je serais terriblement mal à l'aise si mes parents apprenaient que je suis consommateur occasionnel. Je vais ça d'ici : « Mon fils est un drogué ! » Ce serait affreux ! »

**L**e cannabis, parce qu'il creuse souvent le fossé entre générations, semble jouer une fonction de rite de passage à l'âge adulte. Vanessa, seize ans, élève de troisième dans un établissement d'une banlieue plutôt chic, a découvert le « hasch » depuis quelques mois, « pour se taper un bon délire et parce que ça donne du toupet, que ça permet de parler plus facilement avec les autres ». « Le prof nous parle souvent de la drogue en nous passant des documentaires vidéo. Il dit que c'est grave, mais ce



tances est très net : celui qui est « accro » à une drogue dure est disqualifié. » Les gens qui prennent de l'héroïne ne sont pas les mêmes. Dans le discours de la cité, de la rue, c'est une « autre race », renchérit le sociologue Ahmed Khedim. Il y a ceux qui « prennent la came » et ceux qui « fument le shit ». Et la très grande majorité des fumeurs de shit n'ont rien à voir avec la came. Répandue, la consommation de haschisch n'est pas ostentatoire. Selon les chercheurs, elle s'accompagne d'une sorte d'éthique. Ainsi ceux-ci ont-ils remarqué que les jeunes qui fument un « joint » s'efforcent de s'écarter des fenêtres de l'appartement de leur famille, de manière à ne pas être repérés. « Cela est totalement lié à une sorte de respect. Pour cette

**Un médecin des Francs-Moisins : « C'est un amortisseur de crise qui alimente une économie souterraine et favorise l'apathie »**

même raison, la plupart d'entre eux ne fument pas ouvertement dans leur famille, y compris des cigarettes. D'où l'obligation d'avoir des stratégies de dissimulation dans les cités », raconte Sylvain Acquiatias.

« On pourrait penser que ces halls d'immeuble où les jeunes vont se retrouver et fumer entre eux sont des lieux de sociabilité où régnerait une certaine convivialité. Or ce n'est pas vrai », constate le sociologue. « En fait, on s'emmerde souvent à longueur de soirées, et tout le problème est bien là. L'usage du cannabis sert à réactiver un tant soit peu les sociabilités : comme on est un peu plus euphorique, le moindre événement, la moindre chose qui se passe devient un sujet de conversation potentiel. Il faut essayer d'amoindrir les tensions, de combattre l'ennui, de faire en sorte que tout se passe dans le consensus. Cela se voit très bien avec les gens qui rentrent le soir et qui, au lieu de fumer leur joint chez eux, s'emprennent au contraire de redescendre, pour voir leurs copains », ajoute Sylvain Acquiatias, qui, par ailleurs, n'a pas observé de « réelles conduites d'excès » dans l'usage de cannabis.

Ancrée dans la réalité des banlieues, la « fumette » l'est à tel point que certains n'ont pas forcément conscience de son illégalité. Les enquêteurs du CNRS se souviennent de ce jeune homme convaincu que, s'il était appréhendé par la police en possession de cannabis, il n'aurait qu'à produire sa fiche de paie pour ne pas être inquiété : « J'ai acheté le cannabis avec l'argent que j'ai gagné, c'est légal ! » Selon les promoteurs de la dépénalisation, regroupés notamment au sein du CIRC (Collectif d'information et de recherche cannabiques), les jeunes consommateurs tombent de haut lorsqu'on leur précise que la loi prévoit, pour un simple usager, de deux mois à un an de prison. Des sanctions appliquées, il est vrai, de manière extrêmement variable, selon les quantités saisies et les juridictions appelées à se prononcer. La justice doit composer avec la réalité : selon une enquête de l'Inserm, 12 % des 11-19 ans scolarisés ont déclaré avoir déjà expérimenté le cannabis.

Jean-Michel Normand  
Dessin de Guillaume Dégé

# Le cannabis entre quartiers chic et banlieue

teur), vient d'être publié sur papier-chauffe, « mais ne se fume pas », prévient-elle en souriant. « Nous parlons de drogue, mais d'une drogue récréationnelle, qui n'est pas synonyme de marginalisation, puisque cinq à six millions de personnes en France y goûtent plus ou moins régulièrement », considère Michka. « Souvenez-vous du questionnaire Ballardur adressé aux jeunes. Alors que, initialement, aucun des thèmes abordés ne concernait le cannabis, en 1994, le comité chargé de la consultation a proposé - en vain, d'ailleurs - la dépénalisation expérimentale de sa consommation pendant dix-huit mois. Spontanément, un certain nombre de jeunes avaient posé la question. Il était devenu impossible de ne pas en tenir compte. »

Le cannabis - la marijuana (« l'herbe ») et le haschisch (la résine de cannabis, qui suscite de multiples appellations : « shit », « teush », « chichon »...) -, choisi autrefois comme symbole par une génération très versée dans la spiritualité orientale et dont la consommation marquait l'adhésion à une sorte de contre-culture et à un système de valeurs, s'est « désidéologisé ». « Même s'ils ne s'efforcent pas, il faut arrêter de considérer les fumeurs de cannabis comme des gens hors normes. A l'année, par exemple, nombre de jeunes découvrent la fumette. Cela crée une sorte de communauté », insiste Robert, le trentenaire, architecte d'inté-

rien informés dramatisent et recourent à une aide extérieure avant même d'avoir discuté avec leur enfant. Le hasch, ce n'est ni l'alcoolisme, qui tisque d'ailleurs de se banaliser chez les jeunes, ni l'héroïne, ni l'ecstasy, explique-t-elle encore. Le problème se pose lorsque la consommation devient frénétique et que le contexte général, affectif et scolaire se dégrade : « Dans une telle situation, une décompensation psychologique peut effectivement se produire, pour peu que le produit soit fort et que la personnalité du jeune soit fragile. Comme cette jeune fille chez qui la consommation de haschisch déclenchait des crises d'angoisse à répétition. » Le docteur Angel reçoit aussi « des quadragénaires qui sont des fumeurs occasionnels, mais qui se trouvent désemparés face au regard de leurs enfants, qui, certains soirs, de-

mandent quelle est cette drôle d'odeur fruitée qui flotte dans le salon. Certains n'assument pas, disent qu'ils ont peur pour leurs enfants, et choisissent d'arrêter complètement. »

Fumeurs occasionnels ou réguliers, médecins et enseignants s'accordent sur un point : le statut de simple « drogue récréative » ne peut être décerné au cannabis que si son usager fait preuve d'une certaine mesure. « A fumer sans arrêt, on finit par structurer sa vie autour du shit et par tomber dans une sorte d'accoutumance psychologique : impossible de poursuivre une activité normale et une vie sociale régulière. L'esprit est plus lent, la concentration fuyante », prévient Olivier. « Au fond, le principal danger du haschisch est d'inciter au tabagisme. Néanmoins, il faut savoir l'apprécier comme on le ferait avec un bon vin, dit Carole, trente-cinq ans, infirmière. Ma règle est de ne pas consommer avant de conduire ou de prendre mon service à l'hôpital. »

**L'expression « rouler un pétard » ou le verbe « kiffer » appartiennent dorénavant au vocabulaire courant de la bourgeoisie comme à celui des habitants des cités déshéritées**

« En terminale, certains arrivent « raides » dès le matin. Je ne veux pas diaboliser le cannabis, mais, lorsque cela devient trop fréquent, il faut réagir », insiste Sylvia, professeur d'anglais dans un lycée de la région parisienne. « Souvent, ce sont des adolescents en conflit avec eux-mêmes, un peu paumés : une partie d'eux-mêmes veut passer le bac, l'autre partie ne veut rien entendre. Fumer leur évite de choisir, puisqu'ils ne sont pas en état de

suivre les cours. » Pratique sociale courante - mais discrète - parmi les jeunes des classes moyennes, la consommation de cannabis semble être massive dans les cités et les quartiers dits « difficiles ». « Cela fait partie de l'ajustement à une situation de pauvreté. C'est un amortisseur de crise qui alimente une économie souterraine, favorise l'apathie et annihile les velléités de révolte. Lorsqu'on manque de hasch dans la cité, on sent de l'agressivité dans l'air », lâche le docteur Didier Ménard, médecin généraliste au Franc-Moisin, à Saint-Denis. « Ce qui est révélateur de notre société et de nos dirigeants, c'est que l'on se mette brusquement à parler du cannabis non pas parce que les jeunes des banlieues en consomment énormément, mais parce que des sportifs de haut niveau en ont pris », soupire-t-il, convaincu que, « si demain on légalisait le cannabis, il faudrait imaginer un véritable plan social pour les dealers ».

**S**YLVAIN ACQUIATIAS estime qu'« il existe quelques gros revendeurs, mais on ne les voit guère. En fait, il s'agit plutôt d'une économie de survie ». Sous l'égide du CNRS, ce sociologue à l'Iresco (Institut de recherche sur les sociétés contemporaines) participe depuis plusieurs mois à une recherche centrée sur la consommation de cannabis dans une cité. « Il existe un marché spécifique. Le divage avec les autres subs-



Edmund S. Phelps, professeur d'économie à l'université Columbia

## L'aide à l'emploi des salariés non qualifiés doit être massive et permanente

Pour lutter contre le chômage, l'économiste américain invite les Européens à réformer leur système de protection sociale. Il suggère le versement de subventions aux entreprises qui emploient des travailleurs sans qualification

« L'Europe est malade du chômage. Avec un taux de chômage de 5,5 % et plus de huit millions d'emplois créés depuis 1993, les États-Unis connaissent une situation plus favorable. Comment expliquez-vous la performance américaine ? »

« Je crois que les économistes doivent faire preuve, sur ces questions, d'une grande modestie. Nous parvenons à expliquer les variations conjoncturelles du chômage et certaines évolutions plus structurelles. Nous restons en revanche moins certains de nous lorsqu'il s'agit de comprendre par exemple pourquoi le chômage a finalement baissé sans provoquer une reprise de l'inflation. Le phénomène ici est trop récent. Cela étant, on a effectivement observé aux États-Unis, depuis dix-huit mois en particulier, une amélioration sensible sur le front de l'emploi. Il y a eu une légère augmentation structurelle de la demande de la part des employeurs, résultant de la vigueur de l'investissement, de la baisse des taux d'intérêt réels et peut-être de l'accélération des gains de productivité. »

« Un autre mécanisme contribue aux États-Unis à une augmentation des emplois proposés. Les grandes entreprises continuent à se restructurer. L'insécurité qui pèse ainsi sur les travailleurs a permis aux employeurs de réduire leurs coûts salariaux et de créer, en définitive, des emplois dans de nombreux domaines, en particulier dans des activités de services. Il ne s'agit pas seulement de jobs mal payés, à temps partiel et précaires - les « emplois McDonald's » -, il y a une vraie mutation dans les emplois nouveaux : beaucoup sont bien payés et demandent une certaine qualification, par exemple dans les cabinets d'avocats ou dans les sociétés de programmation informatique. »

**Le système européen de protection sociale tend à réduire l'incitation à rechercher un emploi**

« La machine américaine à créer des emplois est répartie à plein régime ? »

« Il faut nuancer le tableau. Aux États-Unis, le taux de chômage est faible, mais il ne faut pas oublier qu'il y a actuellement dans les prisons américaines plus d'un million et demi d'hommes en âge de travailler. Cela représente plus de 1 % de la population active. En outre, toute une partie de la population, découragée, notamment parmi les jeunes des différentes minorités ethniques, est sortie totalement du marché du travail. Enfin, les travail-

leurs américains les moins fortunés ont vécu une forte dégradation de leur situation : ils ont globalement des emplois moins bien payés et plus instables. Cela a créé un sentiment d'angoisse considérable dans la société américaine. »

« Les États-Unis ont choisi l'emploi aux dépens des salaires. L'Europe a choisi les salaires contre l'emploi. Que pensez-vous de cette opposition ? »

« Le raccourci est vrai mais simplificateur. Aux États-Unis, le salaire réel moyen des travailleurs a stagné au cours des vingt dernières années. Celui des moins qualifiés a baissé de 25 % environ. Les travailleurs sans diplôme ont ainsi subi une très forte baisse de leur revenu. Cela n'a pas empêché qu'ils aient aussi, dans le même temps, souffert d'une forte augmentation du chômage. Parmi les salariés sans qualification, le taux de chômage est passé de 5 % au début des années 70 à 12 % aujourd'hui. Il y a donc eu aux États-Unis, pour les plus défavorisés, simultanément baisse des salaires et augmentation du chômage. »

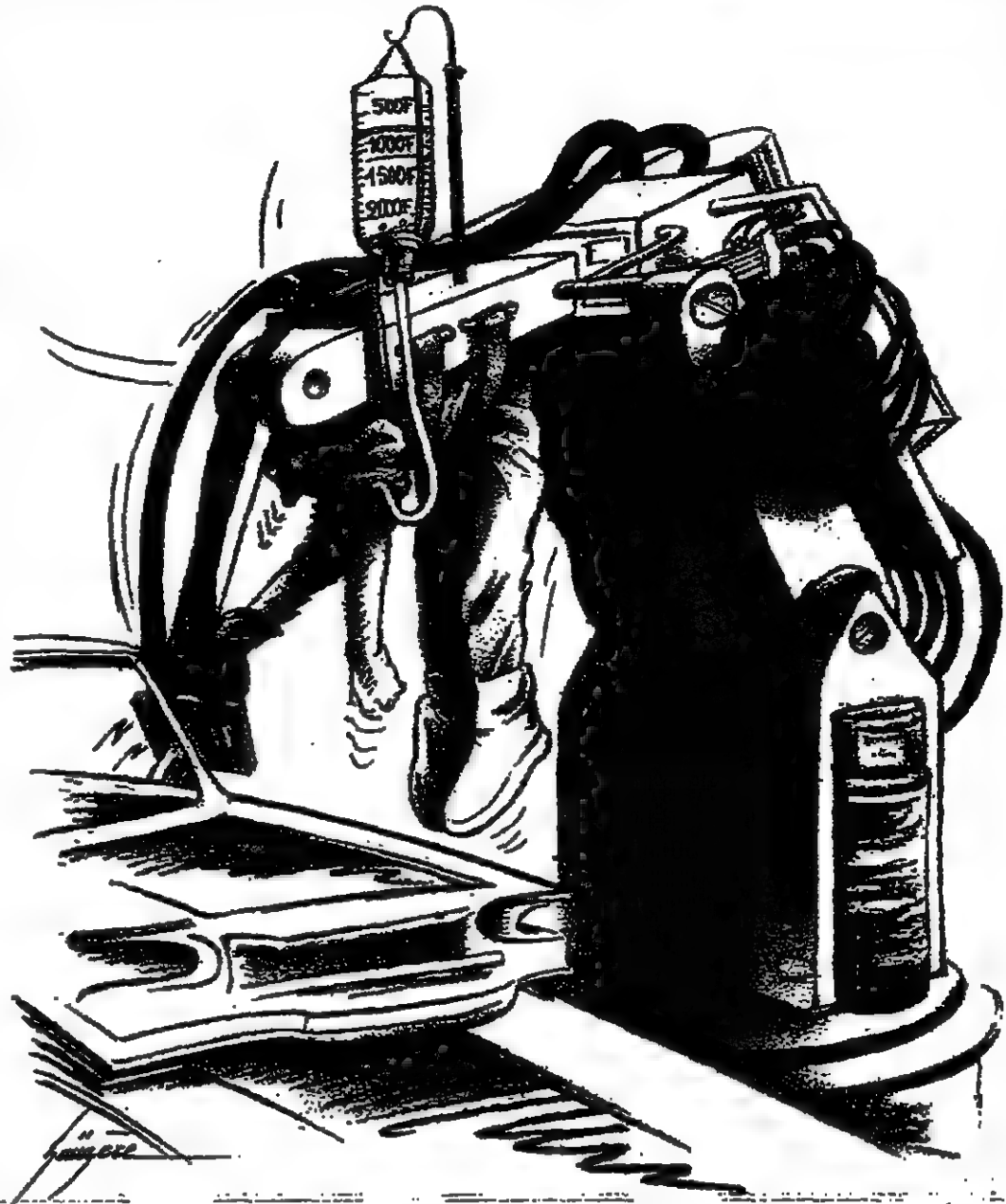
« En Europe, beaucoup d'experts expliquent le chômage par la rigidité des salaires. S'inspirant du « modèle américain », ils proposent de libérer totalement le marché du travail. »

« Notre expérience démontre l'insanité des théories classiques du marché du travail. Tout d'abord, même sur un marché du travail prétendu libre (comme l'est le marché américain), il existe des freins à la baisse des salaires. Si les entreprises voulaient diminuer trop fortement les salaires, cela affecterait le moral des travailleurs. Elles risqueraient de les démotiver. L'absentéisme augmenterait. L'ajustement entre l'offre et la demande de travail ne se fait jamais uniquement par le salaire. Aux États-Unis, on le voit bien, la baisse des salaires n'a pas empêché une augmentation du chômage. »

« Sur le continent européen s'est produit un phénomène assez curieux et bien différent de ce que l'on a observé aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Le chômage a finalement augmenté presque autant dans les catégories les plus qualifiées que parmi les moins qualifiées. L'expérience américaine montre qu'une baisse des salaires n'empêcherait pas une augmentation du chômage dans les catégories les plus défavorisées. »

« Beaucoup d'économistes plaident néanmoins pour une plus grande flexibilité du marché du travail, et en particulier pour la suppression du salaire minimum obligatoire - du SMIC en France. »

« Aux États-Unis, nous avons une loi sur le salaire minimum. Elle a en réalité bien peu d'influence : le salaire minimum est très bas et il ne concerne que 3 % de la population active. Il n'explique pas beaucoup le chômage des moins



qualifiés. En Europe, il existe des pays qui n'ont pas de salaire minimum et où, pourtant, le chômage est très élevé. En France, il y a un salaire minimum. Je n'ai pour ma part jamais trouvé d'études statistiques sérieuses permettant d'expliquer le chômage par le salaire minimum. Si la France devait abandonner le SMIC, je crois que cela n'aurait aucun impact sur le nombre total de chômeurs - tout au plus sur la composition du chômage. Nous revenons à la notion de salaire incitatif. Une baisse de salaire n'aurait en définitive qu'un effet très faible sur le coût du travail. »

« Comment expliquez-vous alors la persistance en Europe d'un chômage élevé et durable ? »

« De nombreux facteurs expliquent l'explosion du chômage dans les pays industrialisés depuis le début des années 70. Certains sont communs aux États-Unis et à l'Europe, comme l'innovation technologique ou la concurrence

des pays à bas salaires. Mais je crois que l'explication la plus importante - et celle qui fait la différence entre les deux espaces - c'est le poids de l'État-providence. Les Européens ont développé des systèmes de protection sociale généraux et complexes qui n'existent pas aux États-Unis. Ceux-ci sont directement et indirectement sur l'emploi. »

« Un salarié américain qui perd son job doit impérativement retrouver un emploi le plus rapidement possible. Les allocations de chômage ne représentent qu'une part très faible de son salaire d'origine. Elles ne lui seront versées que pendant six mois au maximum. Elles ne seront complétées par aucune aide sociale (au logement, à l'éducation...). Bref, il se retrouve nu et ne vit plus que sur ses propres moyens. Il lui faut rapidement trouver et accepter un emploi, même si celui-ci ne correspond pas à ce qu'il recherche. Pour les travailleurs sans qualification, il est souvent difficile de trouver un emploi, même très mal payé. Ces chômeurs s'engagent alors dans des activités annexes : ils font la manche, le commerce de la drogue, les petits trafics de la rue. La criminalité se développe. Ils ont créé, dans ces réseaux et d'une certaine manière, leur propre « État-providence ». »

« En Europe, la situation est bien différente. Le système de protection sociale tend à réduire l'incitation à rechercher un emploi. Il pèse donc sur l'offre de travail. Par la manière dont elle est financée ensuite, la protection sociale contribue à alourdir le coût du travail et affecte, négativement, la demande de travail des entreprises. La grande générosité de l'État-providence et son mode de financement expliquent donc en partie l'ampleur du chômage européen. »

« Pour réduire le chômage, il faut donc remettre en cause l'État-providence ? »

« Renoncer à l'État-providence, non. Je ne crois pas que l'Europe y soit prête. Je crois d'ailleurs que ce ne serait pas une solution. Aux États-Unis, nous n'avons pas un État-providence aussi développé. Une économie parallèle, on l'a vu, s'est en fait constituée, permettant aux plus pauvres de survivre : c'est le trafic de drogue, la criminalité, etc. Je ne pense pas que cela soit préférable. Des réformes, d'ampleur limitée, seraient néanmoins

une très bonne chose. L'objectif devrait être d'accroître l'incitation au travail, de rendre l'emploi plus attractif que l'assistance, d'améliorer les revenus du travail par rapport aux revenus de transfert. Cela peut se faire soit en réduisant les aides sociales, soit en augmentant la rémunération du travail. L'augmentation des salaires me semble la solution la meilleure et, pour cela, je propose le versement, par l'État, d'une subvention. Cette subvention devrait être versée aux entreprises privées qui emploient des salariés à faible qualification et aussi longtemps qu'elles emploient ces salariés. »

**Croire que l'on résoudra le problème du chômage par des programmes de formation ne me semble guère réaliste**

« L'État n'a plus d'argent, et vous proposez de créer une nouvelle aide à l'emploi ? »

« Le capitalisme, c'est formidable. C'est même le seul système efficace que l'on ait imaginé. Cela étant, personne n'a jamais dit ni démontré que le capitalisme offrirait à tous et en permanence des emplois et des salaires satisfaisants. Personne ne peut pourtant être indifférent à la situation que nous connaissons dans les pays industrialisés. Or nous avons là un problème structurel durable : celui qui concerne les travailleurs faiblement qualifiés. Pour le traiter, je propose effectivement de développer des subventions à l'emploi. Ces subventions devraient être inversement proportionnelles aux salaires versés. Elles devraient contribuer ainsi à une baisse du coût du travail et inciter les entreprises à employer des salariés faiblement qualifiés. »

« Le risque, c'est qu'une mesure temporaire de ce type ne soit coûteuse, qu'elle ne devienne permanente. C'est aussi que, destinée au départ aux travailleurs les moins qualifiés, elle ne s'impose pour un nombre toujours croissant de salariés. »

« Si le problème de l'emploi des moins qualifiés est permanent, je ne vois pas pourquoi la subvention ne le deviendrait pas : c'est une forme de protection sociale dont toute la société devrait tirer profit en définitive. S'il y a moins de chômeurs parmi les jeunes et parmi les personnes les moins qualifiées, il y aura aussi moins de crimes, de trafic de drogue et de violence. Il y aura un déclin du pessimisme et un retour de la confiance. Quant à son coût, c'est vrai que pendant les premières années il peut être très élevé. Mais la baisse du chômage qu'elle entraînera devrait conduire à une réduction des aides sociales. »

« Ce type de subvention a-t-il déjà été expérimenté ? »

« Oui, aux États-Unis dans les années 70. Ces expériences ont été parfaitement concluantes. Mais elles ont été interrompues pour des raisons politiques. Après Carter, Reagan y a mis fin. Il a préféré une politique s'appuyant presque exclusivement sur les baisses d'impôts. »

« Pour nombre d'experts européens, la clé du chômage, c'est la formation. Qu'en pensez-vous ? »

« Croire que l'on résoudra le problème du chômage par des programmes nationaux de formation ne me semble guère réaliste. Quelle formation ? Qui former ? Former pour quoi ? Je suis très sceptique. L'État est en général incapable de savoir quels seront les emplois du futur. Il vaut mieux chercher à accélérer l'intégration des travailleurs dans les entreprises, avec les subventions à l'emploi dont je parlais, et laisser les entreprises organiser les formations dont elles auront besoin. »

« Autre piste évoquée en Europe, la réduction de la durée du travail... »

« C'est, à mes yeux, une fausse piste. Une réduction de la durée du temps de travail ne conduirait pas à un recul du chômage. Ceux qui ont déjà un emploi disposeront sans doute de davantage de temps pour leur famille, ce qui peut être jugé souhaitable. Mais, globalement, cela ne créera pas de nouveaux emplois. Si cela avait été la solution, on aurait déjà observé une demande forte de baisse du temps de travail. »

« Sur le long terme, on aurait pu penser - et espérer - que le développement de l'économie se traduirait par davantage de temps libre et moins de travail ? »

« C'est peut-être là une vision du passé. Aux États-Unis, la durée hebdomadaire du travail a cessé de diminuer depuis une vingtaine d'années. Elle a même recommencé à augmenter. Les gens souhaitent plutôt travailler quarante heures par semaine et avoir un revenu plus élevé, même si leur quarantième heure de travail est moins productive. »

« Les ministres du travail des sept grands pays industriels doivent se réunir fin avril à Lille pour un G7 consacré à l'emploi. Compte tenu de la diversité des situations, quelle peut être l'utilité d'une telle réunion ? »

« En mars 1994, j'avais expliqué à l'attention des ministres du G7 réunis à Detroit pour le premier sommet sur l'emploi que les charges sociales en général étaient, avec tous les programmes d'aides, parmi les principales causes de l'augmentation du chômage. Je continue à considérer qu'il s'agit là des deux points clés du problème. La France a depuis pris de l'avance dans la voie de la réduction des charges sur les bas salaires. La Grande-Bretagne et les États-Unis ont étendu leurs programmes de crédits fiscaux en faveur des titulaires de bas revenus, ce qui va dans la même direction. Mais ces politiques ont quelques inconvénients. »

« Mon message au G7 de Lille, c'est que ces politiques doivent être reconsidérées. Les réductions de charges devraient être d'un montant important sur les bas salaires, et non pas proportionnelles comme elles le sont aujourd'hui. Le budget alloué pour une politique ainsi redéfinie devrait ensuite être largement accru. Nous pourrions, à ces conditions, en attendre un effet appréciable sur l'emploi. »

Propos recueillis par Erik Izradewicz

## Le père du « taux naturel de chômage »

DÉJÀ PRÉSENT dans tous les manuels de macroéconomie, Edmund S. Phelps, âgé de soixante-deux ans, professeur d'économie à l'université Columbia (New York), est un éminent. Passionné par la théorie fondamentale, il a fait partie, au début des années 60, de l'équipe d'économistes qui entouraient le président Kennedy. Plus récemment, de 1990 à 1994, il a participé au conseil scientifique de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Considéré comme l'un des économistes contemporains qui a contribué de la manière la plus novatrice aux progrès récents de l'économie politique, Edmund S. Phelps s'est surtout intéressé aux bases de la macroéconomie, notamment, selon le titre d'un de ses ouvrages, aux « fondements micro-économiques des théories de l'emploi et de l'inflation ». On lui doit, au début des années 60, le concept des « règles d'or de la croissance ». Tout en tenant des travaux sur la « justice économique », inspirés de Rawls, il s'est consacré au problème du chômage dans les pays développés.

Parallèlement à Milton Friedman, Edmund S. Phelps est le premier à introduire, dans la théorie économique, la notion de « taux naturel de chômage ». Jusqu'alors, les économistes classiques considéraient que le chômage était un phénomène accidentel et qu'il existait une liaison très forte entre taux d'inflation et taux de chômage



EDMUND S. PHELPS

(c'est la fameuse « courbe de Phillips »). Phelps démontre, lui, qu'il y a inéluctablement un chômage structurel dans une économie de marché. Aucune politique conjoncturelle - monétaire ou budgétaire - ne peut écarter durablement le taux de chômage observé de ce « taux naturel ».

Dans une seconde étape, Edmund S. Phelps soutient, notamment dans son livre le plus récent, *Les Crises structurelles*, publié en 1994, que ce « taux naturel de chômage » est fonction de certains facteurs fondamentaux. Depuis les années 60, son augmentation procède à la fois de l'alourdissement des charges qui pèsent sur le travail, des taux d'intérêt réels élevés et de l'instabilité des prix de l'énergie. En France, il serait ainsi passé de 2,5 % au début des années 70 à 8,5 % aujourd'hui.

A l'ouverture du G7 de Detroit, le 14 mars 1994, Edmund S. Phelps a publié dans le *Wall Street Journal* une libre opinion intitulée : « Messieurs du sommet : vos impôts tuent les emplois ». Il recommandait une réduction des charges qui pèsent sur les salaires et préconisait le développement de subventions à l'emploi en faveur des salariés les moins qualifiés. De sensibilité démocrate, M. Phelps suggère ici aux Européens non pas de renoncer à leur État-providence, mais de réformer leur système de protection sociale, de manière à rendre l'emploi préférable à l'assistance.

E. I.

Journal de la



## Quelle agriculture pour l'Europe ?

Suite de la première page

L'Europe ne peut continuer à conduire une politique de dumping qui contribue au désarroi des agriculteurs des pays en développement. Ces derniers en effet ont plus d'avantages immédiats dans l'importation aux prix mondiaux que dans la croissance d'une production alimentaire nationale qui assurerait leur autosuffisance.

En favorisant la croissance de ses volumes de production, l'Europe nie en fait le principe sur lequel elle se fonde. Elle refuse d'accorder aux autres ce qu'elle réclame pour elle-même : la place singulière qui revient à l'agriculture et à l'alimentation dans la marche des sociétés. La prétention à nourrir le monde ne peut être reçue comme un message universel puisqu'elle interdit à un nombre important de pays la faculté de se nourrir eux-mêmes. Et ces pays sont ceux-là mêmes dont la population et les besoins grandissent plus vite que la production agricole. Ils connaissent la faim et, au gré de l'évolution présente, ils la connaîtront bientôt davantage.

Comment redonner sens à une politique qui coûte à l'Union plus de la moitié de son budget, si cet effort ne contribue pas à construire l'Europe, à l'intérieur comme à l'extérieur, si cet effort perturbe les marchés mondiaux et concurrence le développement agricole des plus démunis ?

Autre question : où est le sens d'une politique agricole qui ne permet plus à l'agriculture de gérer les territoires ruraux et de préserver l'environnement ? Si l'agriculture a longtemps joué un rôle premier dans la construction harmonieuse du territoire européen, elle déséquilibre aujourd'hui les territoires, dont des pans entiers sont désertés. Elle présente un modèle qui, s'il était copié par l'Afrique ou l'Amérique latine en pleine expansion démographique, aboutirait à

une croissance urbaine qui ne pourrait être ni contenue ni gérée. Car le phénomène de délocalisation des industries agroalimentaires et des productions hors sol touche en profondeur le secteur agricole. L'attraction des centres de commercialisation et d'échanges (bassins portuaires, axes routiers, centres de consommation...), mais aussi l'attraction des usines de transformation alimentaire ou de fabrication des aliments du bétail, en sont largement responsables. Ce processus s'effectue, il faut le noter, « par le haut », du fait de la mondialisation des marchés, et « par le bas », du fait de ces phénomènes de polarisation qui font de l'agriculture la servante de ses clients et fournisseurs sans considération des exigences de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Les agriculteurs suivent et subissent cette dynamique. Des activités par essence enracinées sont devenues nomades après s'être agglutinées auprès des ports. Des « usines à poulets » quittent la Bretagne pour le Moyen-Orient. Demain, des porcheries industrielles s'installeront au Brésil entre villes et champs de soja. De 70 à 80 % de la production agricole européenne en volume pourraient, en 2010, se trouver concentrées sur les zones littorales allant de la Bretagne au Danemark. Aux terroirs succèdent les bassins céréaliers, porcins, allaitants, laitiers, qui font de nos territoires un puzzle aux pièces disparates.

Concentration et spécialisation créent un paysage agricole qui n'a plus rien à voir avec celui qui a caractérisé l'Europe, où l'on produisait un peu de tout partout, à l'instar des fermes elles-mêmes. Dans les régions où la production se concentre, les pollutions et les atteintes au paysage s'intensifient. Dans celles où l'activité agricole est en recul, les friches gagnent du terrain, les accès se ferment, les

paysages s'uniformisent et même la flore et la faune sauvages s'en trouvent appauvries. Ayant le souci exclusif de la performance dans un marché mondialisé, la production agricole n'est plus liée au sol. Elle n'assume plus les fonctions régulatrices qui étaient les siennes. En Europe, elle justifie de moins en moins la politique de soutien dont elle a fait l'objet et que l'organisation mondiale du commerce nous invite à abandonner.

Abstraite, hors sol, quasi urbaine et mobile, telle se découvre une grande partie de l'agriculture dite moderne. Comme pour les autres secteurs de l'économie, son implantation géographique devient instable. L'agriculture européenne, en préférant la filière au territoire, participe à ce mouvement de rupture entre économie d'une part, territoire et société de l'autre, rupture de l'équilibre traditionnel qui a fondé un mode de vie et une civilisation. Un jour, la société entière s'interrogera sur sa relation avec une agriculture devenue assemblage d'ateliers hétéroclites fonctionnant avec une main-d'œuvre rare et si semblable à la main-d'œuvre industrielle.

Où est le sens, enfin, d'une politique agricole qui n'apporte pas sa contribution au grand problème de l'emploi, du travail et de l'activité ? Il y a cinquante ans, la population agricole représentait 35 % de la population active totale de l'Europe, aujourd'hui à peine 6 %. Parallèlement, le niveau de productivité agricole a été multiplié par 7,5 environ, plus que pendant les dix millénaires séparant l'invention de l'agriculture de la seconde guerre mondiale. Il fallait, il y a un siècle, 1 actif agricole pour nourrir 2 ou 3 personnes. Il en faut aujourd'hui 1 pour en nourrir 60.

L'agriculture, comme toute activité économique, pose le problème crucial de la définition du rôle du travail humain dans les processus de création de richesse, du rôle du travail comme valeur et comme règle. Mouvement en marche, mais mouvement destructeur s'il ne s'accompagne d'une politique de partage de ce travail et surtout d'une politique de création de richesses non alimentaires et d'activités, valorisant ainsi les territoires et créant de nouveaux équilibres.

L'avenir de nos sociétés se joue sur ces trois plans : celui des relations de l'Europe avec le monde, celui des territoires et de l'environnement, celui de l'emploi. Or, sur ces trois plans, l'agriculture européenne dans son expression actuelle n'est plus porteuse d'avenir, alors qu'elle l'était il y a une trentaine d'années. Quel peut être le rôle de la politique agricole européenne, sinon de lui permettre de faire face à ses responsabilités, sinon d'abord de l'y inciter ?

L'Europe a besoin de son agriculture, mais d'une agriculture qui maîtrise son évolution et se repose en redéfinissant son rôle et sa fonction. L'agriculture doit répondre aux besoins d'une population urbanisée qui veut un territoire vivant où chacun s'insère comme être et comme travailleur. Les agriculteurs y aideront, car ils sont les premiers à rechercher perspectives et sens.

Les Européens ont intérêt à

conserver une agriculture efficace et présente sur les marchés mondiaux. Améliorant ses performances alimentaires, à la fois quantitatives et qualitatives, l'agriculture européenne doit chercher de nouveaux champs d'activité. C'est donc autant vers la production non alimentaire que vers la production alimentaire que l'agriculture doit orienter ses efforts.

Les sociétés européennes deviennent de moins en moins minières, extractives et exploitantes pour devenir des sociétés d'invention. Ainsi, par exemple, la production biologique et biotechnologique d'énergie devient un enjeu stratégique et environnemental pour le long terme, comparable en importance à l'enjeu alimentaire d'hier. Ainsi, la fourniture de molécules de base pour les industries de synthèse, le textile ou la pharmacie ouvre-t-elle des perspectives prometteuses.

Mais l'agriculture doit devenir de plus en plus productrice d'immatériel dans deux directions différentes. La première rassemble ce qui a trait à la culture, à la santé, à la gastronomie, au tourisme, à la pédagogie et à la formation des enfants. De nouveaux métiers sont à inventer pour répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens. Dans ce domaine, c'est largement l'offre qui permettra la demande de s'épanouir. L'on voit seulement que cette demande va croissant avec l'urbanisation, la réduction du temps de travail, la semaine scolaire de quatre jours, l'allongement de la vie. L'on sait aussi que cette demande exprime la recherche d'une compréhension de ce qui relie la société à la nature.

Nos sociétés n'aspirent pas à voir se développer, d'un côté, une

sultante de l'activité agricole. C'est ainsi que longtemps nos sociétés ont fait converger l'intérêt particulier et l'intérêt général. En la considérant comme un patrimoine à transmettre et non comme un capital à exploiter, elle a obtenu que l'environnement ne soit pas produit de surcroît.

Aujourd'hui au contraire, si nous voulons des paysages harmonieux, des terres riches, de l'eau limpide, des territoires vivants, un environnement viable, une nature variée, il nous faut désormais les produire. Un vaste chantier s'ouvre pour les agriculteurs et tous ceux qui veulent exercer les métiers qui s'y rapportent. Hier pourvoyeuse de richesses matérielles et quantitatives, l'agriculture sera demain au moins autant productrice de richesses immatérielles et qualitatives.

Ces « biens et services » immatériels ne sont pas délocalisables. L'environnement, le paysage, le sens du vivant ne sont pas encore marchands. Enracinées, non marchandes, ces activités, ces productions appellent le soutien de la puissance publique. Elles le justifient parce qu'elles sont d'intérêt public. Ainsi, les productions marchandes seront-elles amenées à s'orienter vers le marché, tandis que les richesses non marchandes feront l'objet d'une rétribution publique.

C'est au nom de la création de ces richesses-là, irremplaçables et collectives, que l'agriculture appelle l'effort budgétaire de la société. Elle le mérite au titre de la création et de l'entretien d'un patrimoine vivant, durable et au titre de l'identité européenne illustrée par les paysages.

Ainsi l'agriculture retrouvera son rôle fondateur dans la construction européenne. Elle se consacrera à la réalisation d'objectifs auxquels tous les Européens sont attachés, la politique européenne redeviendra l'un des éléments significatifs d'une Union fondée sur l'appartenance à une civilisation assise sur un territoire et soudant une société originale inscrite dans la durée, demain comme hier.

Bertrand Hiervieu  
et Edgar Pisani

**En préférant la filière au territoire, l'agriculture européenne participe à ce mouvement de rupture entre économie d'une part, territoire et société de l'autre, rupture de l'équilibre traditionnel qui a fondé un mode de vie et une civilisation**

conserver une agriculture efficace et présente sur les marchés mondiaux. Améliorant ses performances alimentaires, à la fois quantitatives et qualitatives, l'agriculture européenne doit chercher de nouveaux champs d'activité. C'est donc autant vers la production non alimentaire que vers la production alimentaire que l'agriculture doit orienter ses efforts.

Les sociétés européennes deviennent de moins en moins minières, extractives et exploitantes pour devenir des sociétés d'invention. Ainsi, par exemple, la production biologique et biotechnologique d'énergie devient un enjeu stratégique et environnemental pour le long terme, comparable en importance à l'enjeu alimentaire d'hier. Ainsi, la fourniture de molécules de base pour les industries de synthèse, le textile ou la pharmacie ouvre-t-elle des perspectives prometteuses.

Mais l'agriculture doit devenir de plus en plus productrice d'immatériel dans deux directions différentes. La première rassemble ce qui a trait à la culture, à la santé, à la gastronomie, au tourisme, à la pédagogie et à la formation des enfants. De nouveaux métiers sont à inventer pour répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens. Dans ce domaine, c'est largement l'offre qui permettra la demande de s'épanouir. L'on voit seulement que cette demande va croissant avec l'urbanisation, la réduction du temps de travail, la semaine scolaire de quatre jours, l'allongement de la vie. L'on sait aussi que cette demande exprime la recherche d'une compréhension de ce qui relie la société à la nature.

Nos sociétés n'aspirent pas à voir se développer, d'un côté, une sultante de l'activité agricole. C'est ainsi que longtemps nos sociétés ont fait converger l'intérêt particulier et l'intérêt général. En la considérant comme un patrimoine à transmettre et non comme un capital à exploiter, elle a obtenu que l'environnement ne soit pas produit de surcroît.

## Les Engagements de France Télécom.



et d'un téléphone. La femme appelle France Télécom. Son téléphone est en panne. Elle attend un appel de l'homme.

*Nous lui donnons rendez-vous très vite, le lendemain. Dans un créneau de 2 heures. Son lien avec le monde est rétabli. Très vite. Comme le sera le vôtre, si cela vous arrive. France Télécom s'y engage.*

*Nous sommes faits pour vous entendre.*

 France Telecom



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeon ; Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani.  
Directeur de la rédaction : Michel Pignatelli.  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Feron, Robert Solé.  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Gascar, Laurent Goussier, Danielle Heymann, Bernard Le Goff, Jean-Pierre Lormeau, Marcel Luchini, Luc Rosenzweig.  
Directeur artistique : Dominique Ruysser.  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou.  
Secrétaire général de la rédaction : Anne Fourment.  
Directeur éditorial : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Jean-Claude Baudouin.  
Conseiller de la direction : Alain Ruffin ; Directeur des relations internationales : Daniel Verret.  
Médiam : André Lemaire.  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffard, vice-président.  
Associés dirigeants : Hubert Benoit-Méry (1944-1962), Jacques Savat (1949-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994).  
Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cinq ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Benoit-Méry, Société anonyme des locataires du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Minc Presse, Le Monde Prévoyance.  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUET 75001 PARIS CEDEX 13.  
Tél. (01) 46-35-25-26 Télécopieur : (01) 46-35-29-19 Fax : 261 66 61.  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Benoit-Méry 92021 NANTY-LEZ-LILLE CEDEX.  
Tél. (01) 46-35-25-26 Télécopieur : (01) 46-35-28-16 Fax : 261 31 31.

## L'arme dangereuse du nationalisme chinois

LA CHINE voudrait faire croire que la crise du détroit de Formose, ouverte voici huit mois, a pour cause les menaces que ferait soudain peser Taïwan sur la conception de la souveraineté nationale défendue par Pékin depuis deux mille ans. Il s'agit là, pour employer un euphémisme, d'un faux prétexte.

La crise résulte d'abord et avant tout d'une volonté des dirigeants de Pékin de réaffirmer leur pouvoir sur un pays dont ils perdent le contrôle. Pour cela, ils utilisent un nationalisme de tradition impériale. La tension ainsi créée joue, non sans trahison, le même rôle que celle qui était apparue en 1969 sur la frontière sino-soviétique, quand on avait craint que les deux géants du communisme en arrivent au conflit ouvert. Le pouvoir chinois, en ruine, avait éprouvé le besoin de reprendre pied, notamment en province, en se lançant dans une aventure « patriotique ».

L'ironie vient de ce que l'enjeu alors était déjà une île : Zhenbao (Damansky en russe), au milieu du cours inférieur de l'Amour. Totalement, le ministère des affaires étrangères de Pékin dénonçait « les nouveaux tsars » accusés de mettre en doute une évidence simple : « L'île Zhenbao a de tout temps été un territoire chinois ».

Ainsi, l'armée chinoise était parvenue à rassembler les rênes d'un pays que le Parti communiste avait laissés s'échapper par ses divisions meurtrières. De nos jours, l'embellissement économique des zones côtières et la stagnation relative des régions intérieures ont créé un climat de désaffection envers le gouvernement central. Celui-ci est de moins en moins perçu, par les pouvoirs locaux, comme un agent de redistribution des revenus de la croissance.

La crise avec Taïwan, habilement programmée pour coïncider avec la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, contraint les responsables provinciaux à se rallier sur Pékin et à faire taire leurs habitudeuses revendications à coloration régionaliste. Tous fustigent aujourd'hui la menace indépendantiste dans l'île. Une autre tentation sécessionniste, celle du Tibet, fait encore plus qu'à l'accoutumée l'objet des foudres de Pékin.

La différence - de taille - entre 1969 et 1996 est que Taïwan n'est pas Zhenbao, il déserte et est enclavé, dépourvu de plus microscopique intérêt stratégique. C'est la quatrième économie du monde, une société à bien des égards comparable aux plus modernes de la planète, et accessoirement un pays qui compte des amis dans plusieurs lobbies occidentaux, même s'il n'est plus pleinement placé sous le parapluie stratégique américain. L'effondrement économique de l'île sous la menace militaire - une hypothèse désormais explicitement formulée par Pékin - aurait des conséquences notables pour nombre de pays de la région Asie-Pacifique.

Le précédent ainsi créé dans la zone n'est pas non plus sans répercussion pour un ensemble géographique où n'existe aucun dispositif de sécurité comparable aux mécanismes d'autres régions du monde. L'usage du « missile pacifique » est une nouveauté : à la différence de l'affaire de Cuba en 1962, les missiles chinois sont déarmés mais effectivement mis à feu. L'une de leurs cibles en mer est située à 80 kilomètres seulement de la capitale de l'adversaire. Les propos du vice-premier ministre chargé de la « diplomatie » pékinoise, Qian Qichen, en prennent une saveur certaine : « Les compatriotes de Taïwan n'ont aucune raison de paniquer ». Et d'ajouter que les Taïwanais « feraient mieux de se soucier du fait que les tenants de l'indépendance, soutenus par certaines forces internationales décidées à faire éclater la Chine, persistent dans leurs agissements erronés ».

Or, s'il est un message que l'électorat taïwanais a adressé avec constance à sa classe politique au cours des dernières années, c'est bien qu'il ne voulait pas d'un comportement provocateur envers la Chine. Même les politiciens indépendantistes ont dû en tenir compte.

### AVERTISSEMENTS

Mais le fond du problème expliquant les actions de Pékin se trouve bien dans ce processus démocratique. La dynastie communiste, héritière de l'empire, juge intolérable que la population d'une des parcelles de celui-ci choisisse librement son dirigeant suprême. Si la nation taïwanaise s'affirme ainsi, le risque est grand, à ses yeux, que d'autres sous-ensembles régionaux du continent - ceux qui réussissent économiquement en premier lieu - soient tentés par la même voie.

Avant le président Lee Teng-hui, la situation intérieure à Taïwan et l'environnement international avaient œuvré pour brider pareille évolution. La réussite économique fait que cela n'est plus possible. L'île, dominée par une classe moyenne riche et consciente, accepte la collaboration avec le continent, mais n'entend pas se voir régentée par un pouvoir aussi anachronique que celui de Pékin.

D'autant plus que les incertitudes qui pèsent sur l'après-Deng alimentent le danger. L'équipe dirigeante qui assurait encore voici peu à ses interlocuteurs occidentaux que la Chine ne voulait nullement attaquer Taïwan paraît de moins en moins bien soudée. Le calcul stratégique n'en souffre que plus d'inconnues. Les propos émissifs de l'un ou de l'autre des membres de la haute direction ne valent guère que dans le moment où ils sont tenus.

Les avertissements lancés à ce sujet par l'ancien premier ministre singapourien Lee Kuan Yew valent donc d'être médités. C'est la première fois que le philosophe et homme d'Etat prend ainsi des distances avec Pékin après les récentes années de rapprochement. M. Lee semble avoir pris conscience de la trajectoire de collision que la Chine a prise avec le monde occidental.

Pékin semble prendre un malin plaisir à s'affirmer aux dépens d'une Amérique perçue, à Pékin, comme sur le déclin. L'affaiblissement de l'alliance inavouée avec les Etats-Unis et la résurrection des lobbies gauchistes ont forcé un Jiang Zemin, chef en titre de l'Etat, des armées et du parti communiste, mais dirigeant sur la défensive, à recourir à l'arme dangereuse du nationalisme. La méthode avec laquelle il s'y est livré depuis le début de la crise du détroit, alternant le chaud et le froid, la main tendue et la menace, montre qu'une donnée permanente du pouvoir pékinois est intacte : le monde a affaire à des stratèges peut-être inconscients des conséquences ultimes de leurs actes, mais certainement pas irresolus. Autant en tenir compte.

Francis Deron

## Le Monde

EDITORIAL

## Coupable indifférence

**V**OLONTIERS matamore face au terrorisme, le gouvernement n'avait pas encore jugé bon, lundi matin, de commencer le mitraillage de la maison du journaliste Guy Benhamou, spécialiste des affaires corse à Libération. D'ordinaire plus prolixes, ni le ministre de l'Intérieur - chargé de la sécurité des personnes - ni le ministre de la Justice - chargé de la défense des libertés - ne s'étaient émus, ne serait-ce que par pure convenance. A lui seul, ce silence injustifiable illustre la gêne de l'Etat et sa complaisance face à l'égarement criminel d'une partie du nationalisme corse, et notamment de certains éléments de la branche principale de l'ex-FLNC, le FLNC dit « canal historique », dont A. Cincotta nationaliste est la vitrine légale.

Car il ne fait guère de doute que les coups de feu tirés avec un pistolet-mitrailleur Uzi contre le pavillon de banlieue de notre confrère de Libération sont un message adressé à tous les médias. Déjà, avec ses rumeurs, ses pièges et ses ombres, le dossier corse incitait fâcheusement à l'autocensure, maquillée en prudence. Les auteurs du mitraillage d'Orsay

lui préfèrent une censure par les armes, plus expéditive. Sans doute, de même que les assassins sur l'île restent impunis, ne seront-ils jamais identifiés. Mais leur menace n'a pas besoin de signature. Il leur suffit que tous les médias décryptent le message des balles : déjà hors des lois de la République, entravée par la peur et l'omertà, la Corse doit être interdite d'investigation journalistique, de curiosité médiatique et d'information pluraliste. Ce n'est certes qu'un avertissement sans frais, qu'il faut situer à sa juste place, loin derrière, entre autres, le calvaire des journalistes algériens. Mais c'est une première, puisque jamais encore en France, dans la dernière décennie, le terrorisme n'avait osé franchir ce pas. Et c'est pourquoi elle appelle une ré-

plique unanime et solidaire des médias. Le pire serait de s'habituer et de se résigner, comme l'Etat lui-même s'est résigné et habitué au cycle infernal de la violence en Corse.

La Corse mérite mieux. Mieux qu'un nationalisme égaré qui exploite les attentats légitimes d'un peuple pour des intérêts douteux ou idéologiques et les convictions ont désormais peu de place, cédant le pas aux appétits financiers. Mieux qu'un Etat sans projet et sans ambition qui se contente de négocier discrètement avec les plus violents, en ignorant la diversité de l'opinion publique insulaire. Mieux qu'une succession de faits divers meurtriers qui confortent l'image caricaturale dans laquelle aliment l'enfermer les préjugés continentaux.

Face à un pouvoir qui, récemment, ne s'est pas effrayé de la démonstration militaire de 600 « cagoules » du FLNC-« canal historique » à la veille de la première visite en Corse de l'actuel ministre de l'Intérieur, la presse est donc sommée de relever le défi. Les mitraillages nous font savoir qu'elle dérange. C'est bon signe. Et ce doit être une invite à persévérer.

## Perspectives par Honoré



### DANS LA PRESSE

#### LA CROIX

Bruno Frappat

Le terrorisme a plusieurs causes, il doit avoir plusieurs remèdes. La cause principale est le fanatisme, lui-même composé d'un double sentiment d'injustice et d'orgueil. Injustice face à une dépossession, une mise à l'écart de la prospérité. Orgueil tiré d'une identité combattante et de la détermination de vérités absolues. Le terreau du terrorisme est soigneusement cultivé par des puissances cyniques (traquants ou Etats ambiteux). Face à ces manipulateurs à peine masqués, comme l'Iran, les Occidentaux ont souvent un double jeu, mêlant condamnations rhétoriques et marchandages discrets (...). Reste à administrer le remède principal, qui est le développement économique. Lui seul peut priver le fanatisme de son engrais principal : la misère.

#### LIBERATION

Jean-Michel Helvig

On imagine mal qu'un acte visant clairement à bêtifier un journaliste par le chantage à la peur puisse sombrer dans cette indifférence, l'absence de réaction, qu'il est devenu de bon ton d'afficher sur les questions corse. A travers un collaborateur de Libération, ce sont tous les journalistes travaillant sur la Corse qui sont visés. (...) En la matière, on peut difficilement attendre du gouvernement un quelconque réconfort. Il n'y a pas de raison qu'il s'émue d'un commando terroriste opérant aux portes de Paris, quand il n'a pas bronché à la stultesse parade de six cents cagoules du FLNC-Canal historique venus présenter les armes au ministre de l'Intérieur « en visite » en Corse.

#### LCI

Pierre-Luc Séguillon

Matériellement, le mitraillage du domicile de ce journaliste de Libération, vendredi soir, dans la région parisienne, est bien sûr sans commune mesure avec les attentats perpétrés dans l'île durant le week-end. Symboliquement, il est plus grave : il témoigne d'une volonté de museler les dernières voix à pouvoir dire clairement ce qui se passe en Corse et qui défie toutes les lois de la République. Politiquement, cet attentat est plus lourd de conséquences pour l'avenir de l'île, mais aussi pour celui de la métropole. Il témoigne d'une escalade dans le refus de tout fonctionnement démocratique.

## Vichy et le crime contre l'humanité

DANS quelques mois, vraisemblablement en juin, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux dira si Maurice Papon, quatre-vingt-cinq ans, doit comparaître devant la cour d'assises sous l'accusation de complicité de crime contre l'humanité, pour le rôle qu'il a tenu dans la déportation des Juifs, alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

Si la chambre d'accusation est une étape normale de toute procédure pénale, il est rare que sa décision suscite autant d'intérêt. Juridiction discrète, elle est souvent accusée de bâcler les affaires en recopiant le réquisitoire du parquet, et sa suppression fut souvent envisagée. Pourtant, quand l'Histoire frappe à la porte de la justice, la chambre d'accusation retrouve un lustre qu'elle n'a que peu connu, allant jusqu'à dépasser celui de la cour d'assises. Car l'Histoire ne saurait se contenter de la sèche réponse par oui ou par non donnée par un jury. Il faut qu'elle explique, qu'elle démontre, qu'elle établisse les faits dans un discours complet.

Même s'il a des effets pervers, ce mécanisme a été bien compris par tous les intervenants devant la chambre d'accusation de Bordeaux. Pendant quatre jours, on a parlé

comme jamais sans doute dans une procédure écrite, et la plaidoirie de M<sup>re</sup> Jean-Marc Varaut, défenseur de Maurice Papon, constitue semble-t-il, avec un peu moins de sept heures, la plus longue intervention d'un avocat devant une juridiction. L'audience avait ainsi toutes les allures d'un grand procès. Certes, il ne s'agissait que de décider s'il existait des charges suffisantes pour renvoyer Maurice Papon devant une cour d'assises. Dans sa partie strictement juridique, le débat a donc porté sur le nombre de convocations de Juifs ou l'ancien secrétaire général de la préfecture de Bordeaux est personnellement intervenu, mais aussi sur la qualification des faits. Selon le parquet général, qui ne retient que la complicité d'arrestations et de séquestrations arbitraires, l'information judiciaire n'a pas établi que Maurice Papon avait eu connaissance des camps de la mort. Cette appréciation est jugée inacceptable par plusieurs avocats des familles des victimes, qui souhaitent que soit retenue la qualification d'assassinat.

Mais l'autre partie du débat a concerné le rôle tenu par le gouvernement de Vichy. Sur cet aspect du dossier, les contours juridiques de l'argumentation des parties civiles

sont plus flous, mais elles portent la marque d'un désir impérieux de faire reconnaître l'énorme responsabilité du régime de Vichy dans la déportation des Juifs. Selon la logique judiciaire, Maurice Papon serait le complice des « puissances de l'Axe ». Or, pour les conseils des familles des victimes, on a volontairement écarté un échelon. Avant d'être complice des Allemands, Papon était complice de Vichy. Ils en veulent pour preuve le fait que la France avait une législation antijuive autonome et que le fichage et les arrestations des Juifs ont « anticipé » le désir des Allemands. Dès lors, l'antisémitisme de l'Etat français devenait une complicité idéologique avec l'Allemagne nazie.

### UN DOCUMENT HISTORIQUE

Cette donnée fondamentale n'apparaît ni dans la procédure menée contre Klaus Barbie ni dans celle concernant Paul Touvier. Le premier était un officier allemand, le second était milicien. Maurice Papon, lui, était fonctionnaire : ce serait donc l'occasion de dénoncer l'attitude de l'administration de Vichy. Cette demande pressante des parties civiles rejoint la déclaration de Jacques Chirac du 16 juillet 1995 demandant, lors du cinquante-troisième anniversaire de la rafle du

Vel'd'Hiv', de « reconnaître les fautes du passé, et les fautes commises par l'Etat ».

Mais elle se heurte à des obstacles juridiques car la Cour de cassation, tout en admettant progressivement la notion de crime contre l'humanité, semble avoir empêché toute extension vers le gouvernement de Vichy, puisque ce crime concerne les actes accomplis « de façon systématique, au nom d'un Etat pratiquant, par ses moyens, une politique d'hégémonie idéologique ». La chambre d'accusation ne pourra pas contourner l'obstacle car la défense de Maurice Papon fait un distinguo entre « les mesures discriminatoires » du gouvernement de Vichy et la politique d'extermination de l'Allemagne nazie.

Quinze ans après les premières plaintes, l'arrêt de la chambre d'accusation de Bordeaux est attendu comme un document historique. Ce sera à la fois sa force et sa faiblesse. Mais, quel que soit l'arrêt, la Cour de cassation devra se pencher à nouveau sur la notion de crime contre l'humanité quand elle concernera le gouvernement de Vichy, avant qu'un jour, peut-être, les jurés de la Gironde ne jugent Maurice Papon.

Maurice Peyrot



Jeune

## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996

**TÉLÉPHONE** Le sénateur RPR des Yvelines Gérard Larcher a remis un rapport consacré à « France Télécom face à ses défis ». Il estime que le projet de loi de transformation du

statut de France Télécom en société anonyme doit être « voté au cours du dernier trimestre » de l'année en cours. ● LA VENTE d'une part du capital devrait être prête pour le début

1997, l'Etat restant majoritaire et le statut de fonctionnaire des personnels devant être conservé. ● ATTENDRE, écrit le sénateur, ne ferait qu'accroître « l'angoisse » des

agents et « dilapider toutes nos chances de conserver un champion national parmi les premiers du monde ». ● LA SNCF et ses homologues européens s'associent pour

louer leur réseaux de télécommunications de long des voies. ● ALCA-TEL a conclu avec le groupe nippon Sharp un accord de commercialisation de radiotéléphones.

# Un rapport sénatorial préconise d'accélérer la réforme de France Télécom

Gérard Larcher estime que l'opérateur doit devenir une société anonyme avant la fin de l'année et qu'une part minoritaire de son capital devrait être vendue début 1997. L'Etat resterait majoritaire et le statut de fonctionnaire serait sauvegardé

APRÈS le bouclage du projet de loi visant à fixer les nouvelles règles du jeu dans les télécommunications à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, beaucoup d'interrogations subsistent quant à la méthode et au calendrier qu'entend suivre le gouvernement pour mener à bien l'autre grand chantier de ce secteur, la réforme de France Télécom.

Le sénateur (RPR) des Yvelines Gérard Larcher affirme, pour sa part, ses certitudes : « On ne peut plus attendre indéfiniment. Il faut, qu'il soit le plus tard possible, l'année 1996 les réformes législatives dont on débat depuis bientôt trois ans soient accomplies », tranche-t-il dans un rapport consacré à « France Télécom face à ses défis », qu'il vient de remettre à la commission économique du Sénat.

Il faut, selon M. Larcher, que le projet de loi de transformation du statut de France Télécom en société anonyme soit « examiné et voté au cours du dernier trimestre » de l'année en cours. Quant à la mise sur le marché d'une part minoritaire du capital de l'exploitant téléphonique français, « il faudra être prêt à réaliser l'opération dans les premiers mois de 1997 », l'Etat devant rester majoritaire, le statut de fonctionnaires des personnels être maintenu et liberté donnée à l'entreprise de continuer à recruter des fonctionnaires.

Attendre encore avant d'engager ces réformes reviendrait, pour Gérard Larcher, à « accroître l'angoisse de ceux qui les redoutent et les rendre si difficiles que les entreprises deviendraient aventureuses ».

Mais c'est surtout sur l'aspect financier que le sénateur insiste. A

différer les changements « on dilapiderait toutes nos chances de conserver un champion national parmi les premiers du monde dans l'économie de demain : celle de la communication ». La valeur de l'entreprise a déjà été réduite par les restructurations passées : « 200-210 milliards de francs début 1997 », selon les prévisions contre « 240-250 milliards de francs début 1994 ».

### « DÉCHÈMENT CULTUREL »

Attendre serait également, selon Gérard Larcher, prendre le risque de faire entrer l'opérateur français sur un marché boursier international fortement sollicité par les valeurs de télécommunications.

Outre l'introduction de la première tranche du capital (15 % de l'exploitant allemand Deutsche

Telekom, programmée en novembre 1996 et estimée entre 50 à 75 milliards de francs, « ce n'est pas moins de 75 à 100 milliards de francs de titres d'autres entreprises européennes de télécommunications dont la vente est programmée sur le marché financier international », entre début 1997 et 1998.

M. Larcher déclare « comprendre le désarroi d'une partie des hommes et des femmes de France Télécom face à la nécessaire évolution juridique de leur entreprise ». Ils « vivent comme un déchirement culturel le fait d'avoir demain à agir dans le cadre d'une structure de nature commerciale ».

Le sénateur assure pourtant que le changement de statut est « la clé de la réussite internationale » du groupe. « Les conditions qui fondent l'actuelle prospérité, à savoir l'exploitation monopolistique

d'un marché national, ne perdureront pas », indique le sénateur des Yvelines.

Le changement de statut de France Télécom apparaît donc à Gérard Larcher « nécessaire pour assurer la durabilité, l'approfondissement et l'adaptabilité des alliances internationales ». Elle devrait également, selon lui, fournir à France Télécom « les moyens d'une gestion et d'une autonomie commerciale adaptées à un environnement économique demandant beaucoup de réactivité ».

### LE PROBLÈME DES RETRAITES

Elle devrait par ailleurs amener « à poser et à résoudre le problème du handicap concurrentiel qu'inflige à France Télécom l'obligation de rembourser à l'Etat la totalité des pensions de retraites versées à ses anciens agents ».

En cas de mise sur le marché, il faudrait en effet provisionner le montant des charges correspondant au montant total du paiement des pensions des actuels retraités, soit 90 milliards de francs. Gérard Larcher propose la prise en charge par l'Etat, dès 1997, sans remboursement intégral par France Télécom, de la charge de paiement des pensions des anciens agents des télécommunications. Il propose aussi, dès 1997, le paiement par France Télécom d'une cotisation patronale au régime de retraite de ses fonctionnaires, l'opérateur versant par ailleurs une somme afin de compenser partiellement le coût du transfert vers le budget de l'Etat du paiement intégral des droits acquis des actuels pensionnés.

Philippe Le Cœur

## Alcatel s'allie avec le groupe japonais Sharp dans les équipements de télécommunication mobile

LE CONSTRUCTEUR français d'équipements de télécommunications Alcatel a annoncé, lundi 11 mars, la conclusion d'un accord de coopération avec le groupe japonais Sharp dans le domaine de la téléphonie mobile. L'alliance est tout d'abord commerciale : Sharp va commercialiser à compter du second semestre, au niveau mondial, les terminaux de téléphonie mobile GSM d'Alcatel. Les deux entreprises ont une usine de Laval (Mayenne). Les deux industries vont par ailleurs développer, en commun, d'ici à la mi-1997, des communications mobiles personnelles. Ces équipements, marquant la technologie des radiotéléphones GSM d'Alcatel et celle des « organisateurs personnels » de Sharp, permettront la création de nouveaux services comme le fax portable ou l'accès à des services bancaires. Ils seront commercialisés par les deux groupes sous leurs propres marques.

Au-delà de ces deux volets, Alcatel et Sharp affirment

vouloir « étendre leur coopération dans d'autres domaines tels que les produits d'électronique grand public, les composants, les nouvelles générations de télécommunications mobiles et les produits multimédia interactifs ».

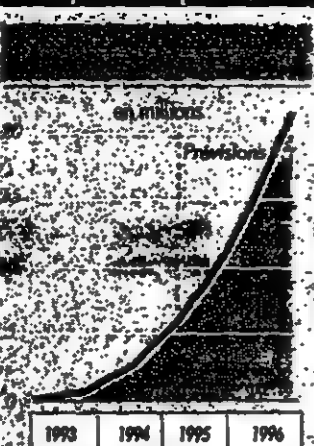
Alcatel (67,7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995) ne cachait pas depuis plusieurs mois qu'il était à la recherche d'alliances dans le radiotéléphone. Bien implanté sur le marché des équipements d'infrastructures (communication, transmission) pour les réseaux de téléphonie cellulaire, correspondant à son métier historique d'équipementier, l'industriel français a, en revanche, plus de mal à imposer sa présence dans les terminaux. Avec 360 000 radiotéléphones numériques à la norme GSM vendus en 1995, le groupe revendique 8 % du marché mondial. Terminaux analogiques et numériques confondus, il se classe assez loin des leaders que sont l'américain Motorola, le finlandais Nokia et le suédois Ericsson, dont l'activité globale a été fortement portée ces

dernières années par la croissance des ventes d'équipements de téléphonie mobile.

Le retard accusé par Alcatel Télécom sur ses concurrents tient pour une bonne part à des choix stratégiques qui n'ont pas été faits au bon moment. « France Télécom n'y a pas beaucoup cru au départ et Alcatel est resté dans son sillage », a déploré à plusieurs reprises Serge Tchoukacki, directeur général de l'entreprise, en juin 1995. Se sont ajoutés des problèmes de développement. L'objectif assigné par Serge Tchoukacki à ses équipes est de porter la part du chiffre d'affaires réalisée par Alcatel Télécom dans les mobiles à 33 % en l'an 2000 contre seulement 4,5 % à l'heure actuelle et de doubler la part de marché du groupe au niveau mondial d'ici à la fin 1998.

Le PDG du groupe compte notamment sur la nouvelle organisation qu'il a mise en place pour y parvenir. Depuis début 1996, l'activité de téléphonie mobile, qui était jusqu'alors concentrée dans une filiale d'Alcatel-CIT, a été élargie entre Alcatel CIT, pour tout ce qui

### Un marché en pleine expansion



Le téléphone mobile constitue l'un des segments en plus forte croissance de l'industrie des télécommunications.

concerne les équipements de communication et de transmission, et Alcatel Business Communications, pour la partie terminaux. Sharp (60,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995) apporte sa part à Alcatel Télécom son savoir-faire des marchés grand public, ainsi que sa présence sur les marchés japonais et plus largement du sud-est asiatique.

Ph. L. C.

## Lafarge réussit à augmenter son bénéfice de 6 % malgré le retournement de la conjoncture

S'IMPLANTER dans de nouveaux pays, développer de nouveaux produits pour être moins dépendants du ciment et du béton, maîtriser au mieux ses coûts de production, la ligne choisie par Lafarge depuis plusieurs années se révèle payante. Dans une conjoncture difficile, le groupe de matériaux de construction devait annoncer lundi 11 mars un bénéfice net de 2,35 milliards de francs, en hausse de 6 %, incluant toutefois un résultat exceptionnel de 387 millions suite à des cessions.

Pour Lafarge, cette performance est la preuve de sa nouvelle résistance. Le groupe a connu un exercice très compliqué en 1995. Après un premier semestre convenable, il a dû affronter un net ralentissement de son activité dans la deuxième partie de l'année. En France, Allemagne, Espagne, la plupart de ses marchés européens ont stagné, voire sérieusement baissé. Ainsi, en Autriche, le cimentier a vu son résultat d'exploitation passer de 240 à 40 millions de francs en un an. En Amérique du Nord, la situation a été à peine plus clémente dans ses métiers traditionnels. Ses ventes de ciment comme de béton ont diminué au Canada et aux États-Unis. Seule consolation, il a pu maintenir ses prix.

Malgré cette morosité, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 33,2 milliards de francs, en hausse

de 1 %, grâce en partie aux pays émergents. Longtemps très franco-américain, le cimentier s'est vraiment internationalisé ces dernières années. Présent aujourd'hui dans quarante pays, il possède de solides implantations au Maroc, en Turquie, en Indonésie et en Amérique latine. Dans ces pays, l'activité ne s'est pas ralentie. Ils ont contribué l'an dernier, à hauteur de 21 %, au résultat d'exploitation du groupe (4 milliards de francs).

### PRIORITÉ ASIATIQUE

Soucieux de ne pas être trop lié au ciment et au béton, matériaux très concurrentiels et à faible valeur ajoutée, Lafarge s'est développé dans des métiers à plus forte marge comme le plâtre et les matériaux de spécialités (peintures, enduits, isolants). Ces métiers représentent désormais 27 % du chiffre d'affaires du groupe. L'an dernier, ils ont enregistré un croissance de près de 7 % de leur résultat d'exploitation, alors que la branche béton voyait diminuer le sien de 35 %.

Cette mutation en douceur devrait se poursuivre dans les prochaines années. Lafarge, qui a investi 5,9 milliards de francs en 1995, peut se permettre d'engager autant de moyens cette année : son endettement net atteint 2,9 milliards, moins de 10 % de ses fonds propres. La priorité du

groupe ? Se renforcer en Asie. Bien qu'il possède déjà des cimenteries en Indonésie, en Thaïlande et en Chine, il juge ses implantations sur le continent encore insuffisantes, vu la vigueur du marché. Le groupe pousse les feux. Récemment, il a annoncé la construction d'une nouvelle usine de béton près de Pékin. Une vingtaine d'autres projets sont à l'étude.

Dans le même temps, Lafarge entend intensifier son développement dans ses nouveaux métiers. En s'appuyant sur l'innovation et l'élargissement de sa gamme, il pense pouvoir accroître ses parts de marché dans les pays occidentaux et les développer dans les pays émergents. Le groupe a commencé à implanter des usines de plâtre au Brésil et en Turquie, pays considérés jusqu'alors comme peu rentables pour les matériaux de construction élaborés.

Les déséquilibres devraient continuer en parallèle. Attentif à améliorer ses coûts de production, Lafarge ne cesse de redessiner son empire, en cédant des usines peu rentables, en reconstruisant les sites vieillissants et en supprimant des effectifs dans certaines unités. Cette politique ne peut que se pérenniser s'il veut afficher une rentabilité satisfaisante, critère impératif pour un groupe qui a près de 40 % d'actionnaires étrangers.

Martine Orange

## Les chemins de fer européens s'associent dans le téléphone

LES COMPAGNIES ferroviaires européennes ont mis en commun leurs réseaux de télécommunications, qui circulent le long des voies ferrées, pour pouvoir les offrir aux opérateurs intéressés par un réseau concurrent de celui des monopoles nationaux. Hermes Europe Railtel a reçu, vendredi 8 février, l'agrément de la Commission européenne qui devait se prononcer sur ce projet d'entente entre onze sociétés de chemins de fer européennes et la société américaine Global TeleSystems.

« Nous allons louer notre réseau aux opérateurs publics nationaux, à leurs concurrents privés, comme les sociétés de téléphonie mobile, ou aux alliances internationales, comme Atlas (alliance de France Télécom et Deutsche Telekom) ou Unisources », explique Peter Magnus, directeur financier de la nouvelle société basée à Bruxelles. Hermes Europe Railtel ne concurrencera pas directement les opérateurs de télécommunications sur leur propre territoire, puisqu'elle louera son réseau européen uniquement pour l'acheminement des communications dans un pays tiers.

Dans un contexte de développement des communications intra-européennes, le marché potentiel est pourtant important. « Nous tablons sur une très forte progression du trafic », explique Peter Magnus. Par ailleurs, Hermes Europe Railtel souligne

que, si elle est présentée un segment de marché qui « offre une valeur ajoutée relativement faible comparée à celle des opérateurs », elle sera « satisfaite de conquérir une part même modeste du marché des communications internationales qui représente aujourd'hui 18 milliards de dollars par an [90 milliards de francs] ».

### NOUVELLES RECETTES

Le cœur du marché est, bien entendu, l'exploitation et pas seulement le transport. Et les compagnies ferroviaires nationales, au premier rang desquelles figure la SNCF, ont bien l'intention de l'exploiter, chacune sur leur territoire. Les chemins de fer néerlandais ont déjà franchi le pas en lançant Telecom 2, qui, comme son nom l'indique, ambitionne de constituer une alternative à l'autre opérateur public.

En France, en dépit du gel des opérations de filialisation décidé après l'échec de la première version du contrat de plan de la SNCF, Télécom Développement, la branche télécommunications, prépare activement le démarrage de ses activités (Le Monde du 27 novembre 1995). Loïc le Floch-Prigent, le nouveau président de la SNCF, aurait déjà manifesté tout son intérêt pour cette activité susceptible de procurer de nouvelles recettes à son entreprise.

Christophe Jakubyszyn

## groupe Promodès

### Résultats consolidés

en millions de francs	Variation 95/94	1995	1994
CA HT	+ 6,2 %	100 576	94 681
Résultat d'exploitation	- 6,3 %	2 186	2 334
Résultat courant	+ 3,9 %	2 029	1 952
Résultat net global	+ 9,0 %	1 217	1 117
Net part du Groupe	+ 13,6 %	1 022	900
Résultat par titre	+ 13,1 %	57,1 F	50,5 F

A taux de change et à périmètre comparables, le chiffre d'affaires aurait augmenté de 6,6 %. Le résultat d'exploitation est en retrait, du fait des nouvelles mesures fiscales adoptées en France et de l'accélération du développement international. Ces dispositions fiscales adoptées dans la loi de finances rectificative amputent le résultat net part du Groupe de 108 millions de francs. L'autofinancement brut atteint 2 642 millions de francs et l'endettement financier du Groupe, y compris l'emprunt obligataire en cours de conversion, représente 57,1 % des capitaux propres. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 21 mai 1996 un dividende net de 12 francs par titre en progression de 14,3 % par rapport à l'exercice précédent.

PROMODES SUR INTERNET. <http://www.promodes.fr>



## Un personnel qualifié et des impôts peu élevés attirent les investisseurs en Irlande

Autour de l'aéroport international de Shannon s'est développée une zone industrielle de pointe

L'Irlande est l'un des pays européens où les entreprises étrangères s'implantent le plus volontiers. Celles-ci y ont créé cent mille emplois di-

rects et autant d'indirects. Comme en témoigne la région de Shannon, ce pays les séduit grâce à de bonnes relations entre l'industrie et la re-

cherche, un personnel bien formé, mais aussi un coût du travail et une imposition des bénéfices peu élevés.

**SHANNON**  
de notre envoyé spécial  
De l'énorme vitre du hangar de Shannon Aerospace, le visiteur aperçoit trois chevaux errant dans la double allée de l'entrée. Présence incongrue dans ce paysage *high tech* où tout n'est qu'ordre, hygiène et résultats. Le « public relation » de cette filiale commune de Lufthansa et de Swissair, qui s'occupe de l'entretien de la flotte d'une cinquantaine de compagnies aériennes, dont Air Liberté, soudain se braque : les poneys sont un cliché pour touristes, semble dire notre guide. On n'est pas là pour rire. Travail et discipline sont les deux mamelles de la richesse économique de la République d'Irlande en qui certains, à l'exemple sans doute de l'Asie du Sud-Est, voient déjà les germes d'un nouveau « dragon ».

« On parle anglais. Il existe une population jeune et disponible et les coûts salariaux sont bas »

Fort de ses huit cents employés, Shannon Aerospace est l'un des fleurons de la région de Shannon, bletée dans le sud-ouest de l'île d'Émeraude. Cette technopole groupe, autour de l'aéroport international, une zone industrielle accueillant une centaine d'entreprises de niveau international, une pépinière de petites entreprises de pointe (Innovation Center), une université de sciences et un « parc technologique » regroupant des laboratoires et un centre de re-

cherches. Créé en 1959, la Shannon Development, organisme chargé de vendre la région aux investisseurs étrangers, avait pour mission de reconvertir la zone de l'aéroport, escale de tous les vols transatlantiques menacés par une mise en service d'appareils long-courrier. Profitant de la « Special Relationship » entre l'Irlande et les Américains de souche irlandaise, la vallée de Shannon a d'abord attiré des firmes d'informatique du nord-est des États-Unis, en particulier de la Nouvelle-Angleterre, à la recherche d'une base européenne. A l'assomblage sur place de composants et de calculateurs fabriqués Outre-Atlantique pour être vendus dans le reste du continent européen, a rapidement succédé la production locale, encouragée par de généreux dégrèvements fiscaux. Les firmes européennes suivent alors très vite cet exemple et se transfèrent à leur tour avec armes et bagages dans le « Mid West » irlandais. Peu à peu, des cadres autochtones remplacent la direction étrangère.

Au début des années 80, Shannon devient la plaque tournante des vols d'Aeroflot à destination de l'Amérique du Nord et du Sud. Ce contrat va donner naissance au Shannon World Aviation Park, regroupant aujourd'hui une trentaine de grosses compagnies d'entretien et de fournitures d'équipement aérien. « L'Irlande fait partie de l'Union européenne. On y parle anglais. Il y existe une population jeune et disponible et les coûts salariaux sont bas », souligne Connor Hayes, directeur général de Jetphone, une joint venture entre British Telecom et France Télécom, spécialisée dans la téléphonie cellulaire à bord des avions. « Nous sommes gérés comme une société anonyme. Trois quarts de nos diplômés trouvent du travail à la sortie contre la moitié pour le reste du pays », John McGinn, directeur des affaires extérieures de l'univer-

sité de Limerick, est chargé de mettre en contact deux mondes qui traditionnellement s'ignorent : celui de la recherche et celui de l'industrie. Miroir de la nouvelle Ère, cet établissement de plus de huit mille étudiants est constamment tourné vers l'entreprise, louant ses restaurants, ses laboratoires, encourageant le monde des affaires à fréquenter ses installations sportives ou culturelles. Des sociétés privées patronnent les chaires professorales. Au cours de leurs quatre années d'études, les étudiants, qui suivent tous une filière spécialisée dans l'engineering, l'aéronautique, la biochimie ou les ordinateurs per-

### Un millier d'entreprises étrangères

Malgré ses 3,5 millions d'habitants, la République d'Irlande peut se targuer d'être l'une des destinations favorites des investisseurs étrangers, en particulier américains, en Europe. L'île verte compte un millier de compagnies étrangères, dont 435 originairement des États-Unis, 180 d'Allemagne, 165 de Grande-Bretagne et 40 de France (nombre d'employés français : 4 100). Ces investissements représentent au total 100 000 emplois directs et autant indirects. Ils se concentrent dans les secteurs de haute technologie comme l'informatique, l'électronique, l'engineering. Un tiers des ordinateurs personnels et 60 % des logiciels achetés en Europe sont fabriqués en Irlande du Sud.

Parmi les avantages offerts par les autorités figurent un taux de taxation des bénéfices des sociétés de 10 % (contre 35 % en Grande-Bretagne), des subventions sur les équipements, des aides à la formation et à l'implantation ainsi que des charges sociales réduites.

sonnels (PC), doivent passer un an au moins en stage d'entreprise. De plus, tout travail de recherche doit être transformé en application commerciale. Ainsi, même les adaptations au rock de ballades celtiques, mises au point par le département musical, sont vendues en CD dans le monde entier.

Paradoxalement, c'est peut-être l'absence d'une grande tradition industrielle qui est le meilleur atout du comté de Clare, qui englobe la zone de Shannon. « Les rapports sociaux sont plus simples, les syndicats

biologiques. Un lieu privilégié où le chômage et son corollaire, l'émigration, sont moins élevés qu'ailleurs. Mais Shannon a peut-être « mangé son pain blanc ». Confrontée aux dangers de l'émigration d'une économie à deux vitesses, la société de développement régionale veut installer désormais le sillon dans les zones urbaines les plus dévotées. Dans la ville, sans les poneys sauvages gris au crinier noir.

Marc Roche

## Le gouvernement indonésien nourrit des ambitions croissantes sur le marché aéronautique

La firme IPTN veut construire un jet de 130 places

**BANGKOK**  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Après avoir assisté au baptême de l'air du premier avion de ligne indonésien, le N-250, turbo-propulseur de cinquante à soixante-dix passagers, le président Suharto a soutenu un projet encore plus ambitieux : la construction du N-230, un moyen-courrier à réaction capable d'accueillir cent trente passagers et dont le coût est évalué à quelque 2 milliards de dollars. C'était en août dernier, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de l'Indonésie.

Depuis, l'idée a fait son chemin. Ministre de la recherche et de la technologie depuis dix-sept ans, l'architecte de ces projets, B. J. Habibie, a annoncé la création d'une société au capital de 400 millions de dollars chargée de produire le N-230 : cinquante-cinq nababs chinois participent à ce projet à hauteur de 50 %. Le baptême de l'air de l'appareil est prévu pour août 2003.

Depuis la création, en 1976 à Bandung, d'IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara), ses réalisations ont fait l'objet de plusieurs controverses. De ses ateliers sortent des hélicoptères sous licences française (Super-Puma) et américaine (Bell). L'entreprise fabrique également des éléments de F-16 américains et de missiles indonésiens Rapih. Elle coproduit depuis plusieurs années, avec l'espagnol Cesa, une version plus petite du N-250, le CN-235. Ces réalisations ont déjà coûté à l'État, en près de vingt ans, 1,6 milliard de dollars. Le CN-235 a du mal à percer sur un marché international concurrentiel. Sur un marché national capot, l'entreprise et la location de cet appareil de trente-cinq places sont jugés prohibitifs : pour avoir refusé d'en louer seize de plus, le directeur de la compagnie intérieure Merpati Nusantara a été limogé en octobre. La Banque mondiale avait estimé, dès 1993, à propos du CN-235, que même le marché domestique était « trop étroit pour générer des économies d'échelle nécessaires à une production aéronautique efficace ».

### DES CRÉDITS CONTESTÉS

Le N-250 représente un investissement de 650 millions de dollars. Malgré la forte concurrence, M. Habibie pense pouvoir le vendre : son seuil de rentabilité est fixé à deux cent cinquante-neuf unités et, affirme-t-il, cent quatre-vingt-douze commandes ont déjà été passées, essentiellement sur le marché national. En juin, il a annoncé la création d'une société mixte, au capital de

120 millions de dollars, dans laquelle IPTN détiendrait 40 % des parts, General Electric devrait en acquérir 10 %, pour assembler le N-250 en Alabama, ce qui devrait contribuer à l'obtention d'une certification, jugée impérative, aux États-Unis. Le ministre indonésien de la recherche estime que cet objectif devrait être atteint en 1997, au moment même où le N-250 sera commercialisé.

Il reste que cette volonté de doter l'Indonésie d'une industrie aéronautique est l'objet d'une controverse, même à Djakarta. Pour financer le N-250, l'État a dû lui attribuer 185 millions de dollars de crédits dérogés pour la reforestation, décision contestée par des mouvements écologistes, lesquels ont été déboutés par un tribunal en décembre 1994. IPTN intervient maintenant pour que ses appels bénéficient de crédits à l'exportation, ce à quoi s'oppose M. Muhammad, ministre des finances.

### « MÉRITES TIGRES »

Le débat sur le fond est tout aussi ouvert. Les uns disent que l'Indonésie, dont le revenu annuel par habitant reste inférieur à 3 000 francs français et dont la dette extérieure s'élève à 100 milliards de dollars, n'a pas les moyens, à ce stade de son développement, de se doter d'une industrie aéronautique performante car cette dernière se bâtit au prix d'une lourde ponction des dépenses publiques et moyennant une forte protection. Des indonésiens comme B. J. Habibie insistent sur la création d'industries de pointe, quel qu'en soit le prix, est le seul moyen de former du personnel hautement qualifié et d'aboutir à de véritables transferts de technologie. Sinon, poursuivent-ils, la division internationale du travail maintiendra les économies émergentes dans le statut de sous-traitants des sociétés industrialisées à haute technologie.

Dans l'immédiat, il reste à voir si les turbo-propulseurs et, le cas échéant, les jets indonésiens pourront se tailler une part dans un marché international monopolisé par quelques grands constructeurs occidentaux. La concurrence que se livrent déjà ceux qui détiennent le marché mondial invite, effectivement, au scepticisme. Encore plus que la limousine malaisienne Proton, l'aventure dans laquelle s'est lancée IPTN soulève donc un débat qui n'est pas près de se refermer, car les « bébés tigres » asiatiques comme l'Indonésie n'ont pas fini de tenter de s'insérer dans des marchés qui leur échappent encore nettement.

Jean-Claude Pomont

## Le décideur sur les sables mouvants

**PHILIPPE BAUMARD** appartient à cette nouvelle génération d'« intellectuels de la gestion », comme dit le professeur émérite Sylvain Wicam. Ancien élève de

Dauphine, maître de conférences à l'université Paris-Val-de-Marne, Philippe Baumard publie *Organisations déconcentrées* à Paris et chez un éditeur anglo-saxon. Cette publication simultanée honore l'université française.

Le thème de l'enquête est passionnant. Les entreprises se trouvent souvent dans le brouillard, elles n'arrivent plus à percevoir le bien-fondé de leur action ou les manœuvres stratégiques des concurrents. Des administrations et des entreprises publiques, dopées par des « overdoes » de cynisme, ne marchent plus qu'à l'aide d'expédients opportunistes.

Philippe Baumard dissèque les dérives dans lesquelles s'engouffrent ces organisations déconcentrées, qui regardent le présent et l'avenir avec un rétroviseur de pratiques routinières. Leur fantasme est celui d'un Eldorado de rentes juteuses, mais le principe de réalité des marchés est un juge sans

état d'âme. Les praticiens tireront un très grand profit des récents édits et décapants d'histoires d'organisations déconcentrées, Pechiney, Indosuez, Quantis, Indigo, une société française de renseignements...

Dieu merci ! Philippe Baumard sait aussi faire simple. Dans une excellente collection, peu connue — « Les Essentiels de gestion » —, il publie un petit livre, *Prospective d'usage des managers*. Ce titre modeste dissimule l'originalité de l'ouvrage : les démarches nouvelles, parfois d'avant-garde, des décideurs à la recherche d'une prospective stratégique.

La prospective technique et littéraire des technocrates ou d'essayistes économistes et sociologues en prend un sacré coup de vieux ! Les dirigeants et cadres d'entreprise, les apprentis des grands corps de l'État et l'Hôtel Matignon liront d'urgence ce livre d'heures du décideur post-moderniste condamné à camper sur des sables mouvants.

Jean-Gustave Padoleau

\* *Prospective d'usage du manager*, de Philippe Baumard, Paris 1995, Ed. L'Esprit, 230 p., 140 F.  
\* *Organisations déconcentrées*, de Philippe Baumard, Paris, Ed. Masson, 260 p., 230 F. En librairie début mars. Publié aux États-Unis chez Sage.

## SOPRA.

Services Informatiques :

**DANS LE CADRE DE STRATÉGIES CONCERTÉES, SOPRA PROJETTE DE REPRENDRE LA BRANCHE INGÉNIERIE DE SG2 ET D'OUVRIR SON CAPITAL AU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

SOPRA, société cotée en bourse au Second Marché et SG2, filiale de la Société Générale, annoncent leur volonté de faire aboutir dans les meilleurs délais, un projet qui s'articulerait autour d'une opération juridique et financière et d'un partenariat commercial.

La réalisation de ce projet comprend :

- d'une part, l'apport, à SOPRA, des titres des sociétés constituant la branche Ingénierie de SG2 en France et au Bénélux. Les activités d'infogérance et de Gérance de production resteraient intégrées dans le périmètre SG2.
- d'autre part, l'entrée minoritaire du Groupe Société Générale dans le capital de SOPRA, par l'intermédiaire de sa filiale GENINFO, holding de SG2.

Ce projet, soumis à conditions, fera l'objet, conformément aux dispositions légales, d'une consultation des instances représentatives du personnel des sociétés concernées et des Autorités de tutelle, et devra être soumis à l'approbation des Assemblées Générales convoquées avant le 30 juin 1996.

Si les conditions requises sont remplies, GENINFO entrera, directement pour 10 % et indirectement pour 6 %, au capital de SOPRA, dont Pierre Pasquier, Président de SOPRA et François Odin, Président de SOPRA G.M.T., contrôleront près de 60 % en capital. L'apport de la branche Ingénierie de SG2 serait constitué des sociétés SG2 Ingénierie et Intégration de Systèmes, E3S, SG2 Bénélux, qui représentent un effectif de 650 personnes dont 400 en région parisienne avec un chiffre d'affaires 1995 de 320 millions de francs. Il serait complété par des apports en numéraires. Les apports de titres et les apports en numéraires positionneraient le Groupe Société Générale à hauteur de 16 % dans le capital de SOPRA.

Ce projet s'inscrit dans les stratégies affichées par SOPRA et SG2. Le personnel et les clients concernés par cette opération bénéficieront du potentiel du nouveau pôle Ingénierie ainsi constitué, qui représente, dans ses composantes 1995, 1 200 millions de francs de chiffre d'affaires - dont plus de 100 millions de francs à l'International - 2 400 personnes et une palette complète de prestations.

SOPRA et SG2 entendent valoriser au mieux leurs complémentarités par des accords croisés de partenariat qui accompagneraient l'opération dans les domaines Ingénierie, Intégration de systèmes, Projets, Infogérance et Formation.

Dans le cadre de ce projet, SG2 pourrait ainsi accélérer son développement dans les Services à valeur ajoutée technologique tout en s'appuyant sur un partenaire reconnu sur le marché pour les prestations d'Ingénierie et d'Intégration de systèmes qui complèteraient ses offres.

Pour SOPRA, l'opération projetée renforcerait sa démarche de croissance sur le marché de l'Ingénierie parisienne, son réseau d'agences en province et son développement à l'International. Elle augmenterait simultanément ses fonds propres et confirme l'arrivée annoncée d'un actionnaire de référence à son capital.

Ainsi, SOPRA et SG2, activant les synergies possibles et se positionnant au-delà des tailles critiques requises, se doteraient d'atouts significatifs face à un marché concurrentiel où chaque entreprise doit viser aujourd'hui la spécialisation et les toutes premières places.

Les comptes annuels 1995 du Groupe SOPRA seront rendus publics le 18 mars prochain.

Société Anonyme au capital de 81 288 000 Francs  
RCS Annecy B 326 620 065  
Siège social : PAE Les Claisins - 74 940 ANNECY-LE-VIEUX



## La semaine s'annonce dangereuse sur les marchés après le vendredi noir de Wall Street

La Bourse de Paris perdait 1,57 % lundi à l'ouverture

La violente secousse qui a ébranlé les marchés financiers vendredi s'est répétée lundi matin sur les places asiatiques. Les Bourses de Hong-

kong, Taïwan et Tokyo ont perdu respectivement 8 %, 2 % et 1,8 %. Sur les marchés à terme, les taux d'intérêt des obligations américaines

ont continué à monter lundi jusqu'à 6,82 % devant la crainte de la surchauffe économique et de l'inflation aux États-Unis.

APRÈS la journée noire de vendredi (Le Monde daté 10-11 mars), les investisseurs vont devoir faire preuve de sang-froid au cours d'une semaine qui s'annonce agitée. Lundi 11 mars, les Bourses asiatiques étaient en forte baisse, affectées également par la tension croissante entre la Chine et Taïwan. Hongkong a perdu 8 %, Singapour 3,6 %, Taïwan 2 % et Tokyo 1,8 %. Paris entamait la journée sur un repli de 1,57 %.

Les places financières semblent particulièrement vulnérables à toute mauvaise nouvelle. Les chiffres sur l'inflation et la production industrielle aux États-Unis en février, qui vont être publiés respectivement jeudi et vendredi vont avoir une importance considérable.

Les analystes attendent de savoir s'ils vont confirmer le chiffre record de 705 000 créations d'emplois aux États-Unis en février, le plus élevé depuis septembre 1983. C'est cette statistique qui a mis le feu aux poudres vendredi. Wall Street a perdu plus de 3 %, sa plus forte baisse en une séance depuis novembre 1991. Le marché obligataire, qui redoute la surchauffe et l'inflation, a vu ses espérances d'une nouvelle baisse des taux directs de la Réserve fédérale s'évanouir. Le rendement des obligations américaines à 30 ans a fait un bond de 6,46 %, à 6,70 %. Lundi 11 mars dans la matinée, il continuait à



grimper jusqu'à 6,82 %. Les marchés et les investisseurs vont devoir s'adapter, et vite, à ce qui semble être une nouvelle réalité économique. « L'annonce de la création de 705 000 emplois en février a au moins le mérite de lever une incertitude majeure : le ralentissement de la croissance écono-

mique aux États-Unis est bien terminée, au moins pour le moment », explique la banque Salomon Brothers. Ce qui signifie qu'une nouvelle baisse de ses taux par la Réserve fédérale n'est plus du tout d'actualité.

La question importante pour les marchés consiste aujourd'hui à savoir si l'expansion américaine retrouvée entraînera une poussée inflationniste. C'est la crainte, justifiée ou non, de la hausse des prix qui a entraîné le marché obligataire américain et à sa suite les autres marchés de taux longs à la baisse (les obligations baissent quand les taux montent). Le rendement des obligations américaines était déjà remonté depuis le début de l'année de 6 % à 6,46 % avant de s'envoler vendredi.

PRELUDE

La peur de l'inflation a été amplifiée et rétrospectivement justifiée par les chiffres du chômage américain. Mais correspond-elle à la réalité économique ? « Une hausse de l'inflation semble peu probable dans l'immédiat. La Réserve fédérale n'a pas mené une politique monétaire expansionniste, la consommation ne dérape pas et la hausse du dollar devrait contribuer à limiter la hausse des prix », estime Salomon Brothers. La banque s'inquiète pourtant des conséquences sur Wall Street de la remontée des taux. Après avoir gé-

gné 53 % en seize mois, en profitant d'un scénario idéal de baisse des taux et de hausse spectaculaire des profits des entreprises, la Bourse de New York semble très vulnérable. Elle a même cédé à la panique vendredi au cours des deux dernières heures de cotation. Wall Street pourrait se trouver confronté à un environnement devenu totalement défavorable avec, d'un côté, une hausse, déjà bien entamée, des taux à long terme et, de l'autre, une stagnation ou même une baisse de la rentabilité des entreprises. Dans cette hypothèse, la correction de vendredi serait le prélude à un mouvement de plus grande ampleur.

« Les investisseurs vont réaliser rapidement que la hausse des taux va affecter les résultats des entreprises et donc le marché des actions », explique Peter Van Dyke de T. Rowe Price Associates. Le krach d'octobre 1987 était directement lié à une remontée des taux à long terme. Le mois précédent le lundi 19 octobre 1987, le rendement des obligations américaines était passé de 8,6 % à 10,2 %.

Il y a un autre facteur à ne pas négliger : avec la hausse des taux obligataires, les actions deviennent en comparaison de moins en moins attractives.

Rafin, la semaine qui commence va également servir de test sur le sang-froid des millions d'épargnants qui se sont précipités sur les actions au cours des derniers mois. Les gérants de fonds de placement attendent avec inquiétude une éventuelle vague de retrait.

Eric Leser  
(avec l'agence Bloomberg)

## Bernard Yoncourt prend les rênes du CIC afin de préparer sa privatisation

LUNDI 11 MARS, à 15 heures, Bernard Yoncourt devient le nouveau président de l'Union européenne de CIC, en remplacement de Jean-Pierre Aubert. Alors que son mandat d'administrateur venait à échéance le 20 mars seulement, M. Aubert avait souhaité décaler l'échéance en convoquant un conseil d'administration extraordinaire.

Il laisse à son successeur un groupe en voie de rétablissement. Dans son intervention au conseil d'administration du 23 février, date de son non-renouvellement, adressée à l'ensemble des cadres du CIC, M. Aubert a rappelé les principaux atouts du groupe bancaire de 22 000 personnes (11 banques régionales) qu'il dirigeait depuis 1992. Il soulignait : la progression de 7 % environ du résultat brut d'exploitation ; celle de 40 % du résultat net consolidé par le groupe à 640 millions de francs ; l'amélioration de la rentabilité, de 3,1 % en 1993 à 6,3 % en 1994 ; et surtout la cession, en 1993, de la filiale immobilière UIC

au GAN, sans laquelle le groupe bancaire n'aurait eu aucune chance de se redresser.

C'est cet ensemble que M. Yoncourt va avoir la responsabilité de privatiser dans un délai rapproché. Le conseil d'administration du 14 décembre avait demandé à Jean-Jacques Bonnaud, président du GAN, et propriétaire à 92,8 % du groupe bancaire, d'examiner les conditions de l'ouverture du capital du CIC pour lui permettre de dégager les moyens nécessaires à son désendettement (quelque 18 milliards de francs) et à son redressement (5,3 milliards de francs de pertes en 1994).

Aujourd'hui, il est clair que l'Etat, actionnaire du GAN, n'a pas les moyens de venir au secours de l'assureur à qui il a déjà apporté 2,8 milliards de francs. Il n'a pas non plus le temps d'attendre la solution, caressée par l'Etat-major du groupe d'assurances, de réunir un tour de table composé d'investisseurs étrangers. L'heure est de plus en plus à une privatisation totale,

dont le signal de départ a été donné le 5 février, avec la désignation de la banque-conseil du gouvernement. Dans une note adressée à Jean-Jacques Bonnaud, président du GAN, la banque J-P Morgan estime entre 13 et 14 milliards de francs la valeur du groupe bancaire. C'est de la totalité de cette cession dont le GAN a besoin.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OU INP

Ainsi, M. Bonnaud voit s'éloigner la perspective de conserver la majorité du capital du groupe bancaire. Il est possible qu'il ne puisse même pas conserver une part minoritaire du CIC et préserver ainsi ses activités d'assurance-vie au travers de la filiale commune Socapal. Le programme de cession de 4,8 milliards de francs sur trois ans d'actifs non stratégiques et la vente de 7 à 8 milliards de francs du portefeuille de crédits de sa filiale UIC, qu'il avait annoncé à l'automne, a certes été renforcé. Fin novembre, la compagnie d'assurances a cédé pour 780 millions de francs les 65,7 % de la compagnie financière Jean-Paul Elkann (CEJPE). Par ailleurs, elle a demandé à Kleinwort Benson d'évaluer la valeur de sa participation dans la banque Transatlantique. Les éventuels repreneurs du CIC existent. La Société générale semble de loin la plus avancée dans sa réflexion. Marc Vénot, qui n'a jamais caché qu'il regarderait le dossier si le CIC était à vendre, verrait la opportunité de renforcer son réseau. La banque serait prête à gérer les deux enseignes en France. En revanche, les activités internationales de la Générale pourraient être mises au service des deux entités, en filialisant éventuellement cette activité.

La prise de contrôle du CIC par la Générale porterait un sérieux coup à la BNP qui regarde également le dossier. Elle porterait, dans l'hypothèse où la totalité du capital serait cédée, un coup encore plus sérieux au GAN. Requinquée grâce à la dizaine de milliards de francs provenant du CIC, la compagnie d'assurances n'en sera pas moins dans une situation financière précaire, puisque le dossier de l'UIC est loin d'être réglé. Elle souffrirait également d'un problème de taille face à l'UAP et aux ACF. Le GAN est donc pratiquement condamné à être vendu dans la foulée de la cession du CIC.

Bobette Stern

## ICL cède son activité de fabrication d'ordinateurs à Fujitsu

LE CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE britannique ICL cède son activité de fabrication d'ordinateurs à son principal actionnaire, Fujitsu, qui détient 84,4 % de son capital. Le groupe japonais injectera 1,6 milliard de francs dans l'opération. Après avoir enregistré une perte de 248 millions de francs en 1995, à laquelle s'ajoute 1,2 milliard de francs de charges exceptionnelles, ICL a décidé de se recentrer sur son activité services et intégration de systèmes qui a dégagé 208 millions de francs de bénéfice l'an dernier.

Avec ce rachat, Fujitsu confirme sa stratégie agressive en Europe. Très présent dans le segment grand public, le constructeur japonais compte gagner des points sur le Vieux Continent, où il est pour l'instant un acteur marginal, en renforçant sa clientèle professionnelle - justement celle d'ICL.

LIBYE : Tripoli a menacé, samedi 9 mars, de remettre en question sa coopération avec des entreprises françaises, à la suite de propos du ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, citant la Libye parmi les pays qui « posent problème » sur le plan du terrorisme. Le Parlement libyen a décidé de « convoquer les représentants en Libye des firmes françaises pour leur signifier que ces déclarations racistes vont pousser Tripoli à reconsidérer un gigantesque projet gazier que devaient exécuter des compagnies françaises », selon la télévision. De telles déclarations « pourraient même conduire au report de ce projet », a ajouté un responsable libyen non identifié.

ADIDAS : Jacques Vergès a été désigné comme avocat par d'anciens actionnaires de Bernard Tapie Finance (BTF) regroupés au sein d'une association de défense. Ils estiment avoir été floués d'une partie de la plus-value réalisée par le Crédit lyonnais lors de la vente d'Adidas, qui appartenait au groupe BTF jusqu'en février 1993. Dans un entretien publié par Le Journal du dimanche du 10 mars, M. Vergès précise qu'il va demander 1,5 milliard de francs à la banque publique. Une annonce qui intervient après une procédure engagée auprès du tribunal de commerce de Paris par les liquidateurs du groupe Tapie, qui réclament 2,5 milliards de francs au Lyonnais.

COMMERZBANK : la troisième banque privée allemande n'a pas payé d'impôts sur plusieurs centaines de millions de deutschemarks et a fait de fausses déclarations au fisc depuis plus d'une dizaine d'années, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel du lundi 11 mars. Selon le magazine, qui cite des enquêteurs chargés d'examiner des documents saisis récemment au siège de la Commerzbank, la banque de Francfort a même, pour la seule année 1988, minoré ses revenus de 700 millions de deutschemarks (2,3 milliards de francs) au moyen d'une présentation comptable astucieuse.

FOKKER : la cessation de paiement décrétée le 23 janvier pour trois divisions de l'avionneur néerlandais Fokker a été levée, mardi 5 mars, pour l'un d'entre eux, Fokker Aviation, c'est-à-dire les bureaux d'études et de développement de l'entreprise, a-t-on appris, samedi 9 mars, au tribunal d'Amsterdam. Le juge des faillites a levé la mesure pour permettre le redémarrage éventuel de Fokker, quelle que soit la forme que prendra alors la société, a indiqué le porte-parole de l'entreprise, Léo Steijn.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la banque devrait enregistrer en 1995 un résultat net « du même ordre de grandeur que celui de 1994, qui s'élevait à 3,8 milliards de francs », affirme son président Marc Vénot dans un entretien publié par Le Figaro du lundi 11 mars. « Il n'y a pas de progression, mais un résultat stabilisé à ce niveau doit se comparer favorablement à ceux de nos principaux confrères », a ajouté M. Vénot.

Choisir son institut d'études politiques

### Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mars 1996 / n° 235

## FORMER DES CITOYENS

- L'Unesco sermonne les gouvernants
- Comment les sectes endoctrinent les enfants

35 F

PALMARÈS DES PRÉPAS SCIENCES LETTRES

DE L'ÉDUCATION

## L'effort récompensé

Vous la conquête d'une langue

Vivre une ou plusieurs semaines à Oxford, Bristol, Cambridge, Dublin ou Heidelberg... suivre un enseignement rigoureux, exigeant, ciblé sur les besoins professionnels, universitaires, scolaires. L'effort est constant... les progrès probants.

Pour des informations sur les stages d'anglais ou d'allemand, contactez : 21, rue Théophraste Renaudot, 75015 Paris Tél. 1 44 19 66 66

Lille: 20 40 28 38 Lyon: 78 34 60 74

Bordeaux: 56 55 28 12 Toulouse: 62 20 09 40

Head Office, Bessy Lane, Oxford OX2 0EY, England.

O I S E

INTENSIVE LANGUAGE SCHOOLS



**CAC 40**  
**PARIS**

**-2,19%**  
**CAC 40 :**  
**1932,29**

[illegible][illegible]

1	Philips Morris	123	195	46	11,27
2	Philips N.V.	199	199	46	21,23
3	Placer Dome Inc.	542	481	1,39	0,84
4	Procter & Gamble	435,70	436	0,06	0,23
5	Quintus	200	215,50	1,55	30,39
6	Rhone-Poulenc	325	312,60	1,61	22,01
7	Rhone-Poul. Rover	704	690	1,10	0,72
8	Royal Dutch	41,30	42,90	1,41	2,52
9	R.T.T.	24,25	229	440	13,66
10	Saga Enterprises	326	39	4,67	4,64
11	Saint-Helena	41	39	0,98	7,98
12	Schneider	380	355,20	1,99	9,86
13	Schneider	64,30	1,48	0,96	0,96
14	SGS Thomson Micro	270	260	0,89	0,78
15	Shell Transport	251,0	273,0	1,42	3,64
16	Siemens	300	298	0,64	1,38
17	Sony Corp.	64,30	72,00	2,96	12,11
18	Sumitomo Bank	93,16	—	—	0,68
19	T.D.K.	325	390,00	1,60	20,21
20	T.B.F.	61,80	81	0,75	6,02
21	Toshiba	363,90	368,00	0,60	1,97
22	Unilever	676	594	1,02	14,63
23	United Technol.	676,80	689	1,67	46,10
24	Valeo	1846	1817	1,58	11,26
25	Valeo A&G	107,10	104,40	2,52	6,25
26	Valeo (lasted)	107,10	104,40	2,52	51,59
27	Western Deep	110,00	113,50	2,43	11,27
28	Yamauchi	3,95	3,95	5,63	49,64
29	Zenith Copper	—	—	—	—
30	—	—	—	—	—
31	—	—	—	—	—
32	—	—	—	—	—
33	—	—	—	—	—
34	—	—	—	—	—
35	—	—	—	—	—
36	—	—	—	—	—
37	—	—	—	—	—
38	—	—	—	—	—
39	—	—	—	—	—
40	—	—	—	—	—
41	—	—	—	—	—
42	—	—	—	—	—
43	—	—	—	—	—
44	—	—	—	—	—
45	—	—	—	—	—
46	—	—	—	—	—
47	—	—	—	—	—
48	—	—	—	—	—
49	—	—	—	—	—
50	—	—	—	—	—
51	—	—	—	—	—
52	—	—	—	—	—
53	—	—	—	—	—
54	—	—	—	—	—
55	—	—	—	—	—
56	—	—	—	—	—
57	—	—	—	—	—
58	—	—	—	—	—
59	—	—	—	—	—
60	—	—	—	—	—
61	—	—	—	—	—
62	—	—	—	—	—
63	—	—	—	—	—
64	—	—	—	—	—
65	—	—	—	—	—
66	—	—	—	—	—
67	—	—	—	—	—
68	—	—	—	—	—
69	—	—	—	—	—
70	—	—	—	—	—
71	—	—	—	—	—
72	—	—	—	—	—
73	—	—	—	—	—
74	—	—	—	—	—
75	—	—	—	—	—
76	—	—	—	—	—
77	—	—	—	—	—
78	—	—	—	—	—
79	—	—	—	—	—
80	—	—	—	—	—
81	—	—	—	—	—
82	—	—	—	—	—
83	—	—	—	—	—
84	—	—	—	—	—
85	—	—	—	—	—
86	—	—	—	—	—

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

31/2 (17)

31/2 (18)

31/2 (19)

31/2 (20)

31/2 (21)

31/2 (22)

31/2 (23)

31/2 (24)

31/2 (25)

31/2 (26)

31/2 (27)

31/2 (28)

31/2 (29)

31/2 (30)

31/2 (31)

31/2 (32)

31/2 (33)

31/2 (34)

31/2 (35)

31/2 (36)

31/2 (37)

31/2 (38)

31/2 (39)

31/2 (40)

31/2 (41)

31/2 (42)

31/2 (43)

31/2 (44)

31/2 (45)

31/2 (46)

31/2 (47)

31/2 (48)

31/2 (49)

31/2 (50)

31/2 (51)

31/2 (52)

31/2 (53)

31/2 (54)

31/2 (55)

31/2 (56)

31/2 (57)

31/2 (58)

31/2 (59)

31/2 (60)

31/2 (61)

31/2 (62)

31/2 (63)

31/2 (64)

31/2 (65)

31/2 (66)

31/2 (67)

31/2 (68)

31/2 (69)

31/2 (70)

31/2 (71)

31/2 (72)

31/2 (73)

31/2 (74)

31/2 (75)

31/2 (76)

31/2 (77)

31/2 (78)

31/2 (79)

31/2 (80)

31/2 (81)

31/2 (82)

31/2 (83)

31/2 (84)

31/2 (85)

31/2 (86)

variation

31/2 (1)

31/2 (2)

31/2 (3)

31/2 (4)

31/2 (5)

31/2 (6)

31/2 (7)

31/2 (8)

31/2 (9)

31/2 (10)

31/2 (11)

31/2 (12)

31/2 (13)

31/2 (14)

31/2 (15)

31/2 (16)

<

OAT 8.5  
OAT 9.5  
OAT 10

at 12h31

125.35-39.91	110.13	8,179.4	Cambridge	945
39.92-49.99	106.50	3,747	Carbone Lorraine	616
50.00-59.99	115.58	7,576	CBC	300
60.00-69.99	111.58	5,390	Centennial Housing	355
70.00-79.99	117.58	2,553	Caragen Hotel	20,115
80.00-89.99	111.25	3,273	Chapman (N)	14,520
90.00-99.99	111.42	7,353	CLC, Ltd./AMCIP	379,230
100.00-109.99	109.61	4,984	CLT, Ltd./AM, (R)	21,85
110.00-119.99			Con Lynn Allen	352
120.00-129.99			Concorde-Air Nalg	790
130.00-139.99			Copa Veitland ex CWP	13
140.00-149.99			Credit Can Ltd.	30
150.00-159.99			Darby	480
160.00-169.99			Dixons Boston	679
170.00-179.99			Eau Basin Vichy	4220
180.00-189.99			Ech	770
190.00-199.99			Em Mag, Paris	1,620
200.00-209.99			Erindian Beghin CI	162
210.00-219.99			Fidel	35
220.00-229.99			Fideler	570
230.00-239.99			F.I.P.P.	100,520
240.00-249.99			Fondatrice (Cti)	489

025	La Tropicana	114	114	Soflo
026	Immoblogue	700	700	Software Asia Inc.
027	Immobiliare	6450	6300	Soflari
2035	ImmoRealiste	1900	1800	Sondair Autogate
2035	Invest. Dev. Co.	2400	2385	Sorabell
1535	Life Sciences	410	410	Talbridge
833	Licofandier	180	120	Tanaka
143	Locomir	90	90	Tec
100	Luck	169	169	Teco
100	Macrop	423	423	Vern
100	Major Deploy	13	13	Vicor
100	Morir	67.05	67.05	
480	Navigation (Wig)	318	318	
480	Palau-Marine	280	280	
020	Pap. Caisneff (Ny)	1280	1260	
020	Parinance	288	288	
1010	Park Orleans	384	379	
1010	Piper Industries	1429	1410	
1010	Piercher	210	210	
1010	Protonics (CO)	399	399	
1010	PSC Industries	578	578	
1010	Rochester Com.	212	208	

67,20	67,20	Optique Optical	45,10	45,76
3860	3890	Otomotronics Plc.	175,10	179
1000	1000	Radiocore	372,40	365,60
340,10	339,70	Resound N.V.	142	139,90
490	492,00	Robinson	399	399
381	381	Solvay SA	2500	2500
177,50	178			
495	498			
125	131			

---

**ABRÉVIATIONS**

B = Boudesdelle; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
 Nly = Nancy; Nt = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
 catégorie 3; W coupon détaché; @ droit de suite;  
 o = offert; d demandé; † offre réduite;  
 ‡ demande réduite; \* converti d'annuité.

Cent  
CFP  
Cha

à 12h31

Infrastruc.Tele-CAT	345,30	336,90	Finacor	630
Infra.Tele.TSA	295,10	295	Platin	439
de la Bré	347,20	347	Proclix	611
de la Bré	446	446	Cartier France II	81
de la Bré	446	446	CD 2000	318
de la Bré	446	446	CIJ Industries	90
de la Bré	446	446	CIJ SA	262,50
de la Bré	446	446	Grandopix-Photo II	187
de la Bré	446	446	Geo Capital II	195
de la Bré	446	446	Kindly II	188
de la Bré	446	446	Le Ly	340
de la Bré	446	446	Hermes Internat. II	1169
de la Bré	446	446	Harel Dupuis	508
de la Bré	446	446	ICBT Group	181
de la Bré	446	446	LCC	71,50
de la Bré	446	446	Immo.Hotel II	39,70
de la Bré	446	446	Instalux II	505
de la Bré	446	446	Int. Computer II	147,30
de la Bré	446	446	Invest-Paris	70
de la Bré	446	446	IPM	

1981	Monneron, Joëlle L/y	#	69	1981	Theriot, Paula L/y	#	10
1982	Nat-Haf #		67,50	1982	Troncy, Cécile L/y	#	10
1983	Norbert Dénantes #		740	1983	Ungl		
1984	N.S.C. (Navy) #		900	1984	Union Fin.France		
1985	O.C.F. Omis Cds.Fin	#	900	1985	Univ.Credit(Banque)		
1986	Ones #		907	1986	Viel et Cie #		
1987	Paul Prodoux #		173,80	1987	Vieuchet et Cie #		
1988	P.C.F. #		19	1988	Witbar		
1989	Reich Boy #		117,50				
1990	Recher		1071				
1991	Roujeauet Cds (N)	#	308,10				
1992	Sadral #		560				
1993	Sauzet (Cedim) L/y	#	200				
1994	Seydel (Indus. L.)	#	1096				
1995	Sicommis #		1310				
1996	Soulaud-Guilhem		457				
1997	Souderier #		77,45				
1998	Soulier #		221,30				
1999	Sorlin		280				
2000	Siparac (L/y) #		90,20				
2001	Smoky (L/y) #		700				

97	97	B.A.C.	•	102	
100	100	CYPE	•	131	131
520	525	Confédération Occidentale	•	45,75	45,75
127/40	127/40	Muzon	•	1000	1000
144	144	Nobel	•	298	195,60
435	435	Sté lecteurs du Monde	•	201	201
680	680				

---

### ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
 N = Nancy; NS = Nantes.

### SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cuisson - sans indication  
 catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon  
 détaché; ● droit détaché; ○ = offert;  
 d = demandé; † offre réduite; ‡ demande  
 réduite; \* contrat d'animation.

1  
 2  
 3

ars

Crédit Mut. Ep. 1997	20,180.2	64,938.2	Union Association	110,069.5
Crédit Mut. Ep. 1998	17,175.3	115,450.9	Union Institution	436,941.7
Crédit Mut. Ep. Monde	111,032.2	109,352.5	Unipol	84,727.2
Crédit Mut. Ep. Quatre	18,840.2	139,836.0	Unipol Europe	26,701.5
Direc	13,916.0	139,836.0	L'orient	64,727.2
Direct	13,916.0	139,836.0	Liberté Bourne	26,701.5
Equipar	320.9	172,327.7	Life Portland	84,727.2
Eur. Adm. Act. 1997	12,045.4	24,045.4	Life Trust	84,727.2
Eur. Adm. Act. 1998	12,045.4	104,541.5	Messier CCI	163,709.5
Eur. Adm. Act. 1999	79,234.36	79,880.80	MonDien	85,444.4
Eur. Agence 1997	28,711.0	27,787.29	MonDien	101,858.9
Eur. Agence 1998	17,928.47	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Agence 1999	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 1997	17,928.47	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 1998	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 1999	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2000	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2001	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2002	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2003	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2004	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2005	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2006	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2007	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2008	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2009	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2010	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2011	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2012	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2013	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2014	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2015	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2016	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2017	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2018	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2019	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2020	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2021	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2022	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2023	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2024	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2025	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2026	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2027	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2028	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2029	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2030	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2031	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2032	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2033	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2034	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2035	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2036	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2037	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2038	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2039	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2040	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2041	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2042	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2043	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2044	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2045	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2046	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2047	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2048	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2049	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2050	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2051	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2052	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2053	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2054	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2055	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2056	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2057	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2058	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2059	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2060	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2061	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2062	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2063	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2064	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2065	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2066	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2067	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2068	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2069	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2070	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2071	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2072	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2073	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2074	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2075	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2076	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2077	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2078	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2079	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2080	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2081	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2082	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2083	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2084	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2085	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2086	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2087	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2088	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2089	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2090	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2091	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2092	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2093	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2094	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2095	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2096	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2097	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2098	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2099	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2100	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2101	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2102	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2103	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2104	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2105	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2106	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2107	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2108	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2109	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2110	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2111	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2112	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2113	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2114	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2115	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2116	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2117	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2118	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2119	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2120	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2121	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2122	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2123	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2124	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2125	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2126	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2127	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2128	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2129	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2130	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2131	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2132	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2133	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2134	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2135	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2136	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2137	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2138	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2139	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2140	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2141	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2142	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2143	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2144	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2145	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2146	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2147	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2148	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2149	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2150	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2151	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2152	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2153	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2154	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2155	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2156	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2157	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2158	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2159	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2160	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2161	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2162	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2163	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2164	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2165	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2166	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2167	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
Eur. Investement 2168	12,045.4	124,011.0	MonDien	111,858.9
E				

[illegible]

309,33	304,27
1325,01	1328,44
1752,24	1709,67
2351,80	2345,31
901,67	886,99
1758,52	1760,87
1556,43	1555,81
899,78	899,07
835,24	864,77
1748,59	1758,28
1025,29	1019,54
17001,62	17001,302
253395,04	253395,04
3276,98	3287,85
120,32	120,32
248,16	248,16
645,16	645,16
165,91	165,91
1354,50	1354,50
250,79	250,79
1597,44	1597,44
277,84	277,84
181,05	179,63
217,16	217,16
2381,77	2381,77
5421,07	5421,07
280,26	280,26

\* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

**SYMBOLES**  
 ♦ cours du Jour; ♦ cours précédent.

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT**  
**3615 LEMONDE**

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

**LUNDI 11 MARS**

BAC	0,02	0,02
CEPE	131	131

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon  
détaché; ● droit détaché; o = offert;  
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande

réduite; \* contrat d'animation.

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

[illegible]

107  
 108  
 109  
 110  
 111  
 112  
 113  
 114  
 115  
 116  
 117  
 118  
 119  
 120  
 121  
 122  
 123  
 124  
 125  
 126  
 127  
 128  
 129  
 130  
 131  
 132  
 133  
 134  
 135  
 136  
 137  
 138  
 139  
 140  
 141  
 142  
 143  
 144  
 145  
 146  
 147  
 148  
 149  
 150  
 151  
 152  
 153  
 154  
 155  
 156  
 157  
 158  
 159  
 160  
 161  
 162  
 163  
 164  
 165  
 166  
 167  
 168  
 169  
 170  
 171  
 172  
 173  
 174  
 175  
 176  
 177  
 178  
 179  
 180  
 181  
 182  
 183  
 184  
 185  
 186  
 187  
 188  
 189  
 190  
 191  
 192  
 193  
 194  
 195  
 196  
 197  
 198  
 199  
 200  
 201  
 202  
 203  
 204  
 205  
 206  
 207  
 208  
 209  
 210  
 211  
 212  
 213  
 214  
 215  
 216  
 217  
 218  
 219  
 220  
 221  
 222  
 223  
 224  
 225  
 226  
 227  
 228  
 229  
 230  
 231  
 232  
 233  
 234  
 235  
 236  
 237  
 238  
 239  
 240  
 241  
 242  
 243  
 244  
 245  
 246  
 247  
 248  
 249  
 250  
 251  
 252  
 253  
 254  
 255  
 256  
 257  
 258  
 259  
 260  
 261  
 262  
 263  
 264  
 265  
 266  
 267  
 268  
 269  
 270  
 271  
 272  
 273  
 274  
 275  
 276  
 277  
 278  
 279  
 280  
 281  
 282  
 283  
 284  
 285  
 286  
 287  
 288  
 289  
 290  
 291  
 292  
 293  
 294  
 295  
 296  
 297  
 298  
 299  
 300  
 301  
 302  
 303  
 304  
 305  
 306  
 307  
 308  
 309  
 310  
 311  
 312  
 313  
 314  
 315  
 316  
 317  
 318  
 319  
 320  
 321  
 322  
 323  
 324  
 325  
 326  
 327  
 328  
 329  
 330  
 331  
 332  
 333  
 334  
 335  
 336  
 337  
 338  
 339  
 340  
 341  
 342  
 343  
 344  
 345  
 346  
 347  
 348  
 349  
 350  
 351  
 352  
 353  
 354  
 355  
 356  
 357  
 358  
 359  
 360  
 361  
 362  
 363  
 364  
 365  
 366  
 367  
 368  
 369  
 370  
 371  
 372  
 373  
 374  
 375  
 376  
 377  
 378  
 379  
 380  
 381  
 382  
 383  
 384  
 385  
 386  
 387  
 388  
 389  
 390  
 391  
 392  
 393  
 394  
 395  
 396  
 397  
 398  
 399  
 400  
 401  
 402  
 403  
 404  
 405  
 406  
 407  
 408  
 409  
 410  
 411  
 412  
 413  
 414  
 415  
 416  
 417  
 418  
 419  
 420  
 421  
 422  
 423  
 424  
 425  
 426  
 427  
 428  
 429  
 430  
 431  
 432  
 433  
 434  
 435  
 436  
 437  
 438  
 439  
 440  
 441  
 442  
 443  
 444  
 445  
 446  
 447  
 448  
 449  
 450  
 451  
 452  
 453  
 454  
 455  
 456  
 457  
 458  
 459  
 460  
 461  
 462  
 463  
 464  
 465  
 466  
 467  
 468  
 469  
 470  
 471  
 472  
 473  
 474  
 475  
 476  
 477  
 478  
 479  
 480  
 481  
 482  
 483  
 484  
 485  
 486  
 487  
 488  
 489  
 490  
 491  
 492  
 493  
 494  
 495  
 496  
 497  
 498  
 499  
 500  
 501  
 502  
 503  
 504  
 505  
 506  
 507  
 508  
 509  
 510  
 511  
 512  
 513  
 514  
 515  
 516  
 517  
 518  
 519  
 520  
 521  
 522  
 523  
 524  
 525  
 526  
 527  
 528  
 529  
 530  
 531  
 532  
 533  
 534  
 535  
 536  
 537  
 538  
 539  
 540  
 541  
 542  
 543  
 544  
 545  
 546  
 547  
 548  
 549  
 550  
 551  
 552  
 553  
 554  
 555  
 556  
 557  
 558  
 559  
 560  
 561  
 562  
 563  
 564  
 565  
 566  
 567  
 568  
 569  
 570  
 571  
 572  
 573  
 574  
 575  
 576  
 577  
 578  
 579  
 580  
 581  
 582  
 583  
 584  
 585  
 586  
 587  
 588  
 589  
 590  
 591  
 592  
 593  
 594  
 595  
 596  
 597  
 598  
 599  
 600  
 601  
 602  
 603  
 604  
 605  
 606  
 607  
 608  
 609  
 610  
 611  
 612  
 613  
 614  
 615  
 616  
 617  
 618

0.87  
6.71  
1.28  
5.44  
9.62

\* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

→ cours du jour; ← cours précédent.

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT**

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

\_\_\_\_\_

... ..

100

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100

1000

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**VICTOIRE** Vingt-quatre ans après Jean-Noël Augert, Sébastien Amiez a gagné, dimanche 10 mars, la Coupe du monde de slalom. Deuxième de la dernière course de la saison, rempor-

tée par l'Autrichien Thomas Sykora, le Français n'a pas été rattrapé par l'Italien Alberto Tomba qui a terminé quatrième. ● LA RÉGULARITÉ est à l'origine de la victoire de Sébastien

Amiez. Le Français n'est jamais « sorti » au cours des neuf épreuves de la Coupe du monde tandis que Tomba a été disqualifié trois fois. Vainqueur à Veysonnaz, Amiez a oscillé entre la

deuxième et la cinquième place, sauf à Sestrières où il fut onzième. ● KATJA SEIZINGER a prouvé une nouvelle fois qu'elle était la meilleure skieuse de la saison en remportant le slalom

général. L'Allemande termine première au classement général de la Coupe du monde avec près de 400 points d'avance sur sa compatriote Martina Ertl.

# Sébastien Amiez ravit la Coupe du monde de slalom à Alberto Tomba

Deuxième de la dernière épreuve technique de la saison, où son coéquipier, Yves Dimier, s'est classé sixième, le skieur de Pralognan ramène le globe de cristal en France vingt-quatre ans après Jean-Noël Augert

C'EST UN TRISTE dimanche de janvier 1994. La veille, Uli Maier a trouvé la mort dans la descente de Garmisch-Partenkirchen. La stupeur et le deuil résonnent jusqu'à Champonix où se dispute la Coupe du monde messieurs. C'est dans ce contexte que la carrière de Sébastien Amiez commence vraiment. Il a vingt et un ans et le ski qui convient à sa jeunesse, énergétique et volontaire. En ce dimanche, Sébastien termine sixième du slalom. « Ce jour-là a été comme un déclic. J'ai su que je pouvais faire vraiment mieux, a-t-il raconté. Je savais que j'avais du talent, mais je ne travaillais pas encore assez. J'étais encore intimidé par Alberto Tomba qui survolait la discipline ». Plus que sa place, c'est le chronomètre qui impressionne le Français. En réalisant le meilleur temps de la deuxième manche, il a justifié sa victoire. Tomba, celui qu'il faut battre pour voir l'avenir.

Sébastien Amiez se met au travail et se taille le gabarit moyen du skieur des années 90. Il pèse aujourd'hui 80 kilos pour 1,80 m. Très vite, il se distingue par une grande régularité. Dans la saison 1994-1995, il oscille entre la cinquième et la neuvième place. Mieux, le garçon est culotté. De Tomba, il a petit à petit acquis la fougue et la puissance, grâce à l'école française, il garde une grande souplesse dans les pieds. Il termine huitième de la Coupe du monde de slalom 1994-1995.

Il aborde la saison suivante avec orgueil et il va avoir de la chance. Les spécialistes du moment ne sont pas au mieux. Tomba est en dernière ligne à Veysonnaz en janvier. Dimanche 10 mars, il gagne la Coupe du monde de slalom, vingt-quatre ans après Jean-Noël Augert.

A cette époque, Sébastien n'est pas encore né. Il s'annonce le 6 mai 1972, à Pralognan-la-Vanoise. Trois ans plus tard, il monte sur des skis aidé par son père, moniteur. Seize ans plus tard, il est vice-champion du monde juniors de slalom. Sa carrière en Coupe du monde commence. Patricia Bianchi est alors chef de file de l'équipe de France. La victoire de celui-ci à Madonna di Campiglio encourage les jeunes. Les

blessures à répétition du champion français jettent Sébastien Amiez et Yves Dimier sur le devant de la scène plus tôt que prévu. L'émulation entre les deux hommes, tous deux en première série, aura été capitale pour le premier.

### ABONDANCE

L'équipe de France n'est pas à court de skieurs. Si les champions se font rares, si les descendants ou les géants de demain demeurent discrets, les techniciens purs enrichissent d'année en année les rangs de l'équipe de France. En début de saison, ils étaient neuf

skieurs à se disputer les huit places dévolues chaque année à une nation pour que les entraîneurs saupoudrent ces participants sur toutes les épreuves de Coupe du monde d'une discipline. Sur les quinze meilleurs en Coupe d'Europe cette année, huit sont français. Le slalom reste la discipline la moins chère à organiser pour les clubs qui hésitent à investir dans les kilomètres de filets de sécurité pour la descente et le super-G. Pour grossir les rangs des skieurs, il y a aussi les réputations : l'italien Stefano Dalmasso, venu dans l'équipe de France en 1991, est reconnu comme l'un des

meilleurs entraîneurs du moment. Il parle toujours volontiers, surtout à ses poulains, de ses dix-huit ans d'expérience sur les pentes. Forts des résultats de Sébastien Amiez, les membres de l'équipe de France avaient beaucoup espéré des Championnats du monde, en Sierra Nevada. Ils le voyaient sur le podium, voire vainqueur d'Alberto Tomba. Lui aussi, du haut de la superbe cascade de ses vingt-trois ans, il y avait cru. Il avait fini en sixième, mais il ne s'est pas défilé dans la seconde, canalisant sa peur. Et il n'en est pas peu fier, en ce dimanche de mars, Sébastien Amiez : « J'ai résisté à la pression, dit-il. Je me suis adapté au terrain. J'ai eu peur de craquer. Depuis la Sierra Nevada, j'en avais tellement rêvé de cette victoire sur Tomba. Aujourd'hui, j'ai battu le champion du monde de slalom en titre ».

Bénédicte Mathieu

### Le palmarès

Pour 1995-1996, le palmarès de la Coupe du monde de ski alpin est le suivant :

● Messieurs. Classement général : 1. Lasse Kjus (Nor) ; 2. Günther Mader (Aut) ; 3. Michael Von Grünigen (Sui). Descente : 1. Luc Alphand (Fra) ; 2. Günther Mader (Aut) ; 3. Patrick Ortlieb (Aut). Super-G : 1. Atle Skarvald (Nor) ; 2. Hans Knaus (Aut) ; 3. Lasse Kjus (Nor). Slalom géant : 1. Michael Von Grünigen (Sui) ; 2. Urs Kaelin (Sui) ; 3. Lasse Kjus (Nor). Slalom : 1. Sébastien Amiez (Fra) ; 2. Alberto Tomba (Ita) ; 3. Thomas Sykora (Aut).

● Dames. Classement général : 1. Katja Seizinger (Aut) ; 2. Martina Ertl (Aut) ; 3. Anita Wachter (Aut). Descente : 1. Picabo Street (E-U) ; 2. Katja Seizinger (Aut) ; 3. Ingrid Isakoz (Fra). Super-G : 1. Katja Seizinger (Aut) ; 2. Alexandra Meisnitzer (Aut) ; 3. Martina Ertl (Aut). Slalom géant : 1. Martina Ertl (Aut) ; 2. Katja Seizinger (Aut) ; 3. Anita Wachter (Aut). Slalom : 1. Evi Eder (Aut) ; 2. Urska Hrovat (Slo) ; 3. Pernilla Wiberg (Sue).

## La victoire à Damon Hill, la vedette à Jacques Villeneuve

Le Grand Prix d'Australie s'est résumé au duel des deux pilotes de Williams-Renault

MELBOURNE de notre envoyé spécial. Il aura été jusqu'au bout, jusque dans ces derniers tours de piste où la victoire qui lui était promise s'est volatilisée dans une fuite d'huile de sa Williams-Renault. Jacques Villeneuve n'a pas râlé. Il n'a pas maudit le sort qui le privait d'un triomphe. Ni invoqué l'injuste cruauté de la course, quand elle se complait à couper les ailes de ses héros. Il s'est tu. Cinq tours, encore. L'arrivée était là qui lui tendait les bras. Il pouvait s'y voir déjà, en haut du podium, débutant et vainqueur. N'empêche qu'il a laissé passer Damon Hill, son coéquipier, l'heureux bénéficiaire de son infortune.

Jacques Villeneuve a sagement obéi à la pénible consigne venue de son stand : « Ralentis ! » Ralentis. Étrange ordre contre nature pour quelqu'un qui fait métier de conduire le plus vite possible. Il ne s'est pas offensé. Il a choisi d'assurer la deuxième place, plutôt que de risquer l'abandon. Comme un vieux briscard des Grand Prix, lui dont l'expérience de la course en formule 1 se limite à ce dimanche 10 mars 1996 dans l'Albert Park de Melbourne. Alors, pour une fois, l'idole n'était pas le vainqueur du jour. Damon Hill avait beau laisser éclater sa joie après l'arrivée, il n'y en avait que pour Jacques Villeneuve et son prodigieux week-end : sa pole position, son meilleur tour en

course. Chacun s'efforçait de devenir le petit Québécois de vingt-quatre ans au physique d'étudiant. De jurer son caractère. De dévoiler les ressorts d'un calme étalé en toutes les circonstances de la course. Rien n'a paru en mesure de le troubler. Il y avait deux ans qu'il n'avait plus pris de départ arrêté. Par deux fois, il s'est montré le plus rapide en action. Il ignorait tout des moeurs du peloton de la F1. Il n'a pas commis de faute, ni perdu une seconde à dépasser les attardés. S'il reconnaissait volontiers sa déception, c'était pour ajouter aussitôt : « Je n'ai pas été volé de ma victoire. Ce sont des choses qui arrivent. Un autre jour, ce sera Damon ». Propos de sage que Jacques Villeneuve se faisait un plaisir de livrer en trois langues.

Canadien, élevé à Monaco, il parle un français en deux versions : celle où l'accent québécois est compris, celle en pur hexagonal. Il a fait ses débuts dans la course automobile de l'autre côté des Alpes : il connaît donc l'italien. Des États-

Unis où il a passé deux ans, il a ramené un anglais à la sauce américaine. L'Amérique : c'est là-bas qu'est né le champion. Auparavant, il s'était cantonné dans l'anonymat relatif que lui permettait son nom. Pas de couronne, aucune victoire marquante. Et puis, la formule Indycar a déclenché ce mécanisme compliqué qui transforme un pilote ordinaire en un des circuits. En 1994, pour sa première année, il a été désigné « Rookie of the year », meilleur débutant. En 1995, il s'adjugeait le titre et une victoire dans l'épreuve la plus prestigieuse de la saison, les 500 miles d'Indianapolis.

### UNE SECONDE AU TOUR

L'écure Williams a porté un soin méticuleux à son arrivée en formule 1. Depuis septembre 1995, il a effectué 9 000 kilomètres d'essais sur la plupart des circuits européens. Il s'est entraîné au départ, a simulé des arrêts au stand. De quoi faciliter une réussite qui n'avait pas souri à Michael Andretti, un autre transfuge de la formule Indy, égaré

une saison dans l'écure McLaren. En une course, Villeneuve a trouvé ses repères au volant de la meilleure voiture du plateau. Il a affirmé un style, mélange de culot, d'agressivité au volant et de grande régularité. « Il est très vite en action. Et il ne sort pas de la route. C'est exceptionnel pour quelqu'un qui va aussi vite », dit Bernard Dudot, le concepteur du moteur Renault.

A la veille de l'épreuve australienne, il n'était encore qu'un fils. Une sorte d'écho lointain de Gilles Villeneuve, légende ferrariste, disparu lors des essais du Grand Prix de Belgique en 1982. Il ne se passait pas une minute sans qu'on lui parle de son père, dont l'aura a sans doute beaucoup joué dans son arrivée en formule 1. Les sponsors ont afflué dès ses débuts dans le sport automobile. Villeneuve, c'était un nom magique. L'Italie des tifosi n'a pas oublié « Gil », celui qui l'entraînait par son pilotage d'acrobatie sans cesse sur le fil du rasoir. Son frère du sort : Damon Hill, son coéquipier, a vécu la même situation. Fils de Graham, double champion du monde (en 1962 et 1968), il s'est lui aussi heurté des ses premiers tours de roue à l'ombre de son père. Jacques Villeneuve s'en est vite lassé, et l'a promptement fait savoir. Dimanche, il répétait encore : « Ni Damon ni moi n'avons nous attendu sur ce sujet-là ».

### Accident spectaculaire au départ

Martin Brundle a été victime d'une très violente sortie de route, lors du départ du Grand Prix d'Australie. Le pilote de la Jordan-Pengoat, lancé à près de 245 kilomètres à l'heure, se heurtait des ordonnateurs, a heurté la roue arrière de la Sauber de Johnny Herbert. La voiture de l'Anglais s'est alors retournée avant de glisser sur plusieurs dizaines de mètres dans le bac à sable. Sous l'impact, le moteur s'est détaché du châssis. Brundle est sorti indemne de l'accident, grâce à la protection du nouvel arc de sécurité imposé depuis cette saison par le règlement. Le célèbre de survie de la Jordan-Pengoat a elle aussi parfaitement résisté au choc. Après avoir obtenu l'accord des médecins, Martin Brundle a pu reprendre le deuxième départ dans la voiture de réserve. Dès le deuxième tour de la course, il a été victime d'une nouvelle sortie de route, sans gravité.

## Quel avenir pour Ligier ?

MELBOURNE de notre envoyé spécial. L'écure française rachetée en 1995 par Flavio Briatore est-elle entrée dans une nouvelle zone de turbulence ? Tom Walkinshaw a indiqué, dimanche 10 mars à Melbourne, qu'il quitterait Ligier à la fin de la saison. « J'ai d'autres projets », a-t-il déclaré, en affirmant qu'il parlait de son plein gré. L'écossais est actuellement en charge de la gestion sportive et technique de l'équipe par l'intermédiaire d'un contrat passé entre Ligier et sa société Tom Walkinshaw Racing (TWR). Un article du Nouvel Économiste, paru le 8 mars, faisait état d'un plan de Guy Drut, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, pour encourager la reprise de Ligier par un groupe d'investisseurs français. Il s'agirait de donner une couleur plus nationale à une équipe dont Flavio Briatore, le principal actionnaire, est italien,

et dont la base technique est désormais en Angleterre. Selon l'hebdomadaire, l'une des premières étapes du plan serait la mise à l'écart de Tom Walkinshaw. A Melbourne, Flavio Briatore a reconnu avoir discuté avec Guy Drut, tout en s'affirmant « surpris » du projet de reprise annoncé. Il a rappelé les difficultés rencontrées cette saison par Ligier pour monter son budget. Elf et la Seita, traditionnels partenaires de l'équipe, ont revu nettement à la baisse leur participation financière. « Trouver un groupe d'investisseurs, je n'ai rien contre », a déclaré Flavio Briatore. « Je suis prêt à collaborer à toutes les solutions. Et si quelqu'un est meilleur que moi, qu'il vienne ». Au Grand Prix d'Australie, Olivier Panis et Pedro Diniz, les deux pilotes Ligier, ont terminé respectivement aux 7<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> places.

P. Ce.

Pascal Ceaux

## Paris-SG reprend sa progression grâce à une victoire sur Lyon

EN BATTANT Lyon au Parc des Princes, dimanche 10 mars dans le cadre de la 31<sup>e</sup> journée du championnat de France, le Paris-SG a repris ses distances avec ses poursuivants et surtout confirmé son net regain de forme. Patrice Loko, puis Bruno N'Gotty, sur un superbe coup franc, ont donné la victoire aux joueurs de la capitale, et leur permettent de maintenir une raisonnable avance au classement. En revanche, Metz marque le pas. Les quatre buts concédés, samedi, à Bordeaux, tout comme le revers subi à domicile, mardi 5 mars, en match en retard, face à Lyon, dénotent une inquiétante méforme.

Les Lorrains se retrouvent à neuf points de la tête : leurs deux matches en retard ne les mettent désormais plus en position de leader potentiel. Lens, vainqueur à Martigues, se retrouve en revanche dans un trio de tête qu'il avait quitté il y a fort longtemps. Monaco a arraché un difficile match nul à Gueugnon. Les joueurs de la Principauté doivent en outre prévoir un autre déplacement périlleux à Montpellier lors de la prochaine journée. En l'emportant à Nîmes, seul Auxerre maintient la pression sur les Parisiens. Lors de la prochaine journée, Auxerre-Paris-SG, qui se jouera le dimanche 24 mars, fera office de match au sommet.

En bas de tableau, Martigues semble avoir définitivement abdiqué tandis que Gueugnon s'accroche péniblement. Samedi 16 mars, le match en retard entre Saint-Étienne et Cannes, qui se jouera à Tours (le stade Geoffroy-Guichard est suspendu), sera important pour les deux équipes. Le même jour, Metz se déplacera à Rennes, toujours en match en retard.

Un supporter du FC Martigues a été interpellé, samedi 9 mars à Martigues, après qu'un supporter du RC Lens a été légèrement blessé à coups de couteau pendant le match. Le suspect, âgé de trente-cinq ans, était en état d'ébriété au moment des faits. Il était parvenu aux côtés de la victime grâce à une carte de supporter lensois qu'il s'était procurée peu avant le match. Il est soupçonné d'avoir porté deux coups de couteau, qui ont entraîné la pose d'une dizaine de points de suture à une cuisse et au ventre.

Championnat de France de football 1 <sup>re</sup> division									
31 <sup>e</sup> journée									
Équipe	Points	G	N	P	Buts	Différence	Classement	Équipe	Points
Paris-SG	60	31	17	2	5	+20	1 <sup>er</sup>	FC Girondins de Bordeaux	40
AS Monaco	55	26	17	4	10	+24	2 <sup>nd</sup>	FC Nantes	39
Stade Rennais	52	26	13	13	4	+13	3 <sup>rd</sup>	FC Metz	38
FC Sochaux-Montbéliard	51	30	14	9	7	+16	4 <sup>th</sup>	FC Gueugnon	37
FC Sète	47	22	14	9	4	+9	5 <sup>th</sup>	FC Lorient	36
FC Valenciennes	47	20	13	8	9	+8	6 <sup>th</sup>	FC Amiens	35
FC Mulhouse	47	30	12	11	7	+6	7 <sup>th</sup>	FC Nîmes	34
FC Troyes	46	31	12	10	9	+1	8 <sup>th</sup>	FC Pau	33
FC Strasbourg	44	31	11	11	9	+7	9 <sup>th</sup>	FC Orléans	32
FC Auxerre	43	29	11	10	8	+11	10 <sup>th</sup>	FC Caen	31
FC Brest	41	30	12	5	13	0	11 <sup>th</sup>	FC Angers	30
FC Le Mans	40	31	9	13	9	0	12 <sup>th</sup>	FC Lens	29
FC La Rochelle	39	31	10	9	12	8	13 <sup>th</sup>	FC Clermont	28
FC Bourges	36	31	10	6	15	-6	14 <sup>th</sup>	FC Troyes	27
FC Metz	34	31	9	7	15	-9	15 <sup>th</sup>	FC Evry	26
FC Compiègne	33	30	9	8	15	-9	16 <sup>th</sup>	FC Châteaubriant	25
FC Amiens	30	31	6	12	13	-17	17 <sup>th</sup>	FC Vannes	24
FC Sedan	28	30	5	13	12	-15	18 <sup>th</sup>	FC Angoulême	23
FC Colmar	27	31	3	12	14	-19	19 <sup>th</sup>	FC Guingamp	22
FC Montbéliard	21	31	6	3	22	-31	20 <sup>th</sup>		

32 <sup>e</sup> journée (samedi 23 mars)									
Équipe	Points	G	N	P	Buts	Différence	Classement	Équipe	Points
Paris-SG	63	32	17	3	5	+23	1 <sup>er</sup>	FC Girondins de Bordeaux	43
AS Monaco	58	27	17	5	10	+25	2 <sup>nd</sup>	FC Nantes	42
Stade Rennais	55	27	13	14	4	+14	3 <sup>rd</sup>	FC Metz	41
FC Sochaux-Montbéliard	54	31	14	10	7	+17	4 <sup>th</sup>	FC Lorient	40
FC Sète	50	23	14	10	4	+9	5 <sup>th</sup>	FC Amiens	39
FC Valenciennes	50	21	13	11	9	+8	6 <sup>th</sup>	FC Mulhouse	50
FC Troyes	50	32	12	11	9	+1	7 <sup>th</sup>	FC Strasbourg	47
FC Auxerre	47	32	11	11	10	+1	8 <sup>th</sup>	FC Orléans	37
FC Brest	45	31	12	8	13	0	9 <sup>th</sup>	FC Caen	34
FC Le Mans	44	32	11	11	10	+1	10 <sup>th</sup>	FC Angers	33
FC La Rochelle	42	32	11	10	11	+1	11 <sup>th</sup>	FC Clermont	32
FC Bourges	40	32	11	9	12	+1	12 <sup>th</sup>	FC Lens	32
FC Sedan	31	31	6	13	14	-17	13 <sup>th</sup>	FC Angoulême	27
FC Colmar	28	32	3	13	16	-20	14 <sup>th</sup>	FC Vannes	26
FC Montbéliard	24	32	7	4	21	-24	15 <sup>th</sup>	FC Guingamp	25



## Rupert Murdoch subit un revers dans son OPA sur le rugby à XIII

**La Française a conquis une médaille d'or prometteuse sur 800 mètres**

les athlètes français ont rempli le contrat qui leur avait été fixé pour les championnats d'Europe en salle disputés du 8 au 10 mars à Stockholm.

## La justice australienne désapprouve la Super-Ligue

« Après le dernier voyage, quand l'après-midi Stella passa la Russie Svetlana Masterkova, je me suis dit pourquoi pas moi, a déclaré la sociétaire du SA Pamiers Basse-Arle. C'était le moment où jamais de s'arracher. Je savais que je pouvais accéder au podium, la difficulté consistait à rester concentrée pour que le rêve devienne réalité. Maintenant, je suis excitée comme une puce, tout cela est de bon augure pour cet été. »

L'été dernier, elle était restée au pied du podium aux championnats du monde de Göteborg. Quatrième seulement. Battue d'un souffle. Elle avait eu un bon bal, un bon capital financier considérable. Elle a appris à « aller à la bagarre avec les meilleurs ». Si elle tient à relativiser l'importance des J.O. - « Ils ne peuvent constituer un objectif unique de carrière, et l'atmosphère me mettrait

**MEILLEURE MATURITÉ**  
Sagement, l'Audiégoise se refuse à promettre quoi que ce soit. Compte tenu de sa progression ces deux dernières saisons, elle peut pourtant prétendre à un podium olympique cet été. Contrairement à d'autres ténors de l'athlétisme français, Patricia Djata-Tallard ne bouderait la saison hivernale en salle sous aucun prétexte. Cette année encore, à Gand, à Bercy ou à Liévin, sur ces pistes de 200 mètres aux virages relevés, elle a amélioré

une tactique et un placement dans la course encore hésitants, ainsi que les records nationaux des 800 et 1 000 mètres. Les confrontations de haut niveau sur pistes couvertes lui permettront également de briser la monotonie des périodes d'entraînement et de relativiser une échecance estivale dont on ne lui ressentait l'importance.

Titulaire depuis le printemps dernier du Capéps, après deux tentatives infructueuses, la jeune enseignante en éducation physique (vingt-quatre ans) est libérée des soucis d'avenir et de reconversion. Dotée d'un mental remarquable, elle fait preuve d'une rare maturité dans la gestion de ses périodes de compétition. Son entraîneur, RI-

**LA SUPER-LIGUE** de Rugby Murdoch est-elle mort-née... l'OPA que tente le magnat australo-américain sur le rugby à XIII mondial a, en tout cas, subi un sérieux revers, lundi 11 mars. La Commission fédérale australienne a confirmé le jugement rendu par un tribunal de Sydney, mardi 27 février (voir *Le Monde* du 18 février). Elle ne donne raison à la Fédération australienne de rugby à XIII (ARI) qui avait intenté un procès à la Super-Ligue afin d'empêcher que cette dernière ne fasse jouer dans sa compétition des joueurs et des clubs toujours sous contrat avec

né huit des meilleures équipes venues  
sur Super-Ligue et en a créé d'autres  
de toutes pièces. A la fin de l'année  
1995, Rupert Murdoch semblait  
avoir définitivement réussi son  
coup de main mondial sur le rugby  
à XIII, pour environ 24 milliards de  
francs (*Le Monde* du 26 décembre).

Mais Ken Arthurson, le président  
de l'ARL, qui voyait son propre  
championnat australien menacé de  
faillite, avait alors décidé d'intenter  
un procès. Il en a gagné les deux  
premières manches en Australie.  
Reste à savoir comment persuader  
les clubs et les joueurs récalcitrants  
de revenir dans son giron. Les me-

News Corp., le groupe de presse de M. Murdoch, avait entrepris de lancer à la fin du mois de mars une compétition mondiale. Avenant d'être créée une poule européenne (avec la présence du Paris-SG) et une poule de l'hémisphère Sud. Les quatre meilleures formations de chacune des poules devaient ensuite se rencontrer dans des éliminatoires devant déboucher sur une finale prévue le 28 septembre. Les chaînes de télévision appartenant à News Corp. avaient bien évidemment obtenu l'exclusivité de

Le juge a également interdit au projet de voir le jour où que ce soit dans le monde avant la fin de 1999. « Maurice Lindsay [le président de la Super-Ligue] est formel : le démarrage de la compétition aura lieu tel qu'il est prévu en Europe, nous ne pouvons pas faire autrement », a cependant affirmé Jean-Paul Ferré, président de la Fédération française de rugby à XIII et vice-président de la Super-Ligue. Le Paris SG jouera bien son premier match le 29 mars contre Sheffield. »

Si Rupert Murdoch n'a pas eu de difficultés à prendre le contrôle du rugby à XIII européen, il n'en a pas été de même en Australie où ce sport est extrêmement populaire. L'homme d'affaires a donc détourné

traien des médias, la lutte actuelle ressemble donc beaucoup au bras de fer qui avait déjà opposé les deux hommes, à l'été 1995, à propos du rugby à XV.

R. H.

Nantes (ProB) - C  
Limoges (ProA) -

## AUTOMOBILISME

### CHAMPIONNAT DU MONDE

Grand Prix d'Australie

1. D. Hill (GB), Williams-Renault, 58 307,558 km/h  
 2. A. Villeneuve (Can.), 58 311,000 km/h  
 3. I. Williams-Renault, 58 302,020 ; 3. E. Irvine (Ir., Ferrari), 58 311,020 ; 571 ; 4. G. Berger (Aut., Ferrari), 58 307,000 km/h  
 5. M. Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes), 58 311,020 ; 6. M. Sato (Jap., Toyota-Yamaha), 58 311,020

Championnat du monde des pilotes : 1. D. Hill (GB), 10 pts ; 2. J. Villeneuve (Can.), 16 pts ; 3. E. Irvine (Ir.), 16 pts ; 4. G. Berger (Aut.), 3 pts ; 5. M. Hakkinen (Fin.), 2 pts ; 6. M. Sato (Jap.), 1 pt

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 16 pts ; 2. Ferrari, 4 pts ; 3. Benetton-Ford, 4 pts ; 4. McLaren-Mercedes, 2 pts ; 5. Ferrari-Yamaha, 1 pt

**CYCLISME**  
PARIS-NICE  
1<sup>re</sup> étape  
1. F. Moncassin (Fra., GAN), les 175,5 km en 4 h 24 mn 10 s.; 2. T. Tiesi (Bel.); 3. W. Neikens (Bel.), m. t.

**ESKIME**  
CHALLENGE DE PARIS D'2<sup>ème</sup>  
Finale  
5. Cuomo (Ita.) b. E. Sreidi (Fra.) 15-11.

**FOOTBALL**  
CHAMPIONNAT DE FRANCE D2  
3<sup>ème</sup> journée  
Laval - Marseille 1-3

CHAMPIONNAT D'ALLIANCE	
3 <sup>e</sup> Journée	
Bayer Leverkusen - VfB Stuttgart	0-0
SV Hamburg - Fortuna Düsseldorf	4-0
Freiburg - Bayern München	3-0
Borussia Dortmund - St. Pauli	1-0
Münch. 1860 - Werder Bremen	1-1
Uerdingen - Cologne	1-1
Kaiserslautern - Eintracht Frankfurt	1-1
Karlsruhe - Schalke 04	0-1
Moenchengladbach - Hansa Rostock	3-2
Classement :	
1. Borussia Dortmund, 45 pts ; 2. Bayern Munich, 44 ; 3. Moenchengladbach, 34 ; 4. VfB Stuttgart, 32 ; 5. SV Hamburg, 32 ; 6. Schalke 04, 32 ; 7. Hansa Rostock, 29 ; 8. Mü. 1860, 28 ; 9. Bayer Leverkusen, 27 ; 10. Freiburg, 27 ; 11. Werder Bremen, 25 ; 12. Uerdingen, 24 ; 13. Eintracht Frankfurt, 24 ; 14. St. Pauli, 22 ; 15. Karlsruhe, 19.	

38; 72.	Ambrosio	16
39; 73.	C. Neri, C. Rossi	14; 18
40; 74.	S. Saccoccia	16
41; 75.	C. Celesia Vico	15; 13
42.	Oviedo	20; 14
Ad-	Indet. Albino	34; 15
Selvia	Selvia	34; 16
Rudic	Rudic	34; 16
34; 17.	Nave Valicchio	37; 18
Sparring	Gilguy	30; 19
Alcobaça	Alcobaça	30; 20
Valladot	Valladot	29
Melichit	Melichit	27; 22
Sacconno	Sacconno	24

**CHAMPIONNAT D'ITALIE**  
**23<sup>e</sup> journée**

Bari - Portofino	1-1
Carrarese - Napoli	1-1
Averara - Lazio	1-1
Piacenza - Parma	1-1
AS Rome - Cagliari	2-1
Sampdoria - Padova	3-0
Udinese - Atalanta	3-1
Vicenza - Torino	0-1
Milan AC - Inter Milan	0-1

Quatre de finale  
Amiens - Chamois 4-3 a. p.  
(Amiens qualifié 3 victoires à 2.)  
Brest - Angers 5-0  
(Match interrompu au cours du 2<sup>e</sup> 1/2 temps  
à cause d'incidents ayant conduit le capitaine à  
sortir. 3 victoires à 2, sans réserve d'auto-  
matisme du 2<sup>e</sup> 1/2 temps.)

**RUGBY**  
CHAMPIONNAT DE FRANCE  
1<sup>re</sup> journée  
Groupes A1  
Poule 1  
Racing-CF - Grenoble 15-21  
Agen - Toulouse 17-22  
Narbonne - Nîmes 14-17

du match de son équipe contre l'Irlande, samedi 16 mars, en clôture du Tournoi des cinq nations. Le trois-quarts centre anglais a annoncé sa décision dans une interview à *Matt Davies* du *Stroud Times* après ses interventions. Will Carrigan, qui souhaite continuer à jouer dans la sélection nationale anglaise, a remporté trois grands chelems, en 1991, 1992 et 1995, avec l'équipe d'Angleterre dans le Tournoi des cinq nations. - (A/R)

**FOOTBALL: l'Internationale**

BASKET-BALL	
COUPE DE FRANCE	
1/8e de finale	
Tourcoing (ProA) - Brest (ProB)	93-77
Tour Orléans (ProA) - Gravelines (ProA)	70-82
Bondy (N2) - Levallois (ProA)	67-74
Le Havre (ProB) - Nancy (ProA)	73-75
Châlons (ProB) - Angers (ProA)	84-72
Lyon (ProA) - Le Mans (ProA)	88-81
Toulouse (ProA) - Mompellier (ProA)	79-87
Bourg-en-Bri (N2) - Villeurbanne (ProA)	70-66
Poissy-Châtenai (ProB) - Haguenau (N2)	72-98
Besançon (ProA) - Dijon (ProA)	75-70
CS Hespérian (N2) - Strasbourg (ProA)	76-81
Roanne (ProA) - Antibes (ProA)	96-35
Vercors (ProA) - PSG-Racing (ProA)	96-108
Évry (ProB) - Saint-Breuc (ProB)	77-86

Dunkersque - Charleville	0-0
Perpignan - Sochaux	2-4
Amiens - La Mars	1-1
Louhans-Cuscuau - Epinal	1-2
Alençon - Nancy	1-1
Lux - Poitiers	4-0
Mulhouse - Red Star	0-0
Toulouse - Nîmes	2-0
Angers - Châteauroux	0-1
Classement: 1) Marseille, 59 pts; 2) Caen, 59; 3, Châteauroux, 52; 4, Nancy, 50; 5, Red Star, 50; 6, La Mars, 50; 7, Sochaux, 49; 8, Leval, 47; 9, Perpignan, 46; 10, Toulouse, 44; 11, Lorient, 41; 12, Louhans-Cuscuau, 40; 13, Epinal, 37; 14, Amiens, 36; 15, Poitiers, 33; 16, Mulhouse, 34; 17, Valence, 34; 18, Charleville, 34.	

Rogne, 20; 16. Aalesund, 20; 17. Fortuna Dusseldorf, 18; 18. Aalen, 19.	
--	--

**CHAMPIONNAT D'ESPAGNE**  
10<sup>e</sup> journée  
Valencia - FC Barcelona 4-1  
Atletico Madrid - Valladolid 0-2  
Espanol Barcelona - Athletic Bilbao 0-0  
Sevilla - Celta Vigo 3-0  
Albacete - Rayo Vallecano 1-2  
Compostelle - Benis Seville 1-2  
Real Sociedad - Saragoose 3-1  
Racing Santander - Merida 2-0  
Salamanque - Oviedo 0-1  
Sporting Gijon - La Corogne 1-1  
Tenefere - Real Madrid 3-0  
Classement : 1. Atletico Madrid, 65 pts ; 2.

47: 3. Juventus, 45; 4. Formé, 43; 5. Inter Milan, 41; 6. Lazio, 39; 7. AS Rome, 36; 8. Sampdoria et Vicenza, 35; 10. Udinese, 34; 11. Naples et Cagliari, 31; 13. Piacenza, 28; 14. Atalanta, 27; 15. Torino, 24; 16. Padova, 21; 17. Cremonese, 19; 18. Bari, 18.

**HANDBALL**

**TOURNÉE DE PARIS-BERCY**

Egypte - Hongrie	25-30
France - États-Unis	29-20
Hongrie - États-Unis	27-18
France - Egypte	30-26

Classement final: 1. France, 6 pts; 2. Hongrie, 4; 3. Egypte, 2; 4. États-Unis, 0.

Toulon - Nice	34-13
Classement: 1. Toulous, 36 pts; 2. Narbonne, 33; 3. Toulon, 33; 4. Perpignan, 31; 5. Grenoble, 31; 6. Agen, 29; 7. Nîmes, 29; 8. Nice, 28; 9. Bayonne, 23; 10. Racing-Cl 24.	
Rouge 2	
Bourjoyn - Bigles-Bordeux	19-16
Pau - Brive	21-15
Bourjoyn - Dax	17-47
Montpellier - Montferland	28-26
Colomies - Castres	17-42
Classement: 1. Bourjoyn, 34 pts; 2. Brive, 33; 3. Montferland, 31; 4. Bigles-Bordeux, 31; 5. Pau, 31; 6. Rully, 30; 7. Castres, 29; 8. Dax, 28; 9. Colomies, 27; 10. Montferland, 20.	

Board a décidé d'accrocher le règlement de l'avantage, samedi 9 mars, à Rio de Janeiro. Cette nouveauté, qui s'inspire du rugby, permettra aux arbitres de revenir à la faute initiale si l'avantage n'a pas profité à l'équipe victime de ladite faute. L'International Board a également décidé d'accorder plus d'importance aux juges de touche, désormais baptisés arbitres auxiliaires, en matière de hors-jeu ou de fautes non signalées par l'arbitre central. — (AGD)

### TOYOTA FIVRA FRANCE CENTRE LEXUS

- **GS 300**  
- **LS 400**  
de 92 à 95

Garantie 24 mois  
Crédit exceptionnel  
Jean Yves PATALANE  
☎ 46.13.46.72

### OFFRE SPECIALE MONOSPACE

ECONOMISEZ JUSQU'A  
**25%**

sur 806, EVASION, ULYSSE  
CSA ☎41.19.04.70 ☎47.85.91.89

### Géant

**300 OCCASIONS**  
TOUTES MARQUES, GARANTIES  
Notre sélection, cette semaine :

TIPO Tbo D SX SP AM 95.....	12.600 Km
TOLEDO "CLASS" 1.6 AM 94.....	18.700 Km
306 XS SP Cln AM 95.....	10 Km
LAGUNA 2.2 RTO Cln AM 94.....	19.000 Km
TWINGO AM 95.....	12.500 Km
ASTRA 1.6 GLSI SP AM 95.....	11.250 Km
FIAT ULYSSE Tbo D EL AM 98.....	20 Km
406 STYLE 1.6 AM 95.....	10 Km
AX AUDACE SP AM 94.....	19.600 Km
106 GREEN 1.1 SP AM 95.....	8.510 Km

à 300 m du métro Mairie de St-Denis

229, Bd. Anatole-France  
93200 SAINT-DENIS  
☎ 49.33.60.60

### PORTE DE VERSAILLES AUTO

45.31.51.51

- BMW 3181 - 93
- BMW 525 BA - 92
- BMW 325 TDS Pack - 94
- BMW 5501 - 91/92
- ZX VOLCANE BA - 93
- FORD FIESTA D DA - 95
- FORD FIESTA Ess. - 93
- BMW M3 Pack - 94
- SAFRANE TD - 95
- XANTIA 1.8 L SX - 94
- NEVADA GTD - 06/93
- ROVER 216 GTI - 92

### SUZUKI VITARA Cab. J1XJ

Juil. 94 (mod. 95) - Première Main

Gris anthracite verni - Tatouage  
Glaces électriques - Coupe circuit  
Direction assistée - Jantes allu  
Pare Brûle chromé - Jante 17.7.  
Radio K7 Alpine 4 HP.

20.000 Km - PRIX : 85.000 F  
Tél : 60.38.02.76 (Dom.)

### ESPACE RXE V6

Année 91 - (modèle 92)  
Bordeaux métallisé verni  
Intérieur gris bleu - Climatisation  
ABS - Alarme - Tatouage

2 toits ouvrants - Radio K7 - Cache  
bagage - prééquipement téléphonique

70.000 Km - Prix : 110.000 F  
Tél : 42.50.58.91 (Dom. après 20 h)

### Vente de Véhicules récents

Faibles kilométrages -  
Millénaire 98

Garantie 1 an ou 12.000 Km

Possibilité d'essai ou  
financement intéressant

### AVIS CENTRE OCCASION

5, rue Bixio - 75007 PARIS

(1) 44.18.10.65  
Port. 07.84.10.33  
Pascal Bonnet

### TOYOTA FRANCE

- SUPRA Biturbo - 96
- BMW 525i Bte auto.

Pack - 93 - 77.000 Km

Jean Yves PATALANE  
(1) 46.13.46.72

Peugeot 806 STD..... -21%  
sur prix France avec option

605 STD..... -25%  
sur prix France avec option

306 TDT..... -18%  
sur prix France avec option

Mandataire CEE 123/85

### GARS CHEAP IMPORT

96 rue Desnouettes - 75015 PARIS

Tél : 45.31.98.00

OFFRE  
VALABLE  
JUSQU'AU  
19 MARS 1996

# REMISE EXCEPTIONNELLE DE 10 000 F\* TTC

## POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN RÉCENTE

• GARANTIE • PRIX INTÉRESSANTS •  
• CRÉDIT À LA CARTE •

\* EN ÉCHANGE DE CETTE PUBLICITÉ

PARIS 15e	10, Place Etienne Perrin	Tél. (1) 53 68 15 15
PARIS 14e	60, Boulevard Jourdan	Tél. (1) 45 89 47 47
PARIS 18e	58 bis, Avenue Jean-Jaures	Tél. (1) 42 08 86 60
COGNIERES (78)	74, Route Nationale 10	Tél. (1) 30 65 37 27

## CITROËN FÉLIX FAURE, moi j'aime...

POUR VOUS RENDRE PLUS FACILEMENT ACCÉSSIBLES

POUR VOUS RENDRE PLUS FACILEMENT ACCÉSSIBLES



## De nombreux nuages au Nord

MARDI matin, de la Bretagne à la Vendée jusqu'au Nord-Pas-de-Calais, les nuages seront nombreux. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales sur la pointe de Bretagne. Des Charentes jusqu'au Centre, à l'Île-de-France et à la région Nord-Picardie, le ciel se verra par l'ouest. De l'Alsace à la Franche-Comté, les nuages bas seront abondants. En Corse, les nuages et les éclaircies alterneront. Sur le reste du

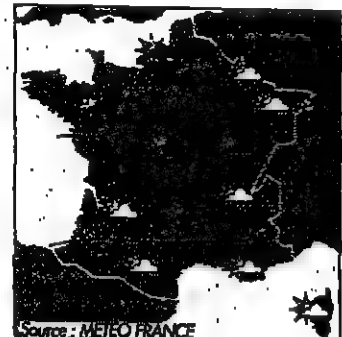
pays, le soleil sera encore au rendez-vous, mais avec de la fraîcheur.

L'après-midi, dans les régions situées au nord de la Loire, le ciel sera très nuageux, avec de belles éclaircies de la région Champagne-Ardenne à la Bourgogne. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'aux Alpes du Nord, les passages de nuages élevés n'empêcheront pas le soleil de briller. Des Pyrénées jusqu'aux Alpes du Sud et en Corse, il fera beau.

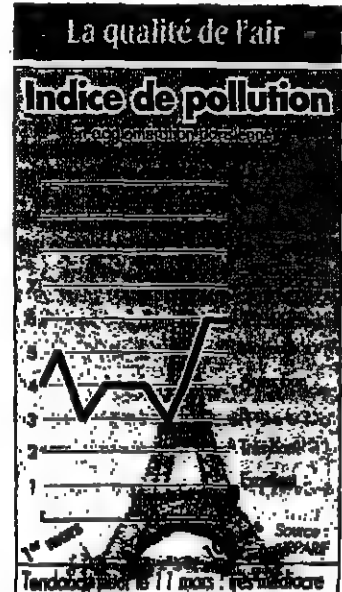
Les températures minimales iront de 0 à -4 degrés en général, avec localement -8 degrés au Nord-Est et jusqu'à 6 degrés près des côtes. L'après-midi, le thermomètre marquera de 4 à 8 degrés au nord et de 9 à 15 degrés au sud.

Mercredi matin, il pleuvra modérément en Bretagne. De la Normandie au Centre jusqu'aux Charentes, le ciel sera couvert avec quelques pluies. Du Nord-Pas-de-Calais à la Franche-Comté et à la Lorraine, les nuages seront nombreux. Sur l'Alsace, le ciel se verra. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'aux Alpes et au pourtour méditerranéen, le temps sera assez bien ensoleillé. Les brouillards seront fréquents dans le Sud-Ouest. L'après-midi, au nord d'une ligne Biarritz-Besançon, le temps sera couvert avec de la pluie, plus marquée à l'ouest. Plus au sud, du sud de l'Aquitaine aux Alpes et au pourtour méditerranéen, il fera beau. Les températures maximales iront de 4 à 8 degrés au nord et de 10 à 15 degrés au sud.

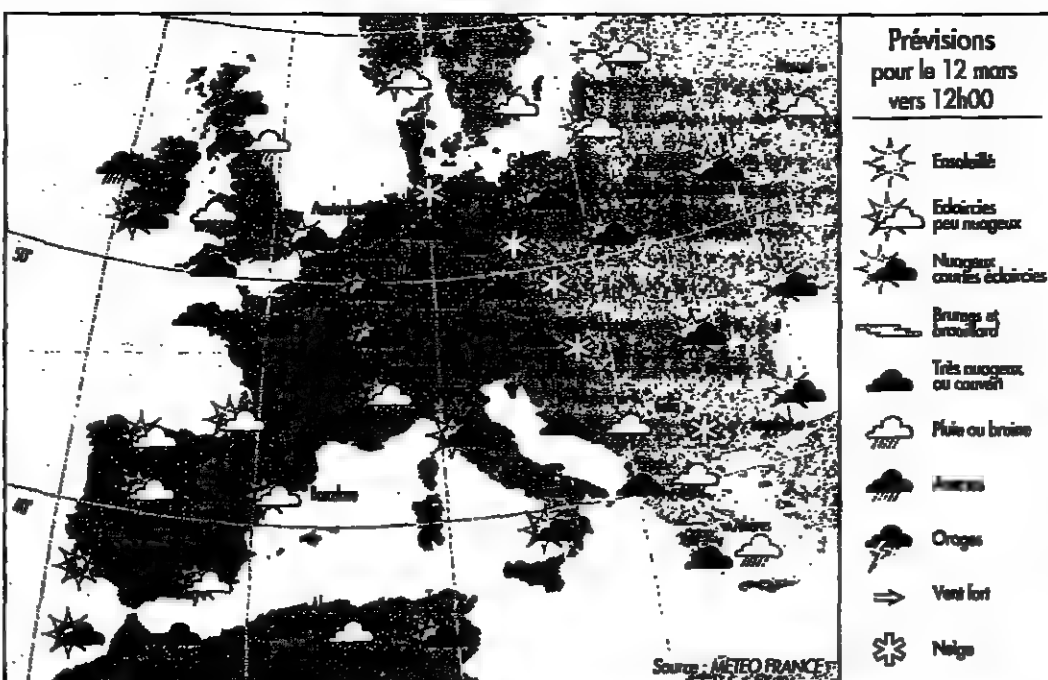
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 12 mars vers 12h00



Tendances pour le 12 mars : les nuages



TEMPÉRATURES du 11 mars	TEMPÉRATURES du 12 mars	TEMPÉRATURES du 13 mars
ALGER 14/1	ALGER 14/1	ALGER 14/1
BARCELONE 13/1	BARCELONE 13/1	BARCELONE 13/1
BELGRADE 12/1	BELGRADE 12/1	BELGRADE 12/1
BOMBAY 29/2	BOMBAY 29/2	BOMBAY 29/2
BUDAPEST 10/1	BUDAPEST 10/1	BUDAPEST 10/1
CHICAGO 14/1	CHICAGO 14/1	CHICAGO 14/1
COPENHAGUE 14/1	COPENHAGUE 14/1	COPENHAGUE 14/1
DARAB 14/1	DARAB 14/1	DARAB 14/1
DIJON 14/1	DIJON 14/1	DIJON 14/1
DURAI 14/1	DURAI 14/1	DURAI 14/1
GENEVE 14/1	GENEVE 14/1	GENEVE 14/1
HANOI 14/1	HANOI 14/1	HANOI 14/1
HELSINKI 14/1	HELSINKI 14/1	HELSINKI 14/1
HONGKONG 14/1	HONGKONG 14/1	HONGKONG 14/1
ISTANBUL 14/1	ISTANBUL 14/1	ISTANBUL 14/1
JERUSALEM 14/1	JERUSALEM 14/1	JERUSALEM 14/1
KIEV 14/1	KIEV 14/1	KIEV 14/1
KINSHASA 14/1	KINSHASA 14/1	KINSHASA 14/1
LE CAIRE 14/1	LE CAIRE 14/1	LE CAIRE 14/1
LIMA 14/1	LIMA 14/1	LIMA 14/1
LISBONNE 14/1	LISBONNE 14/1	LISBONNE 14/1
LONDRES 14/1	LONDRES 14/1	LONDRES 14/1
LOS ANGELES 14/1	LOS ANGELES 14/1	LOS ANGELES 14/1
LUXEMBOURG 14/1	LUXEMBOURG 14/1	LUXEMBOURG 14/1
MADRID 14/1	MADRID 14/1	MADRID 14/1
MARSAKICH 14/1	MARSAKICH 14/1	MARSAKICH 14/1
MEXICO 14/1	MEXICO 14/1	MEXICO 14/1
MILAN 14/1	MILAN 14/1	MILAN 14/1
MONTREAL 14/1	MONTREAL 14/1	MONTREAL 14/1
MOSCOW 14/1	MOSCOW 14/1	MOSCOW 14/1
MUNICH 14/1	MUNICH 14/1	MUNICH 14/1
NEW DELHI 14/1	NEW DELHI 14/1	NEW DELHI 14/1
NEW YORK 14/1	NEW YORK 14/1	NEW YORK 14/1
PAKISTAN 14/1	PAKISTAN 14/1	PAKISTAN 14/1
PARIS 14/1	PARIS 14/1	PARIS 14/1
PRAGUE 14/1	PRAGUE 14/1	PRAGUE 14/1
PRETORIA 14/1	PRETORIA 14/1	PRETORIA 14/1
RABAT 14/1	RABAT 14/1	RABAT 14/1
RIO DE JANEIRO 14/1	RIO DE JANEIRO 14/1	RIO DE JANEIRO 14/1
ROME 14/1	ROME 14/1	ROME 14/1
SAN FRANCISCO 14/1	SAN FRANCISCO 14/1	SAN FRANCISCO 14/1
SANTO DOMINGO 14/1	SANTO DOMINGO 14/1	SANTO DOMINGO 14/1
SEVILLE 14/1	SEVILLE 14/1	SEVILLE 14/1
ST-PETERSBURG 14/1	ST-PETERSBURG 14/1	ST-PETERSBURG 14/1
STOCKHOLM 14/1	STOCKHOLM 14/1	STOCKHOLM 14/1
SYDNEY 14/1	SYDNEY 14/1	SYDNEY 14/1
TENERIFE 14/1	TENERIFE 14/1	TENERIFE 14/1
TOKYO 14/1	TOKYO 14/1	TOKYO 14/1
TUNIS 14/1	TUNIS 14/1	TUNIS 14/1
VARSOVIE 14/1	VARSOVIE 14/1	VARSOVIE 14/1
VENISE 14/1	VENISE 14/1	VENISE 14/1
VIENNE 14/1	VIENNE 14/1	VIENNE 14/1

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Malaise à la Comédie Française

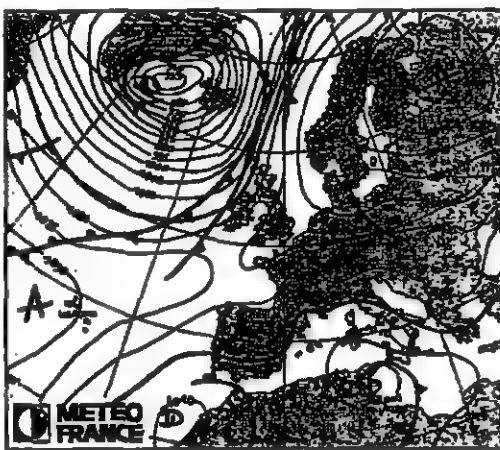
AU PRINTEMPS dernier, un rapport de M. Pierre Dux, qui administrait alors la Comédie-Française, proclamait l'urgence d'améliorer les gains des sociétaires et des pensionnaires : car, bientôt, l'attribution du cinéma allait dépeupler la Maison, et rendre impossible un travail bien réglé de répétitions et de représentations. Quant à l'avenir, il semblait très sombre : comment recruter de jeunes artistes de talent, en ne leur promettant que la pauvreté ?

Ces périls n'étaient pas chimériques. Tous les artistes, d'accord avec leur administrateur, réclamaient des réformes, et pressaient l'état de s'y décider. En octobre seulement, une commission s'est attelée au problème. Les solutions qu'elle a imaginées composent le décret du 27 février 1946, signé, par suite de changements de gouvernements, par le troisième ministre de l'éducation nationale qui ait étudié le projet de cette commission.

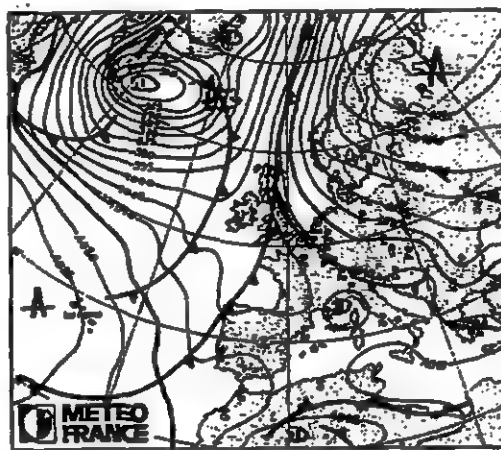
Soucieuse avant tout de sauver l'admirable instrument de culture nationale qu'est la Comédie-Française, la commission n'en a pas moins songé avec une fraternelle sollicitude à assurer la vie des artistes dans l'aisance indispensable à leur dur labeur, dans la dignité et dans la sécurité. La plupart de ses membres constatent avec surprise et amertume le mécontentement manifesté par quelques-uns de ceux dont le bien-être les a le plus préoccupés.

Les pouvoirs accrus de l'administrateur assureront d'une façon sévère la discipline de la maison. Mais le redressement est nécessaire. Ceux qui veulent se tirer du désordre doivent accepter des contraintes, pour eux-mêmes, comme pour les autres.

Robert Kemp (12 mars 1946.)



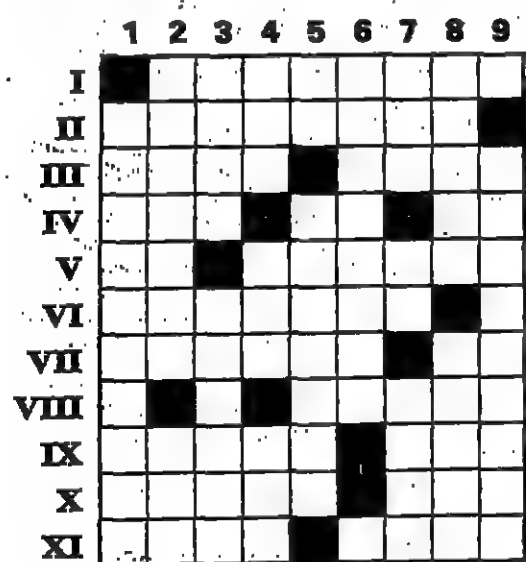
Situation le 11 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 13 mars, à 0 heure, temps universel

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5775



### HORIZONTALEMENT

I. Les petites souris. - II. Dont on peut dire qu'elle est comme un ange. - III. De grosses tranches. On y fait le pont. - IV. Dans la mer d'Irlande ou en Côte d'Ivoire. Pro-

nom. Cif d'horreur. V. Dans l'alternative. Sorte de mouette. - VI. Ville de l'Inde. - VII. Pour Freud, il exprime un désir inconscient. Un métal léger. - VIII. Passe à Hanovre. - IX. Comme une cure de fruits. Massif du Maroc. - X. Maîtres de cérémonie. Donne un bon conseil. - XI. Est au courant. Châteaueu.

### VERTICALEMENT

1. Spécialistes du repassage. - 2. Tourment morale. Indication d'itinéraire. - 3. Théâtre d'une chute. Ecrasé. - 4. Ville de Serbie. Compagnons de jeux. Une mauvaise balle. - 5. Protège une phalange. Sont un peu comme des cousins. - 6. Pas polie. - 7. Fonce. Vieille ville. Pays d'Asie. - 8. Quand on tape dessus, il peut y avoir une explosion. Donne la vie. - 9. Ville de la Drôme.

### SOLUTION DU N° 5775

HORIZONTALEMENT  
I. Emptettes. - II. Natation. - III. Erotomane. - IV. Siniser. - V. Affin. Stat. - VI. Os. Os. Do. Do. Co. Ogsden. - VII. Otakar. - IX. Lin. Kache. - X. Ental. Als. - XI. Eger. Arc.

### VERTICALEMENT

1. Enéma. Colé. - 2. Mar. Footing. - 3. Pétis. Ante. - 4. Larin. OK. Az. - 5. Eton. Ogaki. - 6. Timisoara. - 7. Toast. Car. - 8. Ennade. Hic. - 9. Erronées.

Guy Brody

## LE CARNET DU VOYAGEUR

### Mercredi 13 mars

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée). Les Noces de Cama, de Veronèse, 12 h 30 ; La Boîte reliure de Mastricht, 19 h 30 ; la peinture française du XVIII<sup>e</sup> siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).  
■ **L'ÉGLISE SAINT-SULPICE** et son quartier (50 F). 14 heures, parvis de Saint-Sulpice (Odysée).  
■ **LE PALAIS DE JUSTICE** en activité (50 F). 14 h 15, cour d'honneur du Palais de Justice (Tourisme culturel).  
■ **LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL** (37 F + prix d'entrée). 14 h 30, 1, rue de Sully (Monuments historiques).  
■ **DU CHÂTELET AUX TUILERIES** : prisons et palais royaux (50 F + prix d'entrée). 14 h 30, fontaine du Châtelet (Frédérique Jannet).  
■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F). 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).  
■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO**

## PARIS EN VISITE

### Mercredi 13 mars

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée). Les Noces de Cama, de Veronèse, 12 h 30 ; La Boîte reliure de Mastricht, 19 h 30 ; la peinture française du XVIII<sup>e</sup> siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).  
■ **L'ÉGLISE SAINT-SULPICE** et son quartier (50 F). 14 heures, parvis de Saint-Sulpice (Odysée).  
■ **LE PALAIS DE JUSTICE** en activité (50 F). 14 h 15, cour d'honneur du Palais de Justice (Tourisme culturel).  
■ **LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL** (37 F + prix d'entrée). 14 h 30, 1, rue de Sully (Monuments historiques).  
■ **DU CHÂTELET AUX TUILERIES** : prisons et palais royaux (50 F + prix d'entrée). 14 h 30, fontaine du Châtelet (Frédérique Jannet).  
■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F). 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).  
■ **LA MAISON DE VICTOR HUGO**

et la place des Vosges (50 F + prix d'entrée). 14 h 30, 6, place des Vosges (Institut culturel de Paris).

■ **LA MAISON DU FONTAINEUR** et les jardins de l'Hôtel de Massa (50 F + prix d'entrée). 14 h 30, 42, avenue de l'Observatoire (Christine Merle).  
■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Passions privées (25 F + prix d'entrée). 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
■ **LES CATACOMBES** (25 F + prix d'entrée). 14 h 45, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).  
■ **DU SENTIER à la Cour des miracles** : parcours policier (55 F). 15 heures, sortie du métro Sentier côté rue des Petits-Carreaux (Paris et son histoire).  
■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : l'hôtel des abbés de Chury et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).  
■ **GRAND PALAIS** : exposition Corot (50 F + prix d'entrée). 16 heures, hall d'entrée (Odysée).

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue de la République - 92646 Châtigny Cedex - Tél. : 16 (1) 49-49-32-90.

Je choisis la durée de mon abonnement	France	Europe	Reste du monde
1 an	1 890 F	2 965 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE - 3615 LE MONDE est publié tous les jours (sauf le dimanche) par 138 MONDE - 1, place Robert Schuman - 92011 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 138 LE MONDE, Champlain, N.Y. 12919-2500. Pour les abonnements étrangers : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 2338 Pacific Avenue Suite 401, Virginia Beach, VA 23462-2005 USA. Tél. : 800-426-3640.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

• par écrit 10 jours avant votre départ.

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

23 (1) 49-49-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

• Par Minitel 3615 LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe 36 63 81 22

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, gérée par un conseil d'administration et contrôlée par le public.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Supplément du Monde : 12, rue M. Gerson, 94052 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Lecomte

Directeur général : Gérard Morin

Membres du conseil de direction : Dominique Aldon, Ghislain Piquet

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-75-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## JEUX

LOTO	
2 4 11 12 20 30 40	
1 157 785 F	
2 157 785 F	
3 157 785 F	
4 157 785 F	
5 157 785 F	
6 157 785 F	
7 157 785 F	
8 157 785 F	
9 157 785 F	
10 157 785 F	
11 157 785 F	
12 157 785 F	
13 157 785 F	
14 157 785 F	
15 157 785 F	
16 157 785 F	
17 157 785 F	
18 157 785 F	
19 157 785 F	
20 157 785 F	
21 157 785 F	
22 157 785 F	
23 157 785 F	
24 157 785 F	
25 157 785 F	
26 157 785 F	
27 157 785 F	
28 157 785 F	
29 157 785 F	
30 157 785 F	
31 157 785 F	
32 157 785 F	
33 157 785 F	
34 157 785 F	
35 157 785 F	
36 157 785 F	
37 157 785 F	
38 157 785 F	
39 157 785 F	
40 157 785 F	

LOTO 52/57	
2 4 11 12 20 30 40	
1 157 785 F	
2 157 785 F	
3 157 785 F	
4 157 785 F	
5 157 785 F	
6 157 785 F	
7 157 785 F	
8 157 785 F	
9 157 785 F	
10 157 785 F	
11 157 785 F	
12 157 785 F	
13 157 785 F	
14 157 785 F	
15 157 785 F	
16 157 785 F	
17 157 785 F	
18 157 785 F	
19 157 785 F	
20 157 785 F	
21 157 785 F	
22 157 785 F	
23 157 785 F	
24 157 785 F	
25 157 785 F	
26 157 785 F	
27 157 785 F	
28 157 785 F	
29 157 785 F	
30 157 785 F	
31 157 785 F	
32 157 785 F	
33 157 785 F	
34 157 785 F	
35 157 785 F	
36 157 785 F	
37 157 785 F	
38 157 785 F	
39 157 785 F	
40 157 785 F	

## SPORTS D'HIVER

Bulletins d'enneigement et météo spécial skieurs de plus de 360 stations

3615 LE MONDE

## LE MONDE DES LIVRES

Retrouvez la sélection du Monde sur Minitel

3615 LE MONDE





**ARCHITECTURE** Sur le site de Lumbini, lieu de naissance du Bouddha, au Népal, les travaux se poursuivent pour la construction d'un gigantesque centre de pèlerinage international des-

tiné à tous les bouddhistes du monde. LE PROJET, signé du grand architecte japonais Kenzo Tange, prévoit un ensemble de monastères construits par chaque nation bouddhiste, des hôtels,

un institut international de recherche, des centres de méditation... SON GIGANTISME rencontre l'opposition de certains milieux népalais inquiets des sommes dépensées au détriment de la

spiritualité du lieu. On a pu mesurer la polémique au cours de l'expédition « La Route du bouddhisme » de l'Unesco, chargée de faire le point sur les projets d'avenir de la région.

## Le bouddhisme se construit une demeure terrestre à Lumbini

Sur le lieu de naissance du Bouddha, au Népal, un vaste centre de pèlerinage, dessiné par l'architecte japonais Kenzo Tange, commence à sortir de terre. Son gigantisme fait craindre pour la préservation d'un site de haute spiritualité

**LUMBINI**  
de notre envoyé spécial  
C'est ici qu'est né le Bouddha, dans la plaine verdoyante du Terai, au pied de l'Himalaya. La reine Maya Devi avait quitté le palais du roi Suddhodhana, son époux, pour se rendre chez ses parents. Elle était enceinte et les douleurs survinrent comme elle traversait un lieu de jardins agréablement boisés, appelé Lumbini. De sa main droite, elle saisit la branche d'un arbre « sal » et l'enfant sortit de son flanc droit. Voilà comment au VI<sup>e</sup> ou au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, selon les chronologies, vit miraculeusement le jour le prince Siddhartha (en sanscrit, « but atteint »), le futur Bouddha.

Les siècles passèrent. Quelques visiteurs illustres se rendirent en pèlerinage à Lumbini, construisant des temples, ou laissant derrière eux des traces de leur passage. L'empereur Ashoka, au III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, y érigea une de ces colonnes gravées dont il jalonnait son territoire et qui authentifiaient le lieu à jamais.

**LE CERCLE ET LE CARRÉ**  
A partir du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère, le paludisme poussa la population à quitter la région. L'endroit fut rendu à la forêt et au silence. Quand le site fut redécouvert, à la fin du siècle dernier, seuls des affleurements de briques et des stupas effondrés attestaient sa grande

passée. Aujourd'hui, des bâtiments sortent de terre. Des ouvriers s'affairent. Les autorités népalaises ont, en effet, décidé de faire de Lumbini un gigantesque centre de pèlerinage international ouvert à

### Polémique indo-népalaise

Si Lumbini est universellement reconnu comme le lieu de naissance du Bouddha, la localisation de Kapilavastu, où il vécut jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans, fait l'objet d'un différend entre l'Inde et le Népal. Vers 1960, on dégagea à Tilaurakot, à vingt-huit kilomètres de Lumbini, les restes de ce que l'on pense être Kapilavastu. Les vestiges mis au jour sont postérieurs de près de six siècles au Bouddha. Mais à son époque, estiment les spécialistes, la ville devait être construite en bois et en argile si bien qu'il n'en restait rien.

A Piprahwa, à trois kilomètres de là, mais de l'autre côté de la frontière, en Inde, on a découvert des ruines de monastères et des tessons portant la mention « Kapilavastu ». Comme le bouddhisme a comme d'habitude ses monastères hors des villes, cette découverte conforterait la thèse précédente sans pour autant régler la querelle entre les deux voisins, attisée de plus par des souverains de frêle mémoire. Le district de Lumbini a, en effet, été offert aux Gurkhas par les Anglais en remerciement de l'aide que ce clan népalais leur apporta dans l'écrasement de la révolte des cipayes, à Lucknow, en 1857.

tous les bouddhistes du monde. Un projet certes religieux, mais destiné également à attirer dans le petit royaume des foules de pèlerins, et à apporter des ressources nouvelles à une économie qui repose essentiellement sur le tourisme. Mais la dimension quasi pharaonique du projet, son coût, l'arrivée de financiers étrangers, font monter les mécontentements au Népal. On a pu en mesurer l'étendue au cours de l'expédition « La Route du bouddhisme », cinquième étape des « Routes de la soie » conduite par le directeur du programme de l'Unesco, Doudou Diène.

Le « plan Lumbini » remonte à 1967. L'éminent bouddhiste birman, alors secrétaire général de l'ONU, en a l'idée, ému par l'abandon qui règne en ce lieu sacré. En 1970, un comité réunissant les pays bouddhistes d'Asie fait appel au grand architecte japonais Kenzo Tange. Celui-ci va tracer un schéma directeur qui reprend la symbolique bouddhiste du cercle et du carré, les deux formes de base du diagramme ésotérique qu'est le mandala. Il conduit le visiteur de la vie profane, le futur village de Lumbini, au nord, aux jardins sacrés qui entourent, au sud, ce qu'on veut précisément honorer : la colonne d'Ashoka, les vestiges du temple de Maya Devi, les ruines d'un monastère et l'étang des Sakyas. Entre les deux s'étend une zone monastique où nations et communautés bouddhistes sont invitées à bâtir temples et monastères dans le style de leurs pays. Un canal où circuleront des bateaux, bordé sur chaque rive par un chemin de terre, reliera les trois sections. Un plan d'ensemble pensé, cohérent, mais d'un coût démesuré

dans un pays où règne une grande pauvreté.

En 1989, l'estimation des travaux s'élevait, déjà, à 265 millions de francs sans qu'on ait jugé utile de destiner un seul centime à l'amélioration du sort de la population locale. « Ce projet, hors échelle, ne prend pas en compte la situation réelle du pays », note un membre de l'expédition de l'Unesco.

Un autre redoute « une foire-exposition internationale avec pavillons présentant la culture des différents pays ». Dans la revue népalaise Himal, qui mène une

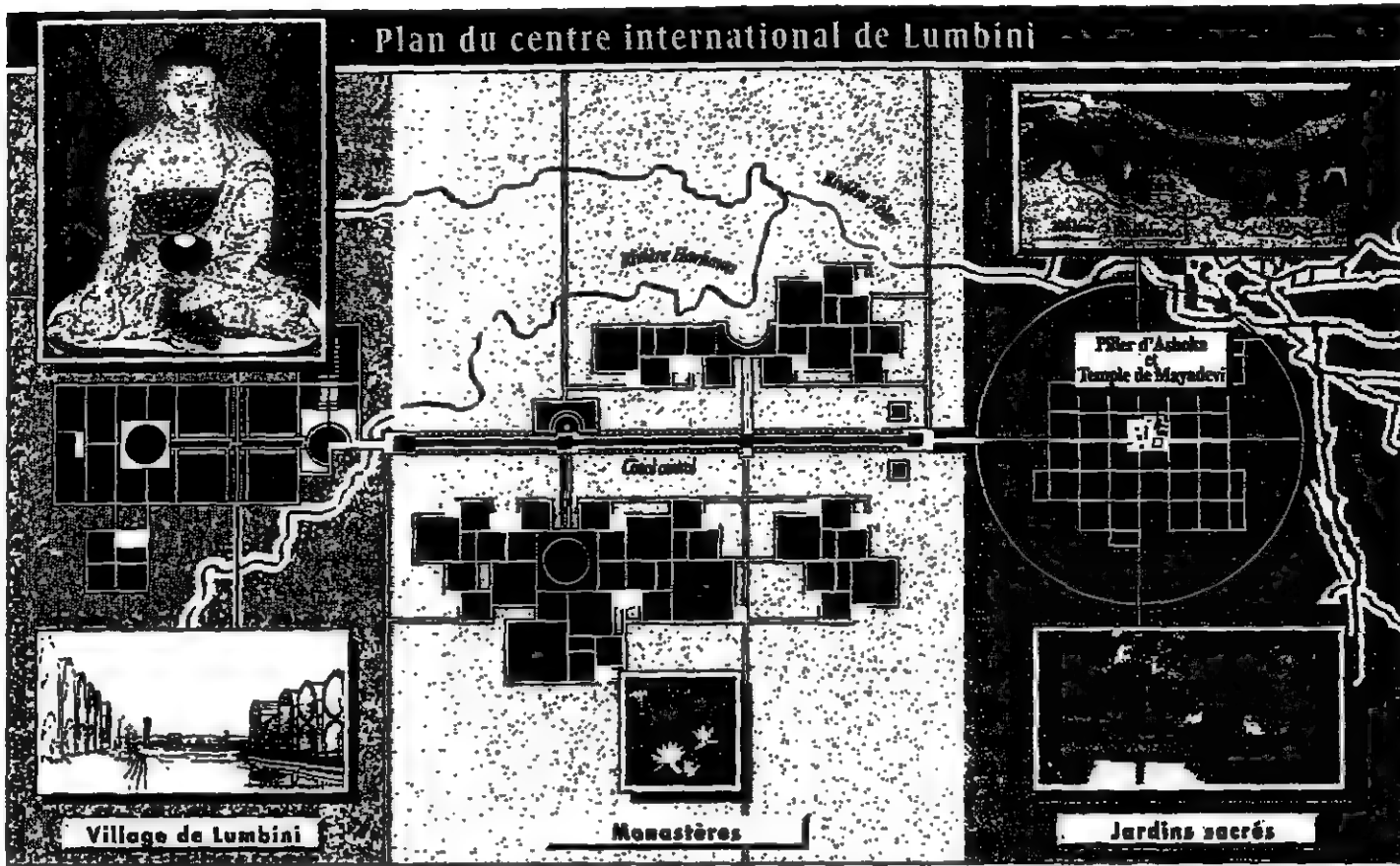
campagne active, le journaliste Raghava Pathak dénonce les excès financiers du projet et note : « Si on continue à laisser faire (...) le monde aura gagné un site touristique et perdu un haut lieu de spiritualité. »

### LES ARTISANS À L'ŒUVRE

Pour financer ce projet, le Népal, qui n'a pas les moyens d'une telle ambition, s'appuie totalement sur les investissements étrangers. Qu'il s'agisse des infrastructures (égouts, eau, électricité, téléphone, routes), des édifices communitaires (le centre culturel, les centres

de méditation) et, bien sûr, des pagodes et monastères. Pour bâtir ces derniers, des parcelles (une vingtaine actuellement sur quarante-huit prévues) sont louées pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans aux pays concernés, à charge pour eux de construire, dans le respect de certaines normes et dans leur style architectural national. Déjà, des artisans vietnamiens, birmanes, japonais, coréens et indiens sont à l'œuvre, flots d'activité sur un vaste chantier qui avance à pas lents.

En effet, depuis 1978, date à la-



Le plan d'ensemble de Lumbini, dessiné par l'architecte japonais Kenzo Tange. Sur cet espace de 6 km<sup>2</sup>, associe le cercle et le carré les deux formes de base du diagramme sacré qui est le mandala.

quelle Kenzo Tange a livré son projet, qu'a-t-on fait ? Dans le futur village de Lumbini, deux hôtels fonctionnent déjà : l'un luxueux, japonais, l'autre modeste, indien. La pagode de la paix offerte par l'organisation bouddhiste japonaise Nipponzan Myohoji poursuit son ascension. Quand elle sera terminée, ses quarante-six mètres dépasseront largement la hauteur limite fixée à dix-huit mètres pour ne pas porter ombrage à la colonne d'Ashoka et au temple de Maya Devi. Son coût estimé : cinq millions de francs.

La carcasse du musée offert par l'Inde est achevée mais la construction de l'auditorium n'a pas commencé. Le canal central est creusé mais attend son revêtement de briques. Des monastères sortent du sol et la première pagode, birmane, est en voie d'achèvement. Quand les travaux seront terminés, on devrait compter vingt-huit monastères mahayana, treize du Theravada (Petit Véhicule) à l'est et deux centres de méditation, un pour chacune de ces écoles.

### ÉTRANGES RÉSONANCES

Pour l'heure, l'édifice le plus abouti est l'Institut international de recherches sur le bouddhisme inauguré le 6 février par le roi du Népal. Il abrite sur deux niveaux ses structures arrondies semblables à d'énormes canalisations en briques fabriquées sur place. Le financement (plus de 49 millions de francs, selon le Lumbini Development Trust) est japonais, offert par la secte bouddhiste Rikyaku. La réalisation a été confiée à une entreprise coréenne et, des six mille ouvrages que compte à ce jour la bibliothèque mise à la disposition des chercheurs, les japonais en ont offert quatre mille - dont la moitié dans leur langue.

La concurrence entre les différentes écoles bouddhistes ajoute aux tensions. Leur présence plus ou moins voyante dépend exclusivement de leurs moyens financiers. Certaines sont sur-représentées et en profitent pour faire du prosélytisme, d'autres ne le sont pas assez. En particulier, le Vajrayana (Véhicule de diamant) népalais et tibétain, ce qui constitue non seulement une lacune dans le concert bouddhiste, mais une grande frustration pour les adeptes du pays hôte.

L'Unesco, qui doit logiquement poursuivre cette « Route du bouddhisme » en Inde et au Pakistan, a permis de donner un coup de pied dans la fourmilière. Car ces polémiques étrangement tournées autour du lieu sacré de la naissance du Bouddha. Celui qui décida d'abandonner sa vie aisée de jeune prince pour partir à la recherche de la voie qui délivrerait de la souffrance et de la mort, « L'Éveillé » qui enseigna près de Bénarès les quatre « nobles vérités » (la souffrance, son origine, sa cessation, la voie qui mène à cette cessation) et, sa mission accomplie, entra dans le nirvana à l'âge de quatre-vingts ans, en Inde, à Kusinagara.

D. T.

Danielle Tramard

## Les richesses de la vallée de Katmandou

**KATMANDOU**  
de notre envoyé spécial

A la différence de Lumbini, sanctuaire bouddhiste en milieu hindouiste - voire musulman -, la vallée de Katmandou est un exemple unique de coexistence pacifique de ces deux philosophies et l'illustration d'une architecture que les artistes newars firent rayonner jusqu'en Chine. Bien que minoritaires, les Newars ont toujours représenté l'élite intellectuelle et artistique du Népal. Ces populations mongoloïdes venues du Nord-Est furent fortement indianisées tandis que les Gurkhas, qui prirent le contrôle politique du pays en 1768, étaient des Aryens qui avaient fui le Rajasthan lors de la conquête musulmane de l'Inde et qui se mélangèrent avec les tribus de l'Ouest népalais.

Patan, fondée avant le V<sup>e</sup> siècle de notre ère, est la plus ancienne des trois capitales népalaises. Majoritairement bouddhiste, elle est construite en forme de mandala, avec un grand stupa à chacun des points cardinaux. Monument par excellence du bouddhisme, le stupa symbolise l'existence du Bouddha dont il contient des reliques. Il s'élève, autour d'un pilier central et sur une base carrée, d'une pyramide à treize anneaux et d'un parasol à son sommet. Sur chacune de ses faces, regardant les quatre points cardinaux, les yeux grands ouverts de la bouddhéité, un ajout spécifique-

ment népalais. La cohabitation des différentes écoles bouddhistes est un phénomène propre à la vallée. Le bouddhisme newar du Vajrayana, issu de l'Inde, porte en lui des éléments hindous : système des castes et croyance en la force démiurgique de la parole qu'est le mantra. Sous l'influence des rituels tantriques, qui y tiennent une grande place, et à l'instar des brahmanes hindous, leurs moines, les vajracharyas, se marient et s'affaiblissent. Si bien qu'aujourd'hui, les bouddhistes newars sont attirés par le rayonnement des lamas tibétains et des bhiksus théravéens.

### ÉPANOUISSEMENT

Le bouddhisme tibétain du Vajrayana ou Véhicule de diamant, toujours représenté au Népal du fait de la présence d'ethnies d'origine tibétaine, est en plein épanouissement. Depuis l'invasion de leur pays par la Chine en 1959, les réfugiés tibétains se sont regroupés autour des deux stupas de Swayambunath et de Bodnath. Les maîtres des diverses écoles ont construit des monastères autour de ce dernier. Quant au bouddhisme théravéda, introduit au Népal au cours du X<sup>e</sup> siècle, il met l'étude et la méditation au cœur de la pratique des classes moyennes. Il est, lui aussi, populaire.

## Un patrimoine archéologique en danger

**KATMANDOU**  
de notre envoyé spécial

Déjà fortement endommagé au cours du vingtième siècle, le site archéologique de Lumbini risque de subir de nouvelles détériorations. Les fouilles continuent durant les travaux. Dans les futurs jardins sacrés, seule la colonne d'Ashoka est visible, les autres vestiges sont cachés derrière les baches jaunes des archéologues japonais. Or, l'archéologie, comme le souligne John Sanday, architecte britannique spécialiste de la conservation, peut être, si l'on n'y prend garde, la science la plus destructrice qui soit. On le voit

à Lumbini, où les fouilles ont dégagé le sanctuaire, mais l'ont aussi dévasté. John Sanday rappelle les paroles du roi Mahendra, le père du souverain actuel : « Nous sommes responsables de ce qui est sur le sol. Ce qui est enfoui sous la terre est en sécurité. » Il demande avec instance que le développement touristique soit planifié et contrôlé. Un programme de préservation est d'ailleurs indispensable pour obtenir l'inscription sur la liste du patrimoine mondial établie par l'Unesco. L'achat de terrains établissant des zones tampons et le maintien de la vie rurale autour des sites sont un moyen simple et effi-

cace de protection. L'Unesco a formulé des recommandations non seulement en faveur de la protection de Lumbini, mais aussi de la vallée de Katmandou, vaste et exceptionnelle musée en plein air. L'organisation internationale préconise de préserver du patrimoine bâti tout comme les savoir-faire artisanaux, de publier un catalogue des œuvres d'art du musée de Bhaktapur et, s'agissant des équipes étrangères travaillant au Népal, des rapports de fouilles. Une évidence étonnamment négligée. Particulièrement dramatique et urgent, l'appel d'un participant hindou népalais à la mission de

l'Unesco pressant les pays occidentaux de signer la convention de l'Unesco sur la protection des œuvres d'art. « Nous nous battons en vain, dit-il, et perdons des batailles pour protéger le patrimoine bouddhiste de notre pays. Cette conférence devrait, pour le moins, mettre la pression politique pour que les musées étrangers, américains et japonais notamment, signent ces conventions. Faute de quoi, dans dix ans, je vous le certifie, les Népalais ne verront plus ces statues, seulement des temples vides... »

D. T.

### Bibliographie

- Sur les traces du Bouddha, de René Grousset (F. Asiatique)
- La vie du Bouddha d'après les textes et les monuments de l'Inde, d'Alfred Foucher (réédition Maisonneuve, 1993).
- La Non-histoire d'une illusion, méditations sur le bouddhisme tantrique tibétain, de Charles Genoud (Olivier, 1995), éclaire un sujet riche et parfois aride, de même que Le Bouddhisme tantrique du Tibet, de John Blofeld (Seuil, « Points Sagesses »).
- Indo-Tibetan Buddhism, de David Snellgrove (Shambala, Boston 1995).
- Népal, a Guide to the Art and Architecture of the Kathmandu Valley, de Michael Hutt, un album de haute tenue, parfaitement illustré en N/B, (Shambala, Boston 1995).
- Le Népal, étude historique d'un royaume hindou, de Sylvain Lévi et Le Népal, une introduction à la connaissance du monde népalais, de Marc Gaborieau (rééditions Kailash).
- La revue Himal (PO Box 42, Patan Dhoka, Lalitpur, Népal), en anglais.



## Le prêt-à-porter défile à Paris pendant dix jours

Même si l'« air de la couture » dont parlait Dior se respire à Paris, la création est en déclin, indissociable de la dégradation économique de ce secteur

Après Londres, Milan, et avant New York et Tokyo, Paris présente, du 11 au 20 mars, les collections de prêt-à-porter féminin de l'hiver 1996-1997, avec quatre-vingt-six défilés en dix jours, un chiffre qui a doublé en dix

ans. En quinze ans, le nombre des journalistes et photographes venus du monde entier est passé de neuf cent cinquante à deux mille. A la mode-spectacle des années 80 a succédé la mode-virtuelle des an-

nées 90 : l'une déformait la réalité, l'autre la fait disparaître de son champ. « Il y a dix ans, les créateurs avaient un style. Aujourd'hui tout le monde suit les tendances », juge Chantal Thomass. Soumis

aux dictats de ses commerciaux frileux, le monde du luxe se provincialise. Cette mode, qui défile à Paris, semble être devenue à elle-même sa propre cible, et fonctionne en circuit fermé.

**JAMAIS SANS DOUTE** le calendrier n'aura été si saturé : pas moins de quatre-vingt-six défilés en dix jours, un chiffre qui a doublé en dix ans. La mode investit les palais (intercontinentaux pour Nina Ricci, Grand Hôtel pour Océmar Versolato), les salles de concert, de Gavarni (Chloé) à l'Elysée Montmartre (Rifal Ozbek) sans oublier le lycée Camot, où Romeo Gigli défilera dans la cour de récréation.

Ouvertes depuis 1994, les salles polyvalentes du Carrousel du Louvre qui devaient être le lieu principal des défilés, n'en accueillent que la moitié, ceux-ci se répartissant aux quatre coins de la capitale : Institut du monde arabe (Claude Montana, Masaki Matsushima), Ircam (Kozuki Tsunuma), Espace Elfil Brandy (Chanel). Sans compter les salons et les showrooms, comme l'espace Workshop de la Samaritaine. La tendance est au sur-mesure : certains ont déclaré forfait comme Popy Moreni qui remet son défilé à la saison prochaine (date du lancement de son parfum).

Prêt-à-porter visuel ? En quinze ans le nombre des journalistes et photographes venus du monde entier est passé de 950 à 2 000. Et pourtant, comme l'affirme Christine Blanc, attachée de presse travaillant avec des créateurs de mode depuis 1981 : « Aujourd'hui, le vêtement est devenu la chose la moins importante de la profession. Peu-être parce qu'il n'a pas grand-chose à dire en ce moment. On veut voir des propositions de déguisement, une atmosphère... »

Cette « atmosphère » profite aux rois du marketing et de l'image qui triomphent depuis le début des années 90, au nom d'un minimalisme efficace en noir et blanc. C'est le cas de l'Allemande Jil Sander, des Italiens Prada ou Gucci.

Aux antipodes du grunge, les chemises cintrées, les robes-polo, et les toniques qui fontent la panoplie de l'été 1996 marquent l'influence d'un style inspiré par Romy Schneider dans *La Piscine* et auquel les maquillages invisibles, les coupes de cheveux dégradées servent d'habillage. Buste d'adolescente, pommettes virginales, jarnées nues. Certaines militantes qui voient des femmes objets partent, vont devoir réviser leur discours. Une vraie vision féministe de la mode ne peut que déplorer l'absence de désir, d'idéal dont celle-ci est le vecteur.

**L'UNIFORME DE M<sup>me</sup> MATHIEU** : Tout se passe comme si après une décennie de nostalgies, de recyclages, des citations ne servaient qu'à effacer l'original. Simplisme cherissime, l'heure est aux performances techniques, aux effets de surface irisés, satinés, glacés. La matière brille davantage que l'œuvre.

Dans ce contexte, il est de plus en plus difficile, par exemple pour la mode française d'affirmer sa différence, en dehors de ces standards essentiels, promus comme des absolus du bon goût. Pour marquer son identité, elle doit souvent recourir à des clichés « couture » de l'après-guerre, les seuls, semble-t-il, à pouvoir rassurer les acheteurs américains. Pourtant, face au dépeuplement graphique des dernières saisons, l'image de la « Parisienne » semble avoir pris dix ans : trop de facilités, trop d'épaulements, de talons

et de boutons dorés. Comme le reconnaît Christian Lacroix : « C'est l'uniforme du ministre viré ou de M<sup>me</sup> Météo... » Elle paraît aujourd'hui un peu en décalage, avec cette mode techno propre d'une « reprise » encore fragile.

Depuis Yves Saint Laurent, ou Agnès b., aucun créateur français n'a pu imposer une image tangible de la femme française, dont les observateurs ont toujours célébré la fantaisie, le charme, et le sens de la liberté. Mais ce déclin culturel est indissociable de la dégradation

folklore des années 80 n'était que la continuation d'une certaine école, d'un métier d'illusionniste, fondé sur l'art de la contrainte, de la métamorphose. A la mode spectacle des années 80 a succédé la mode virtuelle des années 90 : l'une déformait la réalité, l'autre la fait disparaître de son champ. Pourqu'il la haute couture, pourtant matériellement si inaccessible, semble chez certains plus tactile, plus présente que le prêt-à-porter. « Là, on dit l'essentiel. On n'a pas de temps à perdre en faux-semblants », dit Christian

C'est par eux aujourd'hui que s'imposent les vrais classiques de cette fin de siècle, volés, depuis Chanel, à l'univers utilitaire du sport, ou des vêtements de travail. C'est à New York, à Londres que cette énergie se dégage dans la rue, là où à Paris, elle s'exprime le plus souvent de manière souterraine. C'est à Tokyo que cette énergie est filtrée avec efficacité par les créateurs japonais, comme Rei Kawakubo, Yohji Yamamoto, et surtout Issey Miyake, l'un des derniers à redonner un langage universel à la mode, à poser les questions qui touchent aux gestes, aux couleurs de la vie.

On ne peut que regretter que Paris soit en dehors des défilés qui la mettent en vitrine, tentée par le repli sur soi, le culte sans projet de la tradition. Malgré l'audience, quelque chose ne passe plus, cette curiosité qui fait de la mode un art, une industrie mais aussi un commerce. On se couvre, on se cache, on se copie les uns les autres dans la peur d'en faire trop. « Il y a dix ans, les créateurs avaient un style. Aujourd'hui tout le monde suit les tendances », juge Chantal Thomass, qui vient de signer un contrat avec l'Autrichien Wolford. Soumis aux dictats de ses commerciaux frileux, le monde du luxe se provincialise, faisant perdre aux plus grands l'insolence de leurs part-pris. On attend qu'un produit soit réellement un succès, pour inonder le marché de copies bas de gamme.

Sur fond de crise morale dont l'apparence est une révélation, le conformisme pourrait bien isoler encore la France de sa légende cosmopolite.

Laurence Benaim

### Une grande vague de filles très jeunes

L'image hypersexuée de la femme s'efface pour laisser place à une autre, mutante, adolescente trop vite poussée, qui défile jambes nues, dans le paradis de sa mère, et sans accessoire. Aujourd'hui, ce modèle sert de signe de reconnaissance internationale à des marques venues promouvoir leur parfum, de Calvin Klein, à Gianfranco Ferré, en passant par Paco Rabanne. « Il y a une grande vague de filles très jeunes, d'environ seize, dix-sept ans », affirme-t-on chez Elise. « On note la présence de plus en plus nombreuses de mannequins de l'Europe de l'Est ».

Un standard chasse l'autre : après l'Américaine vitaminée (qui continue à faire recette dans les catalogues de vente par correspondance), le caméléon du troisième sexe.

économique de tout un secteur, privé de ce qui faisait sa force : le savoir-faire, l'amour du beau et de la qualité, qui sont aujourd'hui l'apanage des Italiens, même si l'air de la couture » dont parlait Dior se respire à Paris.

Après avoir été le point de mire, les iconoclastes français (Jean-Paul Gaultier, Claude Montana, Thierry Mugler) se retrouvent un peu isolés. Le fil de la mémoire s'est coupé. L'usage abondant des pyrothèses (épaules surdimensionnées, bustiers objets...) qui fit la gloire et le

Lacroix, qui sait rendre vrai ce qu'il imagine. Cette mode, qui défile à Paris, semble pouvoir se passer de consommateurs, étant elle-même sa propre cible, fonctionnant en circuits fermés. Jamais sans doute depuis les années 60, cette mode des podiums n'avait semblé si en décalage avec un certain public qui construit son monde : la génération des 15-20 ans, enfants gâtés, qui font exploser la couleur et l'ardence comme autant de pétards à la face du « comme il faut ».

Laurence Benaim

## Etrange biographie chantée de Nazim Hikmet

Stanislas Nordey met en scène, Christian Boissel signe la partition

**UN ÉTRANGE VOYAGE**, d'après les poèmes de Nazim Hikmet. Mise en scène : Stanislas Nordey. Partition : Christian Boissel. Avec Alma Rosa (chant), Michel Desmierre et Olivier Schéttit (acteurs), Claire Antonini, Christian Boissel, Bruno Caillaud, Renaud Garcia-Fons et Carol Robinson (musiciens).

**THÉÂTRE DE LA VILLE**, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Châtelet. Du mercredi 13 au samedi 16 (dernière), à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 1 h 45. 90 F.

Un étrange voyage est d'abord une rencontre, celle d'un compositeur d'aujourd'hui, Christian Boissel, avec l'œuvre du poète turc Nazim Hikmet mort à Moscou en 1963. Ses curiosités sont multiples, autant que ses années d'apprentissage. Après des études classiques, Christian Boissel a créé un ensemble de musique médiévale, Loindhana, avant de servir la scène, qu'il s'agisse du théâtre (comme pour le *Peer Gynt*, de Patrice Chéreau) ou de l'opéra (*Temboctou* à Avignon).

Il s'est intéressé aussi à la chanson populaire en travaillant au côté de Mikis Theodorakis. Sa muse ? La poésie, ces textes courts qui lui inspirent aussitôt une note, puis une autre, ce qu'il appelle « des petites choses très informelles » qui, peu à peu, prennent la forme d'une partition.

Un étrange voyage, c'est aussi la rencontre de Christian Boissel et du metteur en scène Stanislas Nordey qui, à la faveur de la préparation de *Bêtes de style*, de Pasolini, avait lui aussi parcouru les poèmes de Nazim Hikmet et fut aussitôt séduit par « cet homme à femmes et

combattant, sensuel et politique ». L'œuvre de Nazim Hikmet est immense, aussi belle et poignante que l'héritage du poète qui l'a mené de Salonique à Istanbul, au début de ce siècle, puis à Ankara, où son engagement, la force subversive de ses vers lui valurent de fréquenter souvent la prison, avant qu'il ne choisisse un exil et puis l'autre, jusqu'au dernier, en Union soviétique, où il avait cru pouvoir enfin « se rassasier de liberté ».

Un étrange voyage est le titre de son dernier livre, l'une des sources essentielles du spectacle créé le

**Textes incarnés dans le jeu de la voix et des instruments qui, eux aussi, ont des parfums de voyage**

10 janvier à l'Espace Mairaux de Chambéry. Où l'on retrouve la capacité intacte de son auteur à continuer d'imaginer un monde plus humain, et des réminiscences aussi, de sa jeunesse qu'il crut retrouver à Cuba, deux ans avant sa mort. Cuba, justement, est le pays où est née Alma Rosa, en 1967, enfant prodige dont La Harpe s'est entichée alors qu'elle avait juste cinq ans... Depuis 1991, Alma Rosa a choisi de vivre à Paris, où le public français a découvert sa voix exceptionnelle dans la comédie musicale d'Alfredo Arias, *Mortadella*.

Au commencement du spectacle, une voix s'échappe d'un corps cou-

ché au centre de la scène tandis qu'un homme, muet, « signe » la biographie de Nazim Hikmet dîne en chœur par la troupe rassemblée en demi-cercle autour de ce corps allongé. « En bref, camarade, aujourd'hui à Berlin, crevant de nostalgie comme un chien, je ne puis dire que j'ai vécu comme un homme mais le temps qu'il me reste à vivre, et ce qui pourra m'arriver, qui le sait ? » Les voix sont diverses, accentuées, celles de gens ordinaires d'ici et d'ailleurs, venues de presque autant de pays que le poète a un jour visités, reflétant dès les premiers instants son universalité.

Bientôt, ses textes s'incarnent dans le jeu incessant de la voix parlée, de la voix chantée, et des instruments qui, eux aussi, ont des parfums de voyage, dans le temps de l'histoire de la musique comme dans l'espace de la géographie : dans les mains de Claire Antonini cohabitent un luth baroque, un théorbe, un cistre, un tar, un saz, autant d'instruments à cordes de lointaines traditions, et souvent orientales, comme les percussions frappées par Bruno Caillaud dont les noms sont autant d'invitations à la réverie, zarb, zoukhaneh, daff, kandjra.

Acteurs, chanteurs, musiciens, tous servent dans un ensemble, simplement mais soigneusement mis en rythme de théâtre par Stanislas Nordey, la partition polyphonique de Christian Boissel, aussi suave et violente que peuvent l'être les textes choisis de Nazim Hikmet. Boissel, Nordey, Rosa sont donc les courtiers d'un étrange voyage, étrange spectacle, récit splendide qui défie toute tentative de classification.

Olivier Schmitt

**DANSE** **WIM VANDEKEYBUS** **BEREFT OF A BLISSFUL UNION**  
création pour 12 danseurs et 12 musiciens sur scène  
LOCATION 2 PLACE DU CHATELET 42 74 22 77  
MAR. 19, MER. 20, VEN. 22 ET SAM. 23 MARS 20H30

**Vie électrique**  
Une vie électrique  
Voyage dans le quotidien  
Exposition site des Sciences et de l'Industrie Paris  
la Villette du 7 mars au 15 avril 1996  
Tous les jours de 10h à 18h entrée libre  
site de l'Electricité de France



## Une association se bat pour la défense du patrimoine musical

des colloques, des disques et des livres sont publiés ; une saison de six programmes enregistrés par France-Musique a lieu Salle Gaveau, à Paris, jusqu'au 6 juin.

Si la Société générale, dont la mission n'est pas d'assurer le financement global d'une association, décidait de retirer son soutien, qu'advierait-il du colloque organisé tous les ans par l'AFPM, lequel débouche sur des recensements de corpus (cette année, la mélodie avec accompagnement d'orchestre), la coproduction de disques (chez Valois-Auvrids) et l'organisation de concerts (coproduits par Jean-Marie Fournier Productions, propriétaires de la Salle Gaveau, qui, de leur côté, ne sont pas non plus aidés par les pouvoirs publics) ?

**TIMIDITÉ DU PUBLIC.**  
 Si l'AFPAM n'a pas les moyens de prendre à bras le corps le scandaleux problème de l'édition musicale française (l'édition des partitions « rares » et... moins rares : il n'existe par exemple pas de partition de poche scientifique de la *Carmen* de Georges Bizet, l'opéra français le plus joué au monde...), elle tient à continuer son action : la publication des actes du colloque sur « La Mélodie avec accompagnement d'orchestre » fera suite à celle consacrée au « Quatuor à cordes français de 1750 à nos jours » (318 pages, 160 F, distribution Ophris), les disques devraient continuer de paraître, et la production de concerta, malgré la timidité du public (acheter une place en fait obtenir automatiquement une seconde), continuer... avec des aides musicales. Simon, « un claque d'étudiants », est le paillasson d'une porte trop peu ouverte.

Le colloque s'ouvrira à la salle

Le concert de février, à la Salle

Gaveau, était pourtant exemplaire. Articulé autour de la mort, il faisait se succéder de rares pièces pour piano de Massenet (écrites pendant une épidémie de choléra), les *Chants de l'âme*, d'Haridas Greif (neuf mélodies en création mondiale), le *Quatuor avec voix* op. 32, de Darius Milhaud, écrit à la mémoire de Léo Lalli, disparu au front en 1915, et le *Quintette pour piano et cordes* op. 42, écrit par Louis Vierne sous le choc de la mort de son jeune fils sur le même front.

Haridas Greif a connu sa première célébrité par une Tocrati re-produite au beau milieu des États du désert (Flammarien), de l'écrit vain Marc Cholodenko, Prix Médicis 1976. A l'époque, Haridas Greif, qui n'était pas encore passé par des chemins de traverse de la mystique, s'appelait Olivier Greif. *Les Chants de l'âme* (1979, 1995-96) sont neuf mélodies d'une ample facture, sur des poèmes, chantés en anglais, de William Blake, George Herbert, Henry King, John Donne... Résolument, il se situe au point de résnances de cloches, de phrases grégoriennes, de riches harmonies et de dessins souvent mélancoliques, ces mélodies ouvrent au premier abord une sensation curieuse de décalage temporel.

Dans un langage qui rappelle autant les *Winter Words*, de Britten (à la mémoire duquel est d'ailleurs dédié le cycle), que les *Poème d'Alexandre Blok*, de Chostakovitch, Greif parvient à s'exprimer avec une créativité qui force l'admiration. Et puis, la musique agissant, et agissant profondément, on se prend à se laisser aller à la richesse d'invention de ce paysage. Infinitement subtil où des éléments hétérogènes se mêlent, comme dans le *Bichterleben* de Schubmann (sur mouvement de verse presque vulgaire ici, une beausé douce-amère sur un rythme de sicilienne, là...).

### FASCINANTE CONCLUSION

On regrette peut-être que la huitième mélodie, par son ampleur, soit redondante avec ce qui la précède et lui succède. Mais quel ensemble, et quelle fascinante conclusion, où des sonneries gigantesques de cloches saisissent l'auditeur ! Accompagnée par le compositeur, qui joue en vrai musicien tout d'excellents doigts, la soprano Jennifer Smith touche par sa conviction et cette tension particulière qui l'a fait triompher notamment dans le rôle de Cybèle, dans l'Age de Luluy dirigé par William Christie. Son timbre n'est certes pas des plus séduisants, mais quel art du chant, quelle diction, et quelle présence, chargée et sensible !

Dans le *Quatuor avec voix* op. 32 (1916), de Darius Milhaud, Jennifer Smith entre à pas comptés et subtils dans l'immense adagio qu'est cette œuvre déchainée, d'une austérité bouleversante, d'un Milhaud si différent des « salades nîçoises » musicales qui lui tiennent hélas !

trop lieu d'emblème. Le Quatuor Parisi s'y révèle dans toute sa capacité de concentration sonore et émotionnelle. Dans le *Quintette avec piano* op. 42 (1918), de Louis Vierne, l'épanchement élégiaque est plus expansif, plus large.

Toutefois, cette œuvre d'un père abattu par la mort de son fils au front n'est jamais larmoyante. Elève de César Franck, Viernie parvient à écrire un grand quatuor qui supplante en fait aisément celui de son maître par sa ductilité, la souplesse de sa facture, la vraie émotion de ses thèmes (notamment le mouvement central, absolument bouleversant, lui aussi). On se réjouit du projet d'enregistrement de ce chef-d'œuvre par les Parisis et Haridas Greif, version qui est une alternative à celle publiée par Timpani, à qui revient la courageuse initiative de la publication de l'intégrale de la musique de chambre de Louis Viernie.

Renaud Machart

**Ignoré par la plupart des orchestres parisiens, le chef autrichien, qui dirige régulièrement dans les capitales européennes, est venu à Poissy (Yvelines) avec son Concentus Musicus**

Hamoncourt et Haydn ont au moins un point commun, ils cachent sous leurs airs sévères des trésors de fantaisie. La fameuse facétie haydnienne est présente dans la *Symphonie n° 54* que le chef avait inscrite au programme, et surtout la n° 31, grande pochade concertante où les traits instrumentaux fusent de toutes parts. Le chef viennois, pour sa part, a l'air sombre et réservé d'un auguste Kapellmeister. Sa direction est sans effet : elle n'offre guère de prise au regard. Mais cette austérité est sans cesse démentie par l'effusion du discours instrumental. Attaques riches, phrasés volontaires et linéaires assourdissants dans la 52<sup>e</sup>, d'esthétique très *Sturm und Drang* (« orage et oppression », dit le programme) — que vient seulement empêcher l'Andante aux sonorités nappées de volées et au festival de couleurs et d'exploits solistes dans la 37<sup>e</sup>, où la fûte de Robert Wolf, la contrebasse d'Edouard Wolff, se réunissent.

La manière dont Harnoncourt imprime un changement de ton ou de texture d'un geste apparemment anodin est assez sidé-

rente. Les musiciens eux-mêmes semblent tout étonnés de « colorer » aussi bien à ses indications : il est des ceillades et des sourires qui ne trompent pas. Un véritable charme sensible agit entre le chef parvenu au zénith de sa carrière et l'ensemble - qu'il a fondé en 1953 - aujourd'hui rayonnant, féminisé, où la joie de faire de la musique ensemble paraît tactile. Un ensemble qui a su ne pas se laisser gagner par la routine et le poids des ans, et qui accueille à côté de grands vétérans (Erich Höbhardt, Alice Harmon-Ortman, Milan Turkovic, Andrew Ackerman...) une poignée de formidables nouvelles recrues.

Entre les deux symphonies, la soprano Barbara Bonney interprète trois airs de Haydn d'une voix saine et claire, qui se joue de toutes les difficultés avec une aisance confondante. La salle fait un triomphe à cette chanteuse raffinée qui, comme Harmoncourt - dont elle est l'une des chanteuses d'élection - mériterait d'apparaître plus souvent dans les salles parisiennes.

**Jacques-Emmanuel Fousnaquer**

## contre les clichés de la danse jazz

**MOSAÏQUE**, de Raza Hammadi par les Ballets Jazz Art ; Christian Rémer (metteur en scène) ; Anouar Brahme (musique) ; Ali Amin (décor) ; Yac Souka (costumes). Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11. Le 22 mars, Sallanamines, Maison des Arts. Le 31 mai, Vanves.

« mille à être notre force, et notre résistance. La danse jazz représentait une manière de s'en sortir, comme aujourd'hui le hip-hop peut l'être pour nos cadets. La danse jazz est le maillon mégrisé, mais sur lequel les plus jeunes peuvent s'appuyer », explique Raza-Hammadi, à Fosnes dans le Val-d'Oise où la compagnie espère s'installer en résidence.

L'exil, le voyage, les vivants et les morts. Raza Hammedi a le sens du tragique. Comment exprimer l'émotion avec la technique jazz, ses épaulements accentués, ses débâchements prévisibles ? Le chorégraphe tente d'en conserver l'énergie du mouvement, en même temps qu'il en détourne la rythmicité vers des langueurs plus méditerranéennes. Notamment dans les danses d'hommes, les plus réussies. La mise en scène de Christian Rémier explicite trop ce que la danse pourrait aisément seule. Ainsi la rencontre des garçons qui découvre à *Moscou* : la façade orientale, l'assacole, où chacun se complaît de sa bonne mine, de la coupe d'un costume, porte en elle-même son excès. La surjouer est un complot.

Avec ses sauts, ses bras levés.

paumes ouvertes vers le ciel, la danse aurait suffi à exprimer la joie d'être à nouveau réuni. Razvi Hammadi n'a pas assez confiance en son mouvement. Il est pourtant doué pour le bial, le franchissement des frontières. On se retrouve sans savoir comment dans les villes, les troupes de la France.

Il est habile aussi à rendre compte des gradations d'énergie entre les générations. Les phrases justes qu'il écrit pour enfants, la vivacité de son engagement contre l'oppression, la violence de son oratoire : cette manière qu'il a d'être là et de contrôler ailleurs en même élan. Mais pourquoi faulx-til que les femmes se passent la main dans les cheveux pour dire leur féminité ? Ce genre de faiblesse du poète à tout casser. La musique du Tunisien Amour Brahém, délicate, échappée de la mémoire. « Nous n'avons pas de des enfants gâtés. Mon père est mort du travail, pas de la vie. Notre situation est aussi le reflet des rapports ambigus que la France n'en finit pas d'entretenir avec l'Afrique du Nord », dit Raza Hammadi.

Dorothea Erdt

13 MARS - 28 4 30

**VENDREDI 15 MARS - 20 heures**  
**THÉÂTRE DU CHÂTELET**  
**Thomas Hampson, baryton**  
**Wolfram Rieger, piano**  
**MAHLER**

**LUNDI 18 MARS - 20 h 30**  
**SALLE GAVEAU**  
**Felicity**  
**PALMER**  
mezzo  
*Schubert - Strauss - Rossini - Fauré*  
Tél. rés. : 48-53-05-07

**LUNDI 18 MARS - 12 h 45**  
**THÉÂTRE DU CHÂTELET**  
**MIDIS MUSICAUX**  
 Katarina Karneus, mezzo soprano  
 Benedicte Haid, piano  
**FAURÉ, ROUSSEL, POULENC**

**MARDI 19 MARS - 20 h 30**  
**SALLE GAVEAU**  
**Nelson**  
**FREIRE**  
piano  
*Brahms - Schumann - Debussy - Chopin*

Tél. rés. : 49-53-05-07

**MERCREDI 20 MARS - 20 h 30**

**SALLE GAYEAU**

**Igor**

**OISTRAKH**

**violon**

**N. Zertsalova, piano**  
Localiti - Beethoven - Mendelssohn - Widor  
Tel. n°: 49-53-05-07

**MERCREDI 20 MARS - 12 h 45**  
**THÉÂTRE DU CHÂTELET**  
**MIDIS MUSICAUX**  
 « Grands Prix Internationaux »  
**Denitsa Kazakova**, violon  
**Vincent Coq**, piano  
 LECLAIR, BEETHOVEN

**VENDREDI 22 MARS - 12 h 45**  
**THÉÂTRE DU CHÂTELET**  
**MIDIS MUSICAUX**  
Hélène Mercier-Arnault, piano  
Louis Lortie, piano  
MOZART STRAJINSKY

**SAM. 23, LUNDI 25, MERC. 27 MARS  
VENDREDI 29 MARS 19 h 30  
DIMANCHE 31 MARS à 17 heures  
MARDI 2 AVRIL à 19 h 30**

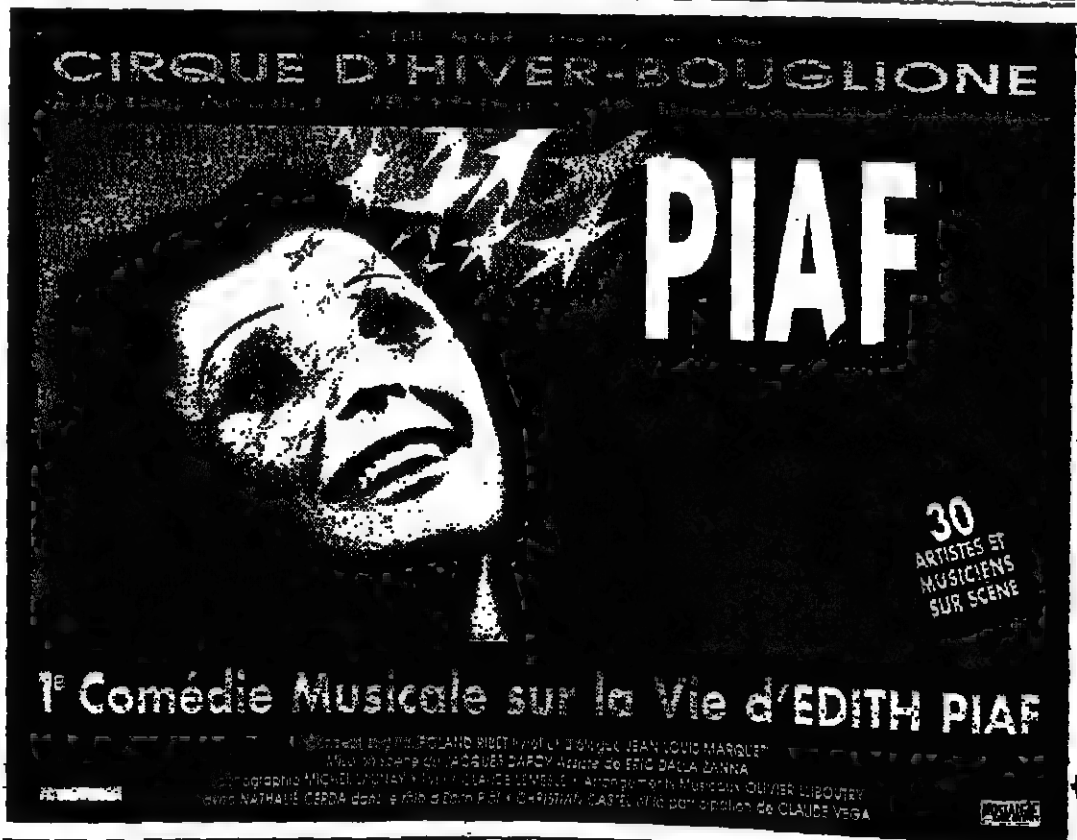
**THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
**Rossini : Le Turc en Italie**  
 Dir. musicale **IVAN FISCHER**  
 Mise en Scène, décors et costumes :  
**Ursel et Karl Ernst HERRMANN**  
**BANKS, BUDAY-BATKY, DUESING**  
**FABBRICINI, GRÉGOIRE, PUTSINGER**  
**RINALDI, STANISCI**

**Orchestre du Festival de Budapest**  
Chœur du Théâtre Royal de la Mozanie  
avec le soutien de la  
Fondation France Télécom  
France-Musique partenaire  
Prix des places de 60 à 670 F  
Rens. et loc. : 49-52-50-50

cité de la musique.  
cycle JS Bach

23 et 24 mars  
**Hopkinson Smith**, luth

Porte de Partin  
1.44 84 44 84



**FABRICE LUCHINI** lit "Un cœur simple" de **GUSTAVE FLAUBERT**  
THEATRE PARIS-VILLETTE - Réservation 42 02 02 68 du 20 mars au 1<sup>er</sup> avril



## Trisha Brown à Dijon et à Lyon

De la danse, rien que de la danse, et la meilleure qui soit

LA NEW YORKAISE Trisha Brown, qui a peut-être des antécédents de la danse de Marseille et d'Arles, ne rate jamais une occasion de venir danser en France avec sa compagnie hors classe. Après *Zirkus*, création de Francesca Lattuada (qui sera donnée les 12 et 13, à l'Arsenal de Metz, à 20 h 30), après *Ruf Horta*, l'Américaine cède la manifestation d'aujourd'hui, Art Danse, avec *If You Couldn't See Me* et *Musical Offering*. Il ne faudra surtout pas manquer la lecture-démonstration de *Set et Reset*, pièce historique, qui sera commentée par Laurence Louppe, grande spécialiste de la post modern dance : le mouvement brownien dévoilé. Ensuite, la Trisha Brown



Dance Company gagnera la Maison de la danse de Lyon, puis le Théâtre municipal de Roanne. Amis pièces présentées à Dijon s'ajoutera *M.C. : The Movie*, dédiée à Michel Guy. A voir et à revoir, pour comprendre et admirer une vie et une œuvre entièrement consacrées à trouver des gestes nouveaux.

★ Le 12, à 20 h 30, Art Danse, Théâtre des Faurillants, 21000 Dijon. Entrée libre. Tél. : 80-50-18-08. Les 19 et 21, à 20 h 30, le 20, à 19 h 30, Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69000 Lyon. Tél. : 72-78-18-18. 110 F à 140 F. Théâtre municipal, Roanne, le 22, à 21 heures. Tél. : 77-23-21-42.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Les soirées *Orléans*. Les Instants chavirés, lieu des musiques dites avant-gardistes, confient aussi régulièrement à l'association Orléans la responsabilité d'une programmation « rock, pas rock » comme l'indique le sous-titre de leur projet. Des groupes à découvrir, des déceptions ou des enthousiasmes. Le petit prix d'entrée incite à faire le choix de l'inconnu. On pourra ainsi balancer entre 2227 venu de Slovaquie, les Britanniques de Space Heads ou les Parisiens de Prohibition.

*Instants chavirés*, 7, rue Richard-Lenoir, Montreuil (93), 20 h 30, le 11. Tél. : 42-57-25-91. De 50 F à 60 F.

The Fleishtones. Il y a une douzaine d'années, les Fleishtones terminent leur concert au Palais en provoquant une belle pagaille en pleine rue du

Feubourg-Montmartre à Paris. Si leur garage-rock, éternellement nostalgique, n'est plus vraiment en vogue aujourd'hui, on peut compter sur ce groupe festif pour célébrer dignement (et avec sur scène beaucoup d'invités surprises) son vingtième anniversaire. *Le Palace*, 8, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9, 19 h 30, le 11 mars. Tél. : 47-70-75-02.

*Big Soul*. Ce groupe américain mêlant astucieusement rock et groove funk obtient en ce moment un succès spectaculaire et inattendu par la grâce d'un single, *Le Brio*, chanté en français. Les radios le passent sans honte, il entre dans les quotas.

*Le Bataillon*, 50, boulevard Voltaire, Paris-11, 19 h 30, le 11 mars. Tél. : 47-00-55-22. 110 F.

## CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

### LUNDI 11 MARS

Fautet de Gounod, Marcello Giordani (Faust), Renée Fleming (Marguerite), Willard White (Méphistophélès), Jeffrey Black (Valentin), Claire Larcher (Marthe), Martine Mahé (Siebel), Maîtrise des Hauts-de-Seine, Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Yves Abel (direction), Jorge Lavelli (mise en scène).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11, 19 h 30, les 11, 14, 16, 20, 22 et 25, jusqu'au 31. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F.

### MARDI 12 MARS

Orchestre symphonique français. Mendelssohn : Concertos pour piano et orchestre n° 1 et 2. Bartók : *William Shakespeare*. Bizet : *Symphonie*. Anna Holroy (mezzo-soprano), Louis Lortie (piano), Laurent Petitgirard (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8, 19 h 30, le 12. Tél. : 45-61-53-00. De 50 F à 80 F.

### MERCREDI 13 MARS

Don Carlos de Verdi, Roberto Alagna (Don Carlos), Karita Mattila (Elisabeth de Valois), José Van Dam (Philippe II), Thomas Hampson (Rodrigo), Waltraud Meier (princesse d'Éboli), Eric Halfonson (le Grand Inquisiteur), Chœur du Théâtre du Châtelet, Orchestre de Paris, Antonio Pappano (direction), Luc Bondy (mise en scène), Lucinda Childs (chorégraphie).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-11, 19 h 30, les 13 et 16. Tél. : 40-28-26-40. De 80 F à 500 F.

Le Barbillon de Séville de Rossini, Roberto de Candia, Marc Bernard (Figaro), Katarina Karnaus, Annick Massie (Rosine), Simon Edwards, Josef Kundlak (Almaviva), Rada El-Wakil, Jean-Philippe Courbis (Basil), Jean-François Vinciguerra, Domenico Timarich (Bartolo), Natascha Chépy, Marie-Thérèse Keller (Berta), Chœur de l'Opéra-Comique, Ensemble orchestral de Paris, Stefano Ranzani (direction), Adriano Sinivia (mise en scène).

Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris-2, 19 h 30, les 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 25 et 26. 16 heures, le 17. Tél. : 42-44-45-46. De 50 F à 490 F.

Cost fan tutte de Mozart, Susan Chilcott (Fiordiligi), Susan Graham (Dorabella), Mika Shigematsu (Despina), Rainer Trost (Fernando), Simon Keenlyside (Guglielmo), William Shimell (Alfonso), Chœur et

Ensemble *Re*. Esler : *Wierzbni Arten, den Regen zu beschreiben*, Septuor n° 1. Pesson : *Mes béatitudes*, Schöllhorn : *Vor Augen*. Bonnet : *Nachtschicht*, Dominique My (direction).

Goethe-Institut, 17, avenue d'Iéna, Paris-16, 19 h 30, le 14. Tél. : 44-43-32-30. 50 F.

### VENREDI 15 MARS

Orchestre philharmonique de Radio-France. Mozart : Concerto pour clarinette et orchestre KV 622. Panufnik : *Nocturne*. Chostakowitch : Symphonie n° 10. Sabine Meyer (clarinette), Stanislaw Skrowaczewski (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8, 19 h 30, le 15. Tél. : 45-61-53-00. De 50 F à 175 F.

Volante, Mavva de Tchakovsky et Stravinsky. Inés Galante (Volante), Gegam Grigorian (Vaudémont), Dimitri Kharitonov (Robert, duc de Bourgogne), Nikita Storozhev (le Roi René), Arkady Volodov (Ivan), Nikolai Gerasimov (Paracha), Nikolai Vassiliev (le Hussard, Mavva), Nina Gaponova (la Mère), Hélène Perraguin (la Voisine), Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Vasily Sinaïski (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8, 19 h 30, le 15. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Shlomo Mintz (violin, alto), Itamar Golan (piano). Schubert : Sonatine pour violon et piano D 384, 385 et 408, Sonate pour arpeggione et piano, version pour alto et piano.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 15. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 180 F.

Thomas Hampson (baryton), Wolfgang Rieger (piano), Mahler : *Lieder*. Concert donné au profit de la Bibliothèque Gustav-Mahler.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris-11, 19 h 30, le 15. Tél. : 40-28-26-40. De 80 F à 300 F.

### SAMEDI 16 MARS

Pierre Hantel (clavécin), Bach : Variations Goldberg. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 16. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

Le Pontalenta. Bach : *Canentes*. Greta De Reyghere (soprano), Steve Dugardin (alto), Ian Honeyman (ténor), Werner Van Mechelen (basse), Paul Dombrecht (direction).

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 17. Tél. : 44-84-44-84. De 100 F à 180 F.

### DIMANCHE 17 MARS

Beaux-Arts Trio. Hummel : Trio pour piano, violon et violoncelle n° 4. Schubert : Trio pour piano, violon et violoncelle D 898. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8, 19 h 30, le 17. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.

Christophe Colin (violin), Pierre Hantel (clavécin). Bach : Sonates pour viole de gambe et clavier BWV 1027, 1028 et 1029. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 17. Tél. : 44-84-44-84. 75 F.

### DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ballet Ethéry Pagano. *La Reine des neiges*. Théâtre du Jardin, Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne, Paris-16, 19 h 30, les 13 et 14. Tél. : 40-67-87-86. De 15 F à 22 F.

Compagnie Montalvo-Hervieu. José Montalvo : *Gloire de Jérôme A. Le Blanc-Mesnil* (93). Grande salle du Forum, 1, place de la Libération, 20 h 30, le 16. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

## JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

François Laudet Big Band. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7, 19 h 30, le 12. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Minenna Praelon Trio. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10, 19 h 30, le 12. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Liema Mailhes Trio. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16, 19 h 30, le 12. Tél. : 42-30-15-16.

Entrée libre. Benny Bailey Quartet. Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris-5, 19 h 30, le 12 et 13. Tél. : 42-36-28-53. 100 F.

Günther Bass. Caveau de la Huchette, 5, rue de la Huchette, Paris-3, 19 h 30, le 12. Tél. : 42-30-15-16.

Jacques Bologniet, Francis Varis, Pierre Guignot. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-11, 19 h 30, les 12, 13, 14, 15 et 16. Tél. : 42-36-01-36. 70 F.

Faton Cohen. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-7, 19 h 30, le 13. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Emile Watts Quartet. La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6, 19 h 30, le 13, 14, 15, 16, 18 et 19. Tél. : 42-36-60-00. De 120 F à 150 F.

Duo Bostang-Kogemann, Christophe Laborde Quartet. Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16, 19 h 30, le 14. Tél. : 42-30-15-16. 30 F.

Alto Morera. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10, 19 h 30, le 14. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Michèle Parade. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14, 19 h 30, le 14. Tél. : 42-31-56-70. De 100 F à 150 F.

Zoom Top Orchestra. Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris-11, 19 h 30, le 14. Tél. : 42-33-27-71. De 25 F à 80 F.

David Venturoli, Didier Rhuysary, Frédéric Briet. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-11, 19 h 30, le 14 et 15. Tél. : 42-36-01-36. 70 F.

Bobby Watson Electric Band. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10, 19 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Jean-Luc Pontthier, Jean-Luc Pontthier. Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-11, 19 h 30, les 15 et 16. Tél. : 42-36-01-36. 70 F.

Naturel Quintet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-11, 19 h 30, le 15 et 16. Tél. : 40-25-46-60. 78 F.

Sara Lazarus Quartet. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-11, 19 h 30, le 17. Tél. : 40-25-46-60. 78 F.

Philippe Rondeau Quintet. Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris-11, 19 h 30, le 17. Tél. : 42-33-27-71. Entrée libre.

Triple Gee. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 13. Tél. : 42-57-25-91. 80 F.

Paintings. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 42-57-25-91. 80 F.

Neuilly (92). Quel du Blues, 17, boulevard Vital-Bouhot, 22 h 30, le 14 et 16. Tél. : 46-24-22-00. De 80 F à 100 F.

## ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Tripping Daisy. Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie II), Paris-13, 19 h 30, le 11. Tél. : 53-79-00-11. De 50 F à 100 F.

Anders Osborne. Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8, 19 h 30, les 11, 12, 13, 14, 15 et 16. Tél. : 42-25-18-66. Entrée libre.

Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie II), Paris-13, 19 h 30, le 12. Tél. : 53-79-00-11. 90 F.

Tribu. L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17, 19 h 30, le 12. Tél. : 43-87-97-13.

Waltari. Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie II), Paris-13, 19 h 30, le 13. Tél. : 53-79-00-11.

Monica Lyona Combo. L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17, 19 h 30, le 13. Tél. : 43-87-97-13.

Tiggers Lilies. L'Archipel, 50, rue Bastrol, Paris-11, 19 h 30, le 14. 30 F.

Benegade Soundwave. Arapaho, 30, avenue d'Italie (centre Italie II), Paris-13, 19 h 30, le 14. Tél. : 53-79-00-11. De 50 F à 100 F.

Louise Allouau. L'Archipel, 50, rue Bastrol, Paris-11, 19 h 30, le 15. 30 F.

Voltaire, 18 heures, les 15 et 16. 30 F.

Courtesy Hina. Hip Hip Project. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 15. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 120 F.

Boss Hog. Au Divan du Monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9, 20 h 30, le 16. Tél. : 44-92-77-66. 100 F.

Paul Breslin. Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris-14, 19 h 30, le 16. Tél. : 43-22-79-66.

Louisiana Red. Rix-Orangis (91). Le Plan, rue Rix-Galagher, 19 heures, le 17. Tél. : 69-43-03-03. 90 F.

## CHANSON

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Procidé Guimard Delatour. Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2, 19 h 30, le 11, jusqu'au 30. Tél. : 42-36-37-27. 90 F.

Coline Serreau. Théâtre de la Potinière, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2, 19 h 30, le 11, jusqu'au 25. Tél. : 42-61-44-16. 100 F.

Plaf, je t'aime. Cirque d'Hiver Boulogne, 110, rue Amelot, Paris-11, 19 h 30, le 12, jusqu'au 30 avril.

Vaya con Dios. Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris-9, 19 h 30, le 12. 165 F.

Frédéric François. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9, 19 h 30, le 12, jusqu'au 20. 20 h 30, les 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22 et 23. 17 heures, le 17 et 24. Tél. : 47-42-25-48. Location Fnac, Virgin. De 160 F à 250 F.

Jean-Jacques Nysen. Horse's Mouth Pub, 120, rue Montmartre, Paris-2, 19 h 30, le 14. Tél. : 40-39-93-66. Entrée libre.

Les ZigZagins. Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris-4, 19 h 30, le 16 et 23, jusqu'au 3 avril. Tél. : 44-59-82-82. Entrée libre.

Alliance Ethnik. Dis bonjour à la dame Trappes (78). La Merise, place des Merisiers, 20 h 30, le 13. Tél. : 30-13-98-50. 85 F.

## MUSIQUES DU MONDE

Une sélection à Paris

Djamel Allam. Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2, 19 h 30, le 12, jusqu'au 26. 20 h 30, les 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23 et 26, jusqu'au 30. Tél. : 42-36-37-27. 90 F.

Les Ecoliers. Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2, 19 h 30, le 12, jusqu'au 26. 20 h 30, les 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23 et 26, jusqu'au 30. Tél. : 42-36-37-27. 100 F.

Shrik Karol. Ailleurs, 13, rue Beauséjour, Paris-4, 19 h 30, le 13, le 13 et 20, jusqu'au 27. Tél. : 44-59-82-82. Entrée libre.

Orlando Poole Orchestra. La Jave, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11, 19 h 30, le 12, jusqu'au 26. 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 42-02-30-52. 100 F.

Paris Latin Salsa. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10, 19 h 30, le 16. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin, 120 F.

Sharon Shannon. Cooney et Begley, Donal Lunny. Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19, 19 h 30, le 16. Tél. : 40-03-75-75. 100 F.

## RETENEZ VOS PLACES

### BANLIERES BLEUES

La treizième édition de Banlières bleues, jazz en Seine-Saint-Denis, aura lieu du 20 mars au 18 avril, réparti sur quatorze villes du département.

Après le programme de mars (*Le Monde* du 5 mars), voici les dates d'avril : Charles Gayle Trio à Aubervilliers (le 3) ; Doudou N'Diaye Rose à Bagnolet (le 5) ; Louzadsak de Claude Tchamitchian et Slide Ride à Pantin (le 9) ; Jean-Pierre Drouot Duo à Saint-Ouen (le 10) ; le trio de Joelle Léandre et celui de Paul Bley, Evan Parker et Barre Phillips à Saint-Denis (le 11) ; Etienne Brunet Zig Rag Orchestra et un hommage à Sun Ra dirigé par Craig Harris à Rommainville (le 14) ; André Jaume à Pantin (le 15) ; le Cirque selon Michel Portal à Bobigny (le 16) ; Louis Scavias/Mathilde Monnier à Saint-Ouen (les 16 et 17) ; Nguyen Lê Vietnam au Blanc-Mesnil (le 17) et Paco de Lucia à Bobigny (le 18).

Toutes les salles sont aisément accessibles par les transports en commun. Le prix des places varie de 70 F à 150 F (pour John McLaughlin Trio et Paco de Lucia Septet) et plusieurs systèmes d'abonnements permettent de bénéficier de réductions. Renseignements au 43-85-66-00.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

BROKEN ARROW. Film américain de John Woo, avec John Travolta, Christian Slater, Samantha Mathis, Delroy Lindo, Frank Whaley, Bob Odenkirk (1 h 48).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 19 h 30, le 12. Tél. : 42-36-37-27. UGC Odéon, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, dolby, 8 (36-68-75-55) ; UGC Convention, dolby, 15 (36-68-25-31) ; Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96) ; 36-68-77-44 ; réservation : 40-30-20-10.

CHAMARRA. Film français de Bartabas, avec Igor Gotsman, Spartak Fedotov, Vladimir Yakovlev, Sergueï Emilianov, Stefan Beliaev, Aliona Egoumov (1 h 35).

VO : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 (36-68-23-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-25-19-08) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-68-27) ; Eclair, 13 (36-68-48-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 19 (45-75-79-78) ; 36-68-68-24) ; VO : Gaumont Alésia, dolby, 14 (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10.

LE CRI DE TARZAN. Film français de Thomas Bardinet, avec Julien Haurant, Hamid Bedjaoui, Marie Vialle, Martine Erhel, Michel Jeanjean, Kader Douali (1 h 52).

Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

FURT. Film américain de Hal Hartley, avec Bill Sage, Parker Posey, Martin Donovan, Dwight Ewell, Geno Ledner, Elina Löwensohn (1 h 25).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 19 h 30, le 12. Tél. : 42-36-37-27. 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6 (46-36-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Thémis, 8 (36-68-45-47) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 36-68-68-27).

LES MENTIRIS. Film français d'Elie Chouraqui, avec Jean-Hugues Anglade, Lorraine Bracco, Valérie Bruni-Tedeschi, Sami Frey, Julie Gayet, Christian Charmentat



## Alain Ayache lance le mensuel « Questions de femmes »

ALAIN AYACHE est un personnage à part dans le petit monde de la presse. Toujours prêt à dénoncer, à protester, à partir en bataille : prix du papier, syndicat du Livre, poids des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) dans la distribution, domination des groupes étrangers sur la presse magazine, etc. Il aime faire parler de lui. Il a été candidat au rachat de VSD, le voici qui lance un mensuel. *Questions de femmes*. Un journal féminin parce que « c'est le marché le plus embouteillé, le plus compliqué, où il y a les plus beaux magazines de mode du monde, et aussi le plus grand nombre de lectrices ».

Au début de l'année, Alain Ayache fait rapidement son deuil de VSD et se lance dans ce nouveau projet. Trois mois après, il sort *Questions de femmes*, réalisé sur une intuition, sans études préalables : « Les études se trompent une fois sur deux, moi avec mon instinct aussi. Ainsi je fais des économies », il veut faire un magazine féminin, où il y ait beaucoup à lire. *Questions de femmes* est plutôt pratique et assez « people », avec une part importante consacrée à la vie et aux avis de gens célèbres. La place accordée à la mode est réduite.

Le premier numéro, qui sort mardi 12 mars, est tiré à un peu plus de 400 000 exemplaires. Alain Ayache vise une diffusion de 300 000 exemplaires pour ce mensuel vendu 12 francs, destiné aux femmes de 30-50 ans. Une vingtaine de personnes travaillent à ce

Journal, dont la rédactrice en chef est Nathalie Cottin, la femme d'Alain Ayache. Le coût du lancement de *Questions de femmes* est de 16 millions de francs, dont 11 millions consacrés à la promotion.

### CHANGEMENT D'IMAGE

Pendant longtemps, Alain Ayache n'a pas été pris au sérieux : il était le patron tonitruant du *Meilleur et de Spécial Dernière*, journaux surtout connus pour leurs pronostics de tiercé. Puis, au début des années 90, il a créé un drôle de magazine, *Réponse à tout*, qui est diffusé à un peu plus de 500 000 exemplaires, suivi de *Réponse à tout santé* (296 000 exemplaires). Il a créé des versions étrangères de ses magazines, un service minitel, une émission de radio sur RMC et un guide avec Alain-Michel, *Le Grand Livre de Réponse à tout*. Son groupe réalise un chiffre d'affaires de 540 millions de francs. Il emploie 47 salariés.

L'image d'Alain Ayache a alors changé. Il est passé du tabloïd au papier glacé. Il est entré au conseil de gestion des NMPP. Il se lance sur l'un des principaux marchés de la presse magazine (*Avantages*, *Femme actuelle*, *Marie-France*, *Maxi*, *Modes et travaux*, *Prima*, etc.). Un nouveau mensuel est même né en janvier, *Bonheur*. *Questions de femmes* est un pari et une nouvelle étape pour Alain Ayache.

A. S.

## La presse roumaine vit mal sa nouvelle liberté

La fin de la censure politique ne signifie pas que les ennuis sont terminés pour des journaux menacés par le manque de papier

### BUCAREST

de notre correspondant  
« Nous sommes passés de la censure politique sous le communisme à la censure économique », Peter Mihai Bacanu, directeur de *Romania Libera*, l'un des principaux quotidiens d'opposition, groghe le trait mais il est inquiet : la presse roumaine a retrouvé, il y a six ans, sa liberté d'expression mais elle va mal. Le gouvernement, estime M. Bacanu, est responsable en partie de cette situation, pour faire taire leurs voix en cette année électorale. L'explication est en partie fondée.

L'Etat dispose théoriquement des moyens d'exercer cette « censure économique ». D'une part, la distribution est assurée presque exclusivement et plutôt mal par la société publique Rodipet, ancien monopole datant de l'époque du communisme. D'autre part, il n'existe qu'une seule fabrique de papier en Roumanie et ses équipements obsoletés ne parviennent plus à répondre aux besoins. Cette situation n'étant pas nouvelle, les éditeurs accusent le gouvernement de maintenir ces dysfonctionnements qui empoisonnent leur vie. « Il n'a jamais tenu ses promesses de moderniser la fabrique de papier », rappelle M. Bacanu. Résultat : les journaux arrivent difficilement en province et vivent sous la menace d'une rupture de stock de papier comme celle qui, en 1994, les avait obligés à interrompre momentanément leurs parutions. « Le recours aux importations est beaucoup plus coûteux et

conduira un certain nombre de journaux à la faillite », prédit M. Bacanu.

De surcroît, la concurrence entre journaux est rude. Chaque jour, le lecteur roumain a l'embarras du choix entre une dizaine de titres généralistes, souvent très critiques à l'égard du pouvoir mais de médiocre qualité graphique et rédactionnelle. Au total, la presse compte de 600 à 800 publications périodiques. Or, après l'embellie de 1990 et 1991, les tirages se sont maintenant stabilisés aux alentours de 100 000 exemplaires pour les trois principaux quotidiens (*Romania Libera*, *Evenimentul*, *Zilei* et *Adevărul*). Le tirage des autres titres est de quelques milliers d'exemplaires par jour. L'effondrement des ventes et un marché publicitaire famélique menacent la survie de beaucoup de titres.

### CONCURRENCE DE LA TÉLÉVISION

Certains risquent d'y perdre leur âme, ou l'on s'en doute. « L'indépendance des journaux est illusoire, dès lors qu'ils appartiennent à des hommes d'affaires roumains soucieux, avant tout, d'assurer leur propre publicité plutôt que d'informer », observe Ionuț Popescu, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire économique *Capital*. A l'exception du groupe suisse Ringier qui, outre *Capital*, possède en Roumanie le quotidien *Libertatea*, aucune autre société étrangère n'a encore investi dans la presse du pays. « Pendant ce temps, la presse subit la concurrence acharnée de la télévision », souligne le sociologue

Alin Theodorescu. En quelques années, plus de 200 télévisions locales ont été créées et plusieurs millions de foyers sont câblés. La pression économique a remplacé la censure politique mais la vigilance est toujours de mise. « Il y a des risques de restriction de la liberté de la presse », avertit M. Bacanu. Les journaux combattent ardemment un projet de loi sur la presse, dont ils se méfient comme de la peste, et que le gouvernement ressort régulièrement de ses tiroirs. Ils s'inquiètent aussi de certaines dispositions de la loi sur la sûreté nationale, en discussion au Parlement, qui prévoit de punir sévèrement la divulgation de secrets d'Etat définis dans des termes vagues. Enfin, seul un front commun des éditeurs a permis d'éviter, pour le moment du moins, que le nouveau code pénal punisse, plus lourdement que le reste de la population, les journalistes coupables de diffamation.

Les dérives autoritaires du pouvoir, qui jouent aussi sur les vieux réflexes d'autocensure des journalistes, répondent aux nombreux dérapages d'une profession en quête permanente de sensationnel et qui ne s'embarrasse pas de déontologie. « La formation des 11 000 journalistes est très hétérogène, admet pudiquement Mihai Coman, doyen de la faculté de journalisme de Bucarest. Les journaux étant incapables de s'organiser, le pouvoir peut donc faire ce qu'il veut ».

Christophe Chatelot

### TF 1

13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes Magazine.  
13.40 Les Feux de l'Amour.  
14.30 Dailies.  
14.35 La divagation. Feuilleton.  
15.25 Rick Hunter.  
16.13 Une famille en or. Jeu.  
16.45 Club Dorothée.  
17.30 Les Années fac.  
18.00 L'un contre l'autre.  
18.30 Les Nouvelles.  
19.00 Agence tous risques.  
20.00 Journal.  
20.50 Témoin N° 1.

### France 2

12.55 et 13.35 Météo.  
12.59 Journal.  
13.45 INC. Magazine.  
13.50 Derrick.  
14.35 La peur au ventre. Série.  
15.30 et 15.15 La Chance aux changements.  
16.30 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.00 Quel de nous, docteur ?  
17.30 La Peste à la maison.  
18.05 et 18.30 Les Bons Génies.  
18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.20 et 1.35 Studio Gabriel.  
19.59 Journal, Météo.

### France 3

12.35 Journal, Kéo.  
13.10 Tout en musique.  
13.45 La croisière d'amour.  
14.30 Les Croquantes.  
16.40 Les Médicaments.  
17.45 Je pense à la vie.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.05 Impressions de Londres.  
19.30 La 19-20.  
20.05 Fa si la chanson.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 La Dernière Séance.

### La Cinquième

13.00 Pas normal ! 13.30 Attention santé.  
14.05 Aux yeux du souvenir.  
14.30 Les Croquantes.  
16.40 Les Médicaments.  
17.45 Je pense à la vie.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.05 Impressions de Londres.  
19.30 La 19-20.  
20.05 Fa si la chanson.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 La Dernière Séance.

### M 6

13.25 Le Regard du cœur.  
13.45 Les sangs du va si bien.  
14.30 Les Croquantes.  
16.40 Les Médicaments.  
17.45 Je pense à la vie.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.05 Impressions de Londres.  
19.30 La 19-20.  
20.05 Fa si la chanson.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 La Dernière Séance.

### Canal +

En clair jusqu'à 13.45.  
13.30 La Grande Famille.  
13.45 Le sang du va si bien.  
14.30 Les Croquantes.  
16.40 Les Médicaments.  
17.45 Je pense à la vie.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.05 Impressions de Londres.  
19.30 La 19-20.  
20.05 Fa si la chanson.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 La Dernière Séance.

### Radio

20.00 Le Rythme et la Raison.  
20.30 Les Croquantes.  
20.50 Les Médicaments.  
21.00 Les sangs du va si bien.  
21.30 Les Croquantes.  
21.50 Les Médicaments.  
22.00 Les sangs du va si bien.  
22.30 Les Croquantes.  
22.50 Les Médicaments.  
23.00 Les sangs du va si bien.  
23.30 Les Croquantes.  
23.50 Les Médicaments.  
24.00 Les sangs du va si bien.

### 20.50

**TÉMOIN N° 1**  
Magazine présenté par Patrick Méné et Jacques Pradel.  
Cet émission qui aborde sa quatrième année d'existence est censée permettre aux familles et à la justice de résoudre des affaires criminelles non élucidées.

### 20.55

**LES ALLUMETTES SUEDOISES**  
Téléfilm (25'). Trois succettes à la menthe, de Jacques Ernaud d'après Robert Sabnier (70 min). 6025288  
Un conseil de famille décide d'envoyer Olivier vivre chez sa tante et son oncle. Il fera ses études dans un pensionnat.

### 20.55

**LES TROIS MOUSQUETAIRES**  
Film de George Sidney avec Gene Kelly, Lana Turner (1944, 125 min). 6025288  
23.00 Journal, Météo.  
23.35 Hound Hunters : Henpecked Hoboes. Dessins animés.

### 20.45

**LE TAMBOUR**  
Film franco-allemand de Volker Schlöndorff avec David Bennent, Mario Adorf (1979, v.o., 142 min). 100430  
Un garçon, né à Dantzig en 1924, cesse volontairement de grandir à l'âge de trois ans. Il vit le nazisme, la guerre et l'après-guerre, en témoin attentif et railleur, jouant du tambour. Palme d'or au Festival de Cannes 1979.

### 20.45

**NEUF SEMAINES ET DEMIE**  
Film américain d'Adrian Lyne (1986, 112 min). 100527  
Drame psychologique faisant apparaître des comportements étranges, une sorte de libération désemparée. Mais c'est loin de valoir Le Dernier Tango à Paris, de Bertolucci.

### 20.35

**TICKS**  
Film américain de T. Randall (1993, 82 min). 267817  
Attaques aux tiques géantes.  
21.55 Flash d'information.  
22.05 Le Dossier.  
22.30 Les Croquantes.  
22.50 Les Médicaments.  
23.00 Les sangs du va si bien.  
23.30 Les Croquantes.  
23.50 Les Médicaments.  
24.00 Les sangs du va si bien.

### France-Musique

20.00 Concert.  
Donné le 30 juillet 1995, en l'honneur du Festival de Tbilisi, par la Capella Reial de Catalunya, dir. Jordi Savall, Montserrat Figueras, Elisabetta Tosi, soprano, Gloria Banditelli, contralto, Paolo Costa, contre-ténor, Lennart Cihlar, ténor : *Quatre de Monrovia*.  
22.00 Soliste. Michel Chapuis.  
22.30 Musique pluriel.  
Carnet d'épigrammes, d'Amry : Les Trésors sonores égarés, concert pour flûte et orchestre de chambre, de Beethoven, par l'Orchestre de chambre de Saito-Peterborough, dir. Ravil Marjanov.  
23.07 Ainsi la nuit.  
Guerres de Brahms, Beethoven.  
0.00 La Rose des vents. Musique de chambre. Concert donné le 2 février, à la Maison des Cultures du Monde, 100 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées.  
Les grands maîtres de la musique classique.  
Méditerranée, de Fauré, par l'Orchestre symphonique de Boston : Sonate (1920), de Stravinsky : Les Trésors sonores égarés, concert pour flûte et orchestre de chambre, de Beethoven, par l'Orchestre de chambre de Saito-Peterborough, dir. Ravil Marjanov.  
23.07 Ainsi la nuit.  
Guerres de Brahms, Beethoven.  
0.00 La Rose des vents. Musique de chambre. Concert donné le 2 février, à la Maison des Cultures du Monde, 100 Les Nuits de France-Musique.

## Les soirées sur câble et satellite

### TV 5

20.00 Thalassa.  
21.00 Enjeux-Le Point.  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 Questions pour un champion.  
0.00 On aura tout vu.  
0.30 Soir 3 (France 3).  
1.00 Journal (RTBF).

### Planète

20.35 Les Vrais Dangers du faux.  
21.25 Revoir Paris. Mémoires d'Allemagne.  
22.25 A la découverte de la forêt.

### 23.15

**Les Animaux de la Méditerranée.**  
(92'). L'ami des bêtes.  
23.45 Les Grandes Merveilles de l'Amérique.  
(99'). Grand Canyon, amphithéâtre digne des dieux.  
0.45 Première Guerre mondiale (812) (50 min).

### Paris Première

20.00 20h Paris Première.  
21.00 Rambling Rose. Film de Martha Coolidge (1991, v.o., 110 min). 3062678  
22.50 Concert : Brian May.  
23.50 Paris dernière.

## France Supervision

20.40 La Grande Aventure des chiens de race au service de l'homme.  
21.40 Cyclisme.  
21.55 Une longue île de croix.  
22.35 Les Croquantes.  
23.25 Capitaine Café.  
0.25 Contes et légendes de Bretagne.

### Ciné Cinéfil

20.30 Premier de cordée.  
22.05 Le Fantôme de Canterville.  
22.30 Les Croquantes.  
23.25 Les Croquantes.  
0.25 Contes et légendes de Bretagne.

## Ciné Cinémas

20.30 Chacun pour toi.  
20.35 Les Croquantes.  
21.15 La Blonde et moi.  
21.35 Les Croquantes.  
22.30 Les Croquantes.  
23.25 Les Croquantes.  
0.25 Contes et légendes de Bretagne.

### Série Club

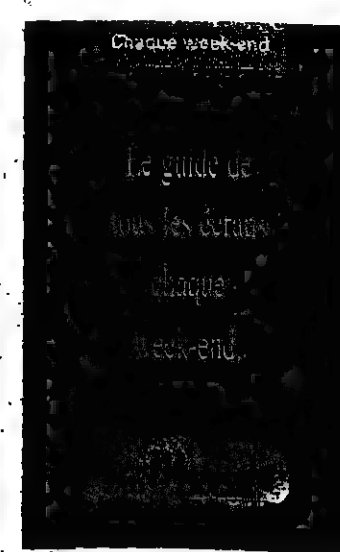
20.20 Ne mangez pas les marguerites.  
20.45 (et 23.45) La Loi selon Mac Clain.  
21.35 (et 1.00) Jim Bergerac.  
22.30 Le Club.  
22.50 Alfred Hitchcock présente. Meurtre involontaire.

## Canal Jimmy

20.00 M.A.S.H.  
20.25 La Semaine sur Jimmy.  
20.35 M.A.S.H.  
21.35 New York Police Blues.  
22.20 Cinéclub.  
22.25 Le Kid de la plage.  
0.05 Concert : Isle of Wight Festival 1970 (65 min). 4423194

### Eurosport

20.00 Eurogolf.  
21.00 Tennis. En direct.  
21.05 Tournoi messieurs d'Indian Wells (San-Juan) 1<sup>er</sup> tour (210 min). 5789183  
0.30 Eurogolf (60 min).



Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Jeune

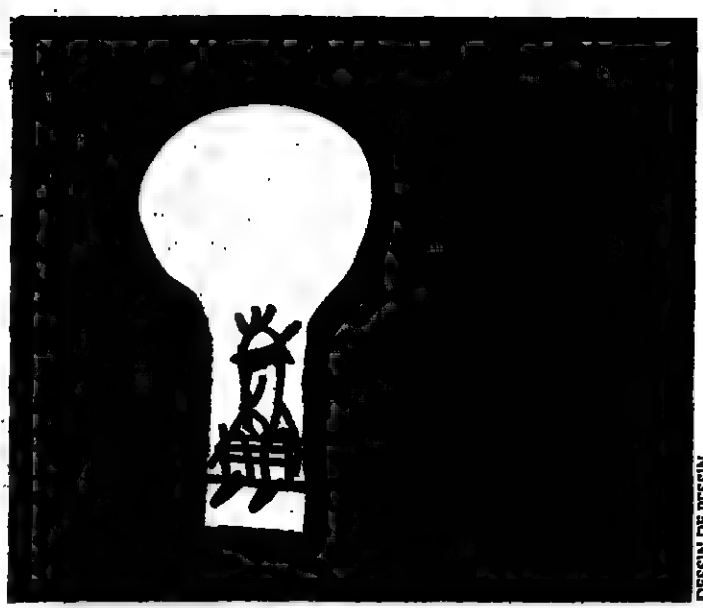
# Otages, et après ?

Arte rediffuse le remarquable document tourné en 1989 par Jean-Claude Rapiengeas et Patrick Volson. Du baron Empain à Jean-Paul Kauffmann, la réalité terrible d'une séquestration

**POUR LA MÉDECINE**, les otages sont des cas. Des prisonniers pas comme les autres, qui ont vécu une épreuve humaine terrible et en ont subi les effets psycho-névrotiques, plus ou moins durables, plus ou moins profonds, hélas documentés par des études diverses et nombreuses. Les psychiatres ont même trouvé un nom pour désigner le comportement des victimes qui, dans certaines circonstances, en sont venues à prendre fait et cause pour leurs ravisseurs : c'est le fameux « syndrome de Stockholm », ainsi appelé à la suite des sentiments de solidarité manifestés par des employés d'une banque de la capitale suédoise pris en otages par des gangsters en 1973.

Pour les médias, les rescapés d'une séquestration, terroriste ou crapuleuse, ont pour fonction principale d'être d'anciens otages, comme il existe d'anciens communistes ou d'anciens drogués. L'assidue, compréhensible de devoir répéter sans cesse les mêmes choses, d'être de pas raviver des souffrances enfouies : on peut admettre que la plupart de ces héros malgré eux ne tiennent pas particulièrement à assumer, pour le reste de leur vie, ce rôle social imposé.

Il n'est donc pas sûr que la rediffusion, par Arte, du film *Paroles d'otages*, de deux fois une heure, montré en 1990 sur TF1, remplit de joie les trois « anciens otages » qui en sont les protagonistes : le baron Édouard Empain, détenu



chance, l'occasion de remettre en question leur mode de vie antérieur, de donner une nouvelle hiérarchie aux choses de la vie, de sauver un amour menacé.

**UNE PART D'INTRANSIGEABLE**  
Lorsqu'il revient à la surface, le dimanche de Pâques 1978, le baron Empain, sonné, brisé, constate le désastre : sa vie personnelle est saccagée, son statut social remis radicalement en cause. En son absence, tout avait changé. Il peut donc tout recommencer, tout recommencer. Dix-huit ans après, il est convaincu qu'il n'aurait pas le bonheur qu'il a aujourd'hui, s'il n'avait pas connu cette aventure.

Il y a, dans le film de Jean-Claude Rapiengeas et Patrick Volson (FIPA d'or du documentaire en 1989 à Cannes), les mots exprimés, forts, authentiques, bruts, qui ne cherchent ni à convaincre ni à séduire mais qui témoignent pour ceux, très proches ou lointains, qui sont aussi passés par là et, parfois, n'en sont pas revenus. Et il y a les silences, les regards dans le vide ou tournés vers l'intérieur : c'est la part d'intransmissible à laquelle on seules accède, sans doute, ceux qui ont connu les mêmes peurs, souffert des mêmes chaînes et que relie, entre eux, depuis lors, un lien inaltérable.

Manuel Lucbert

★ « Paroles d'otages » : Arte, mardi 12 (1<sup>re</sup> partie : « La séquestration ») et mardi 13 (2<sup>e</sup> partie : « Le retour ») à 20 h 45.

# Choux à la crème

par Agathe Logeart

BRUNO MASURE a attendu la fin de son journal de 20 heures pour annoncer une nouvelle qui est pourtant sans doute la plus troublante de la journée. « Pour être tout à fait complet », a-t-il précisé avec son air le plus candide en nous invitant à prendre connaissance de la dernière trouvaille de Jean Paul II, communiqué, hélas sans image ! depuis Rome. Elle vaut d'être citée dans son intégralité, telle qu'elle a été rapportée sur France 2. « Le pape a suggéré aux catholiques de pratiquer le jeûne alimentaire, en cette période de carême, mais aussi une sorte d'abstinence télévisuelle comme thérapie de l'âme afin de rétablir la réflexion et le dialogue entre les hommes », a donc annoncé le présentateur, avant de nous abandonner au hululement de nos pensées les plus intimes. Abstinence télévisuelle : étrange perspective, en vérité, qui conduirait, si l'on suivait le papal conseil, à se purger l'esprit en même temps que le corps en s'imposant une diète cathodique pour le salut de son âme.

Appliquée, précisément, à l'édition de 20 heures dont nous venons de suivre l'enchaînement, cette idée de diète rétrospectivement ne manquait pas de saveur. Autrement dit, dans ce que nous venions d'engloutir, où se situait le maigre, où résidait le gras ? De quel inutile surplus nous étions-nous, comme chaque jour, mécaniquement lestés sans y prendre garde ? Le tri ne manque, à la réflexion, pas d'intérêt. Si l'on estime qu'un journal télévisé dure environ trente minutes, une fois soustrait le

temps consacré à l'inévitable cocorico qui accompagne toute victoire sportive d'envergure, l'incontournable reportage sur la ligne n° 18 des bus de Jérusalem, quelques nouvelles de l'étranger et les traditionnels faits divers, il restait beaucoup de temps pour ce qui, à dire vrai, n'est que choux à la crème.

Le général Mladic, chef militaire des Serbes de Bosnie, a enlevé son treillis kaki pour faire du ski sur les pentes enneigées de Pale. Tout schuss, on lui donnerait le bon Dieu sans confession. A Baltimore, la sainte communion est distribuée aux fidèles en pack individuel, l'hostie sous sachet, le vin dans un dé à coudre d'aluminium, comme s'il s'agissait de lait concentré. Les fans de Claude François se rendent sur sa tombe pour le dix-huitième anniversaire de sa mort et bambochent dans la salle à manger de leur idole défunte. Un village italien de trois cent soixante-deux âmes a décidé de faire sécession : il s'est offert un prince, son Altesse Sérénissime Giorgio I<sup>er</sup>, qui veut transformer son fief en paradis fiscal. Une jeune couturière lance sa collection, inspirée par les « nouvelles riches de Moscou ». Il y manque apparemment un modèle « nuit torride à Grozny ». Les Argentins conspuent Madonna la satanique qui ose se glisser dans la peau d'Évita Peron l'angélique. Enfin, l'économiquement gagnant, on finit par caler sur un reportage consacré à des touristes qui bronzent à la Guadeloupe.

Abstinence télévisuelle ? Finalement, ce n'est pas forcément une si mauvaise idée.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
<p>13.00 Journal, Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. 14.30 Dallas. La déception. Faulstich. 15.25 Rick Hunter, inspecteur choc. Présumé coupable. Série. 16.15 Une famille en or. Jeu. 16.45 Club Dorothée. 17.30 Les Années fac. La soirée. Série. 18.00 L'un contre l'autre. 18.30 Les Nouvelles Filles d'à côté. Troublante ressemblance. Série. 19.00 Agence tous risques. Les agitateurs. Série. 20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.</p>	<p>12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.40 La croisière s'annule. Série. 14.48 Le Remard. Traces effacées. Série. 15.40 Tiroir. En direct de Saint-Cloud. 15.55 et 16.30 La Chance aux chansons. Folklores de France. 16.30 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.05 Quel de vent, docteur ? La météo à l'inter. Jeu. 17.30 La Fête à la maison. Deux pas de géant. Série. 18.05 Les Bons Génies. Jeu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit. les petits. Un petit roudoudou pour Titi. 19.20 et 2.00 Studio Gabriel. 19.59 Journal, Météo.</p>	<p>12.35 Journal, Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 La croisière s'annule. Série. 14.48 Le Magazine du Sénat. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.10 Les Craquantes. Série. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Je passe à la télé. 18.30 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Le Vin et les jours, d'Emile Pignaud. 18.55 Le 19-20. de l'information. 19.08 Journal régional. 20.05 P.S. si la chanson. Jeu. 20.35 Tout le sport.</p>	<p>13.00 L'Cell et le Mado. Ouvrir l'école. 13.30 Attention samedi. 13.35 Délices magazine. 14.05 Teva. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Palais d'été de Pékin. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Rhythmn. Série. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Alphabète de l'image. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.</p>	<p>13.25 Le Drame de Ted Kennedy Junior. Téfilm de Delbert Mann, avec Craig T. Nelson, Susan Blakely (90 min). 982850 15.05 Deux dîcs à Miami. 16.30 Mr. Machine. Variétés. 17.05 Filles à papa. 17.35 L'Élalon noir. Une question de vie ou de mort. 18.05 Les Aventures de Tintin. Tintin au Tibet. 19.00 Code Quantum. Série. Choc en retour. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 et 0.30 Mode 6. Christian Dior et Bertrand Marchal. 20.05 Notre belle famille. 20.35 E = M 6 Junior. Les tremblements de terre.</p>	<p>► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 Poussières de vie. Film de R. Bouchareb (1994, 84 min). 3690015 15.15 Babylon V. 16.10 L'Affaire. Karen McCoy. Film de R. Mulcahy (1993, 101 min). 3088270 17.35 Bambi ball. En direct. Match retour de quart de finale du championnat d'Europe des clubs. CSKA Moscou-Pau-Orthez. ► En clair jusqu'à 20.35 19.40 Flash d'information. 19.45 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.</p>	<p><b>France-Culture</b> 20.00 Le Rythme et la Raison. La Pastorale. Entre amour courtois et folie érotique (2). 20.30 Archipel Sciences. L'extrême : du danger et du Frank. Jean-Marie Lehn, Prix Nobel de Chimie. 22.40 Nuages magnétiques. Angoisse et phobie (1). La catastrophe nucléaire. 0.05 Du jour au lendemain. Peter Krause (La Diabète). 0.30 Coda. Les couleuvres de la nuit (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (Région). Entretien avec Georges Haldas. 3.35, L'Albatros et le Big Bang. 3.54, Les Altes de la Colombe. de Henry James. 6.14, Étranger mon ami. James Joyce.</p>
20.50	20.55	20.50	20.45	20.50	20.55	20.55
<p><b>LE DIAMANT DU NIL</b> Film américain de Lewis Teague (1985, 105 min). 188094 La romancière et l'aventurier de A la poursuite du diamant vert vont se retrouver au Moyen-Orient, où la jeune femme est prisonnière d'un cheik arabe.</p>	<p><b>NEUF MOIS</b> Film français de Patrick Bruel avec Patrick Bruel (1994, 109 min). 606787 Chronique de la paternité amoureuse. Cette comédie sombre très vite dans la facilité.</p>	<p><b>FA SI LA CHANTER</b> Les grands succès. Avec Pierre Palmade, Valérie Mairesse, la Compagnie érolle, Frédéric François, Gérard Lenorman, Angelo Branduardi, Gilbert Montagné, Sylvie Joy... (115 min). 885768 22.45 Journal, Météo.</p>	<p><b>LA VIE EN FACE : PAROLES D'OTAGES</b> Film documentaire (12). La séquestration, de Patrick Volson et Jean-Claude Rapiengeas (92 min). 9870464 Jean-Paul Kauffmann, Gerhard Vaders, Édouard-Jean Empain : trois anciens otages acceptent de reconstituer les terribles circonstances de leur enlèvement. « Lire ci-dessous ».</p>	<p><b>PROJECT X</b> Film américain de Jonathan Kaplan avec Matthew Broderick (1987, 108 min). 4331184 Un pilote de l'armée de l'air s'attache à un chimpanzé qui réussit à communiquer avec lui. Diffusé pour la première fois sur M6, en octobre 1991.</p>	<p><b>L'AFFAIRE PÉLICAN</b> Film américain d'Alan J. Pakula avec Julia Roberts (1978, 136 min). 8467198 Une étudiante en droit découvre une affaire politique derrière l'assassinat de deux juges. 22.50 Flash d'information.</p>	<p><b>THE YOUNG AMERICANS</b> Film britannique de Danny Cannon avec Harvey Keitel, John Glen (1994, 99 min). 127305 Des trafiquants de drogue venus des États-Unis ont installé à Londres une armée de jeunes prêts à tout. 0.35 Priscilla, folle du désert. Film australien de Stephan Elliott avec Terence Stamp, Hugo Weaving (1994, v. o., 99 min). 1759218 2.15 L'Cell du cyclone. Imagina (50 min). 5682454</p>
22.30	22.50	23.10	21.40	22.55	22.55	22.55
<p><b>LE DROIT DE SAVOIR</b> Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Homme, femme : à chacun sa grossesse (90 min). 355183 0.20 Journal, Bourne, Météo. 0.40 Le Cercle de minuit. Magazine. L'Inde. Avec Richard Kearney, philosophe et historien ; Robin Clendinning, dramaturge ; Maurice Goldring, professeur à l'université Paris-VIII. (80 min). 3848305 2.30 D'après (rediff.). 3.45 24 heures d'Info. 4.30 Mini-Émile Vioz. Retour vers le futur. 5.30 Destin minuit.</p>	<p><b>ÇA SE DISCUTE</b> Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Homme, femme : à chacun sa grossesse (90 min). 355183 0.20 Journal, Bourne, Météo. 0.40 Le Cercle de minuit. Magazine. L'Inde. Avec Richard Kearney, philosophe et historien ; Robin Clendinning, dramaturge ; Maurice Goldring, professeur à l'université Paris-VIII. (80 min). 3848305 2.30 D'après (rediff.). 3.45 24 heures d'Info. 4.30 Mini-Émile Vioz. Retour vers le futur. 5.30 Destin minuit.</p>	<p><b>COULEUR PAYS</b> Magazine. Programme des fêtes régionales (90 min). 5738183 Au programme de Cinéma étoiles : des entrées avec Bortolozzi, réalisateur de Chamane, de Charles Binamé pour Broken Arrow, le dernier film de John Woo. 0.40 Sage-Claire (rediff.). 1.10 Sideways (rediff.). 1.35 D'après. La comédie. 2.10 Mille ans de musique. 2.30 de Shostakovich, par l'Orchestre symphonique de la radio finlandaise, dir. Paavo Berglund (15 min).</p>	<p><b>SOIRÉE THÉMATIQUE : LES PLAISIRS DE LA SCIENCE</b> Proposé par Vivien Marx. 21.41 Les Mystères du Loch Ness. Documentaire de Colin Noble (54 min). 10982270 22.35 Le Grand Saut des assiettes. Court métrage de Matthew Lovering (1993, v. o., 5 min). 787288 22.40 Eureka : j'ai trouvé ! Documentaire de Harimut John (25 min). 411880 23.05 D'après de maths. D'Andrew McCarthy (1991, v. o., 15 min). 3821522 23.20 Un génie hors du commun. De Christopher Sykes (95 min). 3842788 0.35 Le Gardien du corps. Film suédois de Susanne Osten (1990, rediff., 104 min).</p>	<p><b>LE COMBAT D'ALISON</b> De Tom McLoughlin (88 min). 471698 Une jeune hétérosexuelle contaminée par le virus HIV mène une campagne de sensibilisation pour le grand public en brisant les tabous associés à la maladie du sida. D'après une histoire vraie, cette Américaine fut nommée Femme de l'année 1989 par un grand magazine. 0.40 Capital (rediff.). (105 min). 8076522 2.25 Bess et 100% français. 3.55 La Saga de la chanson française. Charles Trenet. 4.30 Culture pub.</p>	<p><b>THE YOUNG AMERICANS</b> Film britannique de Danny Cannon avec Harvey Keitel, John Glen (1994, 99 min). 127305 Des trafiquants de drogue venus des États-Unis ont installé à Londres une armée de jeunes prêts à tout. 0.35 Priscilla, folle du désert. Film australien de Stephan Elliott avec Terence Stamp, Hugo Weaving (1994, v. o., 99 min). 1759218 2.15 L'Cell du cyclone. Imagina (50 min). 5682454</p>	<p><b>THE YOUNG AMERICANS</b> Film britannique de Danny Cannon avec Harvey Keitel, John Glen (1994, 99 min). 127305 Des trafiquants de drogue venus des États-Unis ont installé à Londres une armée de jeunes prêts à tout. 0.35 Priscilla, folle du désert. Film australien de Stephan Elliott avec Terence Stamp, Hugo Weaving (1994, v. o., 99 min). 1759218 2.15 L'Cell du cyclone. Imagina (50 min). 5682454</p>
<p><b>Les soirées sur câble et satellite</b></p>						
<p><b>TV 5</b> 20.00 Envoyé spécial. 21.30 Perfecto. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Bas les masques. 23.50 Viva. 0.30 Sol 3 (France 3). 1.00 Journal (RTBF). <b>Planète</b> 20.05 Himalaya. Un royaume dans le ciel : le Bhoutan. 20.35 Histoire de l'aviation. (197). Le temps des escaliers (1910-1914).</p>	<p>21.25 Le Musée égyptien du Caire (2). 22.20 Pêche au gros. (177). Volées à la mouche au Congo-RDC. 23.15 Les Vrais Dangers du feu. <b>Paris Première</b> 20.00 20h Paris Première. Invité : Gérard Oury. 21.00 Jean-Edmond's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Sazo. (115 min). 2918205 Film d'Art Zalcov (1987, 115 min). 0.20 Totalement cinéma. 0.30 Concert : Brian May. Enregistré en 1995 (60 min). 2362064</p>	<p><b>France Supersport</b> 20.40 Taekwondo. 21.30 Les Plus Beaux Chiens du monde. 22.15 Cyclisme. 22.30 Opéra : Le Roi Arthur. en cinq actes, de Purcell (100 min). 7883768 0.10 La Grande Aventure des chiens de race au service de l'homme. De Jean-Charles Lussan. 1.00 Athlétisme (90 min). <b>Ciné Cinéfil</b> 20.00 Coïncidences. Film de Serge Bédécarrats (1946, N. 115 min). 70000522 21.55 Le Père Lampion. Film de Christian-Jaque (1994, N. 95 min). 4612060 23.30 Le Diabolique. Mr Benton. Film d'Andrew L. Stone (1957, N. v. o., 95 min). 48892102</p>	<p><b>Ciné Cinémas</b> 20.30 Détective. Film de Jean-Luc Godard (1985, 95 min). 588270 22.05 Mister Johnson. Film de Bruce Beresford (1990, v. o., 100 min). 27870744 23.45 The Blue Igorna. Film de John Lafia (1988, 90 min). 1208015 <b>Série Club</b> 20.20 Ne mangez pas les marguerites. 20.45 (et 23.45) Jake Cutter. 21.30 Le Club. 21.40 (et 1.00) Jim Bergerac. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Programmé à mort. 23.00 Mission impossible. 0.30 Janique Aimée (30 min).</p>	<p><b>Canal Jimmy</b> 21.00 Les monstres nouveaux sont arrivés. Vague à l'âme. 21.25 Harley Davidson : The American Motorcycle. 22.15 Chronique bakélite. 22.20 Angela, quinze ans. Trahison en vidéo. 23.10 Paul McCartney : A Portrait. 0.10 Absolutely Fabulous. Le défilé de mode. 0.40 Country Box. <b>Eurosport</b> 19.00 Rose. 20.00 Sumo. 21.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs d'Indian Wells (Etats-Unis) 3<sup>e</sup> de France. Commentaires : Hansi Duthé et Virginia Ruzici (270 min). 31919744</p>	<p><b>LES PUBLICATIONS DU Monde</b> Un ancien numéro vous manque ? (Commande et envoi à domicile) <b>3615 LEMONDE</b></p>	
<p>Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde » ► Télévision-Radio-Multimédia ► On peut voir. ► Ne pas manquer. ► Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.</p>						



## La gloire de M. Blanc

par Pierre Georges

CE N'EST PAS une révélation, mais une confirmation. Bernard Tapie est un grand acteur. Du moins est-ce ce qu'a confié Claude Lelouch au *Journal du dimanche* avec l'émerveillement ordinaire qu'il convient de manifester face à ses propres œuvres et découvertes. *Hommes, femmes, mode d'emploi*. Tel est le titre, très louchien, de l'entreprise. Et tel est effectivement le mode utilisé pour vendre en primeur du Tapie-acteur. Le tournage est fini. Le montage reste à faire. Mais, d'ores et déjà, le cinéaste le dit. Tapie et Luchini, les deux rôles principaux, sont « de vrais monstres comme je les aime ».

Le monstre, Tapie à la ville, fait l'avocat à la scène. Ce qui ne doit pas le changer énormément, étant donné la qualité des répétitions effectuées ces dernières années. Donc M. Benoît Blanc - lui-même - est, pour ce que l'on en a compris, un avocat riche, pressé, qui « veut tout tout de suite et qui bâcle », se mitonne un ulcère de l'estomac et ne se déplace qu'en hélicoptère. Benoît Blanc, précise Lelouch, n'aime que les sprints, être le premier à franchir les lignes, va trop vite, etc.

Dans ce rôle-là, Bernard-Benoît est effectivement très doué. Un surdoué. Chanteur, homme d'affaires, repenseur, politicien, animateur de télévision, président de club, ministre, navigateur, failli sans faillite, Zorro justiciable, radicalement radical, sa vie est un long sprint. Une succession de haies où d'autres se seraient épuisés. Pas notre Bernard-Benoît. Roi de la transformation à vue. Et à vie.

Pour dire, Claude Lelouch n'en est pas encore revenu. « Doué, surdoué. Pas seulement pour la comédie, pour la psychologie ! ». Et de préciser, compliment ambigu,

que Bernard Tapie sait parfaitement faire le tri. Immédiatement, d'instinct. « En un clin d'œil, il sait quel est fort, qui est faible. S'il y a quelqu'un qui comprend l'humanité et en joue, c'est bien Bernard. »

On ne saurait donner meilleure définition du grand prédateur, nouvel acteur. Sa vie est un rôle. On imagine en quelle impatience nous sommes tous d'aller vérifier au plus vite l'intuition assez largement répandue selon laquelle Bernard Tapie serait un acteur-né ! Avec, pourquoi pas, première à Valenciennes !

En tout cas pour ce film largement annoncé, chronique d'un événement majeur, Bernard Tapie a fait crédit. Pas de cachet, mais un investissement aux bénéfices ! C'est dire si la confiance règne, fait nouveau, au pays des *Hommes, femmes, mode d'emploi*. Et si, sur son seul nom, ce M. Blanc fin de siècle se fait fort de rassembler les foules. Pas seulement sur le Vieux Port.

D'autres n'auront pas cette chance. On doute en effet que M. Noir, en ses aventures judiciaires, réussisse à faire palais préjuger le moins du monde ce qui va s'y dire, s'y faire et s'y décider, gageons qu'une certaine lassitude devrait faire son œuvre. Michel Noir, encore et toujours, dans le mauvais rôle ! Cela devient une habitude. Si l'on a bien compris ce qui est en cause cette fois, ce serait la coutume qu'aurait éventuellement eue l'ancien maire de Lyon de faire subventionner sur fonds publics des associations à la gloire de M. Noir. Ce serait un peu fâcheux, en effet. Et cela ferait un peu sèbe B. Notamment face à la gloire de M. Blanc !

## L'Iran s'apprête à porter la question des blasphèmes religieux devant l'ONU

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial  
Avec la question du terrorisme, l'affaire Salman Rushdie est l'un des serpents de mer du « dialogue critique » que l'Union européenne (UE) entretient avec l'Iran. Les Européens réclament un engagement de l'Iran à ne pas faire mettre à exécution la *fatwa* (décret religieux) prononcée en février 1989 par le fondateur de la République islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeini, condamnant à mort pour blasphème l'écrivain britannique auteur des *Versets sataniques*.

« Comme l'a dit notre président, Ali Akbar Hachémi Rousandjani, le gouvernement n'envoie aucun individu ni aucun groupe tuer personne », a affirmé samedi 9 mars à Téhéran, le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati. La veille, le ministre de la culture et de l'orientation islamique, Hossein

Mir Salim, avait indiqué que son pays « prépare des suggestions qu'il présentera aux Nations unies, sur la question du blasphème et du respect des croyances religieuses » dans le monde.

Jusqu'à présent, cette affaire du « respect des croyances religieuses » était uniquement évoquée au sein des pourparlers avec l'UE. Après que l'Iran eut refusé, en juin 1995, de répondre à une exigence de dernière minute - que l'Union européenne, alors sous présidence française, avait faite sienne - réclamant un engagement écrit de M. Rousandjani ou de M. Velayati à ne pas faire exécuter la *fatwa*, la présidence espagnole de l'UE s'est employée, de juillet à décembre 1995, à dénouer cette affaire. Les pourparlers ont alors porté sur un échange de lettres qui permettrait à l'Iran de s'engager sur l'affaire Rushdie sans perdre la face.

Le quotidien espagnol *El País*, rapportait, lundi 11 mars, que les pourparlers avaient failli aboutir, après que l'Iran eut édulcoré un texte original qu'il avait proposé aux Européens, et dans lequel il multipliait les reproches concernant tant le processus de paix au Proche-Orient que le refus d'accorder à Téhéran la technologie nécessaire au développement de son nucléaire civil ou le refuge accordé, selon lui, à des organisations antislamistes. Téhéran réclamait enfin que l'UE interdise « les insultes aux valeurs et croyances religieuses et les comportements qui pourraient aller jusqu'au blasphème ».

Téhéran, ajoute *El País*, a fini par proposer un texte rappelant que « tous ceux qui connaissent les principes musulmans savent qu'une *fatwa* exprime un point de vue irrévocable émanant d'une autorité et d'un érudit religieux ». Et Téhéran

ajoutait que l'Iran « n'a pas envoyé ni n'envoiera quelqu'un tuer l'auteur des Versets sataniques ».

Concernée au premier chef par cette affaire, la Grande-Bretagne, par la voix du directeur Proche-Orient au Foreign Office, Andrew Green, a fait alors valoir que dans la mesure où une *fatwa* a une valeur morale, cela n'empêcherait pas un musulman d'assassiner M. Rushdie. L'Iran a aussitôt réagi en affirmant que Londres ne jouait pas franc jeu dans cette affaire et que, par l'intermédiaire de l'ancien premier ministre britannique, Edward Heath, les Britanniques avaient essayé de négocier directement avec Téhéran pour parvenir à un accord qui aurait ensuite été porté, pour approbation, à la connaissance de l'UE. Ce que Londres, précise *El País*, dément formellement.

Mourna Natm

## Jacques Barrot invite les médecins à accepter de négocier

EN OUVERTURE d'une semaine au cours de laquelle de nombreux rendez-vous de négociation sont prévus entre le gouvernement, les partenaires sociaux et les professionnels de santé, le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, presse les médecins de ne pas tourner le dos à la réforme de la Sécurité sociale. Dans un entretien publié par *Impact médecin* quotidien lundi 11 mars, il leur assure qu'il existe « encore un large champ ouvert à la négociation », en commentant les avant-projets d'ordonnance sur la médecine de ville, l'hôpital et la gestion des caisses. « Nous avons une obligation de résultat, qui est de préserver la médecine à la française », souligne le ministre.

Ces textes, qui seront examinés mardi et mercredi par les commissions des affaires sociales du Parlement, et qui devront être adoptés au plus tard par le conseil des ministres du 24 avril, sont au centre de la concertation im-

plémentaire par le gouvernement. Après avoir reçu jeudi le président de MG-France (généraliste), le secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, doit en effet s'entretenir dans les prochains jours avec les dirigeants de la Fédération des médecins de France (FMF), du Syndicat des médecins libéraux (SML) et de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Il devait également réunir lundi deux tables rondes avec les syndicats de médecins libéraux et les responsables hospitaliers.

« DÉJÀ MAIS PAS DÉCOURAGÉ »

Or ces rencontres ne s'engagent pas sous les meilleurs auspices. M. Barrot se dit « déjà mais pas découragé » par les réactions des syndicats de médecins. « Je comprends qu'il soit difficile pour les représentants d'une profession inébranlable de ne pas exprimer une certaine peur de l'avenir », dit-il. Si les syndicats médicaux « se

mettent en marge, ils courent le risque de voir [le] système fonctionner sans eux », avertit M. Barrot. Sans réforme, conclut-il, « la médecine libérale disparaîtra » et « nous verrons alors arriver les faux prophètes qui réclameront l'abolition du système ou sa privatisation ».

Cette mise en garde fait suite à de nombreuses réactions des organisations professionnelles. MG-France a ainsi annoncé jeudi qu'il manifesterait « la plus extrême vigilance durant la période de rédaction de l'ordonnance sur la maîtrise des dépenses ambulatoires ». De son côté, l'Union nationale des médecins spécialistes contestés (UMRSP), syndicat affilié à la CSMF, a estimé dimanche que « le patient est le grand absent » des avant-projets d'ordonnances. « On voit apparaître un pouvoir excessif des caisses et des médecins contestés qui, sur des notions budgétaires, pourraient refuser un certain nombre de soins », estime cette organisation.

## Net recul à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui avait ouvert en vive baisse, lundi 11 mars, dans le sillage du Matif (-1,57 %) perdait à la mi-journée 2,08 % à 1 934,31 points. Les autres places européennes n'étaient pas mieux orientées. A la même heure, Londres perdait 2,05 % et Francfort abandonnait 2,44 %.

Le billet vert progressait, s'échangeant à 5,0806 francs, 1,4832 deutschemark et 105,46 yens au cours des premières transactions interbancaires.

Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, abandonnait 64 centièmes à 120,22 points après avoir ouvert sur un recul de 76 centièmes. Les opérateurs craignent un arrêt de la baisse des taux et des tensions inflationnistes après la publication vendredi des chiffres de

l'emploi américain meilleurs que prévu.

La Bourse de Tokyo a terminé en forte baisse, l'indice Nikkei finissant à son plus bas niveau de l'année dans un marché déserté par les acheteurs découragés par la chute de Wall Street à la veille du week-end. L'indice Nikkei a perdu 359,58 points, soit 1,78 % à 19 796,29 points, son plus bas niveau depuis le 25 décembre 1995.

SEANCE, 12h 31	1169 Taux d'échange	Capitalisation en FR
Total	28090	9059564
LYON	80403	8863330
Carrefour	23822	8177930
BP Aquitaine	22945	7866098,10
ALP	37235	8460340
Accel Alstom	17954	6831174,60
Banq (Gd des)	11247	597994,20
Axa	18080	5532117,60
L'Oréal	36483	5014327
Société Générale	28939	5009984

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 11 mars, à 12 h 31 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20155,90 -1 -0,36

Hong Kong Index 11217,80 +0,21 +1,19

Tokyo Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES

Cours au 08h03 Var. en % Var. en %

Paris CAC 40 1975,46 -1,62 -5,53

Londres FT 100 3709,60 -1,29 -0,53

Zurich 1715,20 +12,15

Milan MIB 90 999 -5,29 -7,30

Frankfurt DAX 30 2469,12 -0,47 -0,54

Bruxelles 1740,26 -0,42 -12,09

Suisse SMI 1402,08 -3,80

Madrid Ibez 35 334,73 +0,81 +4,51

Amsterdam CBS 343,10 -0,86 +6,71

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Cours BDF 08h03 % 07h03 Achat Vente

Allemagne (100 dm) 342,6600 +0,08 330 354

Ecu 6,3940 +0,02

Euro-Unit (1 unit) 5,0690 -0,20 4,7700 -5,9700

Belgique (100 F) 16,6675 +0,07 16,1000 -12,2000

Pay-Bas (100 fl) 306,0800 +0,08

Italie (100 li) 3,2945 -0,26 3 3,5000

Danemark (100 kr) 68,6700 +0,09 67,2000 -92,7000

Irlande (1 le) 7,9600 -0,08 7,6000 -8,3300

Gde-Bretagne (1 L) 7,7470 -0,06 7,3100 -6,1600

Suède (100 kr) 74,4700 +0,07 68,5000 -78,5000

Suisse (100 F) 421,4700 -0,04 407 431

Norvège (100 k) 78,7700 +0,09 72,7000 -81,7000

Autriche (100 sch) 48,7170 +0,07 47,2500 -50,3500

Espagne (100 pes) 4,0630 -0,07 3,7700 -4,3700

Portugal (100 esc) 3,3000 -0,07 2,9500 -3,6900

Canada 1 dollar ca 3,6979 -0,07 3,4000 4

Japon (100 yens) 4,8007 -0,06 4,5700 -8,9200

## PARITÉS DU DOLLAR 11/03

FRANCOFONIE : USD/DM 1,2898

TOKYO : USD/Yen 106

## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux Taux

TAUX 08h03 Jour le jour 10 ans

France 3,75 5,60

Allemagne 3,25 6,35

Grande-Bretagne 6,75 7,81

Italie 3,50 10,34

Japon 0,50 3,05

Euro-Unit 5,12 6,08

## MATIF

Échéances 08h03 volume dernier

NOTIONNEL 70 %

Mars 96 150695 121,66

Juin 96 20515 121,66

Sept. 96 145 120,42

Déc. 96 - -

## Des irrégularités sont relevées dans la rénovation des cités minières

LENS

L'exploitation minière a cessé il y a cinq ans dans le Nord et le Pas-de-Calais. Mais les cités minières - les coronas - sont toujours là, symbole et fierté du passé. Ces 75 000 logements (7 milliards de francs) sont toujours propriété de Charbonnages de France (CDF) à travers une société civile immobilière, la Soginorpa. Pour répondre à la volonté de François Mitterrand, qui entendait associer les élus à la gestion du patrimoine minier, Edith Cresson, alors premier ministre, imposa en mars 1992 à CDF de céder la gestion des logements à une société d'économie mixte, la Sacomi, administrée par des élus du bassin minier et présidée par le député et maire PS de Liévin, Jean-Pierre Kuchida.

Quatre ans après, ce contrat de gestion est aujourd'hui soumis à renégociation dans un contexte politique très différent. Jean-Pierre Kuchida est entré en conflit ouvert avec CDF, qu'il accuse d'asphyxier financièrement la Sacomi. Cette société ne pourra, selon lui, mener à bien son programme de rénovation de 2 000 logements par an et risque de devoir le limiter à 500 pour 1996.

La Soginorpa, sur un chiffre d'affaires d'un milliard de francs, a consacré en 1995 pas moins de 600 millions de francs au programme de rénovation, soit en moyenne 250 000 francs par logement. Interpellé régulièrement à l'Assemblée nationale par M. Kuchida, le ministre de l'Industrie Franck Borotra se retranche derrière des études engagées par le Conseil général des mines et l'inspection des finances. « Ces rapports en cours d'analyse révèlent des anomalies dans l'application du contrat de gestion, une note de l'inspection des finances faisant même état d'irrégularités... », a précisé récemment le ministre.

Derrière l'enjeu actuel de la rénovation des cités minières, la question posée est de savoir qui assurera cet héritage dans l'avenir. Après que Jean-Pierre Kuchida - malgré l'opposition de Pierre Bérégovoy, à l'époque à Bercy - eut

obtenu, en mars 1992, que la gestion des logements miniers soit confiée non plus à une société civile immobilière filiale de CDF mais aux élus, par le biais de la Sacomi, Edith Cresson avait imposé à CDF deux conditions : le maintien de la propriété à Charbonnages de France et l'interdiction de recourir à l'emprunt pour ne pas aggraver le déficit de l'entreprise nationale.

En plus, dès octobre 1992, en signant le contrat de gestion proprement dit, Charbonnages de France obtenait une « revanche » : la Sacomi acceptait d'assumer le remboursement à CDF, sur quatre ans, de 147,5 millions de francs par an pour un emprunt lancé en 1985. Il s'agissait pour CDF de pouvoir continuer à prélever des sommes importantes sur les plus-values pour limiter le déficit de la société mère. Depuis, le patron de la Sacomi essaie par tous les moyens de dégrader des ressources nécessaires pour engager un véritable programme de rénovation, n'ignorant pas les réticences de CDF, soucieux de préserver ses intérêts.

## LE DÉCOUVERT INTÉRIEUR

Le député de Liévin a fait état d'une lettre du 28 décembre 1995, écrite par l'ancien président de CDF, Jacques Bouvet, interdisant tout recours à un découvert. Mais, selon les responsables de CDF, le gestionnaire de Soginorpa, c'est-à-dire la Sacomi, n'a pas respecté le contrat de 1992 et s'est mis dans une situation d'endettement de fait, utilisant divers subterfuges : recours à un découvert bancaire permanent conséquent de l'ordre de 50 millions de francs, allongement des délais de paiement des fournisseurs.

Derrière cette polémique, c'est toute la politique de rénovation des cités minières qui est en jeu, avec en toile de fond l'avenir de la Sacomi. Les communistes, reçus récemment au ministère de l'Industrie, ont réaffirmé leur demande de voir créé un office public pour gérer les logements miniers.

Yves Jouanard

# SCIENCE & VIE

HORS SERIE

## Où va la Défense française ?

### LE DOSSIER DE RÉFÉRENCE sur un débat majeur pour notre avenir.

- Terre, air, mer : l'état des lieux
- Pourquoi l'armée de métier
- A quoi sert la simulation ?
- La crise des industries d'armement
- Les incertitudes stratégiques et la Défense européenne



هنا من الامور

**MUTATIONS**  
La récupération  
automobile  
devient écologique  
page IV



**PORTAIT**  
Michel Garcin, associé-gérant  
du cabinet RDE  
et ancien de Lip  
page III

# Le Monde des INITIATIVES



**ANNONCES CLASSÉES**  
de la page VI à la page X

**DEMAIN  
DANS  
INITIATIVES  
EMPLOI**  
Les mots pour  
ne rien dire

MARDI 12 MARS

**METIERS**

## Le second souffle de la filière nautique

Les sponsors se font  
rares. Pour maintenir  
le cap, les skippers  
jouent, avec  
les chantiers, la carte  
de l'innovation  
et de la diversification

des techniques de fabrication, la manière dont les professionnels de la mer ont su adapter à leur passion les nouveaux matériaux - le plus souvent issus de l'industrie aéronautique -, l'ensemble des progrès réalisés dans le domaine de la propulsion n'ont-ils pas été « stupéfiants », et ce en moins d'une décennie ? « Il y a une dizaine d'années, s'étonne toujours Isabelle Autissier, nous courions sur des bateaux de croisière à peine améliorés. Puis nous avons imaginé et conçu de vrais bateaux de course qui nous ont permis de passer à une vitesse de 8 nœuds en moyenne à 13 nœuds. »

A ses yeux, le « changement brutal » fut le passage aux fibres de carbone au début des années 90. Pour les bateaux, il en est résulté un gain de poids considérable, donc des gains de vitesse et davantage de sécurité. Autre fait nouveau : le skipper est aujourd'hui de plus en plus associé, largement en amont, à la conception même du bateau. Cela est vrai chez Marc Pinta. Cela est vrai avec tous les intervenants de la filière nautique : architectes, voiliers, fabricants de mâts et de quilles, d'accastillage (pouilles, winches, rails, taquets...), électriciens, informaticiens, électroniciens.

Exemple de ce qui est devenu un véritable partenariat : l'ancien ingénieur agronome consacrera des heures de discussion avec tel fabricant pour apprécier le tissage,

l'emrobage, la qualité de la fibre (le nec plus ultra est le Vectran) d'un « bout » (cordage). Afin d'optimiser toujours plus les performances de son bateau, Isabelle Autissier étudie avec ses fournisseurs les plus petits détails. Ce qu'elle appelle joliment les « millimètres de poux » - à savoir l'épaisseur d'une épissure, d'une drisse, d'un hauban, afin qu'ils offrent une résistance minimum au vent.

### ERGONOMIE

De son expérience passée, elle sait aussi qu'un cockpit doit être ergonomique : « Un navigateur solitaire n'a que deux yeux. Les données affichées - communications avec la terre, cap, vitesse du vent, météo... - doivent être regroupées sur un seul écran. Et non pas trois ! » Pour ce faire, elle a longuement négocié avec les concepteurs d'informatique et d'électronique embarquées, comme elle le fait avec les constructeurs de pilotes automatique « pour que l'appareil se rapproche le plus possible du comportement humain ». Enfin - pour un solitaire, c'est loin d'être anecdotique - il faut savoir se nourrir : « Il y a dix ans, les coureurs embarquaient des conserves et des sacs de nouilles. Aujourd'hui, je n'ignore plus rien des protéines, glucides et autres lipides. »

Jean Menanteau  
lire la suite page III

**S**kipper et « moussaillon », elle devrait appeler le 3 novembre prochain des Sabres d'Océane pour courir le prochain BOC Challenge. Une course autour du monde sans escale de quatre mois à bord de son monocoque de 18 mètres, « pensif pour la navigation en solitaire et une navigation longue ». Pour l'instant, Isabelle Autissier n'a pas une minute à elle.

Ancien ingénieur agronome (biologie marine, économie des pêches), passage fait à l'été où elle travailla dix ans, Isabelle n'a de pensée que pour PRB, son nouveau bateau. Si elle a mis un an pour trouver les financements au prix de démarches aussi incessantes qu'us-

antes, elle n'en a pas fini. En tout et pour tout, elle a six mois pour surveiller sa construction au chantier nautique Marc Pinta à La Rochelle. Un chantier haut de gamme, sorte de mini-laboratoire des technologies les plus avancées, où la jeune femme se rend chaque jour quand elle n'est pas en déplacement dans l'hexagone pour discuter pied à pied avec les fabricants d'accastillage. Un endroit qu'elle connaît bien : c'est ici que fut construit son Eclaireur-Polynésie-Charentes-II. Un beau sloop avec lequel elle courut une fois de mer au large de l'Australie, dans les quarantièmes rugissants, lors du précédent BOC Challenge. Mât brisé, elle réussit à gagner Sydney.

A entendre Isabelle Autissier et Marc Pinta - ils y croient dur comme fer - PRB sera encore plus compétitif, fiable et sûr. L'évolution

### Du charpentier au concepteur de logiciel

La filière nautique de La Rochelle (voile et moteur), représente 1750 emplois directs et environ 250 emplois en sous-traitance. Elle fait appel à tous les types de métiers, du charpentier de marine traditionnel au concepteur de logiciel de voilerie en passant par le fabricant de mâts, la construction et la réparation navale, les cabinets d'architecture. Une filière qui génère un chiffre d'affaires de 1 milliard 320 millions de francs, soit 25 % du marché français. Selon une étude (1994) de la chambre syndicale régionale du commerce et des industries nautiques sud-atlantique, 228 entreprises ont été recensées : 28 % dans la vente, 24 % dans l'équipement, 15 % dans la construction, 13 % dans la réparation, 10 % dans la location et les services et 10 % dans l'ingénierie. La crise a durement affecté la filière en 1993. Beaucoup d'entreprises ont choisi la diversification, tels les chantiers Poutaine Pajot (115 salariés), qui s'orientent vers la construction de grands catamarans rapides (transports de passagers et de marchandises) en collaboration avec les bureaux d'études du TGV. La Rochelle fonde par ailleurs beaucoup d'espoirs sur l'accueil de grands yachts dans l'ancien bassin des chalutiers laissé vacant.

### Le cabinet

**GILBERT RAYNAUD & PARTNERS**

vous propose

des opportunités de carrière  
en rubrique

**SECTEURS DE POINTE :**

**Chef de projet-Ventes  
grands comptes**

**Responsable coordination  
et prospective commerciale**

**Commercial  
zone Asie du Sud Est**

**Technico-commercial  
«back-office»**



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Deux Initiatives  
par semaine,  
c'est bien le minimum  
que l'on puisse faire  
pour l'emploi.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

## ESSEC

**ADMISSION SUR TITRE EN 2<sup>ème</sup> ANNÉE**

Etudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP et d'une maîtrise sciences, lettres, droit, l'ESSEC vous propose d'acquérir une double compétence avec une formation au management en deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en font un des tout premiers centres européens de gestion et de management. Les étudiants qui intègrent l'école ont le choix d'accomplir leur scolarité en alternance sous le régime de l'apprentissage.

Prochaine session

pour la rentrée 1996 :

9, 10 et

11 septembre 1996

Date limite de dépôt des

dossiers de candidature :

30 juin 1996

Documentation

et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions - B.P. 105

95021 Cergy-Pontoise Cedex

Téléphone : (1) 34.43.31.26

ESSEC - Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la CCI de Versailles Val-d'Oise - Yvelines, membre de la Fesc.

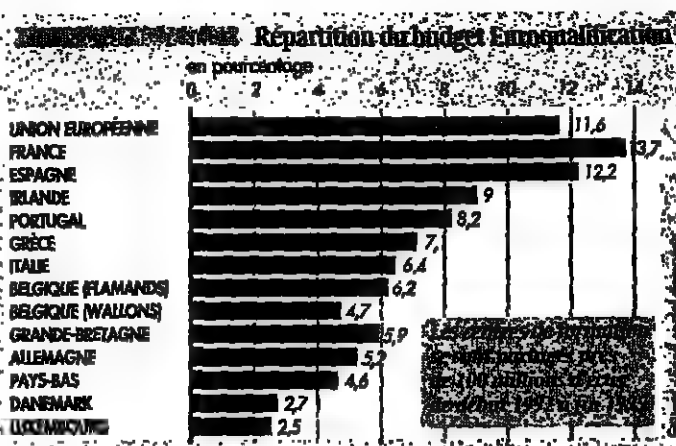


## Des organismes de formation européens élaborent un dispositif transfrontalier

L'Euroqualification s'adresse aux jeunes demandeurs d'emploi, aux chômeurs de longue durée et aux salariés fragilisés de régions en difficulté

L'HISTOIRE commence vers 1986, dans le Nord-Pas-de-Calais. L'usine Massey-Ferguson crée un choc en jetant sur le pavé une masse de salariés, français autant que belges. Puis ce sont deux grosses usines de Maubeuge qui se vident à leur tour. Là aussi, les licenciements se moquent des frontières. Mais il vaut nettement mieux être français que belge. Les aides publiques sont beaucoup plus importantes. Un homme s'en émeut : Pierre-Marie Thobols, alors directeur régional de l'AFPA. En tant que responsable au sein d'un service public de l'emploi et de la formation, il se résigne mal à voir traiter différemment des gens qui sortent des mêmes ateliers et des mêmes bureaux. Puisque l'Europe s'unit, ne serait-il pas temps de donner à tous le même droit aux formations de reconversion ?

A la même époque se prépare, tout près de là, le chantier du tunnel sous la Manche. Là aussi, deux populations européennes — anglaise et française — vont partager les mêmes travaux. Pierre-Marie Thobols se dit que c'est l'occasion de poser les problèmes de formation en termes transfrontaliers.



personnes de bas niveau de qualification et aux chômeurs, dans une logique de service public.

En septembre 1988, ils sont donc sept partenaires, avec la France et ses deux homologues belges — le flamand (VDAB), et le wallon (Forem) —, à se retrouver à Paris, au colloque « L'Europe des compétences ». « Nous nous sommes dits : ne pourrions-nous pas échanger des produits de formation, des stagiaires, des formateurs », se souvient Pierre-Marie Thobols.

### Un droit du citoyen

« Les grands organismes nationaux comme le nôtre, créés après la guerre par l'Etat-providence, ont vieilli. Et pourtant, ils portent des valeurs essentielles qu'il faut continuer à défendre : la formation professionnelle doit rester un droit du citoyen, quelle que soit la place faite au marché », estime Battista Castagna, coordinateur national d'Euroqualification pour l'Enaip (Italie). Pour lui, le cadre national est trop étroit pour susciter le renouveau nécessaire. Euroqualification peut dépasser cet obstacle parce que cette expérience permet la construction d'un projet transnational, « à la taille des besoins nouveaux, et parce qu'elle fait circuler un formidable courant d'air neuf dans les têtes, un appétit nouveau pour ce changement ». Battista Castagna y voit également « l'amorce d'une Europe des acteurs de terrain », « une "république" privée, sociale, sans but lucratif, qui vient porter leur parole face aux structures bureaucratiques bruxelloises ».

Avec la Grande-Bretagne, ce sera l'échec. Mais le Nord-Pas-de-Calais, la Flandre et la Wallonie prendront, en revanche, l'habitude d'agir en partenariat.

Ainsi commence l'histoire de ce qui deviendra l'Euroqualification : un plus que l'on veut offrir à ceux qui cherchent un emploi, en les aidant à se mouvoir plus aisément au sein de l'Europe du travail. L'idée circule au sein de l'AFPA : à la même époque, celle-ci noue des relations avec des structures de formation qui jouent un peu le même rôle, en Espagne (FAS), en Italie (ENAIPI), en Espagne (INEM), au Portugal (IEFP) : ces organismes publics ou parapublics ont en commun de s'adresser, pour une part importante, aux

Dès janvier 1989, l'accord se fait autour d'un « partenariat équilibré transnational durable ». Deux mois plus tard, Pierre-Marie Thobols s'installe à Bruxelles dans les locaux du Forem pour y mettre le projet au point et entamer les premières négociations avec le Fonds social européen (FSE), dont le soutien est évidemment escompté.

Le protocole d'accord qu'ils signeront quelques mois plus tard sera favorablement accueilli par les instances bruxelloises, mais elles demanderont au collectif d'intégrer des représentants des douze pays de l'Union européenne. Pour la Grèce, le Luxembourg et le Danemark, ce sera relativement simple car ces pays comptent des structures de forma-

tion analogues à celles des sept fondateurs. Mais ce sera plus compliqué pour le Royaume-Uni et les Pays-Bas, où n'existent que des organismes privés, et pour l'Allemagne, dont les structures axées sur le paritarisme se prêtent mal à ce genre de formule. Pourtant, les deux premiers pays trouveront l'un et l'autre un organisme privé qui jouera un rôle fédérateur. L'Allemagne se contentera dans un premier temps d'un observatoire.

La gestion juridique et financière sera longue et compliquée car le projet est d'un type tout à fait inhabituel : il s'agit, en effet, de développer une initiative privée qui a certes besoin du soutien financier de la Commission européenne et des Etats membres, mais non de développer un nouveau programme communautaire. Finalement, ce sera une association de droit belge, créée pour la circonstance, qui recevra, au nom de tous, la subvention globale que le FSE décidera d'apporter au titre des actions novatrices.

Tout ne sera vraiment au point qu'en février 1993, malgré un démarrage officiel en janvier 1992, mais les sept fondateurs ne se perdent pas dans ces interminables négociations. Ils travaillent intensément. C'est même cette mobilisation inattendue d'organismes les plus souvent anciens qui emportera la conviction des financeurs. Elle forgera du même coup l'unité qui sera la force principale de l'opération. L'affaire n'en sera pas moins difficile. Car ces organismes n'ont pas l'habitude du travail en commun. Mais le programme s'en trouvera enrichi.

La période expérimentale d'Euroqualification sera prolongée jusqu'en 1995. Elle aura pour objet central la mise en place d'un dispositif de formation réservé aux jeunes demandeurs d'emploi, aux chômeurs de longue durée, et aux salariés fragilisés des régions en

difficulté. La formule associe une période de formation qualifiante dans le pays d'origine, complétée par une initiation à la langue, à la culture, aux spécificités professionnelles d'un pays étranger, et un stage de trois à six semaines dans une entreprise de ce pays.

A la fin de 1995, n'auront été formés que 3 248 personnes sur les 6 000 prévues. C'est peu, même si, selon une enquête interne, de 85 % à 100 % d'entre eux ont trouvé un emploi au bout du parcours. C'est peu surtout si l'on compare ce résultat au budget considérable dont disposait le programme : quelque 100 millions d'euros (de l'ordre de 635 millions de francs). Mais cette période expérimentale a été avant tout une période de construction.

Tout était à faire, dans tous les domaines. Et là, le travail réalisé est considérable : le contenu de quarante et un métiers a été repensé dans une perspective européenne (sans que pour autant il soit question d'une unification utopique des programmes). Et une multitude d'outils de travail en commun ont été élaborés, traduits chacun en huit langues, tels un glossaire des termes de métier, des référentiels de formation, des outils de gestion, des produits multimédias, tous destinés à faciliter les initiatives futures.

**MOTIVATION**  
L'investissement est tel qu'interrompre Euroqualification aurait été absurde. D'autant que les équipes de formateurs qui ont accepté de se mobiliser se sont passionnées pour ce travail. Une enquête de l'AFPA montre de multiples points positifs : remotivation des formateurs, amélioration de la qualité des formations, nouvelles relations avec les entreprises. Les centres les plus motivés se sont même constitués en réseaux transnationaux. Cela ne touche encore qu'une faible minorité de formateurs. Mais le virus paraît vigoureux.

Les partisans d'Euroqualification viennent de décider de pérenniser leur coopération. De nouveaux partenaires s'annoncent : la Suède et l'Allemagne. Il n'est pas impossible que la Commission européenne apporte de nouveaux concours. Mais Euroqualification s'oriente vers des financements multiples, articulés sur les programmes européens en cours comme Adapt, Leonardo, Employment, avec un complément apporté par les pays partenaires. Ce n'est que le début d'une longue marche.

**INSPECTEURS.** Différents rapports réalisés ces dernières années ont montré qu'il n'était en rien superflu de contrôler l'usage des fonds de la formation professionnelle. Or le nombre d'inspecteurs chargés de cette tâche se réduit régulièrement : voilà bientôt trois ans qu'aucun concours de recrutement n'a eu lieu, parce qu'on envisage de fusionner ce corps avec celui des inspecteurs du travail. Mais on s'étonne que cette réorganisation se fasse dans un contexte de réduction des effectifs alors qu'il est demandé par ailleurs aux contrôleurs de la formation professionnelle de suivre la mise en place de la décentralisation.

**CONTRATS EMPLOI-SOLIDARITÉ.** La part des salariés titulaires d'un CES et ayant au moins le niveau du bac augmente : un sur six au premier trimestre 1995, contre un sur huit deux ans plus tôt. Le niveau des femmes continue à être supérieur à celui des hommes, mais la différence se réduit. En revanche, la proportion des salariés sans expérience professionnelle progresse : elle atteint un quart des effectifs pendant la première moitié de 1995. Les CES qui donnent lieu à une formation restent très peu nombreux : 8 %, contre 6 % un an plus tôt.

► DARES, Premières synthèses, n° 124.

Marie-Claude Bédier

## L'école de commerce s'ouvre au non-lucratif

L'ESC Rouen veut former des gestionnaires spécialisés dans le social ou le culturel

UNE formation en management des organisations à but non lucratif dans une école de commerce ? « C'est vrai que, de l'extérieur, cela peut sembler à une petite révolution culturelle », indique Jean-Christophe Romé, professeur à l'ESC Rouen, qui est à l'origine de cette spécialisation de trois mois qui sera proposée dès le mois d'avril aux étudiants en fin de seconde année. Objectif : former des gestionnaires susceptibles d'œuvrer dans l'humanitaire, le social, le culturel, les collectivités locales ou le sport.

Pour justifier ce module quelque peu atypique, Jean-Christophe Romé insiste sur la professionnalisation grandissante de ces secteurs, sur le fait que ce type de formation existe depuis vingt ans aux Etats-Unis et sur les sommes de plus en plus importantes gérées par des organisations humanitaires ou des institutions culturelles. « Médecins sans frontières fonctionne avec un budget de 400 millions de francs, la Croix-Rouge embauche 100 000 personnes... Et, de fait, ces organisations recrutent de plus en plus aux outils des entreprises en matière de gestion, de management et de communication », indique le professeur.

Cette spécialisation rencontre l'adhésion de certains étudiants qui rejettent les entreprises classiques et leur logique uniquement financière. Ennuyés, la crise aidant, il est aujourd'hui possible d'intégrer une école de commerce sans avoir de goût particulier pour le business. « J'étais une bonne élève, je souhaitais avoir une formation de base solide et j'ai opté pour une école de commerce en sachant que j'essaierais de bifurquer par la suite », explique Florence Dugas,

vingt-deux ans, qui envisage de suivre la spécialisation afin de s'orienter ensuite vers l'organisation de festivals.

Florian Covelli a lui aussi rejoint l'école avec l'idée d'acquiescer une formation susceptible d'intéresser ensuite des associations : « Pour moi cette spécialisation tombe à pic. Je suis content de voir que je vais pouvoir apprendre à maîtriser les outils du marketing avec des exemples empruntés à la communication institutionnelle et pas seulement au marché des beurres allégés », note cet étudiant, militant associatif depuis l'âge de quinze ans.

Treize étudiants, sur une promotion de 250, ont choisi cette option. Mais, selon Florence Dugas, beaucoup d'autres ont hésité à franchir le pas. Il est vrai que ces secteurs à but non lucratif offrent des perspectives moins sécurisantes que les parcours habituellement proposés par les entreprises. Les réseaux d'anciens n'existent pas, et les rémunérations se révèlent nettement moins alléchantes. Enfin, personne ne les attend à bras ouverts : « Ce type de spécialisation peut être intéressant mais non déterminant. C'est un peu comme les infirmières diplômées en médecine tropicale. Cela témoigne d'une motivation de leur part, mais cela ne suffit pas pour pouvoir entrer chez nous. L'expérience professionnelle nous semble plus importante », précise Anne-Marie Gloaguen, responsable de la gestion des ressources humaines chez Médecins sans frontières. Bref, l'avenir est loin d'être tout tracé. Mais, pour ceux qui s'apprêtent à tenter l'aventure, l'essentiel time d'abord avec épaulement personnel.

Nathalie Mlekuz

## Les moulistes entre artisanat et haute technologie

Indispensable à beaucoup de secteurs industriels, cette branche est si peu connue qu'elle a du mal à embaucher

DEPUIS 1992, l'industrie du moule vit une période difficile qui lui impose de se transformer. Depuis les années 60, elle avait vécu très confortablement. Et elle « s'était un peu endormie », reconnaît Jacky Capra, directeur général de la société SVO et président du groupement lyonnais de l'Association française des industries du moule (AFIM), le syndicat patronal.

Le mouliste est un partenaire indispensable de l'industriel. Son rôle, en effet, ne se borne pas à fabriquer le moule, ce qui est déjà une opération longue et complexe : il participe à sa mise au point chez le client puis — tout le temps que dure son utilisation — à sa maintenance et aux modifications qui s'avèrent nécessaires. Longtemps il en est résulté des liens privilégiés : « Nous avions chacun nos clients... » Avec la crise de 1992, les rapports se sont faits soudain plus rudes : le mouliste est prié de serrer ses prix, de répondre au plus vite à la demande (alors que jusque-là ses carnets de commandes étaient remplis deux ou trois ans à

l'avance), d'assumer non plus seulement la réalisation d'un moule mais celle d'un ensemble qui en comporte plusieurs (le tableau de bord des voitures, par exemple) et de participer à la conception des pièces. En outre, les exigences de qualité se multiplient, notamment dans l'industrie automobile, cliente décisive.

**ADAPTATION**  
Les marges bénéficiaires s'effondrent, et il devient vite clair qu'il va falloir « remettre en question nos façons de travailler », comme le dit Williams Chamot, directeur général de Chamot Moules et président du groupe AFIM d'Oyonnax, dans l'Ain. Les moulistes de la région Rhône-Alpes-Auvergne vont être les premiers à s'adapter. Ils ont en Jacky Capra et Williams Chamot deux chefs de file décidés et vont trouver des appuis solides : le chargé de mission régional de l'AFIM, Maurice Nain-Ducet, la direction régionale de l'AFPA Rhône-Alpes et son centre de Bourg-en-Bresse. A la demande de l'AFIM, l'AFPA va réa-

liser une enquête sur la profession. Enquête si instructive que la même a été lancée dans le Nord-Pas-de-Calais et le sera bientôt dans les Pays de la Loire.

Première conclusion : le travail ne manque pas, mais il est aspiré, de plus en plus, par les seules entreprises capables, grâce à leur taille, de faire face aux à-coups de production imposés par les nouvelles pratiques des constructeurs et équipementiers. Les petites sociétés (53 %

ont moins de 10 salariés) doivent donc se regrouper ou conclure des accords de partenariat pour survivre. Seconde conclusion : malgré les difficultés actuelles, les entreprises du moule ont globalement « des emplois à pourvoir immédiatement et un potentiel d'embauche important pour les années à venir ».

La branche est en effet si peu connue qu'elle a du mal à recruter, surtout pour des métiers comme fraiseur-outilleur et ajusteur-met-

teur au point, qui pâtissent d'un certain rejet du travail manuel. Rejet peu justifié, dans ces deux cas, puisqu'il s'agit d'activités haut de gamme. Pratiquées dans des ateliers clairs, tempérés, propres, elles relèvent plus d'un artisanat savant que de l'industrie : chaque pièce fabriquée est unique, et sa complexité, la finesse de ses détails peuvent être telles qu'il faut jusqu'à quinze ou vingt plans pour la définir.

C'est aussi un travail coûteusement payé : un fraiseur débutant touche 8 500 F brut, et le manque de professionnels lui permet rapidement d'obtenir un bon salaire. Mais les jeunes formés par les lycées professionnels continuent à préférer le bureau (même mal payé) à l'atelier. Est-ce parce que les perspectives de carrière sont meilleures ? Non, car dans le moule les possibilités d'évolution sont importantes : on peut démarrer au niveau manuel avec des connaissances très minces et se qualifier progressivement en passant des pièces simples aux pièces complexes, des techniques traditionnelles aux plus modernes,

comme l'électroérosion à fil. D'autre part, le métier, devenu plus complexe, a créé de nouvelles fonctions : agents de méthode, commerciaux, dessinateurs... Et pour Jacky Capra comme pour ses confrères, il n'y a pas de meilleurs candidats pour ces postes que ceux qui sont passés par la fabrication. Le directeur de SVO compte d'ailleurs bien trouver dans son atelier celui qui va devenir le « préparateur méthodes » dont il a besoin.

La promotion interne est si fortement inscrite dans le métier que plus de neuf patrons sur dix sont d'anciens ouvriers. L'AFPA a d'ailleurs intégré cette donnée dans ses plans de formation : contrats de qualification pour les demandeurs d'emploi à intégrer à la profession, progression par modules pour les professionnels en poste, construction de qualifications spécifiques à partir de ce qui émerge au sein même des entreprises. La tradition de la promotion interne devrait donc se maintenir.

M.-C. B.



Associé gérant du cabinet RDE et ancien de Lip

## Michel Garcin, l'homme qui croit aux réseaux

L'a les apparences d'un homme tranquille. Mais il ne faut pas s'y fier. Comme le poisson de Mao, Michel Garcin a la capacité de nager dans des eaux variées. Préfère Philippe Segretain, président de Transdev, une filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Ce vieux complice des années 60, à l'époque où tous deux assuraient la coprésidence du centre Saint-Guillaume, le cercle des étudiants catholiques de Sciences po, n'est pas trop mal placé pour faire le portrait d'un homme qui, tout jeune, refusait déjà d'entrer dans des moules de pensée. « Michel Garcin, dit-il encore, fait partie de cette race de gens qui n'est jamais déracinée. Où qu'il soit, il n'a aucun mal à trouver des marques, des réseaux. Le mot réseau le qualifie d'ailleurs parfaitement. »

Son savoir-faire, il le met au service d'opérations classiques d'essaimage, ou de création d'entreprises, mais aussi à la disposition de jeunes en mal d'insertion, pour lesquels il recherche, dans le cadre de l'association Parène, des entreprises susceptibles de les aider à monter leur propre projet. Ce n'est donc pas un hasard si Michel Garcin a choisi d'appeler l'entreprise qu'il a créée en 1986, avec ses associés, RDE (Réseau pour le développement des entreprises).

Outre son expérience au centre Saint-Guillaume, un livre a marqué la jeunesse de Michel Garcin : Le Robinson suisse, de Johann Rudolf Wisse, dans lequel une bande de jeunes, perdue dans une nature hostile, s'efforce de construire une société nouvelle. De là daterait sa passion pour la construction et le développement. A la poursuite de son rêve peut-être, il part, à la fin de ses études, en coopération militaire au Cameroun. Il est directeur d'un centre de formation pour cadres et artisans à Yaoundé. A vrai dire, il se forme sur le tas à la gestion, en même temps qu'il forme les stagiaires : « J'ai découvert là l'intérêt pour tout ce qui est création d'entreprise, et appui au développement. »

Il file ensuite à New York, où il entre à la Société générale, puis à la BNR. Il s'occupe notamment de l'implantation de sociétés françaises aux Etats-Unis et s'imprègne du savoir-faire US. « Les Américains sont très ouverts sur les opportunités. On peut téléphoner aux personnes les plus importantes, on les a au bout du fil. Mais si c'est que vous avez à leur proposer ne les intéresse pas, ils vous jetteront. »

En octobre 1974, il trouve sur sa route Claude Neuschwander, qui souhaite développer une filiale de Lip aux Etats-Unis. Lorsque, quelques mois plus tard, Neuschwander lui propose de devenir secrétaire général de l'entreprise horlogère, Michel Garcin accepte, à la plus grande surprise de ses collègues. « Américains qu'il ne comprenait pas qu'on puisse quitter une carrière bancaire pour une entreprise en difficulté. J'avais envie de travailler sur des situations avec un enjeu social et hu-



main important. De lier les trois aspects du développement : l'homme, le marché, les finances. Lip, cela me paraissait un défi intéressant à relever. » Arrivé à Besançon, en 1975, il trouve une situation si dégradée qu'il hésite à défaire ses valises. Il y restera neuf ans, et sera même élu conseiller municipal de 1977 à 1983. Pendant un an, il maintient l'entreprise en survie. Son but : tenir jusqu'à ce que des soutiens, des appuis industriels ou politiques viennent sauver la situation. Efforts inutiles. La société dépose son bilan en avril 1976.

Commence alors pour lui la période de Lip qu'il estime être la plus riche, la plus intense, même si, dans la mémoire collective, Lip c'est avant tout 1973, des ouvriers qualifiés jetés sur le pavé sans indemnités, et qui décident, pour survivre, de s'emparer du stock et de fabriquer des montres. Un slogan fera date : « On fabrique, on vend, on se paye. » Mais déjà, estime Michel Garcin, il y avait une « ambiguïté ». D'un côté, il y avait

« Dans ce monde précaire, la plus grande sécurité est encore de faire des choses qui vous plaisent réellement »

les « Lip », pour lesquels la priorité des priorités était la lutte pour la défense de leur emploi, de l'autre, « une poignée de visionnaires qui poussaient en avant l'affirmation autogestionnaire comme désir de changer la société ». Au bout du compte, admet-il, « la part de volonté de vivre était plus importante que le défi. »

Fuite de repensur, l'entreprise se relance sous forme de Scop (société coopérative ouvrière de production). Michel Garcin, membre du comité de direction, en perd ses indemnités de chômage. Il doit, pour subsister, trouver un emploi au sein d'une PME locale. Parallèlement, il continue à s'investir dans la Scop Lip. Prend part à ce brassage

l'atmosphère. C'est la fin du rêve solidaire. Difficile de concilier l'économique et le social. « On a eu une attitude trop volontariste en matière d'emploi. Cela a obéré les chances de réussite », avoue-t-il. En 1987, la Scop Lip dépose son bilan.

Entre-temps, en 1983, Michel Garcin est entré comme directeur à la Sct, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Il organise des actions de développement local. Sa mission : aider les municipalités à susciter le développement, ou la création d'entreprises sur leur territoire, en jouant sur le levier de l'équipement et en leur prodiguant des conseils. Déception. « Les élus sont d'accord pour investir dans des équipements bien visibles aux yeux de leurs électeurs, mais ils ne sont pas prêts à payer des conseils qui eux, ne se voient pas. »

Alors, il met sa créativité, son imagination, « son talent pour ouvrir des pistes nouvelles », comme dit Jacques Thiriet, un de ses associés au sein de RDE, au service des salariés de la Sct qui souhaitent

quitter le groupe. Il monte un service interne d'appui à la création d'entreprise qui, de 1985 à 1987, apportera son soutien à la création de trois cents entreprises.

Dans la foulée, par souci de « crédibilité », il fait ce qu'il conseille aux autres de faire, il crée sa propre entreprise, RDE, qui est un essaimage de la Sct. Dans le cadre de plans de départs volontaires, il aide les postulants à réaliser leur rêve. Pour lui, il s'agit toujours de développement. Développement personnel cette fois. « Dans ce monde précaire, la plus grande sécurité est encore de faire des choses qui vous plaisent réellement », confie-t-il. Son expérience à RDE lui a permis d'analyser avec un certain recul les événements de décembre dernier. « On nous a dit que cette crise sociale était arrivée car les gens n'acceptaient pas le changement. C'est faux. Nous avons à ce jour reçu 4 000 salariés, dont 2 500 ont créé une entreprise. C'était pourtant des salariés du secteur protégé. » Simplement, pour que les gens bougent, agissent, créent, il est nécessaire qu'ils aient un projet et se l'approprient. « Le problème de décembre est que l'on a parachuté des idées de changement sans que les gens sentent que c'était leur affaire. »

Catherine Leroy

### Parcours

● Né le 7 juin 1945 à Paris, Michel Garcin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après un séjour au Cameroun dans le cadre de la coopération militaire, il part pour les Etats-Unis où, correspondant de la Banexi (banque d'affaires de la BNP) de 1971 à 1975, il est responsable notamment du suivi des projets d'implantation des sociétés françaises dans ce pays.

● En 1975, il rentre en France où il devient secrétaire général de la Compagnie européenne d'horticulture (CEH) qui s'était vu confier la gérance de Lip SA en dépôt de bilan. Puis il assurera la fonction de directeur général de la Scop Lip de 1978 à 1983.

● Conseiller municipal de Besançon de 1977 à 1983, il suit particulièrement le développement économique. En 1983 il est directeur délégué de la Sct, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Il est responsable de l'action économique locale.

● Depuis 1986, il est associé gérant de RDE (Réseau pour le développement de l'entreprise). Il est également président de l'association Parène qui œuvre pour l'insertion économique. Par ailleurs, il est directeur d'un séminaire à l'IEP de Paris.

● Elaboration du projet professionnel personnel. Il est l'auteur de deux ouvrages : Une stratégie d'exportation pour l'entreprise (PUF, 1977) et Chercheurs d'avenir (First, 1994).

## Le second souffle de la filière nautique

Suite de la page 1

Marc Pinta, constructeur et spécialiste du bateau de compétition, ou de croisières à l'unité et sur mesure (ses clients se nomment Marc Pajot, Jean-Yves Terlain, Philippe Poupon ou Titouan Lamazou), ne contredira pas la filière de La Rochelle. « Nous n'avons pas eu de difficulté à évoluer parce que nous n'avons pas eu le passé », lâche-t-il. Bonade ? Il explique : « Il y a quinze ans, dans la construction traditionnelle, nous aurions eu du mal à faire notre place. L'époque était en effet aux tissus de verre et aux résines polyester. La véritable révolution technologique est apparue avec

l'arrivée des matériaux composites légers-rigides, financièrement abordables, dérivés de l'aéronautique... et pour lesquels les applications nautiques n'existaient pas à l'époque. »

Autre évolution significative de la filière : l'architecture proprement dite. « Il y a douze ans, confie Marc Pinta, la construction d'un grand catamaran tel que Charentes-Maritimes-II, qui apparaissait comme révolutionnaire, était totalement empirique. Aujourd'hui, aucun architecte naval, aussi talentueux soit-il, ne peut se passer du concours d'un ingénieur spécialiste du calcul des structures. Cependant, la nouvelle génération d'architectes passe de plus en plus par l'école de Southampton (Grande-Bretagne), seule école au monde à les former. » Ancien officier mécanicien de la marine marchande, Michel Joubert — un nom phare en matière d'architecture navale — est lui aussi persuadé de « la nécessité de vérifier l'intuition par le calcul scientifique ». Sur lui reposent le dessin, la création,

l'esthétique. Sur l'ingénieur Bernard Nivellet, son associé, reposent les calculs de jauge, la simulation, les études en bassin de carène.

Autre parcours atypique : celui de Philippe Pallu de la Barrière, directeur du Centre de recherche pour l'architecture et l'industrie nautiques (Crain), une figure de la filière voile de La Rochelle. Huit années durant, cet homme posé, calme et réfléchi de quarante-cinq ans fut chercheur en mathématiques fondamentales au prestigieux Collège de France. C'est sur la Seine qu'il s'initie au dérivage afin de se « laver l'esprit », prépare les Jeux olympiques de 1975, reçoit plus tard la révélation de la course au large. Adieu le « confinement des mathématiques pures », place à l'ingénierie navale : il crée le Crain, et se lance dans l'aventure de Charentes-Maritimes, ce catamaran emblématique qui fut un défi technologique. Le mathématicien n'a pas de mal à se reconverter dans les disciplines de l'hydrodynamique et de l'aérodynamique, le calcul

de résistance des matériaux. Parallèlement, avec la petite équipe d'ingénieurs qui l'entourent, ils mettent au point les premiers outils numériques en voilerie. Aujourd'hui, le logiciel de voile (Fabric) équipe 75 voiliers dans 25 pays.

### ÉOLIENNES

Chance ou expérience calamiteuse ? A la demande de Philippe Briand, architecte et directeur du projet, le Crain se lance dès 1991 à corps perdu dans l'aventure de la Coupe de l'America, la plus difficile épreuve technologique de voile au monde. Un échec. « Même si les résultats ont été mauvais, commente, philosophe, Pallu de la Barrière, cette expérience nous a permis, en recherche et développement, de passer à la vitesse supérieure. Aujourd'hui, nous sommes techniquement au niveau des Néozélandais et des Américains. » Et d'ajouter, sévère : « En matière d'hydrodynamisme et de carène, le travail de fond n'avait pas été fait. Autant

dire qu'on bricolait. » Entre-temps, la crise a passé. L'industrie nautique de la plaisance n'est plus ce qu'elle était. Pour la course au large et la compétition, les sponsors se font rares. Petite structure de cinq personnes travaillant en réseau avec des spécialistes indépendants, donc souple et réactive, le Crain s'adapte, se diversifie dans des niches, se félicite de ne pas exercer une monoactivité. Parmi les études en cours : un projet d'éolienne pour lequel le ministère de l'Industrie a lancé un appel d'offres. « Nous ne sommes pas dépayés, les complémentarités en matière d'aérodynamique sont évidentes », un projet de bateau à propulsion solaire « afin d'intervenir dans des zones fragiles et écologiquement instables, de type Marais poitevin » ; le projet « Hermione », enfin. En collaboration avec le Centre de la mer de Rochefort, tout proche, il ne s'agit pas moins que de reconstruire, à partir des plans d'origine, le navire sur lequel La

Fayette embarqua pour traverser l'Atlantique. « Nous avons simulé les conditions de navigation de l'époque avec nos modes de calcul actuels. Mais passer du catamaran de course océanique à une frégate du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est du grand écart ! »

Le couple patrimoine et nouvelles technologies est même en passe d'investir le Musée maritime de La Rochelle, que dirige Patrick Schnepf. Pour l'heure, il achève les installations d'un bassin de démonstration de 300 mètres carrés. Grâce à des évolutions réelles, les visiteurs seront initiés notamment aux mystères de la mécanique des fluides, à ceux de la propulsion vélique. En collaboration enfin avec Aérospatiale, une soufflerie devrait encore procurer aux visiteurs des sensations inattendues : éprouver physiquement les différentes gradations de la force du vent (échelle Beaufort), qui va de 0 à 12, soit du souffle nul à l'ouragan.

Jean Menanteau



**1 - RECEIVED**

## REFERENCE

**I**NMAGINABLE en France. Ou alors, seulement après que "le diel nous sera tombé sur la tête. Prenez un hebdomadaire sérieux, réputé - jusqu'à l'étranger - dont le directeur m'en se rapprocherait plutôt du cadre infirmier de la guéridore guatémaltèque, et puis fermez les yeux. Vous le trouverez sur une double page intitulée : « Les tueurs à gages », et sous au-dessus des portraits, pas forcément flatteurs, des FDK, les plus en vue des Etats-Unis. Inutile de vous pincer, il y en a encore six autres sur les deux pages suivantes. Prendre à inaugurer la galerie : Robert Allen (ATT) dont le photo, est jusqu'aujourd'hui celui-ci, sa rémunération (nouvelle bien sûr) : 362 000 dollars (76,8 millions de francs environ), et la somme de ses honoraires (40 000) annoncés par ATT en

Wall Street s'éciale à chaque restructuration. Une vraie folie. Une tête coupée, un bénéfice engrangé

de la communication de toutes ces entreprises prestigieuses, ne seraient pas sous tente à oxygène. Les commentaires valent aussi le détour. *Newsweek* du 26 février, car c'est lui le chasseur de prime, a enfoncé le clou. D'abord, en insistant à plusieurs reprises sur les liens entre licenciements et bons résultats en Bourse. Wall Street s'éclate à chaque restructuration. Une vraie folle. Une tête coupée, un bénéfice engrangé. Alors 60 000... Vous pensez. *Newsweek*, justement, continue à penser tout haut : « Combien de présidents de grosses entreprises en cours de restructuration ont-ils sacrifié leur salaire ? Se sont-ils excusés publiquement auprès des gens qu'ils avaient virés ? Ont-ils reconnu personnellement certaines erreurs à l'origine de ces restructurations ? Pas question. Ce n'est pas macho... » Voilà donc un grand hebdomadaire américain, belle tronie de l'histoire américaine, pourfendeur d'un certain capitalisme. Après le *politically correct*, place à l'*economically correct*. Bien sûr, l'élection présidentielle approche et la sauvegarde de l'emploi, ici ou ailleurs, est un programme qui pèse. Pourtant, même si le fond de l'air est opportuniste, impensable de refuser la bouffée d'oxygène de *Newsweek*.

Et si cet anticyclone atteignait les côtes françaises ? Les photos ? Assez faciles à prendre. Le nombre de flémoustons ? Pas trop compliqué à calculer. Le problème, ce serait en fait les salaires. Enfin presque. Car on sait déjà qu'ils sont plutôt élevés que faibles. Ce n'est finalement pas là l'essentiel. L'essentiel, *Newsweek* le rappelle en fermant le bar : « Les patrons pourraient redécouvrir ce que beaucoup ont su par le passé mais semblent avoir oublié. Donner à ses salariés est souvent l'arme la plus efficace pour réussir en affaires. »

En 2002, les véhicules hors d'usage devront être retirés à 80 %. Les démolisseurs seront

■ **Ly a la vie après la mort.** est donc devenu l'obsession de Ce concept en deux phases per- nault expérimente, avec le et de cuves de rétention des

Du moins pour les voitures. En effet, dès 2002, les nouveaux modèles automobiles devront être recyclables à 90 % de leur poids. Ainsi en ont décidé les signataires français de l'accord-cadre sur le retraitement des véhicules hors d'usage, qui visent même, « à terme », un taux de recyclage de 95 %. Ce texte, publié en 1993, réunit les pouvoirs publics et tous les acteurs de la filière : Renault et PSA-Peugeot-Citroën, les équipementiers, les industriels de la démolition, de la récupération et du recyclage ainsi que les producteurs de matériaux. La France a par ailleurs piloté, au sein de l'Union européenne, un groupe de travail, mis en place en 1991, qui a retenu les objectifs de cet accord. Une révolution est donc en marche. Certes, ses effets ne seront pas immédiats. Les déchets sauvages et les épaves abandonnées dans les champs enlaidissent encore trop de paysages. Mais pour les partenaires de l'accord, solidaires et engagés chacun dans leur domaine à intensifier leurs efforts, l'espoir est grand, même s'ils restent prudents.

Déjà, 75 % du poids d'un véhicule est retraité, par le biais de la revente des pièces détachées dans les casses autos, ainsi que du recyclage des fluides, des batteries et des pneus. La carcasse, quant à elle, est broyée, et la ferraille, triée, est revendue aux sidérurgistes et métallurgistes. Restent donc 25 % de « résidus de broyage automobile » (RBA), un mélange de plastiques, de textiles, de verres, etc., soit 250 kilos par voiture, qui atteignent dans les décharges. Or, 1,8 million de véhicules arrivent en fin de vie chaque année en France. Réduire ces 25 %

tous les acteurs de la filière. D'autant que la mise en décharge du RBA a un coût croissant : « Elle est passée de 120 F la tonne en 1990-1991 à 250 F, voire 300 F en France aujourd'hui et à 600/700 F en Allemagne », observe Laurence Vial, responsable de la communication de la Compagnie française de ferraille (CFF), leader européen du recyclage des biens de consommation, qui dispose en France de 70 sites de récupération des métaux, dont 23 sont munis de broyeur.

Face à la sensibilité des consommateurs à l'écologie, les constructeurs ont, eux aussi, bien compris l'intérêt de plancher sur ce sujet, et ce dès la conception des véhicules. Surtout s'ils ne veulent pas risquer de voir les pouvoirs publics imposer une éco-taxe. Quant aux démolisseurs - appelés aussi casseurs, mais ce terme leur déplaît -, ils comptent améliorer ainsi leur image qui, il faut bien le dire, est mauvaise.

Deux voies de recherche sont explorées pour réduire ce fameux RBA. L'une est sa valorisation énergétique, expérimentée depuis 1991 à Saint-Pierre-de-Chandieu (Rhône) par PSA, en partenariat avec CFF, où une unité permet de préparer, à partir du RBA, un combustible destiné aux fours de la cimenterie voisine Vicat. « Depuis 1991, nous faisons des essais mais depuis début 1995 nous livrons chaque mois ce combustible à Vicat », indique Isabelle Torchiette, responsable de la coordination des activités « recyclage » chez PSA. Sur ce site, une autre unité, située en amont du broyeur, dépollue les voitures - enlèvement des batteries et des fluides - et désassemble certaines pièces, notamment les vitrages et les plastiques, en vue de leur recyclage.

met de recycler environ 95 % d'un véhicule, selon PSA. Mais pour l'heure, Saint-Pierre-de-Chandieu ne peut ainsi traiter que « vingt véhicules par jour, selon Laurence Vial. Ce site est de petite dimension parce que nous ne savions pas du tout, au début, où nous mettions les pieds ».

## « On en est encore à l'âge de pierre »

cents véhicules par jour y sont retraités, qui proviennent de Renault mais aussi de Peugeot, Fiat et BMW. En région Midi-Pyrénées, un schéma identique fonctionne avec un réseau de 22 démolisseurs. En outre, depuis 1994, Re-

## Remue-ménage chez les

Le Conseil national des professions de la mécanique des véhicules a annoncé que les délégués ont en fait signé l'accord-cadre de 1993. En réalité, 2 500 délégués de France, un tiers des délégués de France, n'ont pas signé. Ils vont disparaître parce qu'ils ont été remplacés par des délégués plus récents. Depuis il leur est interdit de casser déjà la jante. Pour les autres, pas en patin. « Bien souvent, ces délégués ont été remplacés par des délégués plus récents. Pour les autres, pas en patin. » Bien souvent, ces délégués ont été remplacés par des délégués plus récents. Pour les autres, pas en patin. Bien souvent, ces délégués ont été remplacés par des délégués plus récents. Pour les autres, pas en patin.

broyeur hillois Galloo et des cimentiers, la transformation du RBA en combustible. La firme au losange assure pouvoir ainsi valoriser 92 % à 93 % d'un véhicule

Beaucoup d'initiatives, donc. Neumanns, comme le dit Isabelle Torchier : « on en est encore à l'âge de pierre » dans ce domaine. Car pour que se constitue une filière de recyclage économiquement viable, il faut disposer d'un gisement de matière important et régulier, mais aussi de débouchés. Ce qui n'est pas encore le cas. Aussi, pour l'heure, Renault se contente de retravailler ses véhicules à 60 % minimum. « En 1995, 44 000 voitures l'ont été », affirme Jean-Paul Vallat, directeur du projet recyclage chez Renault. *Mon objectif est d'arriver à 100 000 en 1996 et à 500 000 en 1998-1999*, sont toutes les Renault qui quitteront le marché chaque année.

Les démolisseurs de Midi-Pyrénées connaissent bien les limites de la filière. L'un d'eux, Pierre Raymondis, gérant de Surplus-Auto, a investi 250 000 F dans une station de dépollution-désassemblage, dotée d'une chape de béton

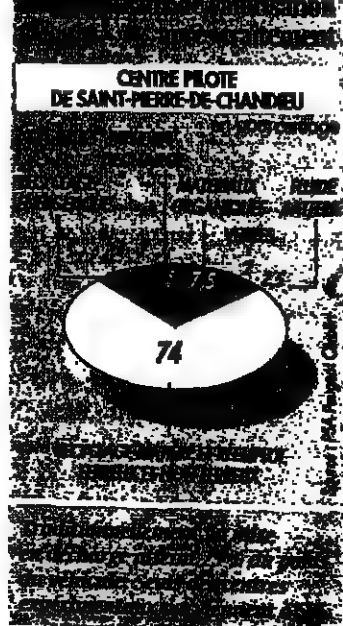
**« casseurs »**

ons de l'Automobile (CNPA) es-  
sanché trois mille personnes des-  
ché, il prévoit que, sur les 2 000  
miliers d'entreprises dites « mar-  
les ne sont pas en règle. « Cela  
dit de traiter les véhicules mais à la  
autent, l'emploi global ne devrait  
argineux emploient du personnel  
es autres démonteurs qui auront  
CNPA, qui organise des stages de  
et met en place un certificat de  
démonteur d'automobile, ce métier,  
uel » et accessible aux personnes

fluides. Et il a embauché trois personnes. « Pour l'instant, ça ne me rapporte rien, dit-il. Mais avec mes collègues on se concentre en permanence pour trouver des débouchés, améliorer la production, etc. Un jour, ce sera rentable. » Les pistes sont en effet prometteuses. Ainsi, Renault a mené, durant cinq ans, des recherches sur le recyclage du polypropylène (plastique). Résultat : aujourd'hui, les pare-chocs de la Mégane sont fabriqués à partir de pare-chocs recyclés. « Renault est le premier constructeur au monde à la faire », se félicite Jean-Paul Vallat.

Les démolisseurs, maillon incontournable de la filière, ont tout à gagner dans cette démarche. Mais eux aussi ont des efforts à faire. Déjà, les constructeurs n'acceptent de collaborer qu'avec ceux qui sont « classés ». C'est-à-dire qui disposent d'une autorisation préfectorale d'ouverture. Or, selon le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA), branche « démolisseurs », sur les 2 000 à 2 500 « casseurs » de France, seul un millier d'entre eux seraient classés. En outre, tous ne pratiquent pas la récupération des fluides, qu'impose pourtant une réglementation de 1974. Or les démolisseurs se sont engagés, dans l'accord-cadre, à la faire.

Le CNPA a d'ailleurs mis au point, en 1995, un « référentiel » qui s'inscrit dans la loi de 1994 sur la « certification de service ». Ce document passe au crible les aspects maîtrise de l'environnement, équipement de chantier, formation, etc. Il est vrai que la mise aux normes d'un chantier peut coûter jusqu'à 500 000 francs. Cependant, chez les démolisseurs qui ont joué le jeu, le métier s'est transformé.



« Des ingénieurs de chez Renault m'ont formé à reconnaître les différents types de plastiques, que l'on place dans des bacs appropriés », explique un jeune ouvrier d'Alloa, une Cassette Auto. Au début, c'était intéressant de découvrir tout ça. Mais on ne s'y habitue vite. « L'estime que son travail est devenu « moins satisfaisant ». « C'est un métier écologique », juge-t-il. Pierre Raymond, 26 ans, d'Alloa aussi, estime que cette évolution est inévitable.

« On ne peut pas laisser pourrir la terre. Il faut que les voitures meurent proprement ». Les démolisseurs qui ne s'attardent pas un point de vue le regardant d'un mauvais œil. « Ils n'ont pas compris que s'ils n'ont pas, ils disparaîtront... ».

**Francine Aizicovici**

هكذا من الاجمل



البيان العالمي

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996 / V

Le Monde

En vente  
chez votre  
marchand  
de journaux

Le Monde

21<sup>e</sup> NUMÉRO DU BILAN  
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
200 PAGES - 50 F

**Le Monde**

OFFRE SPECIALE  
150 séries  
statistiques de base  
de l'INSEE  
sur l'économie  
française

Disquette  
à commander  
page 96

INSEE

**BILAN  
DU  
MONDE**

L'année économique  
et sociale 1995

L'analyse de 177 pays

Edition 1996

Antilles-Guyane 65 F, Allemagne 16 DM, Belgique 320 FR, Canada 14 \$ CAN, Espagne 1300 PTA, États-Unis 11 \$ US, Grande-Bretagne 1000 Liras, Luxembourg 330 FL, Maroc 85 DH, Portugal 1400 PTE, Réunion 65 F, Suisse 13 FS, Tunisie 10 DT

**BON DE COMMANDE « BILAN DU MONDE »**

A retourner, accompagné de votre règlement à :  
Le Monde, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly, Cedex.

**OUI JE COMMANDE :**

TITRES	Nbre d'ex.	France Métrop.	DOM-TOM étranger	Montant à reporter
Bilan du Monde 1995 .....		50 F	75 F	
Bilan du Monde + disquette				
INSEE - LE MONDE .....		110 F	125 F	
<input type="checkbox"/> Format PC				
<input type="checkbox"/> Format Mac				
* En cas de commande multiple prendre contact au (16-1) 49-60-34-34				F

Ci-joint mon règlement de

☐ par chèque bancaire

☐ par mandat (à l'ordre du Monde)

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_ CODE POSTAL : L L L L L

PAYS : \_\_\_\_\_







هنا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

## INGÉNIEURS CONSEILS

Deux Initiatives  
par semaine,  
c'est bien le minimum  
que l'on puisse faire  
pour l'emploi.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

### LES INGENIEURS DE L'INNOVATION

**ALTRAN**

29 % DE CROISSANCE, 600 INGENIEURS RECRUTES EN 1995

Leader en Ingénierie et Conseil Technologiques (2000 consultants), les compétences d'ALTRAN vont des études techniques au conseil en passant par la conduite de projets, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, l'audit et l'expertise technique. Dans le cadre de nos activités conseil en système d'information, nous recherchons des :

### JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

(INSA, ENSIMAG, N7, CENTRALE, IIE...)

desire à évoluer vers des responsabilités de coordination de projets, d'expertise technique ou de management d'affaires. Nous vous proposons de rejoindre une structure souple et décentralisée vous donnant les moyens de réaliser vos ambitions.

TOULOUSE - RENNES - NANTES - BREST - LYON - VALENCE - TOULON - AIX - STRASBOURG  
PARIS - LONDRES - BRUXELLES - MADRID

#### Vos compétences

- ▲ Système d'information (contrôle de gestion, gestion commerciale, ressources humaines, organisation de logiciels)
- ▲ SCB/DOR, INGRES/DORA, IF, SYBASE, RDB, SOLIDS
- ▲ LOG : BUSINESS OBJECTS, FORM, NOMAD, SAS
- ▲ SIAD et EIS : EXPRESS, HOLYS, SYSTEM W, SAS/ETS
- ▲ Conception architecturale de système de pilotage
- ▲ Conception et développement SIAD
- ▲ Mise en œuvre, assistance informatique
- ▲ Conseil, audit
- ▲ Expertise solution d'aide à la décision

Vous avez de belles aspirations ? Alors n'attendez pas d'être motivés par les tâches du jour, rejoignez-nous pour partager d'ambitions technologiques et humaines le plus tôt possible.

Adresser votre candidature sous la référence LMD-078 à Marie-Françoise VIGNON, ALTRAN, 36, Bd Gambetta, 92100 CLAMART.

## INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Telemate**

N° 1 en Europe du conseil en communications mobiles.

■ Notre jeune société est reconnue comme un consultant de haut niveau en infrastructure de réseaux mobiles. Nous fournissons dans de nombreux pays des prestations d'ingénierie et de conseil en télécommunications pour lesquelles nous utilisons l'ensemble des équipements de test et de mesure disponibles sur le marché ainsi que nos propres logiciels. Notre expertise technique et notre capacité à anticiper les besoins des clients contribuent à les satisfaire par un appui méthodologique important.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un ingénieur des

### Ingénieurs confirmés en Radio Communications

pour des postes à pourvoir principalement à l'étranger dans les domaines de l'ingénierie, du déploiement, du paramétrage et de l'optimisation de réseaux (GSM/GPRS, CDMA et DCS).

■ Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés en télécommunications, avec une expérience prouvée des domaines précités.

L'anglais courant est indispensable.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la référence YNTMT à notre conseil :

*André* 51/59 rue Lédru Rollin  
94853 Ivry-sur-Seine Cedex.

participez au développement  
de notre société en Europe...

### Consultants Seniors Sales de Marchés

Dirigeant une équipe de plusieurs consultants, vous assurez la mise en place et le suivi de nos systèmes en Europe.

**Votre profil :** à 30-35 ans, de formation Grande Ecole de commerce ou d'ingénieurs, vous avez acquis une expérience de plusieurs années dans le conseil et/ou la mise en place de solutions destinées aux activités Front et Middle Office. Maîtrise de l'anglais indispensable.

### Ingénieurs d'Affaires

En charge d'un portefeuille de clients en Europe, vous assurez la promotion et la vente de nos solutions auprès des établissements financiers. Votre tempérament commercial est le garant de notre réussite.

**Votre profil :** à 28-30 ans, après une formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, INSEAD, CENTRALE, MINES...) vous avez acquis une première expérience vous permettant de mener avec succès une action commerciale dans le domaine financier. Maîtrise de l'anglais indispensable.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. M/96-04 à ATSM-Finances 109/111, rue Victor Hugo - 92532 Levallois Perret Cedex.

**ATSM**  
Finances

PME  
700 personnes  
située en  
Région Parisienne,  
spécialisée  
dans le secteur  
des télécommunications,  
recherche  
pour  
son Service Études

### Ingénieur TELECOMS Senior

■ Au sein d'une équipe d'ingénieurs, vous participerez à la réalisation d'un grand projet TELECOMS et serez par ailleurs en charge d'études et validation de structures numériques.

Pour ce poste d'expert, nous recherchons un Ingénieur Télécoms (30/35 ans) possédant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine des BSBX et réseaux MLCOM (NGC, RING, ...).

La maîtrise des circuits MLCOM et numériques récents (RPLD, DSP) ainsi qu'une bonne connaissance des normes ETSI, ITU sont également indispensables.

Lieu de travail : proche banlieue parisienne.

Salaire : 270 à 350 K€ selon expérience.

■ Merci d'adresser CV, photo, lettre de motivation manuscrite et prétentions à l'Agence Développement 26, rue de Brunel - BP 6233 - 75816 PARIS cedex 17. Référence à rappeler : MAR 96

Fille de 2 groupes prestigieux MERCEDES-BENZ et METRO,  
debitel, première entreprise privée européenne de  
services de télécommunication mobile, caractérisée  
par une forte croissance et 600 000 abonnés, recherche un

### JEUNE RESPONSABLE ORGANISATION & METHODES À L'ESPRIT "MOBILE" H/F

**PROCHE BANLIEUE SUD - OUEST DE PARIS**

■ **Votre mission**  
Optimiser notre fonctionnement pour orchestrer notre développement. A partir d'un audit permanent de notre organisation, vous devrez :

- déterminer les gains de productivité en liaison avec les équipes,
- préconiser et piloter les évolutions de nos procédures et de notre organisation,
- faciliter la communication entre les opérationnels et le service informatique.

■ **Votre profil**  
Ingénieur (28-32 ans), vous avez 5 années d'expérience dans un cabinet d'organisation ou une structure de service tournée vers le grand public. Vous possédez une forte capacité à mener à bien des projets de manière autonome. Sans être exclusivement un technicien de l'informatique, vous possédez cette culture.

Si vous maîtrisez l'anglais (l'allemand serait un plus), rejoignez-nous pour être un acteur de notre croissance.

Notre Consultante, Marie-Claude Tessier, vous remercie de lui écrire sous réf. 6189/M à ALEXANDRE TIC 10 rue Royale 75008 Paris.

**debitel**  
FRANCE



## SECTEURS DE POINTE

### ÉQUIPEMENTS RÉSEAUX ÉLECTRIQUES - GRAND EXPORT

Au sein de la Direction Grand Export du groupe, vous aurez, chacun dans votre domaine de compétence, à :

- améliorer la couverture des marchés • optimiser la rentabilité des projets • accroître la part du CA Grand Export (plus de 50 % à ce jour).

**Groupe Industriel français, leader mondial**  
dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement destinés aux réseaux électriques, nous cherchons à consolider notre structure Grand Export

#### Responsable coordination et prospective commerciale réf. 9610

Véritable « Chef de cabinet » auprès de la Direction, vous ferez vivre un observatoire capable d'assurer une veille permanente sur le marché et la concurrence :

- de planifier et coordonner l'état d'avancement des projets
- de fournir des informations utiles et validées susceptibles d'orienter de façon réaliste et prospective l'action des opérationnels sur le terrain.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'IEP, d'une Sup de Co ou d'une grande école d'ingénieurs et justifiez d'une expérience de coordination et de planification commerciale de projets de biens d'équipement à l'export, y compris leurs aspects contractuels. Vous parlez couramment l'anglais, et l'espagnol si possible.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant la référence qui vous intéresse ainsi que votre niveau actuel de rémunération : 7, rue de Monceau, 75008 Paris.

#### Commercial zone Asie du sud est réf. 9611

Après une période de formation et d'initiation aux produits, vous travaillerez en binôme avec votre homologue technico-commercial au Siège.

A 50% de votre temps vous serez sur le terrain pour :

- visiter les clients
- promouvoir les solutions du Groupe et animer le réseau des agents locaux.

Votre pratique du « lobbying » et de la négociation vous permettra de développer les affaires très en avant.

Agé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de Commerce, vous justifiez d'une première expérience commerciale de projets à l'export dans le secteur de l'équipement électrique ; vous êtes bilingue anglais.

#### Technico-commercial « back office » réf. 9612

Au sein du Bureau Commercial, vous serez responsable d'un certain nombre de pays et apporterez un soutien permanent auprès des commerciaux sur le terrain.

Vos missions :

- analyser les cahiers des charges
- établir les devis
- mettre en forme les offres
- assurer le suivi commercial des projets
- jouer un rôle d'interface avec l'administration commerciale.

Ingénieur (SUPÉLEC), vous avez environ 30 ans. Une expérience similaire acquise dans l'industrie électrique vous permettra d'être rapidement opérationnel. Vous parlez couramment l'anglais, et l'espagnol. Vous êtes rigoureux, précis, gestionnaire de contrats et aimez travailler en équipe, même à distance.



**Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

In 1971, INTEL introduced the world's first microprocessor, today more than 80 % of all PCs worldwide are equipped with INTEL microcomputer components. The INTEL Pentium® Processor has become the standard for today's PCs. More than 37 000 employees have as their aim to maintain the company's reputation for technical innovation and its market leadership position. The requirement to provide intensive applications support to the fast growing multimedia market in Europe has created outstanding Graduate opportunities.

**intel**

### Graduate opportunities in the exciting area of Multimedia solutions

You will be the prime contact for leading European developers of game and multimedia products using the Intel platform, and ensure that their applications take advantage of the latest Intel Architecture i.e. high performance Pentium® processors and MMDC™ Technologies. This includes developing source code reference examples and the creation of applications to enable developers to better utilize Intel processors. To optimize the support you will work closely with the Intel Developers Relations Group as well as the Marketing team and visit customers as required. You may also be requested to make technical presentations to customers and at developer conferences.

You will have a degree in Computer Sciences, Electronic Engineering or equivalent and ideally basic knowledge of developing and tuning Windows (3.1) applications, preferably with regard to motion video, graphics, and audio. Experience with Assembly and C-programming is required. Proven written and verbal communication skills, a strong teamplayer and target oriented working style are essential qualities, together with fluency in English and at least one other European language, preferably French or Italian.

We offer interesting positions providing scope for creativity and initiative, excellent opportunities for personal development together with an attractive compensation and benefits package, including profit sharing. Relocation assistance is available.

For further information please call Marlen Erber-Ludwig, telephone 19.49.89.13.06.820 or submit your full career details in English language to our consultants.

Erber-Ludwig & Partner GmbH  
Recruitment Advertising & Selection  
Nymphenburgerstr. 148  
D-80634 MÜNCHEN  
Fax : 19.49.89.16.17.11  
E mail : erber-ludwig@t-online.de  
Internet : http://www.intel.com

Importante société internationale basée à Milan, spécialisée dans la production et la commercialisation de PRODUITS COSMÉTIQUES SPÉCIALISÉS, recherche son

#### DIRECTEUR de RECHERCHE et DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS

Ce directeur animera une équipe de 50 personnes et devra suivre et coordonner toutes les phases du développement des produits conditionnés et non-conditionnés

Il aura pour mission de rechercher et développer de nouveaux produits, de repérer de nouvelles matières premières, d'industrialiser les nouveautés, de contacter notre clientèle de sociétés cosmétiques et de soutenir les ventes.

Nous désirons donc rencontrer un candidat professionnel qui possède une expérience similaire confirmée dans un environnement dynamique caractérisé par le développement de nouveaux produits, en contact étroit avec le marketing.

Agé d'environ 40 ans, le candidat devra posséder un diplôme universitaire en chimie, avoir une expérience dans le secteur cosmétique, pharmaceutique ou agro-alimentaire. Il devra avoir une bonne connaissance de l'italien, de l'anglais et du français.

Envoyer un curriculum vitæ détaillé avec numéro de téléphone, sous la référence C-910 à notre conseil : SINTOX Consulenza Aziendale S.r.l. - I - 20146 MILANO - Via Frua 24 - Fax : 0039/2/48.18.180

Pour faire face à un important développement, groupe industriel français de 1 600 personnes, 1,5 milliard de CA, leader sur ses marchés (chauffage, aération, ventilation, climatisation et robotique) renforce son potentiel technique et recrute :

### 6 Ingénieurs Débutants ou presque

Jeune ingénieur généraliste, mécanicien, électromécanicien (AM, NSA ou ENR) vous êtes débutant ou vous bénéficiez d'une première expérience d'un à deux ans.

Polyvalent, pragmatique, mobile, vous privilégiez le travail en équipe et appréciez une forte envie de progresser dans un groupe fiable et performant.

Nous vous proposons, après formation, d'intégrer une de nos unités au sein des services tels que qualité, R&D, logistique, bureaux d'études, marketing technique.

Les postes à pourvoir sont situés à Lyon, Paris et La Roche-sur-Yon (Vendée).

Si vous êtes motivé par un de ces postes à durée indéterminée, merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions (sous référence INGE) à : GROUPE ATLANTIC - DRH - BP 65 - 85002 LA-ROCHE-SUR-YON cedex.

**atlantic**  
ça marche, tout simplement.

L'Entreprise  
mode  
d'emplois.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

مكتبة



مكتبة

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996 / IX

# SECTEURS DE POINTE

## Chef de projet - Ventes grands comptes première monte automobile



17 000 personnes,  
7 divisions,  
42 filiales étrangères,

exerce ses activités dans  
les secteurs Automobile  
et Aéronautique.

Sa division  
CONNECTEURS CINCH

renforce la structure  
commerciale de sa  
Branche

Europe-Afrique  
comptant parmi les leaders  
européens sur le marché  
automobile.

Intégré à la Direction des Ventes première monte Automobile de la Branche, vous aurez pour objectifs prioritaires :

- d'accroître le CA relevant de votre responsabilité et d'en garantir la rentabilité ;
- de participer au succès d'un nouveau concept en développement.

Vos missions : • assurer les relations commerciales avec les services Achats, Études et Développement des constructeurs ; • coordonner les revues de projets, de la négociation des cahiers des charges jusqu'à la livraison des pièces en série ; • vous porter garant des coûts, plannings et respect des délais.

Vous avez environ 30 ans, vous êtes Ingénieur de formation (ENSAM, INSA, ESTACA...) et justifiez d'une première expérience réussie de la fonction de Chef de projet à dimension commerciale, acquise dans le secteur automobile. Dynamique, rigoureux, vous faites preuve de charisme et d'esprit de synthèse ; vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand.

Le poste est à pourvoir à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9609, au 7 rue de Monceau 75008 Paris.

Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Glass Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un groupe international de 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Dans le cadre de son expansion, notre division verre automobile offre trois postes très évolutifs à des Ingénieurs Mines, ECP, AM... dont la réussite leur a déjà permis de faire la preuve de leur capacité à s'affirmer sur le terrain au niveau d'un site industriel :

### RESPONSABLE QUALITÉ

Développer un système assurance qualité  
Négocier, convaincre...

Motivé par la qualité, vous valoriserez une expérience de la fonction d'environ 5 ans acquise si possible chez un équipementier automobile en assurant une équipe d'une dizaine de personnes et en assumant un rôle de chef en tant que représentant du client sur le site et garant de l'image de notre entreprise vis-à-vis de l'extérieur.

Votre rigueur allée à votre excellent sens relationnel vous permettront de vous faire reconnaître tant auprès de nos différents services que de la clientèle française et européenne et de promouvoir notre politique de la qualité totale.

Réf. 118 2995 6M

### RESPONSABLE D'UN SECTEUR DE PRODUCTION

Un profil très opérationnel

pour une carrière dans le management des hommes

Disposant d'une première expérience d'au moins 5 ans, acquise dans l'encadrement en production, vous valoriserez vos qualités de dynamisme, d'ouverture et de challenge en prenant la responsabilité d'un important secteur de production (130 personnes).

Un tel poste implique souplesse et réactivité pour adapter l'organisation en fonction des évolutions techniques et sociales, instaurer une démarche de progrès notamment dans le domaine de la qualité et de la sécurité et mettre en place les améliorations visant au développement des hommes et des performances.

Réf. 118 2996 6M

### INGENIEUR PROCESS

Faire progresser une usine très bien équipée

Vous avez acquis une bonne connaissance du développement des produits, des process et des organisations au travers d'une expérience de 3 à 5 ans acquise dans l'industrie automobile au sein d'un service processus-organisation industrielle.

Motivé par une évolution dans le domaine technique, vous pourrez faire reconnaître vos compétences en étant très impliqué dans le rôle de l'usine et en vous engageant dans des actions visant à faire évoluer les processus, à améliorer en permanence les moyens de production et à optimiser l'équipement des outils.

Au sein d'un environnement en constante évolution, vous aurez un rôle clé dans le développement et l'implémentation des nouveaux produits, l'amélioration de la productivité et la dynamique de progrès permanents associés, serez amené à participer à des investissements importants et à vous faire reconnaître tant par la rigueur et la fiabilité de vos analyses que par vos capacités d'écoute et de dialogue avec la production.

Réf. 118 2997 6M

Ces trois postes sont basés au sein de notre unité de production verre facilitée à Andrieu (proximité de Douai), ils offrent de larges possibilités de progression au niveau européen. Ils impliquent la maîtrise de l'anglais.



Etape en recherche la référence  
Discrétion absolue

71, rue d'Antoni  
75016 Paris

Aller plus loin dans l'innovation en restant plus près de la vie quotidienne. C'est la vocation de Philips Electronique Grand Public. Nous l'avons démontré sur tous les marchés de l'électronique de loisirs (TV, audio, hi-fi, vidéo, autoradio...) comme pour les produits d'information personnelle (téléphone, fax, moniteur...). Autant de domaines dans lesquels le talent et la créativité de nos professionnels ont réalisé des avancées indiscutables. Dans le cadre de l'expansion internationale de ses activités de téléphones mobiles, notre centre de compétence internationale (développement et production) du Mans renforce ses équipes.

### Ingénieur Approvisionnement

Au sein de l'équipe Approvisionnement, et en relation constante avec les départements Achat/Développement, vous êtes chargé des contacts internationaux avec les fournisseurs et les sous-traitants locaux. Vous assurez la gestion des projets logistiques (contrats, délais...) et respectez les niveaux de stocks composants. De formation supérieure (Ingénieur, ESC ou ESAF), vous avez une expérience de 3 ans en Achats ou logistique. Vous maîtrisez les techniques des composants électroniques et, idéalement, le fonctionnement du système GPAO. En plus de l'anglais, l'allemand serait apprécié.

Réf. 1A

Pour ces postes basés au Mans, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la réf. choisie à Philips Electronique Grand Public - DRH - Route d'Angers - BP 184 - 72004 La Mans Cedex.

### Responsable Planning

En contact permanent avec les bureaux de commandes clients, vous établissez le planning journalier, à la semaine et au mois à partir des prévisions de ventes. Vous estimez les capacités journalières de production et prévoyez les capacités futures. Vous définissez les séquences de production pour chaque ligne. De formation Ingénieur ou Ecole de Commerce (option logistique), vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire. Pragmatique et organisé, vous savez gérer de fortes fluctuations d'activités. Vous maîtrisez l'outil informatique (Excel, logiciels de GPAO).

Réf. RP

Faisons toujours mieux.

Leader mondial et premier producteur européen sur son marché, cette société internationale dispose de plusieurs centres de recherche en France.

Dans son principal centre de recherche, situé au cœur des Alpes, une centaine d'ingénieurs et techniciens développent de nouveaux produits et leurs procédés d'élaboration.

Nous recherchons

### UN INGENIEUR DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS

En relation avec les services de fabrication et les services commerciaux, il pilote plusieurs sujets de recherche appliquée (mise au point de méthodes de caractérisation), participe à l'assistance technique auprès des clients, préconise les meilleures utilisations.

Ingénieur diplômé (Mines, Centrale...), à dominante matériaux, débutant ou presque, vous souhaitez acquérir une vision globale dans une industrie de premier plan. Des compétences ou des connaissances complémentaires en mécanique pratique seraient très appréciées. Vous maîtrisez la langue anglaise. Ce poste formateur ouvre de réelles perspectives de carrière.

Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire en précisant la référence 815 LM.



CADRICIEL  
Tour Suisse - 1 bd Vivier Merle - 69443 LYON Cedex 03.

CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS



# INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Groupe industriel international (30 implantations dans le monde, près de 7 000 personnes et environ 5 milliards de francs de CA en 1995), nous sommes aux premiers rangs mondiaux dans le domaine de la connectique.

Nous souhaitons développer notre activité réseaux/fibres optiques et recherchons pour notre Direction Commerciale France

## 2 ingénieurs commerciaux

Le premier assurera la promotion des connecteurs réseaux et fibres optiques pour les Datacom/Télécom auprès d'une clientèle d'intégrateurs et d'installateurs courants faibles.

Le deuxième candidat sera chargé de la distribution de ces produits, ainsi que du support des distributeurs électronique ou électrique en général.

Au-delà de vos qualités de négociateur commercial, votre connaissance du marché et de ses acteurs vous permettra d'être une force de proposition qui contribuera à

la définition de la politique commerciale et au choix des cibles prioritaires pour cette activité.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience commerciale de 3 ans au moins dans ce secteur. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe dynamique et motivée et de vous associer à notre challenge.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV), sous référence 24562, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

## VENDRE DES PRESTATIONS DE SERVICES INFORMATIQUES

Paris - Lyon

Reconnue pour la qualité du service offert au client, cette importante société d'envergure internationale commercialise un ensemble de prestations destinées à assurer la disponibilité et l'optimisation des systèmes d'information (mise en place de réseaux et de logiciels-outils, intégration de solutions, assistance à l'exploitation...). Sur son territoire, l'ingénieur commercial doit identifier les clients, qualifier chaque étape et négocier des contrats importants auprès de grands comptes principalement. Pour réussir dans sa mission, il

doit apprécier les activités de prospection et savoir dialoguer avec les chefs de projets internes. Diplômés de l'enseignement supérieur, les deux ingénieurs commerciaux recherchés ont déjà acquis une expérience significative de la vente de services auprès des directions informatiques. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/3167 - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75 Fax. 47.45.48.65.

**PA Consulting Group**

Creating Business Advantage

**Exercez les responsabilités opérationnelles de vente à la mesure de vos attentes.**

## Jeunes diplômés Bac + 5 Scientifiques et commerciaux

GAZ INDUSTRIELS SERVICES, département de l'AIR LIQUIDE, assure quotidiennement auprès de ses clients, industriels de secteurs très diversifiés, des prestations et des services ayant pour base la fourniture de gaz.

Dans un secteur très concurrentiel et souvent stratégique pour l'activité de ces entreprises, nous nous devons d'être leur partenaire le plus fiable et le plus innovant, en apportant les réponses adéquates dans les délais les plus courts.

Nous nous appuyons sur une organisation décentralisée, basée sur plus de 30 structures régionales à organigrammes courts : des équipes impliquées, réactives, créatives et fortement responsabilisées qui constituent chaque jour notre réponse et notre cadre d'action.

Aujourd'hui, nous les renforçons et souhaitons y intégrer plusieurs jeunes diplômés de niveau Bac + 5, de formation commerciale ou titulaires d'une double formation scientifique et commerciale. Votre mission : exercer des responsabilités opérationnelles de vente en partageant notre état d'esprit résolument tourné vers la satisfaction de nos clients et la mise en place de solutions adaptées à leurs besoins.

Ces postes sont à pourvoir dans toute la France.

Si vous vous identifiez à cette conception du service, et souhaitez intégrer un groupe, qui, par la suite, vous proposera de multiples opportunités, écrivez-nous : adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite de motivation avec photo et CV) sous référence 24 889 268 à notre Conseil ONOMA - 28, rue de Berri - 75008 Paris.

**AIR LIQUIDE**

Progressons ensemble...

**FISONS**  
Instruments

## RESPONSABLE DES VENTES SYSTEMES D'INFORMATION DE LABORATOIRE

ANGLAIS IMPERATIF

Vous : • à 35-40 ans, de formation ingénieur ou école de commerce • après une expérience réussie de la vente de solutions informatiques complexes, intégrées au système d'information d'entreprise • vous souhaitez aujourd'hui, donner un nouvel élan à votre carrière en prenant la responsabilité d'une équipe commerciale et technique, tout en conservant un rôle très opérationnel de vente auprès de grands comptes et de négociations à haut niveau.

Mission : rattaché directement au Président, vous développez, avec votre équipe sur toute la France, les ventes de solutions complètes à base de progiciels d'acquisition et de gestion de données de laboratoire auprès des clients existants et prospectez de nouveaux comptes dans la Recherche et l'Industrie (chimie, pétrole, agro-alimentaire, pharmacie, recherche médicale, cosmétique, environnement...). Déplacements fréquents en France et ponctuellement à l'étranger.

Nous vous offrons : • une responsabilité globale et très opérationnelle • des produits de grande qualité et à forte notoriété • une formation dans nos usines en Grande-Bretagne • une rémunération motivante (fixe + variable) avec voiture de fonction.

Pour ce poste basé à Arcueil (94), merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 73.3447/AM, portée sur lettre et enveloppe.

**Mercuri Urval**

L'Entreprise  
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

**Le Monde**  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



**44-43-76-03**

**44-43-77-34**

**FAX : 44-43-77-32**